

«Prise d'otage» à Moscou

Plus subtil que ses prédécesseurs, M. Gorbatchev n'hésite pourtant pas à recourir à l'occasion aux moyens les plus grossiers et à dépeindre les ennemis que s'étaient fixés ces mêmes dirigeants : l'arrestation d'un correspondant américain en poste à Moscou, M. Nicholas Daniloff, de l'hebdomadaire «US News and World Report», sous prétexte d'espionnage, est en effet une innovation. Car, en effet, les journalistes occidentaux en URSS n'ont jamais été de tout repos : articles insultants dans la presse, mésaventures diverses et pièges plus ou moins voyants sont les ingrédients bien connus qui donnent du piquant à la vie de ceux que terre l'expérience.

Certains désagréments sont tout à fait mineurs : mousses glacées, flâneries ostentatoires, d'autres plus dérangeants : il y a sept ans, un autre correspondant du même hebdomadaire avait été drogué et sa femme sérieusement importunée à l'occasion d'un déplacement en Asie centrale. Quant à la vie privée... Mais au bout du compte, et à condition de résister fermement à toute forme de chantage, on ne risquait pas grand-chose d'autre qu'une expulsion, le plus souvent d'ailleurs dans le cadre de mesures de rétorsion après qu'une mesure similaire avait été prise par son propre pays à l'encontre de diplomates ou de journalistes soviétiques.

Il s'agissait de toute évidence, cette fois encore, de riposter à l'arrestation, une semaine plus tôt, d'un fonctionnaire soviétique des Nations unies à New-York. Le Soviétique ayant été pris sur le fait, dans le métro de New-York, alors qu'il recevait des documents concernant un moteur d'avion, un scénario analogue fut donc monté, et M. Daniloff vit fondre sur lui une escouade de policiers en civil à l'instant précis où un «ami» soviétique lui remettait un paquet de coupures de presse opportunément lésées de documents top secret. Le choix de la «victime» de cette opération aussi peu raffinée que possible pour sembler judiciaire sur le plan de la propagande, il porte un nom russe, et le fait qu'il soit le petit-fils du dernier chef d'état-major de l'armée soviétique permet d'ajouter un flûnet de lutte des classes au combat anti-impérialiste. Certes, on peut aussi s'étonner de la «malvenue» du correspondant américain, dont c'était pourtant le second séjour à Moscou : que celui qui n'a jamais pris de rendez-vous dans un parc moscovite lui jette la première pierre.

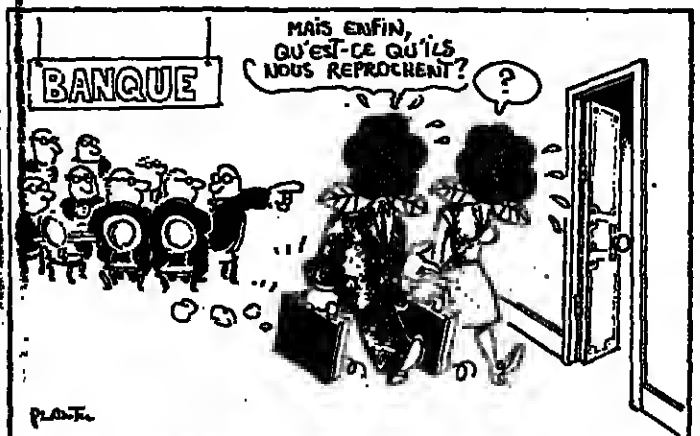
La question est tout ce n'est pas là. Cette arrestation est une manœuvre médiatique faite au président Reagan au moment où s'engage un grand marchandage sur les armements. Mais elle est surtout un avertissement dépeignant adressé par M. Gorbatchev aux Occidentaux, et pas seulement aux journalistes. Avec lui, on peut s'attendre à tout, au meilleur comme au pire, en l'occurrence une véritable prise d'otage. Moscou a déjà fait savoir que la décision définitive sur le maintien ou non en détention de M. Daniloff interviendrait dans une dizaine de jours : le temps en fait, pour Washington, de relâcher le Soviétique arrêté aux Etats-Unis. Le Maison Blanche semble avoir très mal pris le chose, et on n'imaginerait pas M. Reagan céder au chantage. Mais de son côté M. Gorbatchev a déjà fait preuve, dans les affaires d'espionnage, d'une rudesse percutante, d'une «ténacité» à l'égard de l'ennemi, quand elle lut crier «pouce» après une série d'expulsions croisées entre Moscou et Londres.

Pourquoi une telle agression ? Faut-il croire que le «tiro» soviétique, désireux ailleurs de faire bouger certains choses de son pays, ne connait pas par expérience, au KGB, qu'il n'y a pas une loi unique très ac-

Deuxième vague de nominations

Les banquiers proches du PS écartés par le gouvernement

De nombreuses présidences de «petites» banques vont changer de titulaires le 3 septembre en conseil des ministres. Les propositions transmises le 1^{er} septembre à M. Mitterrand, si elles étaient «acceptées» sans compromis, se traduiraient par un reflux complet de la «langue» de 1982. A l'Elysée, si l'on souligne la «compétence» de certains des banquiers écartés, proches des socialistes, et donc des critères politiques qui ont présidé aux nouveaux choix, on n'entend pas faire de ces nominations un accroc dans la cohabitation.



(Lire page 39 l'article de SERGE MARTI et FRANÇOIS RENARD.)

Face à de nouvelles menaces terroristes

Le ministère de l'intérieur s'inquiète de fuites policières

Tandis que le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) menace à nouveau, sous la forme d'une lettre adressée à l'Agence France Presse, de passer à l'action, le ministère de l'intérieur s'inquiète de l'apparition d'un mystérieux «Front français de libération». Sous ce sigle, des auteurs anonymes accusent le gouvernement de «courber l'échine» devant les terroristes arabes et dévoilent des renseignements confidentiels dont seuls les services chargés de la lutte antiterroriste ont connaissance.

S'agissant du terrorisme international, le gouvernement est actuellement pris entre trois contraintes. Il y a d'abord la menace du CSPPA, sous ce sigle se cachent les auteurs d'une série d'attentats à Paris, de décembre à mars derniers. Et, sous une revendication permanente — la libération de trois terroristes (libanais, arméniens et iraniens) détenus en France, — les auteurs de ces communiqués visent en fait essentiellement celle de Georges Abdallah Ibrahim, chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL).

Comment éviter la reprise d'une série meurtrière ? La première réaction du gouvernement de M. Jacques Chirac fut d'envoyer la libération progressive du

chef des FARL. Mais — et c'est le deuxième élément — un pays ami, les Etats-Unis, ne l'entend pas ainsi : les FARL ont en effet revendiqué les assassinats en Europe de plusieurs diplomates américains. «Céder, c'est encourager les terroristes», disent en substance les Américains.

Troisième fait : l'apparition, ces derniers mois, d'un Front français de libération, qui accuse le gouvernement de faiblesse et le menace à son tour. Ce ne seraient que des émeutes anonymes parmi d'autres si ce mystérieux Front ne dévoilait des renseignements policiers confidentiels.

(Lire page 9 les articles de G. MARION et E. PLENEL.)

Le naufrage du paquebot soviétique

«Une véritable tragédie» selon les autorités.

PAGE 6

L'offensive iranienne dans le Golfe

Téhéran annonce l'occupation d'un flot irakien d'importance stratégique.

PAGE 4

Milliardaires en difficulté

Les Hunt du Texas et Mateos l'espagnol.

PAGE 40

Moins d'Etat à Paris

Les effectifs des ministères, services publics et entreprises nationalisées devraient diminuer de 150 000 personnes en 1987.

PAGE 12

Découpage électoral

«La justice à portée de la main», par Maurice Duverger.

PAGE 7

Le réseau de Radio-France

L'avenir des radios locales en question.

PAGE 16

Le Monde

SCIENCES

Tchernobyl en 2010...

PAGE 13

Le sommaire complet se trouve page 44

Rentrée scolaire : 12 millions d'élèves, 600 000 enseignants

Douze millions d'élèves, 600 000 enseignants, mercredi 3 septembre, leurs six cent mille enseignants, qui, etc., seront regroupés à la rentrée scolaire. Pour la première fois de son histoire, l'école maternelle accueillera moins d'élèves, alors que

l'école élémentaire, en chute libre depuis six ans, enregistre une remontée significative, et que les lycées s'apprêtent à recevoir soixante-dix mille élèves supplémentaires. Mais une rentrée ne se réduit pas à des chiffres. Celle-ci, marquée par l'entrée en

vigueur de nouveaux programmes en sixième, donne l'occasion de repenser le problème de l'apprentissage — fondamental — de la lecture, dont une enquête de l'INRP nous apprend qu'elle n'est pas maîtrisée par 26 % des élèves de sixième.

Un «plan ORSEC» pour la lecture...

20 % des écoliers ne savent pas lire — et plus de la moitié ne lisent pas couramment — à l'entrée en sixième. Ce constat, résultant d'une enquête de l'Institut national de la recherche pédagogique, est à nouveau l'accent sur ce qui est bien le problème numéro un de l'éducation en France. Non que ces chiffres constituent une révélation. Mais leur rappel, à la veille de la rentrée scolaire, fait apparaître le caractère illusoire de certains discours officiels (1).

«En effet, en effet, parler de prolongation de la scolarité, de «délai pour tous», de «30 % de jeunes au bac», d'accroissement du nombre des étudiants, si la condition première de toute scolarité — savoir lire — n'est pas remplie ? Sans parler des conséquences sociales que ne peuvent manquer d'avoir — sur le chômage, la délinquance, par exemple — la marginalisation et l'échec dans l'école d'une

fraction aussi importante de la jeunesse.

C'est pourquoi il est plus que temps de prendre le taureau par les cornes et d'entreprendre l'action d'envergure capable d'envoyer le fléau — incompatible avec une société développée — de l'illettrisme. Les mesures à prendre sont connues. Elles ont déjà fait l'objet de bien des propositions de pédagogues, de médecins ou de psychologues de l'enfant (2).

Citons les principales :

«Mieux étaler l'apprentissage» — Les capacités des enfants à assimiler les mécanismes de la lecture ne s'accroissent pas du découpage des années et des programmes scolaires. Selon le développement propre à chacun, la période d'apprentissage s'étale entre cinq et huit ans. Vouloir que tous les enfants aient appris à lire à la fin du cours préparatoire — c'est-à-dire à sept ans — est un

non-sens puisqu'une part non négligeable d'entre eux ont besoin de plus de temps (3). Or l'insuffisance en lecture est la justification principale des redoublements, qui affectent 12 % des élèves du cours préparatoire et près du tiers des élèves sur l'ensemble de la scolarité élémentaire. Et l'on sait que le redoublement — notamment du CP — est un signe pratiquement infaillible d'échec scolaire définitif.

«Faire de la lecture une priorité» — L'échec en lecture tient moins aux défauts des méthodes d'apprentissage — qui se valent à peu près toutes — qu'à l'insuffisance de la pratique. Elle seule permet de passer du déchiffrement des lettres — généralement acquis — à la pratique de la lecture courante. Or celle-ci — comme la parole — ne s'acquiert que par un usage permanent. Cela signifie qu'il faut mettre les enfants dans un «bain de lecture», capable de susciter le

besoin et l'envie de lire. La lecture doit être, à l'école, une activité permanente, puisque, pour tous ceux qui n'ont pas l'occasion de lire chez eux, elle est le lieu principal où ils sont confrontés à l'écrit.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 10.)

(1) Cette enquête est présentée dans le numéro de cette semaine du *Nouvel Observateur*, avec une interview de son responsable, M. Jean Foucaubert.

(2) Voir notamment *Le Monde* d'être lecteur, de Jean Foucaubert (SERMAP 1976), *Apprentissage et pratique de la lecture à l'école* (CNDP, 1979). Et voilà pourquoi les élèves ne savent pas lire, d'Hélène Haot (Minerve, 1985), et les deux enquêtes du *Ministère de l'Éducation* de janvier 1979 et juin 1985.

(3) Voir le rapport de la Société française de pédiatrie sur les problèmes scolaires : *Malnutrition de certaines catégories de la population et le fonctionnement du système éducatif français* («Trop tôt, trop vite», *Le Monde* du 14 novembre 1985).

«Mélo», d'Alain Resnais

Les belles férocités d'Henry Bernstein

Le film d'Alain Resnais, «Mélo», d'après la pièce de Henry Bernstein, a été présenté à la Mostra de Venise, avant de servir le 13 septembre, au France.

Cinéphilie méfiant, déjà rassuré par cette étrange vague théâtrale qui déferle sur les écrans, ne changez pas de trottoir si on vous dit «Mélo».

Cinéphilie repu de carnages superflus, de règlements de comptes primitifs entre mauvais fils et bons voyous ou réciproquement, sachez qu'il peut exister un polar intime et raffiné, et que c'est «Mélo».

Cinéphilie assourdi de borborygmes triviaux et d'onomatopées sauvages, écoutez l'appel de «Mélo» où le texte soûlé coule de source, où un français carac-

sant reprend ses droits, cela étonne, soulage, séduit.

Cinéphilie ne clouez pas a priori au pilori le vieux Bernstein, ne faites pas rimer trop vite «Mélo» avec rétro et nostalgie avec ennui. Sachez qu'Alain Resnais tourne «Mélo», une pièce créée le 12 mars 1979 au Gymnase par M^{me} Gaby Morlay et M^{me} Charles Boyer et Pierre Blanchard, a bien fait un film d'aujourd'hui.

Car, sous ses dehors mondains, Henry Bernstein a de belles férocités, et l'assommoir des apparences recouvre à peine, d'un glacis exquis, la modernité des sentiments. Un triangle classique : Romaine, dite Maniche, une petite bonne fuyante séduisante et bavarde, mariée à Pierre, un politicien «un peu tâté», idéalise épen-

ment amoureux de Marcel, violoniste virtuose et compagnon de conservatoire de «son Pierrot», qu'avengée par la passion elle tentera d'empoisonner. Ce crime est trop grand pour elle, elle ne peut ni le conclure ni l'avouer. Elle préfère disparaître, laissant Pierre à son égaré et à sa confiance. Confiance, que, trois ans plus tard, Marcel se gardera bien de trahir. Saisi de soupçons tardifs, Pierre supplie son ami de lui révéler la nature des relations qui ont pu se nouer entre lui et sa femme. Marcel résiste, et la *Somme en sol majeur*, opus 78 de Brahms, unit une fois encore ces deux hommes dont le même gracieux fantôme guide les mains.

DANIEL HEYMANN.

(Lire la suite page 14.)

**Splendeur et misère
du couturier
de la
Belle Époque**

«Toute ce qui touche à
Paris ne peut être petit»
Artistic

«Il était le Prince de
la mode avec un sens
de l'exceptionnel de
l'écouleur». Il demeure
unique et isolé.

André
Dreyer de Saponze

1 vol 80 F

PAYOT

Polmer White

POIRET

LE MAGNIFIQUE

le destin
d'un grand couturier

Royal

Débats

L'autre géographie de l'emploi

Le pavé jeté dans la mare des idées reçues sur l'emploi par MM. Séguin et Maire relance un débat opportun. Des pas dans la bonne direction, estime Alfred Sauvy, mais il faut mieux inventorier les besoins privés et publics à satisfaire. Alain Lipietz applaudit également mais

souhaite que les activités du nouveau type s'exercent dans des unités autogérées.

André Piettre ne pense pas aux « petits boulots » mais à des solutions internationales, car il n'est pas admissible que la concurrence se fasse aux dépens du progrès social.

Le mur

L'erreur fondamentale : trouver des emplois correspondant aux activités que les hommes désirent exercer

par ALFRED SAUVY

Il ne s'agit pas de celui de Berlin, mais de l'obstacle que rencontre la société à mettre toutes les personnes désireuses de travailler et de créer des richesses. Le chômage est le fruit de la persistance, non des travailleurs, mais de la société elle-même, qui refuse de se connaître.

Premier point troublant : la défaillance des médecins, les économistes : ils en restent — comme les politiques — à l'emploi, au singulier, alors qu'il s'agit d'une vaste adaptation de millions de personnes à des millions de tâches. Du même coup est ignorée par eux la notion fondamentale de *circuit d'emplois* et de *court-circuit d'emplois* (chômage).

Second point : il est bien normal que chacun des millions de postulants cherche le meilleur emploi possible. Sur ce grand navire, tout l'équipage veut être sur le pont : chacun a raison, mais l'ensemble a tort. Pour prendre un exemple parmi cent, il n'est pas particulièrement heureux que le chirurgien arrive à 9 heures, en retard à l'hôpital, parce qu'il a dû conduire son jeune enfant à l'école à 8 h 30. Répétons à l'envi que nous ne manquons pas d'emplois, mais de « bons emplois ».

En parlant de « petits emplois », M. Philippe Séguin a fait un pas dans la bonne direction, alors que tant d'autres ont regardé l'Entreprise, avec une impudence, comme un mont Sinaï. A l'opposé, un petit pas, également, de M. Edmond Maire, modèle de courage. Cela dit, il n'est pas dans son rôle de reconnaître qu'avec le même crédit un service public peut employer plus ou moins de personnes et rendre ainsi plus ou moins de services — en raison inverse de son salaire. Il ne lui appartient pas davantage de constater que bien des marginaux se heurtent à la barrière du SMIC. Constatation n'implique pas nécessairement remède, mais la peur du remède ne doit pas entraîner refus du diagnostic.

Les TUC, faut-il en sourire ou en pleurer ? A chaque crise, le grand problème est de trouver un nom nouveau : « *acier national* », en 1948 ; « *grands travaux* », en 1956 (pourquoi « *grands* » ?) ; « *utilité collective* », pendant les années 80. Ou bien il y a création monétaire et il faut alors intégrer dans l'ensemble de la politique, ou bien il y a simplement déplacement de fonds, peut-être pas le meilleur. Une affiche de plus, pas un chômeur de plus.

Il est beaucoup question de flexibilité, de mobilité, etc., point d'autant plus délicat que l'étendue du secteur public — dans l'axe — accroit encore le besoin d'employer des mouvements du secteur resté libre. Cette mobilité est rendue plus nécessaire encore, non seulement par les changements venus du dehors, mais par les progrès de la technique (et non de la technologie, voire des technologies, comme l'écrivent tant de Trismosins) et par les changements de goûts de ce commissaire général au Plan qu'est le consommateur.

A l'erreur fondamentale (trouver des emplois correspondant aux activités que les hommes désirent exercer) s'ajoute l'idée selon laquelle la réduction de la durée du travail réduit le chômage : idée contredite par les faits, tant en 1936 qu'en avril 1982, mais d'une réaisance à toute épreuve, tant elle est sympathique, dans son arithmétique élémentaire.

Desserrer les freins

Le premier pas d'une politique semble être le desserrement des freins volontaires, des multiples verrous secrets : il est, par exemple, possible de créer en quelques semaines, voire quelques jours, 20 000 emplois en abrogeant la loi malthusienne de 1937 sur les taxis, si malheureusement appliquée à Paris et dans certaines villes.

A l'erreur fondamentale doit être substituée l'orientation des activités des hommes vers la satisfaction des besoins. Le premier acte doit donc être l'enquête nationale sur l'étendue des besoins privés et publics, qu'il faudra alors convertir en activités propres à les satisfaire. Sur les moyens propres à rapprocher ensuite la répartition effective de la répartition nécessaire, les moyens peuvent diverger, mais il est probable que la répartition hivernale d'un forgeron devra être supérieure à celle d'un employé de bureau.

Se posera sévèrement la question des cadres, agréables berceuses. L'entreprise allemande en emploie moins que la française, et paie davantage ses manœuvres. Si le fait est confirmé, il faut le publier largement et non le cacher comme un secret atomique.

C'est qu'en cette matière le tabou est partout. Le diagnostic est refusé en raison de l'ordonnance qu'il semble inspirer.

Tiers secteur ou petits jobs ?

Plutôt que de payer les chômeurs à ne rien faire, subventionnons-les à travailler... en coopératives

par ALAIN LIPIETZ (*)

DANS la défunte campagne électorale, les « *verts* », les alternatifs et les autogestionnaires proposent, pour lutter contre le chômage, entre une relance centrée sur le cadre de vie et une réduction massive de la durée du travail, la création d'un « tiers secteur de travaux d'utilité sociale, subventionnés par l'Etat-providence, autogérés et contractuels ». Ainsi va la France : les périodes électorales ne sont pas faites pour débattre des affaires sérieuses, et c'est au creux de l'été que remonte le débat, sous la plume de MM. Séguin, Maire et Bergeron. Naturellement, ce dernier barde sa méfiance du fion politique du second, et des prévisions fort inquiétantes du premier.

La logique macroéconomique sous-jacente, telle que je l'avais exposée dans *L'audace ou l'Enlèvement* (1), est simple. Évidente, et commune à toutes les interprétations politiques. Plutôt que de payer les chômeurs à ne rien faire, subventionnons-les à travailler. En gros, un salaire « normal » touche 4 000 F, et coûte 7 000 à son employeur. Un chômeur bénéficiant de l'allocation d'insertion touche 1 200 F et ne coûte pas. Si, en tra-

vaillant, il conserve cette subvention et ne coûte pas, l'opération est blanche pour l'Etat-providence, mais il n'en coûte à l'employeur (donc à l'usager final) que 2 800 F pour lui assurer le SMIC, ce qui ouvre un immense domaine d'activités actuellement inaccessibles.

Socialement, les choses sont plus compliquées. D'abord, un tel secteur économique doit être bien circonscrit, sous peine de déstabiliser tout le reste. Ce qui exclut les TUC du privé évoqués par la droite et par M. Gattaz : en quelques années ils éliminent les travailleurs « *normaux* », et qui finissent alors l'Etat-providence ? Le tiers secteur ne doit se développer qu'en « *morand* » sur le travail domestique, le travail noir, etc. ce qui n'est pas fait (la prévention des incendies du forêt, l'entretien régulier du logement social, l'aide à domicile aux convalescents et aux personnes âgées, etc.).

Deuxième problème encore : la nature du rapport salarial qu'il s'agit de développer. Ici se séparent radicalement la version de

M. Séguin (et les réalisations de M. Reagan), d'une part, et, d'autre part, celles des alternatifs, sans doute de M. Maire, sûrement de Bertrand Schwartz (son rapport sur l'insertion des jeunes inspira les « *entreprises intermédiaires* » que l'actuel gouvernement vient de condamner, et dont les TUC ne sont qu'une forme hyper-dégradée).

Le projet alternatif

Soyons juste : les premiers n'avaient pas la « *société duale* ». Elle existe déjà. Ils ne font que l'officialiser, en promettant à trois millions de chômeurs un destin de bouche-trous, d'hommes-tout-mais, de bonnes-à-tout-faire (dont les employeurs seront dispensés de charges sociales). Ou encore de gardiens pénitenciers, chiens en laisse-pistolets à la hanche, une partie des sociétés contre l'autre, comme à Los Angeles.

Tout autre est le projet alternatif. Ici, les travailleurs du tiers-secteur se regroupent en coopératives auto-

gérées (éventuellement assistées par des boutiques de gestion et la formation professionnelle). Elles passent contrat avec des associations d'usagers, des collectivités locales, une caisse régionale de sécurité sociale, l'Agence pour la maîtrise de l'énergie, etc. La qualité de la prestation est évaluée périodiquement entre les contractants.

Ecole d'autonomie, exercice de la démocratie dans la définition de l'utilité sociale, synthèse de l'esprit d'entreprise et de la solidarité. Un tel projet heurte évidemment ceux pour qui le patronat est le seul créateur d'emplois et de richesses.

Des citoyens expérimentent pourtant à titre individuel, en versant 1 % de leurs impôts à l'association Solidarité-Emploi (2) qui soutient ce genre d'entreprise. Passer de l'expérimentation à l'institution d'une nouvelle façon de travailler : c'est l'un des enjeux de cette fin de siècle.

(1) Editions de La Découverte, 1984.
(2) 32, rue Traversière, Paris 12^e.

A nouveau mal, nouveau remède

On n'en sortira pas sans harmoniser les conditions de concurrence

par ANDRÉ PIETTRE (*)

TOUT a été dit sur le chômage, tout est acquis, tout, sauf, peut-être, l'essentiel.

On n'a pas assez remarqué la nouveauté du chômage actuel, non seulement en France, mais ailleurs. Il subsiste malgré le redressement qui a suivi celui des Etats-Unis. Ce n'est plus un chômage de crise comme celui du temps de Keynes, c'est un *chômage de croissance* (pour la première fois peut-être dans l'histoire économique). Car même ramenée à 2,5 % - 3,5 % par an, selon les pays, il ne s'agit pas moins de croissance réelle.

Il est, en outre, général, sauf une exception remarquable : il frappe tous les pays développés, en dehors du Japon — seconde puissance économique du monde libre (1) — et les « *nouveaux pays industrialisés* ». Enfin c'est un chômage technologique d'un nouveau genre. A l'exception du Japon, on ne peut plus espérer que les hommes, stimulés par la machine — en l'espèce, par l'automatisation sous toutes ses formes — trouvent dans un avenir plus ou moins proche un autre emploi dans la fabrication des robots (ou autres outils de l'automatisation).

A nouveau mal, nouveau remède. Il est permis de se demander, au-delà de toute idéologie, de toute position politique, si le « *socialisme* » à la française, préconisant la réduction globale de la durée du travail comme remède spécifique du chômage, n'avait pas tout à la fois tort et raison.

Il versait dans l'utopie, assurément (Alfred Sauvy ci-contre et d'autres l'ont montré depuis longtemps), dans la mesure où il se fondait sur un raisonnement arithmétique trop simple, divisant la quantité globale de travail par la durée moyenne de celui-ci, sans tenir compte des particularités des entreprises, de la spécialité des travailleurs, etc.

Surtout, il méconnaissait le danger de se placer sur un plan exclusivement national (pour ne pas dire de nationalisme économique) dans l'état actuel de la concurrence internationale. Comment, en effet, contraindre la concurrence de pays qui travaillent davantage, à commencer par le Japon, où les conges payés annuels se réduisent à une semaine ? Et l'on se parle pas des nouveaux pays industrialisés où la propriété sociale est loin de se développer à la mesure de leurs progrès économiques ?

Mais alors, ce n'est plus le socialisme qui est en cause, c'est le système des échanges internationaux qui accepte ce qu'il faut bien appeler le *dumping social* (le tort du socialisme à éliminer ce système de dumping). Comment nous autoriser la concurrence internationale qui tourne à l'avantage des pays dont la situation sociale est très inférieure à celle des autres pays déve-

loppés, empêchant ainsi une réduction du travail humain que commanderait logiquement l'accroissement du travail mécanique ?

Au-delà des palliatifs

Dès lors, le problème s'éclaircit. On peut tenter de réduire le chômage en restant sur le plan national. C'est le cas de toutes les mesures prises en particulier pour favoriser l'emploi des jeunes. Mesures justifiées, mais qui ne peuvent être, croyons-nous, que des palliatifs.

Il est permis aussi de préconiser une réduction volontaire du temps de travail. Telle est la position de M. Michel Albert, qui se fonde sur « *l'évolution psychologique profonde* » d'un nombre croissant de femmes mais aussi d'hommes qui souhaitent un travail à temps choisi avec rémunération correspondante de salaire (2).

On peut aussi préconiser une politique exactement contraire à celle de la réduction du travail. Telle est la position que vient de soutenir M. Michel Debret dans le *Revue des Deux Mondes* (3). « *Voire chômage vient, écrit-il, de ce que tous les autres pays, sauf peut-être la Belgique, travaillent plus que nous* » ; et tant qu'on n'aura pas compris que « *le redressement de la France exige d'abord une quantité de travail supplémentaire, aucun redressement ne pourra être envisagé. Je dis bien aucun* ». Serait-il impossible, demande-t-il, d'accroître le travail hebdomadaire de deux ou trois heures supplémentaires, payées aux taux normaux, de ramener à un mois les vacances annuelles ou d'« *induire les riches Etats-Unis, qui reculent les limites d'âge* » ? Encore faudrait-il qu'un gouvernement eût le courage de prendre de telles mesures !

Il faut reconnaître que, dans l'état actuel des relations internationales, la position de l'ancien premier

(1) Et première dans la compétitivité internationale selon l'Economie-Monde-Forum, avant les Etats-Unis (2), et bien avant la Grande-Bretagne (19) et la France (10) des pays de l'OCDE. D'après certains documents de l'OCDE, le chômage japonais serait un peu plus important que celui qui est généralement estimé (3,1 % de la population active) (le Monde du 19 août 1986).

(2) Michel Albert, *Un pari pour l'Europe*, Le Seuil, 1983, et P. de Calan, *Inacceptable chômage*, Dunod, 1984.

(3) Michel Debret, *Pour ou contre l'économie française* ? août 1986.

ministre est parfaitement logique. Toute la question est précisément de savoir si l'état actuel des relations internationales est lui-même logique, je veux dire s'il est en accord avec l'évolution du progrès technique et du progrès social que le pouvoir nous semble commander.

Nous ne revenons alors à la question posée plus haut : est-il admissible que la concurrence internationale se fasse aux dépens du progrès social ? Ne peut-on se demander si les pays socialement « *avancés* » ne pourraient s'entendre pour faire pression sur leurs concurrents qui le

(*) Membre de l'Institut.

sont moins, afin de les contraindre peu à peu à suivre leur exemple (pour juste qu'il soit). Plus largement, est-il chimérique de songer à des efforts concertés pour équilibrer, tant soit peu, les situations sociales des uns et des autres ? Peut-être pas, si l'on veut bien se rappeler qu'en 1919 les pays signataires du traité de Versailles s'engageaient, par une clause jointe à celui-ci, à limiter la Grande-Bretagne et à diminuer de dix à huit heures la durée journalière du travail (c'était le cas de la France), adoptant ainsi la « *semaine anglaise* » (4). Serait-il impossible à l'heure actuelle où le progrès technique ne fait plus pressentir, de s'engager dans une voie analogue ?

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 696572 F
Télécopieur : (1) 45-23-96-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontana,

directeur de la publication

Autres directeurs :

Robert Barro-Méry (1944-196)

Auguste Fauriol (1961-1965)

André Lemaire (1965-1985)

Durée de la société :

cont. ant. à compter de

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :

« Les Médiateurs du Monde »

Société anonyme :

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprise

MM. André Fontana, gérant,

et Robert Barro-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutet.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Chargé de la vente :

Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75006 PARIS

Tél. : (1) 45-23-91-82 ou 45-43-71

Tél. MONDIPUB 286 1 2

PROX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Liban, 125 L. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 Sch.

Belgique, 35 F. ; Canada, 1,70 \$; Côte d'Ivoire, 316 F. CFA ; Danemark, 8 kr.

Espagne, 165 pes. ; S.A. ; Grèce, 120 dr. ; Israël, 60 s. ; Italie, 1 700 L. ; J.W.

6 000 Sc. ; Luxembourg, 90 F. ; Pays-Bas, 2,5 f. ; Portugal, 115 esc. ; Roum.

300 F. CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,25 S. ; USA (New York), 1,20 \$.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F. 672 F. 954 F. 1 200 F.

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F. 1 337 F. 1 952 F. 2 530 F.

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F. 762 F. 1 089 F. 1 380 F.

IL - SUISSE, TURISSE

904 F. 972 F. 1 404 F. 1 800 F.

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : différer ou

prolonger : nos abonnés sont invités à

renvoyer leur demande avec l'ancien

avis leur dernier. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitale

d'abonnement.

Impression :

Le Monde

7, rue de Montparnasse

PARIS-20

1986

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

**ECOLE
DE GESTION
DE PARIS**

Master of Business Administration et Titre E.G.P.
PARIS-SAN FRANCISCO EUROPE-ÉTATS-UNIS

GESTION et MANAGEMENT INTERNATIONAL
Un cursus universitaire bi-culturel Franco-Américain
associé à une expérience professionnelle active.
Admission : sélection exclusive par concours à PARIS.
Les candidats doivent justifier d'une année d'enseignement
supérieur.

Programme intensif sur 3 ans :
MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION (pour les 1^{er} et 2^{es} années)
TITRE E.G.P.

1^{re} année : PARIS
Cursus pédagogique de Gestion et de Management
et élaboration du « *Projet Personnel et Professionnel* »
2^e année : SAN FRANCISCO
Cycle universitaire américain intégré sur le campus de
« *University of San Francisco* ».
3^e année : PARIS
Vie professionnelle et séminaires de spécialisation.
Le « *Projet Personnel et Professionnel* » intégré au cursus
pédagogique permet une immersion réelle dans la vie profes-
sionnelle en liaison avec les structures économiques et les
entreprises.

مكتبة الأمل

Au sommet des non-alignés

Le président Mugabe :
« Assez parlé, il faut agir ! »HARARE
de notre envoyé spécial

« Assez parlé, il faut agir ! » Arrêter la course aux armements, combattre la crise économique, démanteler le système de l'apartheid. Le tout du discours de M. Robert Mugabe, le premier ministre zimbabwéen, est devenu, presque solennel. Pour écouter son adresse, qui donnait le coup d'envoi du huitième sommet du mouvement des non-alignés, le lundi 1^{er} septembre, au Palais des congrès de Harare, une bonne centaine de délégations étrangères étaient présentes, conduites par une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, plus de deux milliards d'hommes, dont quelques huit cents millions d'Indiens, — ainsi rassemblés pour tenter de peser sur le cours des événements, par personnes interposées.

Séance inaugurale sans éclat comme si, au retour sur soi-même, le mouvement fête son vingt-cinquième anniversaire, marqué de la foi dans « les principes et les objectifs de la politique de non-alignement », tels qu'ils figuraient dans la déclaration de Belgrade de septembre 1961. Le siège vide du Cambodge est cependant là pour témoigner que, même au sein de cette grande famille de pensée, il y a des conflits dont on ne peut venir à bout. « Ce conflit, ce conflit et ce conflit », a lancé M. Yasser Arafat, le chef de l'O.L.P. à l'adresse de l'Irak et de l'Iran, qui se livrent, depuis six ans, une guerre sans merci.

Il y a des absents dans le tribunal des chefs de délégation : curieuse-

ment des voisins du Zimbabwe comme M. Mobutu, le Zaïrois, et M. Anp Moï, le Kényen, mais aussi des amis plus lointains comme MM. Mubarak, l'Egyptien, et Assad, le Syrien. La petite Sainte-Lucie, dans les Caraïbes, a fait savoir qu'elle n'avait pas les moyens d'envoyer un représentant à Harare. Si la plupart des grands anciens du mouvement ont maintenant disparu de la scène, une autre génération a commencé de prendre la relève, dont certains membres ont fait le voyage de Harare : Thomas Sanku, le Burundais, Daniel Ortega, le Nicaraguayen, Alan Garcia, le Péruvien. Dans la tribune officielle, il faut face à un parterre de quelques trois mille invités et observateurs qui saluent leur arrivée : Fidel Castro, Arafat et Samora Machel — le Mozambicain — sont gagnants à l'appel.

Le hasard de l'ordre alphabétique a placé le très marxiste lieutenant-colonel Mengistu, d'Ethiopie, à la droite du très « capitaliste » Omar Bouge, du Gabon. Le vice-président bolivien cède, quant à lui, le roi du Bhoutan, descendu de sa planète himalayenne, curieusement drapé dans une sorte de robe de chambre orange et qui lui vaut un franc succès de curiosité.

M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien et président sortant des non-alignés, s'efface rapidement devant M. Mugabe, qui introduit les débats de ce huitième sommet. Premier sujet de préoccupation : la course aux armements. Des chiffres pour frapper l'imagination : « Il y a, dans le monde, 550 soldats pour 100 000 personnes, mais seulement 85 médecins », note-t-il. A son avis,

« si l'on consacrait, en une année, un cinquième seulement des dépenses militaires à la lutte contre la famine, ce fléau aurait disparu en l'an 2000 ».

Négociations
en confesse

M. Mugabe aborde, en fin de discours, la question de l'Afrique australe ; il invite alors les membres des non-alignés « à continuer à exercer des pressions sur les grands pays industrialisés, en particulier le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, le Japon et l'Union soviétique, pour qu'ils acceptent l'application de sanctions obligatoires et complètes contre l'Afrique du Sud ». Il annonce son intention d'envoyer un groupe de ministres des affaires étrangères du mouvement dans ces pays pour les convaincre.

Discours de combat ou discours d'homme d'Etat ? M. Mugabe a tout simplement cherché à se placer dans le courant non aligné. Les observateurs auront donc remarqué que les Etats-Unis ont été pris à partie à propos de l'Angola et du Nicaragua, alors que l'Union soviétique, félicitée pour sa décision de suspendre ses essais nucléaires, n'a pas été citée à propos de l'Afghanistan. Le premier ministre zimbabwéen a même fait mention, in fine, de la Nouvelle-Calédonie (1), du Sahara Occidental et de Mayotte, dont « les peuples aspirent à la liberté ».

Les circonstances se prêtent admirablement à ce genre de discours. Le reste se négocie discrètement en coulisse. « Nous ne serons pas jugés sur ce que nous aurons dit et promis », a averti M. Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), mais sur ce que nous aurons fait. L'Afrique australe pourrait ainsi servir de terrain de manœuvre aux non-alignés pour se prouver et prouver aux autres qu'ils ne parlent pas toujours pour le rien dire.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Le FLNKS s'est vu accorder l'autorisation d'observer à la conférence.

TUNIS
de notre correspondant

Avec un acharnement qui n'est pas sans surprendre ni choquer nombre de Tunisiens, les publications hebdomadaires et mensuelles de *Jeune Afrique* (1) viennent en moins de trois semaines de porter contre Mme Wassila Ben Ammar, dont le président Bourguiba a divorcé récemment (le *Monde* du 13 août), une série d'accusations qui, si elles étaient retenues, devraient la conduire devant les tribunaux.

D'après *Jeune Afrique*, le gouvernement tunisien serait en possession de preuves selon lesquelles Mme Ben Ammar — qui vient de s'installer à Paris, après cinq mois passés aux Etats-Unis — se serait livrée pendant de longues années, à divers trafics lui ayant permis d'enrichir sa famille et d'acquiescer une fortune mobilière et immobilière de l'ordre de 50 à 100 millions de dollars.

Trafics d'influence, corruption, pots-de-vin, népotisme, infractions à la réglementation des changes, achats « massifs » de biens à l'étranger, appropriation de cadeaux de « grande valeur » traditionnellement offerts au chef de l'Etat, auraient été, selon *Jeune Afrique*, monnaie courante pour l'ex-présidente. Des allusions très claires laissent entendre qu'elle aurait aussi manifesté un certain goût pour des soirées « où la stricte moralité » ne trouvait pas toujours son compte.

Si « l'appât du pouvoir, le goût de l'intrigue et la passion de la politique » ont pu conduire Mme Ben Ammar à jouer un rôle souvent déterminant dans les affaires intérieures et extérieures de l'Etat que depuis longtemps personne n'ignorait, en revanche, les publications de *Jeune Afrique* apportent nombre de révélations sur certaines autres de ses activités : le gouvernement détiendrait des documents prouvant qu'elle entretenait de bonnes relations avec le colonel Kadhafi — qui l'appelait « maman » — et qu'en 1984 elle avait rédigé « un compte rendu politique » sur la situation en

Tunisie, à l'intention des dirigeants algériens. Elle aurait même tenté de persuader ces derniers, dix mois plus tard, d'« assumer un rôle direct » face à la « crise d'autorité » que le pays, selon elle, traversait. Enfin, « fasciné par le monde souterrain du renseignement et les gadgets qui permettent de l'obtenir ou de l'exploiter », M^{me} Ben Ammar aurait même fait installer un système d'écoute au palais de Carthage.

Jeune Afrique ménage à peine moins l'ancien premier ministre, M. Mohamed Mzali, destitué le 8 juillet, qui, écrit-il, s'est comporté « comme le maître de facto du pays ». Obsédé par la préparation de la succession du président Bourguiba, il aurait négligé de plus en plus les dossiers, ignoré sciemment les vrais problèmes, s'attachant seulement à soigner son image de marque. Il aurait confié aux diplomates qu'il rencontrait que l'origine de tous les maux dont souffre la Tunisie « se trouvait au palais de Carthage ».

Un homme
blessé

L'ancien premier ministre aurait, en outre, toujours selon *Jeune Afrique*, qui se réfère à des sources tunisiennes, entretenu « des relations discrètes avec des groupuscules khomains », eu des entretiens « amicaux » avec lui avec des dirigeants islamiques, et donné des instructions à son ministre de la culture pour financer l'impression et l'édition « de textes de propagande intégristes et du Livre vert de Kadhafi ».

Antant d'accusations qui pourraient rendre aussi M. Mzali passible des tribunaux. Celui-ci les rejette en bloc, et lorsqu'on évoque devant lui l'éventualité d'un procès, il répond, comme pour mieux s'en convaincre, qu'il « n'y croit pas ».

« Je n'ai rien à me reprocher », nous a-t-il répété récemment sur tous les tons, dans sa villa au milieu d'une orangerie à la Soukra, dans la banlieue nord de Tunis. Même s'il s'efforce de se montrer détendu, l'ancien premier ministre, les traits tirés, apparaît comme un homme blessé. Il se refuse « à parler politique », mais il ne cache pas combien

il est touché par les « ennemis » que l'on crée à ses proches. Son fils aîné, Mokhtar, est interrogé depuis près de quatre semaines sur la gestion de l'entreprise qu'il dirigeait (le *Monde* du 12 août), et son gendre, M. Rifat Dail, qui est médecin, a été interpellé voici dix jours pour une affaire sur laquelle rien n'a encore transpiré.

L'interdiction faite à M. Mzali de quitter le territoire pour se rendre en Suisse, à l'invitation du président du Comité international olympique, dont il est membre (le *Monde* du 23 août), l'a aussi profondément atteint. « Après avoir quitté le premier ministre, je m'étais pourtant réjoui de pouvoir me consacrer plus complètement à mes activités au sein de l'olympisme » (2), remarque-t-il, amer. En revanche, l'absence de visites d'amis ou d'anciens collègues qu'il relève ne l'a toutefois pas surpris outre mesure. Ainsi va la vie politique, dont il connaissait les règles.

Eclaircie au milieu de ce désenchantement, seul instant où M. Mzali paraît ne pas afficher une sourde fureur et montre une évidente satisfaction, celui où il étale devant ses visiteurs les témoignages de sympathie qui lui ont été adressés de l'étranger : des lettres diplomatiquement prudentes de quelques hommes politiques pour lui dire le plaisir qu'ils ont eu à le connaître dans ses anciennes fonctions et des messages fort chaleureux de ses amis du milieu olympique.

Quel sera le sort réservé à M^{me} Bourguiba et à M. Mzali, hier rivaux déclarés dans les coulisses du pouvoir, qui les rejette aujourd'hui ? En attendant, la question et le cortège de rumeurs qu'elle entraîne continuent d'alimenter les conversations de salon, sans pour autant passer une opinion publique qui se sent peu concernée. Mais cela n'en pèse pas moins sur l'atmosphère politique du pays qui, à la longue, risque de se trouver empoisonné.

MICHEL DEURÉ.

(1) Edités à Paris, les numéros ont été mis en vente normalement en Tunisie.
(2) Depuis longtemps, M. Mzali laissait entendre qu'il soutiendrait la candidature de Paris pour les prochains Jeux olympiques.

Arrivé à Harare

Le colonel Kadhafi
veut « abolir complètement »
le mouvement

Arrivé inopinément, tard dans la soirée du lundi 1^{er} septembre, à Harare pour assister au sommet des non-alignés, le colonel Kadhafi a, immédiatement, fait part de son intention de faire disparaître « totalement » ce mouvement. Dans une déclaration à la presse, à l'export, il a indiqué qu'il entendait « faire de son mouvement le mouvement des non-alignés et abolir complètement ». Ce, a-t-il expliqué, « dans les faits. Il n'y a rien d'autre que deux camps dans le monde, le camp de la liberté et le camp impérialiste ». Le colonel était accompagné à sa descente d'avion d'une seule garde du corps à l'occasion de cette première visite à l'étranger, depuis le pays d'origine, il avait précédé son imposant défilé militaire à Tripoli à l'occasion du dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir. Flancé du premier vice-président du Soviet suprême de l'URSS, M. Piotr Demtchouk, il a assisté à la prestation de quelque dix-huit mille soldats libyens, de dizaines de chars (T-54, T-72 et T-78) de fabrication soviétique et autant

de missiles de même origine (Sami-5, Sam-6 et Sam-7). Parmi les dignitaires étrangers figuraient aussi M. Mohamed Abdelaziz, « président » de la République arabe sahraoui démocratique, dont c'est la première visite à Tripoli depuis la signature en 1984 du pacte d'union entre la Libye et le Maroc, pacte que le souverain marocain vient de dénoncer.

Tard dans la nuit de dimanche à lundi, le colonel devait de nouveau prononcer une violente diatribe anti-américaine, qualifiant le président Reagan de « tueur d'enfant », et d'agent du sionisme et d'acteur de deuxième rang incapable de lire le livre vert, puisque habité aux inévitables scénarios de Hollywood. « Une menace de constituer une armée internationale » de dizaines de milliers de combattants pour combattre les Etats-Unis et les pays arabes qui traitent avec eux, il a qualifié d'« unilatérale », d'« irresponsable et d'humiliante » la décision du Maroc de rompre le traité d'union avec la Libye. — (AFP, Reuters).

ALGERIE

Le choléra a fait des dizaines de morts

Alger. — De nombreux foyers de choléra se sont déclarés dans différentes régions d'Algérie, faisant plusieurs dizaines de victimes parmi plus d'un millier de cas recensés sur l'ensemble du territoire, depuis le début de l'été. Aucune information officielle n'a été donnée sur l'apparition de la maladie, ce qui engendre les rumeurs les plus alarmistes parmi la population.

Le choléra a touché la plupart des régions du pays, y compris la capitale, indiquent des sources médicales qui se refusent toutefois à parler d'épidémie. Des foyers de méningite et de typhoïde ont été également recensés, en même grand nombre cependant. Ces maladies, qui apparaissent chaque année, ont pris des proportions plus importantes à la faveur d'un été particulièrement éprouvant, marqué par une vague de chaleur sans précédent, qui a aggravé les conditions d'hygiène déjà précaires dans les campagnes et les quartiers populaires des grandes villes.

Dans certaines villes de l'intérieur du pays, qui souffrent cruellement du manque d'eau, la température a dépassé quarante degrés pendant plus d'un mois, alors qu'à Alger même, où des travaux sont engagés pour réparer un réseau de canalisations vétustes, les coupures d'eau quotidiennes dans certains quartiers sont fréquentes et souvent longues.

La presse algérienne appelle les habitants à respecter certaines règles d'hygiène pour se prémunir contre des maladies dont elle ne dit pas qu'elles aient fait des victimes. Elle a aussi violemment critiqué les responsables au niveau des communes, qui n'ont pas pris les mesures de prévention nécessaires en ne mettant pas d'eau de javel dans les réserves d'eau de boisson. Ces conseils semblent depuis avoir été suivis, notamment par les particuliers, puisque ce produit se fait rare aujourd'hui chez les droguistes. — (AFP.)

MAROC

Mesures de sécurité contre le terrorisme

De nombreuses mesures de sécurité ont été prises au Maroc pour prévenir les actions terroristes, après la rupture avec la Libye. La police et la gendarmerie font les patrouilles et contrôlent attentivement les identités aux frontières. Le quotidien officiel *Maroc Soir* précise même que les autorités ont décidé de rétablir le visa d'entrée pour les étrangers d'origine arabe.

L'agence algérienne de presse APS avait annoncé, dès dimanche, que les autorités marocaines refouleraient, depuis le 28 août, « tous les ressortissants arabes transitant par l'Algérie à destination du Maroc, à

l'exception des Jordaniens et des Saoudiens ».

Jusqu'alors, la plupart des ressortissants des pays membres de la Ligue arabe n'étaient pas tenus d'entrer au Maroc avec un visa.

Par ailleurs, *Maroc Soir*, citant une source bien informée, indique que l'arrestation des quatre « terroristes », révélée dimanche par le ministère de l'Information, a été opérée à Casablanca, dans un hôtel du centre de la ville où ils étaient descendus dès leur arrivée. — (AFP, Reuters).

BIBLIOGRAPHIE

Edification d'un Etat moderne

Les auteurs d'*Edification d'un Etat moderne, le Maroc de Hassan II*, ouvrage collectif achevé d'imprimer il y a seulement quelques semaines, ont été bien inspirés de ne pas trop s'étendre sur l'Union arabo-africaine, comme entre le Maroc et la Libye, dans les nombreux chapitres consacrés à la politique étrangère du royaume. L'un la présente en quelques lignes comme une preuve d'« indépendance vis-à-vis du gouvernement américain, qui n'a pas pu dissimuler ses réserves ». Avec un art consommé de la litote, un autre, plus perspicace, écrit que le roi « fit montre d'un sens tactique certain » en signant l'accord d'Oujda pour la poursuite d'une diplomatie « qui peut être résumée par le qualificatif de flexibilité ».

Présenté par le doyen Georges Vedel, ce livre donne tout à tour la parole à différentes personnalités étrangères et marocaines : des professeurs de droit à Rabat ou Casablanca, mais aussi M. Ahmed Rida Guedira, conseiller du roi, et Driss Bassi, l'entrepreneur ministre de l'Intérieur et de l'Information, cheville ouvrière de ce prestigieux « collectif ».

En raison de l'actualité, on s'intéresse particulièrement à une contribution telle que celle de Henry Kissinger — traduit par M. Michel Jobert, également signataire d'une chapitre. L'ancien secrétaire d'Etat rend hommage à « une véritable unité et une amitié », bien que celui-ci « éprouvait parfois des désaccords consi-

quents avec la politique extérieure américaine ». Les sentiments de l'Amérique d'ont pas changé, puisque M. Guedira cite pour sa part une « correspondance toute récente » dans laquelle le président Reagan dit au roi : « Je sais que le Maroc, sous la conduite éclairée de Votre Majesté, restera le bastion des valeurs du monde civilisé, montrant l'exemple au Moyen-Orient ».

Mais l'intérêt de ces pages est aussi ailleurs. Elles apportent d'utiles éclaircissements sur la question du Sahara occidental et aident à comprendre le fonctionnement des institutions et la politique de développement économique et social du royaume.

Il s'agit évidemment d'un plaidoyer, mais présenté par des auteurs qui savent toujours retenir l'attention. M. Bassi a en l'élégance, et l'habileté d'accueillir au sein du collectif M. Abderrahim Bouabid, premier secrétaire de l'Union sociale des forces populaires, et Habib el Malki, un des plus brillants éléments de cette formation d'opposition, qui exprime paisiblement des idées contestataires en matière d'économie. Il est douteux que des hommes de cette trempe aient pris le risque de paraître des faiseurs s'ils n'avaient pas estimé que ce livre exprimait avant tout la fierté d'être marocain.

J. G.

* *Edification d'un Etat moderne, le Maroc de Hassan II*, Ahmed-Michel, 472 pages, 120 F.

Confirmation d'une condamnation
à mort par le tribunal militaireTUNIS
de notre correspondant

Condamné à mort par contumace le 10 juillet dans une affaire d'association de malfaiteurs, M. Mohammed Lazreg a vu la sentence confirmée samedi 30 août par le tribunal de Tunis. M. Lazreg, qui se trouvait au moment du procès en Arabie saoudite, dont il a été extradé le 20 août pour être ramené en Tunisie, avait fait opposition à ce jugement.

Le 10 juillet, le tribunal militaire avait prononcé quatre condamnations à mort, dont celle de M. Lazreg, ainsi que de lourdes peines de travaux forcés à l'encontre de vingt-quatre Tunisiens jugés pour s'être livrés à des attaques contre une agence bancaire, une recette postale et un poste de police (le *Monde* du 12 juillet). Les deux condamnés à

mort présents, M. Habib Dahoui, chef du groupe se réclamant du Djihad islamique, et le lieutenant Kilali, de l'armée tunisienne, avaient été exécutés trois semaines plus tard.

Lors des débats devant le tribunal militaire, M. Lazreg a déclaré qu'il était installé en Arabie saoudite, où il représentait le mouvement du « Djihad afghan » auprès de la Ligue du monde islamique depuis 1983. Il a reconnu connaître plusieurs membres du groupe et notamment M. Habib Dahoui, mais a affirmé qu'il leur avait conseillé d'aller combattre aux côtés des représentants afghans plutôt que de se livrer à des actions de déstabilisation en Tunisie. Mais sa présence dans le pays au printemps dernier, à l'époque où le groupe s'était livré à certaines attaques, paraît avoir été déterminante dans la confirmation de sa condamnation à mort. — M. D.

Examens d'anglais:
faites des étincelles

Pour préparer les examens de la Chambre de Commerce Franco-Britannique, les certificats de Cambridge ou pour passer les épreuves d'Oxford et d'ARELS, adressez-vous à ILC.

Nos professeurs, tous diplômés et de langue maternelle anglaise enseignent un « anglais de compétition » en petit comité et même un « spécial bac en 3 jours ».

INTERNATIONAL
LANGUAGE CENTRE
20, Passage Dauphine
75006 Paris
Tél. 43.25.41.37

سكزا من الاصل

Proche-Orient

La guerre du Golfe

L'Iran annonce l'occupation d'un îlot stratégique au sud de la péninsule de Fao

Vingt-quatre heures après le début de la nouvelle offensive iranienne au Kurdistan irakien, baptisée Kərbala-2, des unités navales iraniennes ont occupé, dans la nuit de lundi à mardi, le terminal pétrolier désaffecté d'Al Amaya, situé sur un îlot au large de la péninsule irakienne de Fao, à une trentaine de kilomètres à l'est de l'île koweïtienne de Boubyane. Le lancement de cette attaque à l'extrême sud du front, qui a reçu le nom de Kərbala-3, a été annoncé au Parlement iranien par l'adjoint à l'ayatollah Ali Khamenei, président du Majlis et représentant de l'imam Khomeiny au Conseil supérieur de défense.

Les troupes iraniennes occupent une partie de la péninsule de Fao depuis février dernier. Les installations pétrolières de Fao et d'Al Amaya ne sont plus utilisées par l'Irak depuis le début de la guerre, en septembre 1980. On fait remarquer cependant de source iranienne que le terminal d'Al Amaya a été transformé en une base d'observation aérienne équipée de radars pouvant contrôler le trafic maritime dans cette partie du Golfe.

Offensive au Kurdistan

Bagdad et Téhéran ont donné des versions totalement contradictoires sur le déroulement de l'offensive ira-

nienne au Kurdistan. Selon les Iraniens, l'offensive Kərbala-2, lancée dans la nuit de dimanche à lundi dans la région de Haj-Omran, à l'extrême nord du front, a permis aux forces de Téhéran d'occuper six hauteurs dans cette région montagneuse, de « libérer » une partie de la route Haj-Omran-Darband en territoire irakien et de mettre hors de combat plusieurs centaines d'Irakiens.

Selon Bagdad, trois divisions iraniennes ont traversé la frontière et commencé à se diriger vers le sommet stratégique de Kerdemend, les collines de Kerdaki et d'Alma, à 100 km à l'est d'Erbil, deuxième ville du Kurdistan irakien. Le sommet de Kerdemend (2 000 m) surplombe la vallée de Haj-Omran qui donne accès aux villes irakiennes d'Erbil, de Salaheddine et de Rawanduz dans le Kurdistan. Kerdemend est passé à deux reprises sous contrôle irakien, avant d'être repris par les forces iraniennes. Cette hauteur domine toutes les pistes utilisées par l'opposition kurde irakienne, d'où son enjeu stratégique.

La nouvelle offensive de l'Irak intervient deux mois environ après la dernière grande bataille terrestre entre l'Irak et l'Iran, qui a permis aux forces de Téhéran de reprendre le contrôle de l'agglomération iranienne de Mehran, au centre de

front. Depuis, les deux pays s'étaient livrés au bombardement d'objectifs militaires et économiques adverses, tout en s'accusant mutuellement de viser leurs zones civiles respectives. Un missile iranien avait atteint Bagdad le 12 août dernier, laissant craindre un moment la reprise de la « guerre des villes » arrêtée depuis le 10 juillet 1985. Le raid lancé aussitôt après par l'Irak, pour la première fois contre le terminal pétrolier irakien de l'île de Sirri, avait alors amené les deux belligérants à transporter de nouveau la guerre dans les eaux du Golfe. — (AFP.)

■ **IRAN :** après la grève des médecins. — Le Dr Mohamed Ali Hafzi, quatre-vingt ans, président du de l'Association médicale d'Iran (IMA), emprisonné depuis la grève effectuée le 14 juillet par les onze mille médecins iraniens, a eu une crise cardiaque, et la vie de cet ancien opéré du cœur serait en danger, a-t-on appris lundi 1^{er} septembre à Paris de sources médicales iraniennes. Le gouvernement a présenté une loi prévoyant de remplacer la majorité des membres élus de la direction de l'IMA par des responsables désignés et a nommé à la place du docteur Hafzi un ancien ministre de la santé, M. Hadi Manafi. Cela a provoqué un important mouvement de grève du corps médical les 14 et 28 juillet. — (AFP.)

LIBAN

Tirs contre des « casques bleus » norvégiens

Un convoi du contingent norvégien de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL) a essuyé, lundi 1^{er} septembre, des tirs d'armes automatiques, qui n'ont pas fait de victimes, à l'intérieur de la « zone de sécurité » établie par Israël au Liban sud. L'un des véhicules du convoi, qui traversait la localité de Kfar-Kila (96 kilomètres au sud-est de Beyrouth) a été touché de plusieurs balles. C'est la première fois que les soldats du contingent norvégien, en stationnement dans le secteur oriental de la « zone de sécurité », sont pris pour cible depuis le déclenchement, le 11 août, d'une série d'incidents entre éléments armés et « casques bleus ».

A Beyrouth, une bombe a explosé dans la soirée devant le Sérail, siège des services du premier ministre, M. Raïd Karamé, dans le secteur ouest (musulman) de la capitale. L'attentat a eu lieu alors que le gouvernement devait se réunir ce mardi, pour la première fois depuis dix mois, en « comité de dialogue ».

Le président Amine Gemayel — qui ne participera pas à cette réunion — est rentré lundi soir à Beyrouth à l'issue d'une visite privée de quatre jours à Nice. Cependant, le président du Parlement, M. Hussein Hussein (un chiite), était, lui, attendu ce mardi à Paris pour des entretiens avec les responsables français — il devrait être reçu jeudi par M. Mitterrand. — (AFP.)

ÉGYPTE

Soixante-quinze militants islamistes ont été déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat

LE CAIRE de notre correspondant

Le procureur général égyptien, M. Mohamed El Guindi, a déferé, lundi 1^{er} septembre devant la Cour supérieure de sûreté de l'Etat soixante-quinze militants. Les prévenus, âgés de vingt-cinq ans en moyenne, sont accusés d'avoir incendié plusieurs magasins de vente et de location de cassettes vidéo, en juin, dans le quartier populaire de Choubra, au Caire (le Monde du 4 juillet). Selon le parquet, certains des accusés ont avoué avoir incendié un cinéma et un théâtre, à la faveur de la mutinerie des conscrits de la police, en février.

L'acte d'accusation affirme que plusieurs des accusés avaient projeté l'assassinat du président Mubarak mais avaient reculé au dernier moment. De plus, les prévenus auraient volé des armes et des munitions appartenant à la police et à l'armée dans le but de préparer des attentats. Ces armes auraient servi à parfaire l'entraînement paramilitaire des membres de l'organisation. Le procureur général a requis contre les accusés des peines allant de plusieurs années d'emprisonnement aux travaux forcés à perpétuité.

La publication de l'acte d'accusation intervient au moment où les forces de l'ordre se livrent à une vaste campagne d'arrestations

ÉGYPTÉ

La visite de M. Raimond en Arabie saoudite

Le conflit irano-irakien au centre des entretiens

La poursuite de la guerre irano-irakienne a été au centre de l'entretien que le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a eu lundi soir 1^{er} septembre à Djeddah avec le roi Fahd d'Arabie saoudite. Dans une déclaration à la presse saoudienne, le ministre a indiqué que la « situation dangereuse » créée par ce conflit, notamment dans le Golfe, la question palestinienne et la crise du Liban avaient figuré en tête de ses entretiens au cours de cette visite de deux jours en Arabie saoudite.

Les relations bilatérales ont aussi été abordées, particulièrement la coopération économique : le royaume est le premier fournisseur pétrolier de la France (30% des importations pétrolières françaises sont d'origine saoudienne), notamment au titre des compensations pour l'armement français fourni à l'Irak. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

Assassinat d'un sénateur communiste

Bogotá. — Un sénateur communiste du Parti de l'union patriotique (PUP), M. Jimenez Obando, et deux autres hommes politiques ont été tués, lundi 1^{er} septembre, par des inconnus circulant à moto à Villavieja, à 100 kilomètres au sud-est de Bogotá. C'est le deuxième meurtre d'un membre du PUP, le front de gauche formé par des guérilleros des Forces armées révolutionnaires de la Colombie (FARC, pro-communistes) en trois jours. Samedi, le député Leonardo Posada Pedraza avait été tué dans des circonstances semblables à Barrancabermeja, dans le centre du pays.

M. Jaime Pardo Leal, candidat du PUP à l'élection présidentielle de mai dernier, a condamné ces meurtres en les imputant à des groupes paramilitaires. Il a souligné que ces attentats compromettaient le processus de paix entamé avec la signature d'une trêve entre les FARC et le gouvernement de l'ancien président Belisario Betancur, aux termes duquel les guérilleros suspendaient leur lutte armée pour se consacrer à l'action politique. « Le PUP ne peut pas se laisser éliminer », a souligné M. Pardo Leal. — (AFP, UPI.)

Japon

Douze étrangers font la grève de la faim

Tokyo. — Dix religieux et deux laïques étrangers ont entamé, lundi 1^{er} septembre, leur deuxième jour de grève de la faim pour protester contre une loi sur l'immigration qu'ils jugent discriminatoire. Parmi eux figurent deux pasteurs américains et un pasteur canadien, deux prêtres français et un prêtre espagnol, ainsi que quatre pasteurs et deux laïcs coréens.

« Nous faisons cela par solidarité avec la minorité coréenne », a déclaré le Père Constant Louis, un missionnaire français établi depuis trente ans au Japon. La loi incriminée frappe surtout les sept cent mille Coréens qui constituent 80 % des résidents étrangers au Japon. Elle leur impose de donner aux autorités japonaises leurs empreintes digitales tous les cinq ans à partir de l'âge de seize ans, alors que la plupart sont des descendants de Coréens contraints d'aller travailler au Japon pendant la colonisation japonaise en Corée, entre 1910 et 1945.

Les douze grévistes de la faim, qui refusent de donner leurs empreintes, risquent l'expulsion et jusqu'à un an de prison. — (AFP.)

Nicaragua

Cinq partis d'opposition réclament la suspension du débat sur la Constitution

Managua. — Cinq partis de l'opposition nicaraguayenne ont réclamé lundi 1^{er} septembre la suspension pour deux mois du débat sur la nouvelle Constitution en préparation, affirmant que ce débat n'était pas démocratique.

« La discussion et l'adoption de la Constitution devraient être un processus profondément démocratique, sans censure de la presse. Les moyens d'information de l'Etat devraient être mis à la disposition de tous les parties, qui devraient recevoir des garanties de liberté d'expression et de mobilisation politique ».

« Notre processus constitutionnel ne se déroule pas dans ces conditions », affirme le document publié par les partis. Deux d'entre eux, le Parti libéral indépendant (PLI) et le Parti conservateur démocrate (PCD), ont refusé de participer au débat constitutionnel qui se déroule au Parlement, où le front sandiniste au pouvoir contrôle les deux tiers des sièges. Les trois autres formations signataires du document sont le Parti populaire social-démocrate, le Parti communiste et le Parti socialiste. — (Reuters.)

Pakistan

Un opposant arrêté à son retour d'exil

Ghulam Mustafa Khar, l'un des dirigeants de l'opposition au président Mohamed Zia Ul Haq, a été arrêté samedi 30 août à l'aéroport de Karachi, à son retour au Pakistan après neuf ans d'exil, a déclaré le police pakistanaise. M. Khar, ancien gouverneur de la province du Pendjab, avait été le bras droit de l'ancien premier ministre Ali Bhutto. En désaccord politique avec M. Benazir Bhutto, fille d'Ali Bhutto et chef du PPD du peuple pakistanaise (PPP), M. Khar devait participer samedi, à Lahore, à la formation d'un nouveau parti.

Ce parti, le Parti national du peuple, a bien été fondé par M. Ghulam Mustafa Jatoi, ancien ministre et ancien chef, pour la province du Sind, du PPD de Benazir Bhutto. On évoque la possibilité de voir M. Jatoi être nommé premier ministre par le président Zia, afin de contrer plus efficacement M. Bhutto. — (AFP, AP, Reuters.)

Amériques

Aux Etats-Unis

Polémique sur la sécurité aérienne après la catastrophe de Los Angeles

Certains professionnels affirment que les contrôleurs aériens récemment engagés pour remédier à la pénurie de sous-officiers et que la discipline des tours de contrôle laisse parfois à désirer. Il y a deux semaines, 34 des 248 contrôleurs du centre de Palmdale, en Californie, avaient été suspendus pour consommation de drogue. C'est au moment où le DC-9 d'Aero Mexico qu'il était la zone de contrôle de Palmdale pour entrer dans celle de l'aéroport de Los Angeles que l'appareil a, selon des témoins, percute, dimanche, le petit avion de tourisme Piper.

A ces critiques, l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) répond en affirmant que l'avion reste le moyen le plus sûr de voyager, soulignant que l'accident de dimanche est le seul d'une certaine importance à s'être produit cette année aux Etats-Unis. Les experts en sécurité aérienne, tant gouvernementaux que privés, se sont efforcés, ces dernières années, de réduire les risques de col-

lision à proximité des aéroports en imposant des restrictions aux vols des avions de tourisme privés près des aéroports encombrés et en exigeant qu'ils soient équipés d'installations radio.

Selon les autorités, il faudra plusieurs jours, voire plusieurs semaines, avant de connaître le bilan définitif de la catastrophe de dimanche. Il est établi que les 64 passagers et membres d'équipage du DC-9 d'Aero Mexico et les 3 occupants du Piper ont été tués dans l'accident survenu au-dessus de Carrizo, à 30 kilomètres de Los Angeles. Mais, au sol, le chiffre de 5 morts avancé, lundi matin, est « dépassé », a indiqué dans l'après-midi un responsable. Selon ce dernier, jusqu'à 20 personnes pourraient avoir été tuées dans les maisons détruites par la chute des débris du DC-9 et l'incendie qui a suivi.

Les autorités locales ont indiqué, lundi, que le pilote du Piper avait été victime d'une crise cardiaque quelques minutes avant la collision.

Superman, héros fatigué, prend des vacances

WASHINGTON correspondance

S'agit-il d'une simple coïncidence ? Au moment où les Rambo, Rocky et autres héros à gros muscles et petite cervelle font le succès de films et de bandes dessinées, le bon vieux Superman, lui, s'offre un temps mort et part en congé pour quelques années. « L'hémisphère d'acier », qui, depuis quarante-huit ans, emploie ses dons extraordinaires au service du bien et de la justice, n'a, en effet, rien de commun avec les nouveaux héros, hommes de violence armés par la haine. Des millions d'enfants et de parents regretteront l'effacement, même temporaire, de Superman, tombé sur la terre d'une autre planète et doté d'une puissance surnaturelle.

Ce héros d'innombrables bandes dessinées, de dessins animés, de films et d'une comédie musicale fait partie du folklore, et les oreilles de multiples générations retentissent toujours de l'arrivée sennellette de Superman faite d'une voix de stentor à la radio : « Plus rapide qu'un ballon de fusil, plus puissant qu'une locomotive, il saute d'un seul bond au-dessus des hauts buildings. Regardez... Le voilà dans le ciel, c'est Superman. » Combien de parents ont dû dissuader leur progéniture de se lancer aussi dans les airs, revêtue de la capote et de la fameuse cape s'ouvrant sur un torse puissant, marqué d'un « S » gigantesque !

Superman est né en 1938, au moment de la grande crise et alors qu'Hitler était au pouvoir. Dans ce monde gros de dangers, il représentait l'espoir que la justice et l'humanité finiront par l'emporter sur les forces du mal. Pas à coups de mitraillettes et en tirant dans le tas, comme le font ses sinistres successeurs, Superman, mobilisé en permanence au service du bien, intervenait en dernière minute. Sans avoir à manier des épées, comme Popeye, il portait sur ses épaules d'énormes fardeaux, arrêtait les avions en plein vol, repoussait de ses poings les météores, volait dans les airs plus vite que la lumière pour accomplir sa BA quotidienne.

Faute de pouvoir toujours compter sur l'US Cavalry, les

Américains mettent leurs espoirs dans des interventions surnaturelles pour les sortir de situations périlleuses. Dans la vie de tous les jours, Superman est Clark Kent, un reporter de la Planète quotidienne. Naturellement, un concubine, Lois Lane, en est follement émue. Mais il la trouve un peu collante, et même qu'il s'ennuie un jour : « Elle m'ennuie, j'aurais préféré qu'elle soit quelque chose d'autre. » Combien de jeunes femmes espèrent en vain que l'employé anodin et discret travaillant à leurs côtés se transforme un jour en héros invincible... Au lieu de cela, sur son modèle, on a vu apparaître dans les bandes dessinées d'autres héros comme Superwoman, aujourd'hui transformée en Wonderwoman et même un Super-Lapin, justicier du règne animal.

De la rouille dans l'homme d'acier

Mais les temps changent. « Il y avait un peu de rouille dans l'homme d'acier », ont estimé les créateurs de Superman. Après tout, l'approche de la cinquantaine, d'où la nécessité de lui faire un lifting, de le revitaliser, de modifier sa personnalité. Pour son cinquantenaire anniversaire, il réapparaîtra sous les traits de « l'homme de demain ». Certes, il continuera à franchir des montagnes, à traverser les nuages, à porter à bout de bras des volutes, bref, à accomplir d'innombrables prouesses. Il continuera à se cacher dans un endroit discret, de préférence une cabine téléphonique, pour abandonner ses vêtements civils et revêtir sa tenue de Superman. Mais il écrira maintenant des romans pour attirer la nouvelle Lois Lane, une femme moins éperdue d'amour, plus concentrée sur sa carrière, maîtrisant ses émotions, bref plus difficile à séduire.

Héros fatigué, mais réjoui, il ne sera plus tout d'une pièce. Non, il ne va pas devenir un « intello » sophistiqué, mais seulement un aimable quinquagénaire plus subtil. Il prendra mieux conscience de ses limites, et quand il immobilisera dans les airs un gros appareil de transport, son front se couvrira de sueur. On ne peut pas être et avoir été.

HENRI PIERRE.

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1963

Pour vous aider à réussir à

CPECF : rentrée en octobre
cours du jour et stages intensifs
BTS : comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans

enseignements complets, toutes UV, contrôles écrits hebdo.

CENTRE AUTEUIL : 6, av. Léon-Henry, 75016 Paris. Tél. : 42.24.10.72 +
CENTRE TOULBAC : 83, av. d'Alsace, 75013 Paris. Tél. : 45.85.59.35 +

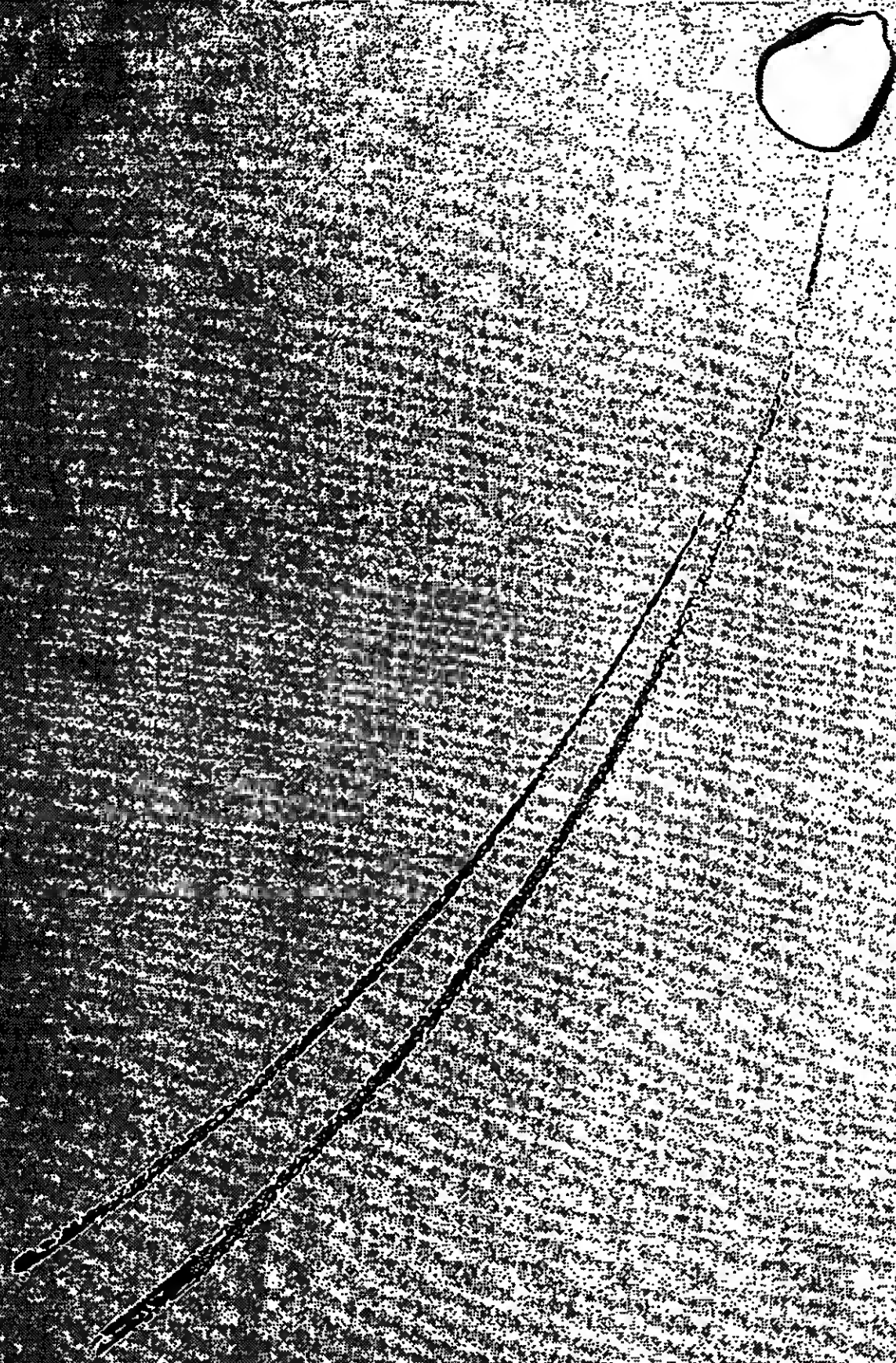
Le Monde

PUBLICITÉ TOURISTIQUE-RESTAURANT

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4344

سكز انا الالح

LE NAIN JAUNE NE S'ÉCRASE PAS.



LE NAIN JAUNE: UN GRAIN QUI A DU POIDS

Le nain jaune c'est le maïs français. Derrière l'emblème du petit grain jaune bandissant s'élèvent 400 000 agriculteurs producteurs, 1 000 entreprises coopératives et du négoce, 10 000 producteurs de semence, 30 entreprises de sélection et de production de semence. Le nain jaune c'est aussi 60 % de la production européenne de maïs, un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs dont près de la moitié est réalisée à l'exportation.

LE GÉANT AMÉRICAIN PASSE À L'OFFENSIVE

Il cherche à gagner des marchés à tout prix. Grâce à la puissance de son budget, il diminue par des subventions ses prix de vente de moitié. Dans ce contexte et face aux menaces proférées, pour éviter une nouvelle guerre commerciale, la CEE a signé récemment un accord avec les USA leur garantissant des possibilités exorbitantes d'exportation de maïs en Europe. L'annonce de cet accord a totalement déréglé le marché européen du maïs et les prix ont

chuté de 15 %. Bruxelles a capitulé devant l'offensive américaine. Les concessions acceptées font peser de graves menaces, non seulement sur le maïs, mais aussi sur l'avenir du Marché Commun Agricole.

LE PARADOXE DU NAIN JAUNE

Le débâché prioritaire donné aux Américains dans la Communauté a pour conséquence de rendre cette dernière artificiellement excédentaire en maïs; pourtant sa production est déficitaire. Situation

paradoxe s'il en est: une partie de la récolte française stockée à l'intervention, une perte considérable pour les producteurs, des dépenses inconsidérées pour le budget européen...

LE NAIN JAUNE CONTRE-ATTAQUE

Le maïs français ne peut supporter une telle situation. Le nain jaune - au celui que l'on considère comme tel - ne s'écraiera pas. Pour que le maïs ne soit pas sacrifié aux intérêts américains, le Comité de crise signataire a déposé auprès des autorités publiques un plan de sauvegarde de ce secteur stratégique.

COMITÉ DE CRISE MAÏS

Organisation des producteurs de céréales et de maïs (AGPB - AGPM), des producteurs et des établissements de semence de maïs (FNPSMS - SEPRDMA), des coopératives de céréales (FFCAC - UGCAF - UNCAC) et du négoce des grains (FFGC).

هكذا من الاجل

Europe

URSS : le naufrage d'un paquebot en mer Noire

« Une véritable tragédie »

Un paquebot soviétique transportant près d'un millier de passagers et trois cent cinquante hommes d'équipage a coulé au large de Novorossiisk, en mer Noire, dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, après une collision avec un cargo, également soviétique. L'agence officielle Tass a fait état « de pertes en vies humaines », sans autre précision.

Selon un responsable du ministère soviétique de la marine marchande, le paquebot a coulé en une vingtaine de minutes, après avoir été heurté par un « grand » cargo transportant du blé, le *Piotr Vassé*. « C'est une véritable tragédie », a ajouté ce responsable, cité par l'agence Renter. Lundi 1^{er} septembre, des équipes de secours espéraient encore retrouver des rescapés, la tempéra-

ture élevée de l'eau en cette saison augmentant leurs chances de survie. Mais le responsable soviétique s'est montré pessimiste en ce qui concerne les passagers qui se trouvaient dans leurs cabines au moment de l'accident, survenu vers minuit, par temps clair et vent modéré. Il n'y avait aucun étranger à bord.

En février dernier, un autre paquebot soviétique, le *Mikhail Lermontov*, avait fait naufrage au large de la Nouvelle-Zélande, et en juin 1983, l'*Alexandre Souvorov* coulait après avoir heurté un pont sur la Volga. Le bilan des victimes n'a jamais été rendu public, mais selon plusieurs témoins au moins deux cent cinquante personnes auraient alors péri. — (Renter, AFP, UPL)

MOSCOU
de notre correspondant

Les catastrophes sont chaque jour un peu moins tabou en URSS. Il fut un temps où même les tornades et les tremblements de terre n'étaient pas mentionnés dans la presse, et à plus forte raison, les tragédies dues à l'activité humaine. On n'en est certes pas encore à annoncer instantanément les accidents. Il faut d'abord que le « centre » soit informé et décide, après réflexion, si la population doit être à son tour. Mais il n'y a plus cette fois « que »

vingt-quatre heures pour rendre public le naufrage, en mer Noire, du paquebot *Amiral Nakhimov*.

Tass a annoncé le naufrage, lundi soir, dans une dépêche de six lignes. « Des mesures ont été prises pour venir en aide aux passagers. On signale des victimes », indiquait l'agence soviétique. Une commission gouvernementale, dirigée par M. Gueidar Aliev, premier vice-président du gouvernement, a été constituée pour enquêter sur les causes de l'accident. Le présentateur du journal télévisé, lundi soir, s'est contenté de lire ce court communiqué.

Le ton solennel adopté par Tass laisse présager une catastrophe d'importance majeure, mais aucune précision n'est donnée sur les causes du naufrage et encore moins sur ses circonstances. Les termes employés suggèrent que des passagers étaient encore secourus lors de la diffusion du communiqué, donc environ vingt heures après l'accident.

L'*Amiral Nakhimov* est un paquebot de 17 053 tonnes et 174 mètres de long. Construit en Allemagne en 1925, il était à l'origine mis par la vapeur. Il aurait servi de navire-hôpital à l'armée allemande (il s'appelait alors *Le Berlin*) et fut livré aux Soviétiques au titre de dommages de guerre après le deuxième conflit mondial. Il peut transporter huit cent soixante-dix passagers.

M. Aliev avait déjà présidé une commission d'enquête sur le naufrage d'un bateau sur la Volga, en juin 1983. Le rapport de cette commission n'a jamais été publié.

La même volonté de transparence (« transparence ») s'est manifestée lundi à propos du tremblement de terre du 31 août en Moldavie, près de la frontière roumaine. Des images ont été montrées lundi soir à la télévision. Tass a annoncé que les dégâts étaient considérables. Quarante personnes ont été hospitalisées, dont deux dans un état grave. Il n'y aurait en cependant qu'un seul mort.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● La Moldavie éprouvée. — Le séisme qui a secoué les Balkans, samedi 30 août dans la nuit, a fait un mort en Moldavie soviétique, a indiqué, lundi 1^{er} septembre, l'agence Tass. Plus de cinq cent cinquante personnes ont demandé des secours médicaux et quarante-deux ont dû être hospitalisées, dont deux sont dans un état grave.

Plus de six cents familles devront être relogées, précise l'agence soviétique, qui ajoute que le séisme a causé « un préjudice considérable aux entreprises industrielles et agricoles, aux installations sociales et à l'habitat » et que « plusieurs installations énergétiques ont été mises hors d'état de fonctionner ». — (AFP, Renter.)

RFA

Trois Allemands de l'Est dont un lieutenant-colonel se réfugient à l'Ouest

Trois Allemands de l'Est se sont enfuis vers la RFA, au cours du week-end des 30 et 31 août. Un lieutenant-colonel des gardes frontières de la RDA, Dietmar Mann, a fait défection dimanche, près d'Ulzen, en Basse-Saxe. Dans cette même région, un caporal, surveillant des ouvriers travaillant sur la frontière, s'est également réfugié en RFA. En Bavière, un maçon est parvenu à franchir la ligne de barbelés et les champs de mines qui séparent les deux Allemagnes.

Ces trois nouvelles défections s'ajoutent à celles, parfois spectaculaires, qui se sont produites depuis le 13 août dernier, jour anniversaire de la construction du Mur de Berlin en 1961. La vague de défections qui frappe aujourd'hui la RDA peut, certes, s'expliquer par le « spaghetto médiatique » effectué autour de cet anniversaire.

Le caractère impulsif des fuites — franchissement « en force » par un camion de « Check Point Charlie » à Berlin (le 30 août), ou brusque défection de militaires postés sur la frontière — pourrait conforter cette hypothèse. En effet, la plupart des défections notées avant le 13 août se produisaient à l'occasion de voyages à l'étranger de citoyens de la RDA, ce qui demande une planification à plus long terme, et souvent le recours à des passeurs qui organisent pour les candidats à l'émigration illégale le franchissement de frontières moins hermétiques que celle de la RDA, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie, notamment.

On note, par ailleurs, que les autorités de Berlin-Est montrent une certaine « souplesse » dans l'octroi de visas de sortie définitive du territoire à des opposants au régime désireux d'émigrer. Le 15 août dernier, en effet, un poète et auteur de chansons très connus des deux côtes du mur, Sascha Anderson, a obtenu l'autorisation d'émigrer six semaines seulement après en avoir fait la demande.

L. R.

GRANDE-BRETAGNE : l'ouverture du congrès de Brighton

Les syndicats se prononcent pour le vote à bulletin secret en cas de grève

Le congrès des syndicats britanniques qui s'est ouvert le lundi 1^{er} septembre à Brighton a approuvé d'emblée, comme l'un pressait, le Parti travailliste, certaines révisions des règles régissant l'activité syndicale. Ces modifications entrent en vigueur à la fin de l'année. Elles ont en grande partie la nouvelle législation sur les relations industrielles imposée depuis le début des années 80 par le gouvernement conservateur. Les congressistes se sont en particulier prononcés en faveur du vote à bulletin secret en cas de grève. Le mouvement syndical avait voté la semaine il y a un an sur cette question, après que le syndicat des mécaniciens ait accepté d'appliquer la nouvelle législation.

Alors que se rapproche en Grande-Bretagne l'échéance électorale, le congrès de Brighton sera celui de l'union derrière le Parti travailliste et son leader, M. Neil Kinnock, qui devait s'adresser aux congressistes ce mardi. Ce sera aussi le congrès d'un mouvement syndical affaibli, dont les forces sont érodées par un chômage élevé et persistant, et qui subit encore le contre coup de l'échec de la longue grève des mineurs de 1984-1985.

Avant que n'ait lieu le vote de lundi, les appels des dirigeants à s'unir derrière le Parti travailliste s'étaient perdus dans le vacarme provoqué par une manifestation des « durs » du syndicat du Livre. Plus

● Vies d'entrée pour les ressortissants de plusieurs pays du Commonwealth. — Le gouvernement britannique a annoncé, lundi 1^{er} septembre, l'instauration d'un régime de visas d'entrée pour les ressortissants de cinq pays d'Afrique occidentale et du sous-continent indien, justifiant ce régime plus restrictif par le souci de faciliter le travail des services d'immigration surchargés. Les pays affectés par la nouvelle réglementation sont l'Inde, le Bangladesh, le Ghana, le Nigeria, tous membres du Commonwealth, et le Pakistan, qui l'a quitté en 1972. Le nouveau régime entrera en vigueur d'ici quelques semaines. — (AFP.)

seurs centaines d'ouvriers du Livre s'étaient rassemblés devant le bâtiment du congrès pour dénoncer le syndicat des électriciens. Ils reprochaient aux « électriciens » d'avoir passé un accord avec le magnat de la presse, Rupert Murdoch, pour imprimer les journaux de son groupe dans des imprimeries nouvelles utilisant des techniques ultra-modernes et un personnel restreint. Cinq mille ouvriers du Livre ont été licenciés par M. Murdoch. Des renforts de police ont été appelés, mais la manifestation s'est terminée sans incident.

PORTUGAL

Attentats à la bombe en Algarve

Un groupe terroriste jusque-là inconnu, s'intitulant Organisation révolutionnaire armée (ORA), a revendiqué, lundi 1^{er} septembre, trois attentats à la bombe commis la veille en Algarve, dans le sud du Portugal.

Des fuggins de forte puissance avaient explosé devant trois complexes touristiques, dont l'un est situé à moins de 300 mètres de la résidence d'été du président de la République, M. Mario Soares. Il n'y a pas eu de victimes.

Dans un communiqué adressé aux agences de presse, l'ORA indique que « ces bombes ont pour but de faire voler en éclats l'État portugais » et que l'ORA n'est ni une organisation de classes privilégiées ni de capitalisme international. Ces mêmes attentats ont également été revendiqués par une autre organisation, les *Comandos armés de libération*, elle aussi inconnue.

Par ailleurs, un interlocuteur anonyme a annoncé, dans un coup de téléphone à l'Agence France Presse, la création au Portugal d'un groupe antiterroriste, qui entend exercer des représailles contre tout attentat visant les intérêts nationaux. — (AFP, Renter.)

ITALIE

Le numéro deux du Parti socialiste demande l'arrêt du programme électronucléaire

ROME
de notre correspondant

De retour de Nuremberg où il a assisté au congrès du Parti social-démocrate ouest-allemand, le vice-sécretaire du Parti socialiste, M. Claudio Martelli, a demandé l'arrêt pur et simple du programme électronucléaire italien, le démantèlement des centrales en service et le retrait de la participation italienne dans le réacteur rapide Superphénix.

Les propositions de M. Martelli vont dans le sens du projet de référendum pour lequel le Parti communiste affirme avoir déjà recueilli plus d'un million de signatures. S'il est autorisé, ce référendum pourrait se tenir au printemps prochain, à moins que le Parlement n'ait d'ici là modifié la législation actuelle.

La démocratie chrétienne a réagi avec vigueur à l'initiative socialiste. Il popolo, son organe de presse, a accusé M. Martelli d'attacher une position « en contradiction ouverte avec la ligne suivie par le gouvernement » et de faire du nucléaire « un thème de propagande à des fins électorales ». La DC lui reproche en outre d'anticiper les conclusions de la conférence sur l'énergie au cours de laquelle experts et savants devraient décider en décembre prochain des normes de sécurité les plus adaptées pour l'Italie.

Les mesures proposées par M. Martelli viseraient à réduire à néant l'un des programmes électronucléaires déjà les moins ambitieux d'Europe. M. Martelli demande la suspension des travaux dans les centrales de Montalto di Castro (Latium), où 2 800 des 6 000 milliards de lires de crédits ont déjà été dépensés, et de Trino Vercellese où la deuxième phase d'expansion a été mise en route peu avant l'accident de Tchernobyl. L'unique centrale italienne en fonctionnement, celle de Caorso, dans le Nord-Est, devrait également être fermée, de même que deux petits réacteurs expérimentaux.

(Indéfini.)

VOUS ECRIVEZ ?

Romans, poésies, récits, essais, mémoires. Nous vous éditerons sous contrat garantissant vos propriétés littéraires, commerciales et la publicité.

Renseignements : Editions La Bruyère, 128, rue de Belleville, 75020 Paris.

Collection Mondes en devenir
LE SYSTÈME COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN
M. F. LABOUZ
14 x 20 cm - 344 p. - 127 F
Des réponses aux questions touchant le devenir de la CEE
Editions Berger-Levrault

Les projets de M. Oreja, secrétaire général

Comment faire du Conseil de l'Europe la « conscience » des démocraties du continent ?

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Secrétaire général du Conseil de l'Europe depuis deux ans environ, M. Marcelino Oreja ne manquera pas de projets pour relancer, à partir de cette rentrée, l'organisation des Vingt et un. « Cette institution, qui est la plus ancienne de l'Europe, doit servir essentiellement à une chose, explique-t-il : renforcer la cohésion entre les démocraties du continent, et donc, en définitive, entre les Européens eux-mêmes. Pour cela, il faut, en fixant cette routine qui est la plaie des organisations internationales, multiplier les opérations concrètes, les rencontres susceptibles de déboucher sur des résultats tangibles. Ainsi, nous pourrions devenir la conscience de l'Europe. »

Un seul domaine se trouve a priori exclu de cet effort : celui de la défense. Mais sur le terrain des droits de l'homme, de l'éducation, de la culture, de la santé, de l'environnement ou des droits sociaux, le secrétaire général du Conseil de l'Europe est bien décidé, maintenant qu'il a pris toute la mesure de l'organisation qu'il dirige, à lui donner un nouveau souffle. Un certain nombre d'opérations ont déjà été lancées ou sont en cours d'étude, dans des domaines aussi divers que la lutte antiterroriste, la biogénétique, la protection des données en informatique ou les nouvelles technologies.

Mais le Conseil peut-il devenir réellement un forum politique en sein duquel seraient recherchés les voies et moyens de l'unification européenne ? Sur le plan institutionnel, répond M. Oreja, il ne faut pas se tromper de genre. La coopération politique européenne appartient surtout à la Communauté, surtout maintenant qu'un secrétaire général va être chargé d'en assurer le suivi. Mais le conseil des ministres et l'assemblée parlementaire des Vingt et un peuvent favoriser le dialogue politique. Et surtout,

nous voulons inciter les démocraties à mieux défendre ce qu'elles ont en commun, à l'enrichir et à le développer.

Dans cette perspective va être organisée l'au prochain une grande Conférence de Strasbourg sur le thème : « Comment rendre la démocratie plus efficace ? » La réflexion des participants — des invitations sont lancées à l'ensemble des pays à régime libéral — sera menée dans deux directions : la participation des citoyens et l'éducation à la démocratie.

Autre orientation résolument politique des projets du Conseil de l'Europe : préparer entre tous les Etats membres, les prochains travaux de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), à laquelle tous les Etats membres sont partie prenante puisque celle-ci regroupe tous les Européens sauf l'Albanie, ainsi que les Etats-Unis et le Canada. Les Vingt et un ne peuvent guère espérer y constituer une sorte de bloc, alors que les Douze, ceux de la CEE, s'y emploient de plus en plus. Mais le vaste échange de points de vue auquel il va être procédé entre eux avant la réouverture de la conférence, fixée au 4 novembre à Vienne, devrait permettre une réflexion commune sur les rapports avec l'« autre Europe », celle de l'Est, à l'égard de laquelle M. Oreja n'exclut pas certaines ouvertures prudentes.

La lutte contre le terrorisme

Quant à la lutte contre le terrorisme, elle va faire l'objet d'une autre conférence, en novembre prochain, pour tenter d'améliorer la coordination sur trois plans. Le premier est juridique : il s'agit en particulier de faire ratifier la convention européenne contre le terrorisme par les quatre pays qui manquent encore à l'appel (France, Irlande, Grèce et Malte) et de perfectionner les mécanismes d'extradition. Le

deuxième est pratique et opérationnel : ancien gouverneur général du Pays basque espagnol, M. Oreja se souvient des difficultés qu'il rencontrait alors pour trouver des interlocuteurs étrangers, chaque fois que la lutte antiterroriste prenait un caractère international. C'est-à-dire souvent : « Il faudrait qu'il y ait un coordinateur par pays, un « M. Antiterrorisme », estime-t-il. Enfin, il s'agit de renforcer la coopération des Vingt et un contre les aspects « diplomatiques » du terrorisme, en établissant des règles claires et simples. Un comité d'experts est déjà en travail et fera des propositions précises à la conférence de novembre.

Le mois suivant aura lieu à Vienne une réunion consacrée à l'avènement des médias en Europe, face au triple défi — technologie, finance et culture — qui leur est lancé. En attendant que voit le jour le vrai réseau de télévision européen que M. Oreja appelle de ses vœux, certaines réalisations communes pourraient être entreprises.

Le secrétaire général du Conseil de l'Europe sait bien que son organisation, mal connue des Européens eux-mêmes, et souvent sous-utilisée par les gouvernements, surtout ceux de la CEE, n'a de chance de jouer un rôle actif dans la construction du continent vers son unité politique que si elle préfère systématiquement les projets concrets aux grands discours. Son arrivée au secrétariat général a incontestablement marqué le début d'une période de renouvellement, et paraît avoir mis un terme à quelques doutes existentiels qui s'étaient emparés de bon nombre de cadres de l'organisation. Mais M. Oreja mesure qu'il faut maintenant au Conseil de l'Europe enregistrer un certain nombre de résultats précis — ce en quoi l'organisation ne saurait se passer de la bonne volonté des gouvernements.

BERNARD BRIGOLEUX.

Les pressions américaines sur Tripoli

Accueil réservé pour le général Walters à Madrid

MADRID
de notre correspondant

L'envoyé spécial du président Reagan, M. Vernon Walters, semble n'avoir obtenu qu'un succès mitigé lors de la première étape de sa tournée européenne. L'entrevue d'un peu plus d'une heure qu'il a eue le lundi 1^{er} septembre, à Madrid, avec le ministre des affaires étrangères, M. Fernandez Ordonez, n'a apparemment pas suffi, en effet, à convaincre le gouvernement espagnol de la nécessité d'adopter des sanctions économiques supplémentaires contre la Libye.

Tout en soulignant publiquement qu'il n'était pas venu pour « formuler des exigences », M. Walters a insisté dans sa conversation avec le ministre espagnol sur le désir du gouvernement américain de voir ses alliés européens « resserrer le cercle » autour du régime du colonel Kadhafi. Il a, notamment, demandé que l'Espagne (le troisième partenaire commercial européen de la Libye) réduise ses échanges avec Tripoli. En 1985, 10 % du pétrole et 36 % du gaz naturel importés par Madrid provenaient de la Libye, soit, respectivement, 3,8 millions de tonnes et 668 000 tonnes. Plusieurs entreprises espagnoles de construction travaillent actuellement dans le pays du colonel Kadhafi.

Dans les milieux diplomatiques à Madrid, on affirmait toutefois, à l'issue de la visite de M. Walters, que ce dernier n'avait apporté aucune « preuve irréfutable » d'une résurgence du terrorisme appuyé par Tripoli qui puisse justifier un tel état de guerre, à l'égard de la Libye. On faisait valoir, dans ces conditions, la difficulté d'envisager des sanctions purement « préventives » contre le régime du colonel Kadhafi. On soulignait en outre que, en tout état de cause, de nouvelles mesures en ce sens devraient faire l'objet d'une concertation entre alliés, sans être décidées unilatéralement par l'un d'eux, et qu'elles devraient être « proportionnelles » et « conformes au droit international ». Une définition qui exclut, soulignait-on dans ces milieux, des mesures militaires tel que le bombardement de Tripoli.

Une fois ces importantes réserves énoncées, M. Fernandez Ordonez n'en a pas moins assuré M. Walters que son gouvernement était disposé à renforcer la collaboration internationale en matière antiterroriste, rappelant à cet égard que l'Espagne avait été le premier pays à demander la convocation d'une conférence internationale sur ce thème. M. Walters a d'ailleurs procédé à un échange de vues à ce sujet avec le sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, M. Rafael Vera, qui a informé l'envoyé du président Reagan de l'action particulièrement intense des groupes extrémistes islamiques en Espagne.

M. Fernandez Ordonez a, enfin, pu apporter à M. Walters des informations de première main sur l'attitude actuelle des pays arabes du « Front du refus » puisqu'il venait d'effectuer, une semaine auparavant, une visite officielle à Damas. Le ministre espagnol des affaires étrangères s'était d'ailleurs entretenu, le 26 août, avec le chef d'état-major syrien, M. Assad, juste après que celui-ci eut effectué un voyage à Tripoli pour assurer le colonel Kadhafi de sa « solidarité ». A défaut de quitter Madrid avec un assentiment espagnol quant à de nouvelles sanctions, M. Walters y aura, à tout le moins, fait naître d'importantes discussions concernant la délicate situation au Proche-Orient.

THIERRY MALINIAK.

● Nouvelle tournée de M. Richard Murphy au Proche-Orient. — Le sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires du Proche-Orient, arrivé lundi soir 1^{er} septembre en Israël, s'est immédiatement entretenu avec le premier ministre, M. Shimon Pérès, des perspectives d'une relance du processus de paix dans la région. Il devait se rendre ce mardi à Amman, puis vraisemblablement en Égypte. Son séjour est lié à l'éventualité d'un sommet entre M. Pérès et le président égyptien, M. Hosni Mubarak. A ce propos, le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Ahmed Elmar Abdelemouki, vient de réaffirmer que ni le lieu ni la date d'une pareille rencontre n'avaient encore été fixés. — (AFP, Renter.)

سكرا من الراجل

BANQUES : LE PLUS COMPREHENSIF
ÉCONOMIE

Politique

L'état de l'UDF

M. Méhaignerie répond sèchement à M. Léotard

M. Pierre Méhaignerie a vivement réagi, lundi 1^{er} septembre, aux déclarations du secrétaire général du Parti républicain, M. François Léotard, revendiquant la veille, pour son parti la direction de l'UDF. Se refusant de participer à un quelconque « marchandage », le président du CDS s'est étonné d'un tel débat, « qui n'est pas d'actualité et n'est pas digne des problèmes que traversent nos compatriotes ».

M. Méhaignerie a rappelé que la question du remplacement de M. Jean Lecanuet à la tête de l'UDF ne se pose pas, puisque « le président de l'UDF a été élu, il y a deux mois, démocratiquement et à l'unanimité, en présence de tous ses responsables ». En tout état de cause, le ministre a souligné que ce choix du président relevait des élus : « Nous avons nommé des représentants, des conseillers régionaux et municipaux que le PR ne va pas entrer dans un marchandage pour savoir combien nous avons de militants ». En conclusion, le président du CDS s'est interrogé sur les véritables intentions de M. Léotard : « Je me demande parfois, s'il ironise, et les déclarations du Parti républicain contre Jean Lecanuet ne couvrent pas des problèmes internes

et ne sont pas adressées à M. Valéry Giscard d'Estaing ».

De son côté, le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, s'est montré plus conciliant que son président en déclarant, le même jour, que son parti « ferait tout pour que l'UDF ne rentre pas dans le cercle vicieux de la discorde et dans la spirale infernale des procès d'intention ». « Le renforcement de l'UDF », a-t-il précisé, est indispensable à la majorité. Pour gagner les batailles à venir, l'UDF a avant tout besoin d'un message clair, attractif et orienté vers les nombreux Français qui aspirent à se rassembler au centre.

Par ailleurs, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale et membre du Parti républicain, s'est également opposé au projet de ses amis d'organiser un congrès de l'UDF pour la désignation de son candidat à l'élection présidentielle. « Un congrès, sûrement pas ! Dans la tradition des institutions de la Cinquième République, c'est au candidat lui-même de se déterminer... L'UDF exprimera ses préférences mais elle le fera le moment venu, lorsque nous serons proches de l'échéance ».

« Le tonton est un peu grincheux... »

Comment se passe un conseil des ministres ? A cette question qui lui est posée par l'hebdomadaire les Nouveaux d'Orléans le ministre des transports, Jacques Doufflaque, répond : « Oh, vous savez, au conseil des ministres, il ne se passe rien. Tous les ministres, comme nous sommes de bons petits et que c'est le jour de récréation, on va voir le tonton. Le tonton est un peu grincheux, pas très agréable, mais on finit par s'habituer. C'est devenu un rituel familial. Mais il ne se passe rien. Les choses sérieuses se font avant ».

● M. Jean Richard Sulzer, candidat à la présidence du Parti radical. — Membre du bureau national du Parti radical valaisien, âgé de trente-neuf ans, professeur à l'université Paris-XIII, et déclarant « admettre et soutenir l'action et les idées de M. Raymond Barre », M. Jean Richard Sulzer, dans une lettre adressée aux militants radicaux, annonce son intention de briguer la succession de M. André Rossinot à la présidence du parti.

Dans cette même lettre, M. Sulzer se déclare hostile à la modification de l'article 26 des statuts du parti stipulant qu'aucun membre du gouvernement ne peut rester président du parti.

Opposants communistes et militants révolutionnaires à la recherche d'une « troisième » gauche

Coup de frein. L'automobile ralentit et se range sur le bas côté : contrôle routier de la gendarmerie. Un pandore d'approche du véhicule pour une vérification de routine. Le nom du conducteur est transmis par radio. Les communistes contestataires qui sont dans la voiture font grise mine. Le nom du chauffeur, dirigeant d'un parti d'extrême gauche, est assez connu pour attirer l'attention d'un gradé, et ce n'est vraiment pas le moment d'autant que la présence à bord d'un membre de la direction d'une autre organisation de gauche, pourrait faire croire à un rendez-vous mystérieux. A cet instant, si le gendarme connaissait la destination de cet étrange équipage, il serait convaincu d'avoir fait une découverte pas très ordinaire : une réunion plutôt discrète, à plusieurs centaines de kilomètres de Paris, entre des communistes « rénovateurs », des chefs de file de la gauche non communiste et un ancien haut dirigeant du PCF, exclu de longue date, mais dont les convictions révolutionnaires sont encore bien vives. Cela s'est déroulé cet été.

Passé l'abattement qui avait suivi les très mauvais résultats électoraux du 16 mars dernier, militants communistes et militants d'extrême gauche démentés ont tenu de se réunir. Les premiers ont vite compris que leur existence d'un vaste débat à l'intérieur du PCF et de l'organisation d'un congrès extraordinaire était se heurter à un triple écueil : les réticences, sinon le désintérêt, de la « base » à conduire publiquement un combat interne, le verrouillage systématique, assuré par les cadres intermédiaires, et le bétaillement de la direction contre les turbulents, accusés de vouloir « dénigrer le parti ». Les seconds, larmés par la bipolarisation du scrutin législatif, en sont arrivés à la conclusion que leur salut politique passait par une considérable révision stratégique.

Hormis Lutte ouvrière (LO) et le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPTT), principalement — sinon uniquement — constitué par les trois à quatre mille militants du Parti communiste internationaliste, installés dans leurs cercles groupés autour d'indéfectibles : armés du PS, du PS, du groupe dit des « transouverts ». Cette année, il était au contraire flatter d'y être invité. Une explication « franchie », comme on dit en termes diplomatiques, avec le premier secrétaire du PS, en effet, permis d'établir que les « transouverts » ne « roulaient » pour aucun présidentiable, mais cherchent simplement à se constituer en laboratoire d'idées pour tout présidentiable. En outre, Démocratie 2000 a une vocation plus large que celle des « transouverts », ne serait-ce que parce que ce club prétend séduire bien au-delà du PS. Le thème débattu à Lorient, le plus sensible pour une gauche accusée d'y avoir

vevu rassemblement populaire » de mécontentement, amplement dominé par le PCF. Ni social-démocratie américaine ni stalinisme castror, semblent chanter en chœur tous les défenseurs d'une autre gauche, comme s'ils parlaient, nouveaux explorateurs, sur les traces de quelques-uns de leurs aînés, à la découverte d'un continent inaccessible... ou inexistant.

Les « rénovateurs » en vedette

Que ce soit à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), au Parti socialiste unifié (PSU) ou au Parti pour une alternative communiste (PAC, ex PCML), les regards se tournent d'abord, le plus souvent, vers les « rénovateurs » du PCF. Bien qu'on ne veuille pas leur donner le titre de guides prioritaires de la révolution culturelle — récentes historiques ou conjoncturelles — on observe avec insistance leurs faits et gestes.

Gauchistes d'hier, rénovateurs d'aujourd'hui, les héritiers du PCF essaient de réfléchir ensemble.

« L'essentiel est ce qui se passe chez les « rénovateurs », dit M. Jean-Claude Le Scouat, secrétaire national du PSU, tout en voulant se convaincre que « ce n'est pas les « rénovateurs » ou la mort ». Cette appréciation soigneusement un peu comme un SOS de la part d'une organisation politique évangélique. N'ayant depuis longtemps plus rien à perdre, le PAC, lui, avec « un peu moins de cinq cents militants » recensés officiellement, ne veut pourtant pas se jeter à corps perdu dans une aventure périlleuse. « Il faut que les gens croient à un projet pour lequel ils ont une réelle mobilisation », observe M. Pierre Baudy, porte-parole des ex-prochinois. En tout état de cause, selon lui, « les Verts et les « rénovateurs » ne sont pas prêts à s'engager dans la construction d'une organisation commune ».

L'attente est de mise à la LCR, que d'aucuns voient se replier sur « ses positions trotskistes théoriques » avant son congrès, qui devrait se tenir début 1987. La médiane de la Ligue envers ses partenaires potentiels, un de ses dirigeants, M. Christian Piquet, l'évoque en creux en notant « chez certains, au PSU, au PAC et à la FGA (Fédération de la gauche alter-

native) quelques tendances à tourner le dos à un projet de société ». Traduction : le Parti socialiste brille de mille faux charmes, mais son Conseil national de la gauche est trop « ambigu », même s'il répond à un « besoin d'unité », pour faire dévier, officiellement, la LCR de sa « démarche alternative », engagée le 16 mars.

Tous s'accordent à dire que le « mouvement ouvrier » est de plein pied dans un tournant historique. A quel stade du processus de « décomposition-recomposition » se trouve-t-il ? Si le cœur penche pour l'ébauche du procès de recomposition, la raison des acteurs leur rappelle que l'« accélération du phénomène de décomposition n'est pas une vaine hypothèse. Cependant, à les en croire, un cas de figure semble être exclu : la participation du PCF, tel qu'il est aujourd'hui, à cette éventuelle renaissance. « Il s'enfonce toujours plus dans la spirale du sectarisme et de la division », pour M. Piquet (LCR) : « Il est frappé d'un discrédit

total ». Sur ce champ de bataille-là, le renouveau se fait avec les contestataires du PCF, pourchassés du fonctionnement du parti. Dans plusieurs villes de France (Nîmes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Douai, Bordeaux, Toulouse, Nice, Gennevilliers, Montpellier, Limoges), les représentants de la gauche se rencontrent dans les cercles M, lancés à l'initiative de la revue théorique du même nom (1). On y trouve beaucoup de communistes en rupture d'amour du parti, des « ex » qui refusent de leur alliance au PS, des militants d'extrême gauche, des Verts et des inorganisés. Les militants de la LCR ont pour consigne politique de s'intéresser à ces cercles de réflexion. Pas vraiment de l'entente secrète, pratique chère aux trotskistes, puisque M. Alain Krivine, figure emblématique de la LCR, aurait lui-même prévenu les promoteurs de M de l'existence, quasi mythologique, que leurs cercles provoquent sur ses troupes.

Si M. Piquet (LCR) estime qu'il est « prématuré » de parler de création d'une nouvelle organisation politique, ses partenaires ne sont pas loin de penser que, tôt ou tard, tout le monde sera au pied du mur. « Nous sommes tous confrontés à un problème de temps », dit M. Le Scouat. Les initiatives politiques doivent se multiplier. « Il ne faut pas de doute, pour lui, qu'une structure » devra surgir « sans être une entité fermée, car les gens auxquels on s'adresse sont très exigeants ». Plus précis, M. Baudy affirme qu'il y aura considération sous forme organisationnelle à la rentrée, sans dissolution des organisations existantes. Cette structure, selon lui, serait de « confrontation » et de « débat ».

Les explorateurs de la « troisième » gauche n'ont plus guère le choix qu'entre, l'attente, qui conduit directement à l'orphelinat politique, et le volontarisme, qui ne conduit pas forcément au succès électoral. Si tant est qu'ils aient encore le choix.

OLIVIER BIFFAUD.

IAE INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université Paris I - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75140 Paris Cedex 15

UN DIPLOME D'UNIVERSITE
● AGENTS DE MAÎTRISE DEPUIS 3 ANS
● TITULAIRES DU BAC (ou d'un diplôme équivalent)
Vous souhaitez élargir vos connaissances en GÉSTION
Nous vous proposons une formation de GÉNÉRALISTE
● 4 à 5 jours par mois pendant 2 ans
☎ Michèle GRAFFIN 45.58.02.28 - 45.57.28.41

CE SAVOIR FAIRE DE L'ÉTÉ

Pour réussir mon entrée à Sciences-Po, je fais confiance à l'Institut Guillaume Apollinaire.

Les forts en maths ne sont pas les seuls à réussir dans la vie. L'important est de bien choisir son orientation. Après en avoir discuté avec M. Bouyer, le directeur de l'Institut Guillaume Apollinaire, qui a pris le temps de m'écouter et de faire le point avec moi, j'ai décidé de préparer Sciences-Po.

SCIENCES-PO : UNE NOUVELLE CARTE DE VISITE AUPRÈS DES ENTREPRISES : Sciences-Po, c'est une filière à laquelle on ne pense pas assez. Pourtant c'est une école de haute réputation qui offre la perspective d'un premier poste à responsabilité, d'un salaire mensuel et d'une formation de haut niveau. Les entreprises ont besoin de jeunes diplômés de Sciences-Po, qui s'y préparent dans une école privée. Une technique de pré-pro pour surmonter la peur de porter en public et prendre confiance en nous.

A L'INSTITUT GUILLAUME APOLLINAIRE, J'AI DÉCOUVERT DES MÉTHODES DE TRAVAIL MOTIVANTES : Tout est vraiment conçu pour nous motiver et nous préparer d'entrée de jeu à l'entrée de la vie professionnelle. Les contrôles sont indispensables pour nous mettre dans les conditions du concours et vérifier en permanence le niveau de nos connaissances. Mais attention, l'expérience orale, la belle note de beaucoup d'entre nous en première année, à Sciences-Po, on s'y prépare dans une école privée. Une technique de pré-pro pour surmonter la peur de porter en public et prendre confiance en nous.

L'INSTITUT GUILLAUME APOLLINAIRE C'EST AUSSI UN ENCADREMENT STIMULANT : Ce n'est pas un établissement comme les autres. Sans doute à cause de son directeur, qui s'intéresse personnellement à chacun d'entre nous. Il n'hésite jamais à nous recevoir, à nous écouter, à nous conseiller. En plus, il sait si bien communiquer son enthousiasme et son conviction qu'il nous fait de nous des bacheliers.

AVEC MON BAC, JE FAIS PRÉPA SCIENCES-PO. EN CAS D'ÉCHEC, JE RENTRE EN TERMINALE - SUP : C'est une formule d'assurance et de programme de renouveau, pour nous éviter de perdre un an. L'objectif : passer le bac en juin, et Sciences-Po en septembre. Qui dit mieux ?

INSTITUT GUILLAUME APOLLINAIRE
45, rue du Faubourg Montmartre 75007 Paris
Boulevard de la République - Paris Sciences-Po - Terminale Sup
2^e rue de Valenciennes
☎ (1) 47.70.63.12

La « rencontre d'été » de Démocratie 2000

Le progrès social reste l'avenir de la gauche

Les clubs Démocratie 2000, proches du PS, ont réuni vendredi 29 et samedi 30 août à Lorient (ville dont le maire, M. Jean-Yves Le Drian, est l'un de leurs animateurs) leur seconde rencontre d'été. « Par ailleurs », par M. Jacques Delors, Démocratie 2000 s'est intéressé au progrès social. M. Michel Delabarre, Henri Nallet, Pierre Bérégovoy et Jean-Michel Belorgey y ont notamment pris la parole.

LORIENT
de notre envoyé spécial

Venir à Lorient l'an dernier, où il fut question de la crise de l'Etat-providence, relevait d'un certain courage : Démocratie 2000 sentait alors le souffre, car ce club avait été fondé par les plus chauds partisans de la « culture de gouvernement », animateurs, en sein du PS, du groupe dit des « transouverts ». Cette année, il était au contraire flatter d'y être invité. Une explication « franchie », comme on dit en termes diplomatiques, avec le premier secrétaire du PS, en effet, permis d'établir que les « transouverts » ne « roulaient » pour aucun présidentiable, mais cherchent simplement à se constituer en laboratoire d'idées pour tout présidentiable. En outre, Démocratie 2000 a une vocation plus large que celle des « transouverts », ne serait-ce que parce que ce club prétend séduire bien au-delà du PS. Le thème débattu à Lorient, le plus sensible pour une gauche accusée d'y avoir

manqué, a permis de mesurer que Démocratie 2000 est bien une structure de réflexion sans tabou ni complexe.

Introduisant les débats, M. François Hollande a expliqué que ce n'est pas le progrès social qui est condamné par l'état actuel de l'économie, mais ses caractéristiques traditionnelles. « Une société qui vit avec trois millions de chômeurs, dont un jeune sur quatre est au chômage, et qui emploie un salarié sur trois à temps partiel est, pour le moins, une société perfectible », a-t-il déclaré, avant d'affirmer qu'aujourd'hui le progrès social « ne concerne plus l'ensemble du salariat, mais une partie (les exclus) de celui-ci, il ne s'arrache plus mais s'organise, il suppose moins le recul du patronat que le partage des responsabilités ».

M. Pierre Rosanvallon a développé le même thème, mais en allant à l'extrême de cette logique. Pour lui, la notion même de droit social est condamnée car les droits sociaux sont universels, alors qu'il faut traiter le sort de certaines catégories ou d'individus, traitement qui relève de simples mécanismes compensateurs. Faut-il en termes de droits nouveaux revêtir donc, selon le secrétaire général de la Fondation Saint-Simon, à s'intéresser à des « floritures », alors que l'essentiel repose désormais sur « l'esprit critique » et la démocratie.

Les « floritures » conviennent au contraire à M. Michel Delabarre, qui en a fait l'inventaire, sous la forme de nouveaux droits à conquérir : droit au débouché positif de toute formation, à la conversion, à la

transparence et à l'information, droit à l'insertion (pour les jeunes, les immigrés, les retraités), droit au travail enfin, compris comme le droit à une activité, que celle-ci soit ou non, une formation ou une transition.

La social-démocratie mode de vie européen ?

C'est manifestement dans cette direction-là que cherche également M. Jacques Delors. Comme à son habitude, le président de la Commission des Communautés européennes a fait profiter l'auditoire d'une étude approfondie sur la question qui lui était soumise, rappelant ainsi que la vocation première est d'être, au fond, un ingénieur social. Il a résumé ainsi sa pensée : « Au cœur de notre réflexion se situe notamment la conception que l'on a du travail. Si on le définit comme toute action visant à améliorer la vie sociale et les relations personnelles, aménager et « soigner » le milieu naturel, créer à cet effet la panoplie la plus large de biens et de services, alors il y a du travail pour tout le monde dans nos sociétés développées. Et j'insiste sur ce point : il s'agit, dans tous les cas, d'un travail, avec son utilité sociale et sa rentabilité (calculée aussi en termes d'avantages collectifs ou de diminution des coûts externes) ».

Il s'agit donc de traiter toutes ces activités sur un niveau d'égalité, quitte à diversifier les statuts et les modes de rémunération ou de financement. Des valeurs ont été convergées par les propositions sur le troisième secteur (1). L'esprit est clair : refus d'un marché du travail à plusieurs

vitesse aussi bien que des fonctions ou emplois « parking », mais volonté d'élargissement du tissu productif ».

La discussion s'est ensuite élargie dans deux directions : l'analyse critique des vertus de la social-démocratie et de l'Etat-providence d'une part, concession à l'actualité d'autre part. Pour M. Gilles Martinet, le thème de la solidarité et les recettes de la social-démocratie continuent de distinguer la gauche de la droite, au point de constituer un véritable mode de vie européen, menacé de disparition par le regain de l'individualisme qui précipite les droits britanniques ou français. Défendre la gauche et ses acquis, c'est donc selon lui lutter contre le déclin d'une civilisation européenne. C'est aussi, selon M. Pierre Bérégovoy, se défendre contre « la mise en cause de la cohésion sociale », qui résulte de la politique de l'actuel gouvernement. L'ancien ministre des finances constate d'ailleurs que dans l'immédiat l'embellie économique promise n'est pas un rendez-vous du fait, selon lui, des efforts conjugués de la dévaluation, d'une répartition inéquitable de l'effort et de la « fuite en avant de l'idéologie ».

Les participants se sont séparés sur cette évidence : l'avenir de la gauche dépend de sa capacité à renouveler la réflexion sur le progrès social.

J.-M. C.

(1) J. Delors, J. Gaudin, « Le Troisième Secteur ou l'Europe du travail et de la solidarité », Université Paris-IX, juin 1978.

سكز من الاصل

Terrorisme : nouvelles menaces et fuites policières

Un mystérieux « Front français de libération » divulgue des renseignements confidentiels

Y a-t-il au sein de la police nationale ou des services de renseignement des comploteurs décidés à passer à l'action si le gouvernement ne se résout pas à mener une politique de fermeté à l'égard d'Arabes accusés d'être les correspondants en France de groupes intégristes chiites ? Cette question, les responsables du ministère de l'Intérieur se la posent très sérieusement depuis que, début juin, est parvenue à plusieurs rédactions, dont celle du Monde, une lettre anonyme menaçant d'appliquer « la loi du talion » si les Français détenus au Liban n'étaient pas libérés.

Signé d'un mystérieux « Front français de libération », le message, dactylographié et remis, accusait le gouvernement français de se « prostituer » avec l'Iran, la Syrie et la Libye pour négocier la libération des otages. « Cela suffit, on ne négocie pas avec les terroristes », concluait la missive, avant de donner les noms et les adresses de trois futures cibles, des citoyens libanais résidents en France, désignés comme responsables du mouvement Hezbollah ou du mouvement Amal.

Deux mois plus tard, fin août, dans une nouvelle lettre parvenue au Monde, le Front français de libération donne encore de ses nouvelles. Le gouvernement, écrit-il en substance, lutte efficacement contre le terrorisme national, mais il n'en va hélas pas de même lorsqu'il s'agit de combattre le « terrorisme islamique ». Résultat : le pays « sert à l'heure actuelle de base de réorganisation » pour les « FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises), Amal et autres Hezbollah », qui « s'organisent » et « préparent une « rentrée explosive ». « Nous possédons les identités et les adresses des principaux responsables Amal, FARL et Hezbollah en France », affirme encore les auteurs de la lettre. « Nous laissons encore une chance au gouvernement pour qu'il cesse de courir l'échine devant les terroristes arabes. Après, nous ferons notre devoir... »

Craignant apparemment de ne pas être pris au sérieux, le Front français de libération a accompagné son dernier message de détails confidentiels pour mieux asseoir sa crédibilité. Ceux-ci concernent notamment l'attentat qui, à Paris, le 9 juillet 1986, a dévasté les locaux de la Brigade de répression du banditisme (BRB). L'explosion (un mort et plusieurs blessés graves) a été revendiquée par l'Action directe et est généralement attribuée à Max Frérot, l'un des « Lyonnais » du groupe terroriste. Or, affirme le Front français de libération, l'explosif utilisé est d'un type « ultra-brûlant », peu utilisé en France mais couramment répandu au Liban ou en Allemagne.

La conclusion s'impose d'elle-même : l'attentat contre la BRB a été commis soit par un groupe d'Allemands, soit par un groupe de Moyens-Orientaux. C'est évident : au même moment, une équipe de quatre « terroristes libanais » a débarqué à Bordeaux, mais la police française, bien que prévenue, n'a rien fait contre eux. La lettre du Front donne leur état civil complet et joint en son anverso la photocopie d'une fiche confidentielle des services de sécurité italiens concernant un autre Libanais décrit comme « coordinateur » du groupe et « soupçonné d'être l'assassin du diplomate américain Roy Leamon Hunt, tué à Rome le 15 février 1984 ».

Autant de détails dont la précision inquiète le ministère de l'Intérieur. Car si la responsabilité de l'attentat contre la BRB est loin d'être prouvée, il semble en revanche exact que l'explosif utilisé est d'un type plus courant au Liban qu'en France. De même, les Libanais de Bordeaux existent bel et bien : signalés par un informateur, repérés lors de leur arrivée en France par la police de l'air et des frontières, ils ont été « pris en charge » par les renseignements généraux et la DST mais, sans rien, en dehors du fait qu'ils soient chiites, n'a pu être prouvé contre eux.

Une affaire « très sérieuse »

Une autre affaire de terrorisme est également évoquée par les mystérieux correspondants du Front français de libération. 110 millions de miniatures ultrasoniques à la destination d'otages, pouvant servir à la fabrication de bombes à retardement, auraient été saisis par la DST. Au cours de l'enquête, les policiers se seraient intéressés à une société spécialisée dans la distribution de matériels de sécurité, d'équipe et d'intervention antiterroriste. Mais leur travail, affirmant les anonymes dénonciateurs, a été délibérément saboté. Raison : la société sur la sellette travaille ainsi avec certains services officiels français.

Comme précédemment, l'accusation s'appuie sur des détails dont certains sont faux ou approximatifs, mais dont plusieurs présentent leur poids de renseignements confidentiels. Il est ainsi exact qu'après la saisie, à Paris, de neuf cent quatre-vingt-trois miniatures, une information judiciaire pour infraction à la législation sur les armes et les matériels de guerre a été ouverte, le 23 mai 1986, après de M. Jean-Claude Vuillemin, juge d'instruction au tribunal de Paris. L'enquête, confiée à la DST, est toujours en cours. Au ministère de l'Intérieur on reconnaît qu'il s'agit d'une affaire « très sérieuse ». A l'évidence, ceux qui se cachent derrière ce sigle anonyme sont fort bien placés dans le dispositif français de lutte antiterroriste.

Ce n'est pas la première fois qu'une organisation de « vengeurs » attire l'attention en s'adressant à la presse. Déjà, en 1974 et 1975, à deux reprises, un Front français de libération nationale, avait écrit à M. Giscard d'Estaing, alors président de la République, pour l'inciter à radicaliser sa politique. Faute de quoi, le Front passerait à l'action. Quelques années plus tard, plusieurs attentats étaient revendiqués par des tracts racistes signés d'un sigle équivalent. Enfin, en 1983, des tracts anti-arabes, signés d'un Front de libération français, étaient, à deux reprises, distribués à Manosque.

Cette proximité de signature mise à part, rien n'indique que les messages anonymes d'aujourd'hui soient de la même veine. Le ministère de l'Intérieur n'a pour le moment que des hypothèses : il s'agit soit de policiers d'extrême droite, agissant selon leurs convictions, soit de policiers manipulés par un service étranger. Le niveau de confidentialité des informations transmises à la presse inquiète par-dessus tout. « Elle est le signe d'une manœuvre politique particulièrement soignée », estime un proche de M. Robert Pandaud.

GEORGES MARION.

Minitel érotique sous surveillance

Le plaisir, les rencontres, les conversations érotiques par Minitel vont être mis sous surveillance. Le ministère des P et T s'est déclaré « vivement ému » par ce qu'il appelle « un détournement abusif du vidéotexte à des fins de prostitution ou d'attraction aux bonnes mœurs ». Il compte donc perquisitionner, avec le ministère de la Justice, la suppression de ces « pratiques choquantes » et, cette semaine, la commission du « suivi télématique » présidée par un conseiller d'Etat, M. Huot.

Visées : les « messageries conviviales ». Tout abonné au Minitel — ils sont près de deux millions — peut composer le numéro d'appel 3 615 et accéder ainsi au réseau Téliel 3 des P et T. Le « télémeur » choisit ensuite un « programme » en tapant un code (« Aline » par

exemple, ou « GP 1 », « moussant et relaxant » ou « ERS », ou « TAP »...). Il se branche ainsi sur un réseau d'autres abonnés avec lesquels il peut converser, échanger le numéro de téléphone, prendre rendez-vous. L'heure de conversation lui coûte 61,80 F. Certains abonnés ont « sombré » dans les délices de la conversation qui leur ont coûté jusqu'à 10 000 F à payer aux P et T.

Des proxénètes ont infiltré des réseaux et constitué par ce biais leurs propres filiales. C'est peut-être ce qui conduit les pouvoirs publics à réagir. Les P et T n'ont pas à contrôler le contenu des messages, rappelle le ministère. Infiger des sanctions nécessiterait cependant une surveillance attentive de la teneur des informations échangées. Les « démolisseurs des P et T » n'ont pas fini de s'arrêter...

Le chantage aux attentats des Fractions armées révolutionnaires libanaises

La menace est sérieuse. Silencieux depuis le mois de mars, le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) a brutalement plié, lundi 1^{er} septembre, la rentrée politique sous la menace et le chantage terroristes. Dans ce texte, le CSPPA a promis à l'Agence France-Presse, à l'écriture apparemment identique à celle des précédents, le CSPPA écrit : « Déjà, septembre, et nos camarades sont toujours détenus. Le gouvernement français serait bien inspiré de libérer rapidement Abdel Kader Essadi, Anis Nakkach et Karbed-Jean et tous nos autres compagnons, sinon les attentats reprendront et de plus en plus durs... »

Le CSPPA a déjà prouvé qu'il ne menaçait pas à la légère. Ceux qui se cachent derrière ce sigle sont les auteurs de la plus sanglante série d'attentats qu'ait connus la capitale : des explosions visant, à des heures d'affluence, des lieux publics sans signification politique. Cette succession d'explosions, à la puissance savamment graduée, commença en décembre 1985 (contre les grands magasins du Printemps et des Galeries Lafayette le 7 décembre, en pleine période d'achats de fin d'année), continua en février (galerie Claridge des Champs-Élysées, librairie Gilbert-Jeanne, magasin FNAC-Sports des Halles), et se termina en mars (TGV Paris-Lyon et Galerie Post-Show des Champs-Élysées). Ce dernier attentat, réalisé symboliquement le 20 mars, jour

de l'entrée en fonctions de M. Jacques Chirac et de son gouvernement, fut le plus meurtrier : deux morts et une dizaine de blessés.

Le CSPPA n'a commencé à se manifester par écrit qu'en février. Chaque fois, sous des identités ou des écritures particulières, il réclamait la libération de trois terroristes détenus en France : Georges Abdallah Ibrahim (alias Abdel Kader Essadi), chef du commandement arabe de l'ASALA, auteur d'un attentat meurtrier à l'aéroport d'Orly en 1983, condamné à la réclusion à perpétuité, et Anis Nakkach, également condamné à la réclusion à perpétuité, chef du commandement arabe de l'ASALA, auteur d'un attentat meurtrier à l'aéroport d'Orly en 1983, condamné à la réclusion à perpétuité, et Karbed-Jean, chef de commandement arabe de l'ASALA, auteur d'un attentat meurtrier à l'aéroport d'Orly en 1983, condamné à la réclusion à perpétuité.

Dans un premier temps, les enquêteurs ont pensé que ces bombes étaient liées à un chantage dont les otages français détenus au Liban étaient l'enjeu. Réalisés en vue d'un même objectif, par des réseaux divers — ce que tendait à accréditer la diversité des techniques utilisées —, ces attentats auraient eu pour but de faire monter les enchères du « troc » réclamé par les prisonniers d'otages. Mais, progressivement, cette hypothèse a été abandonnée au profit d'une réponse plus simple : derrière le CSPPA, se cachaient les amis de Georges Abdallah Ibrahim, et l'enjeu véritable des attentats est la libération de celui-ci.

Le CSPPA coforta lui-même cette déduction, le 21 mars, dans un communiqué diffusé à Beyrouth après son dernier attentat parisien. Il y assurait : « Nous avons lien avec les mouvements religieux, et donc aucune responsabilité dans la séquestration d'espions français. Notre attaque n'est en aucune façon liée à l'existence ou à l'inexistence d'otages français ou que ce soit... »

Et le CSPPA ajoutait : « Ne pas être concerné par le conflit irakien-iranien ». Le nouveau communiqué, reçu lundi par l'AFP, va dans le même sens, une petite phrase faisant une allusion transparente au chef des FARL détenu en France : « Le gouvernement français doit se garder dans cette affaire de se laisser influencer par tel autre gouvernement soi-disant ami. A bon entendeur... »

La menace ne saurait être plus claire. Car, dans cette affaire, le gouvernement français est pris entre deux feux, soumis à une double contrainte. D'une part, la menace des attentats : de ce point de vue, au sein du gouvernement de M. Chirac, le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, n'a jamais caché, du moins officiellement, qu'il préférerait éviter des attentats par la négociation et, s'il le fallait, la libération de terroristes détenus en France. C'est le choix qui fut fait d'abord pour Georges Abdallah Ibrahim : jugé à Lyon en juillet, il ne fut condamné qu'à quatre ans de prison — peine

requise par le ministère public — pour des faits qui, normalement, auraient pu être sanctionnés d'une peine double. Parallèlement, le juge d'instruction parisien chargé d'un autre dossier dans lequel Georges Abdallah Ibrahim est impliqué s'acheminait, durant l'été, vers un non-lien partiel qui aurait permis au chef des FARL, arrêté en octobre 1984, de retrouver rapidement la liberté avec les réductions de peine classiques.

C'était compter sans la réaction américaine. Abdallah Ibrahim est en effet suspecté d'être le meurtrier, ou l'instigateur, de plusieurs diplomates américains, notamment en France. L'ambassade des Etats-Unis manifesta donc publiquement sa « surprise » devant la condamnation « légère » du chef des FARL, et des envoyés du président Reagan firent pression sur le gouvernement français. Mieux, l'ambassadeur des Etats-Unis s'est porté subitement partie civile, avec la famille de Charles Ray — attaqué militaire américain à Paris assassiné par les FARL — contre Georges Abdallah Ibrahim, et a choisi comme avocat M. Georges Kiejan, connu pour s'être vu confier plusieurs dossiers délicats peu avant le 16 mars. Ce n'est sans doute pas un hasard : les pressions américaines contre les faiblesses supposées de M. Pasqua ont pour allié... la fermeté de M. François Mitterrand.

EDWY PLÉNEL.

NOUVEAU

La « Comédie Humaine » de Balzac

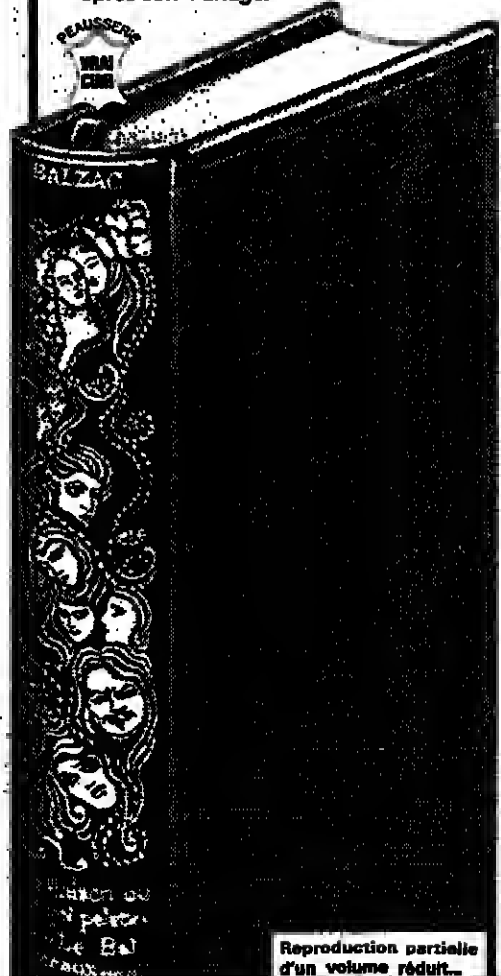
en édition de bibliophile, reliée plein cuir, décor aux trois métaux : bronze, argent et or véritable.



HONORÉ DE BALZAC

Cinquante et un ans de vie... trente ans de travail acharné... quatre-vingt-neuf romans et nouvelles, tous considérés comme des chefs-d'œuvre...

Trois passions : le café à haute dose qui le tua, les affaires qui le ruinèrent, un amour fou et éternel pour Eveline Hanska qu'il quitta pour la tombe cinq mois après son mariage.



Reproduction partielle d'un volume réduit...

Lire Balzac, c'est toute l'histoire d'une époque, celle de la Restauration où, sous la Royauté revenue, la France, léchant les blessures de l'Empire, voit s'ouvrir une ère de splendeur et de luttes ambitieuses qui font croquer tous les visages montrant à découvert le vrai visage de l'humanité.

2.500 personnages qui dérangent encore.

Gloire donc à ce gélier de plume et d'encre, comme il se qualifiait lui-même. Il disait : « J'étais sous le plus dur des despotes, celui qu'on se fait à soi-même. Je travaillais nuit et jour, sans relâche... »

Pour la première fois, Jean de Bonnot édite la Comédie humaine dans son intégralité, hebédite d'une reliure créée par l'artiste-éditeur. Cette reliure est déjà devenue célèbre chez les bibliophiles de France et de l'étranger car Jean de Bonnot restait un des derniers éditeurs à mettre en œuvre les matériaux nobles de naguère : plein cuir de mouton couleur ébène, papier vergé chiffon, or véritable tirant 22 carats. Aucune tricherie sur la qualité des matières utilisées.

Le vrai plaisir :

Lire Balzac dans une édition d'art. D'abord le papier : c'est un vergé chiffon qui sort lentement du tambour d'une forme ronde comme au XVIII^e siècle. Dernier filigrane en pleine pâte : aux deux canons garanti son authenticité.

Les illustrations : en nombre de 383, elles sont choisies avec minutie et reproduites avec un soin extrême, venant en pleine page, réparties sur 28 volumes. Elles constituent une galerie de scènes de genre d'une exceptionnelle qualité. C'est un des plus grands ensembles d'œuvres gravées de tous les temps. De plus, chacune des 13.450 pages de texte est ornée d'un bandeau de l'époque de l'auteur.

La reliure : sur ce beau format in-octavo (14 x 21 cm) qui est majestueux mais sans lourdeur, j'ai choisi une reliure animée qui a eu un très grand succès, car je n'ai jamais été contenté de m'inspirer des reliures

anciennes. Les miennes sont des créations originales appelées à prendre de plus en plus de valeur avec le temps. Je passe des mois et parfois des années à les réaliser. La reliure de Balzac m'a demandé quatorze mois de préparation. Vous comprenez pourquoi je suis attaché au cuir et à l'or véritable (or 22 carats, y compris sur les 47 cm² de la tranche supérieure). Seules ces matières nobles vieillissent bien. Pour la même raison, les cahiers de chaque volume sont cousus au fil fort.

Afin d'éviter plissures et boursoufflures, les coins des peaux sont repliés manuellement à l'os de bœuf et non à la machine. Toutes les autres finitions sont soignées : dos arrondi, mors marqués.

Une garantie unique.

C'est pour cela que je donne une garantie unique qui est un défi aux faux-semblants si nombreux à notre époque : il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps.

C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

C'est ma garantie de qualité.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin de réservation dans la semaine recevront, avec le tome premier, une gravure originale représentant un paysage. Cette estampe, de 14 x 21 cm, est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste.

Jean de Bonnot

Laissez-moi examiner ce livre sans engagement.

Bon à renvoyer

à Jean de Bonnot, 7, Fg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08

Veuillez m'envoyer, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de la Comédie humaine d'Honoré de Balzac, auquel vous joindrez mon cadeau. Si ce volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez. Si je décide de la garder, je vous réglerai le montant de 187 F (+ 13,50 F de frais de port) et recevrai les 22 autres tomes de la collection au rythme d'un par mois, aux mêmes conditions.

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE COMPLÈTE _____
CODE POSTAL _____
VILLE _____
SIGNATURE _____

هكذا من الاجل



CES ENTREPRISES NE SONT QU'UN EXEMPLE PARMI LES 20000 ENTREPRISES PERFORMANTES QUI CHOISISSENT AGEFOS PME ILE-DE-FRANCE.

DANS LA COURSE A LA PERFORMANCE, ELLES CHOISISSENT AGEFOS PME.

Les entreprises performantes choisissent de s'adapter au futur.

Dans la course à la performance, elles choisissent : • L'action ; • La stratégie de l'efficacité pour relever les défis de la concurrence et des nouveaux marchés : choix techniques, choix humains ; • La synergie des équipes qui gagnent : investir, se développer, innover, se réorganiser ; • Elles s'adaptent aux réalités économiques de demain : automatiser, informatiser, moderniser ; • Elles choisissent de préparer la relève : former leur personnel à ces nouveaux enjeux, investir sur les générations d'aujourd'hui face à cette nouvelle donne ; • La bonne réponse :

Les entreprises performantes choisissent AGEFOS PME ILE DE FRANCE.

Les entreprises performantes choisissent la "Formation Investissement".

La formation est un moyen, pas une fin en soi. Alors, elles choisissent AGEFOS PME ILE DE FRANCE pour les aider : — à identifier les besoins, — à élaborer leur plan de formation, — à choisir les organismes et les stages les mieux adaptés ; grâce à : — une

équipe de terrain, — un conseil spécifique, — une participation étroite, — des services personnalisés, — une "formation-investissement" plus efficace, plus souple et plus simple.

Les entreprises performantes investissent dans la formation. Elles confient leur budget de Formation à AGEFOS PME ILE DE FRANCE.

Les entreprises performantes choisissent de faire confiance aux jeunes.

Elles choisissent AGEFOS PME ILE DE FRANCE pour intégrer les jeunes à leur avenir dans le cadre des contrats de travail en alternance : les qualifier, les adapter à leurs spécificités et développer les aptitudes à la vie de l'entreprise.

Pour ces contrats, elles bénéficient maintenant de 100% d'exonération des cotisations patronales de Sécurité Sociale.

Elles choisissent également AGEFOS PME ILE DE FRANCE qui les conseille dans le choix du meilleur contrat, met à leur dispo-

sition une équipe de spécialistes et apporte le financement nécessaire.

Interlocuteur unique, AFOS PME est le seul organisme interprofessionnel agréé au plan national, habilité à traiter directement les contrats et à débloquer, dans les 3 semaines suivant le dépôt par l'entreprise, les aides correspondantes.

Les entreprises performantes choisissent de verser directement leur 0,10% et leur 0,20% jeunes à AGEFOS PME ILE DE FRANCE.

Nos conseillers AGEFOS PME sont à votre disposition sur simple appel de votre part pour étudier avec vous les meilleures solutions à votre investissement Formation.

Pour connaître les coordonnées de l'AGEFOS PME de votre région, contactez : AFOS PME 7, rue Mariotte 75017 PARIS Tél. (1) 42.94.98.68.

AGEFOS PME Ile de France

11, rue Hélène 75017 PARIS - Tél. 42.94.95.95

PREPARONS L'AN 2000.

هكذا من الاجل

Société

Moins d'Etat... donc moins de fonctionnaires et de bureaux parisiens

La privatisation frappe à la tête

Les effectifs des ministères, des services publics et des entreprises nationalisées devraient diminuer l'an prochain de 150 000 unités à Paris. Ce mouvement sans précédent affectera ainsi 20 % des personnes appartenant au secteur public et un travailleur parisien sur douze.

Moins d'impôts, moins d'Etat, mais aussi moins d'emplois et moins de salaires publics : la politique néolibérale de M. Chirac va toucher d'abord la ville dont il est le maire. Il fallait s'y attendre. La capitale est de toutes les métropoles françaises celle où la puissance publique a pris le plus d'importance : par le nombre des gens qu'elle emploie, par les rémunérations qu'elle distribue et par les espaces qu'elle gère.

Rien n'est plus difficile que d'établir un bilan de ce qui, à Paris, appartient au privé ou dépend du public. Les chercheurs qui se sont lancés dans l'aventure ont tous abandonné en chemin. Aucun organisme n'a été chargé de collecter les centaines de données statistiques éparpillées ici et là. Nationalisation et privatisation ont suscité des discours-floues, mais, apparemment, personne ne s'est soucié d'établir une photographie de la situation, ne serait-ce que sur le modeste territoire de la capitale.

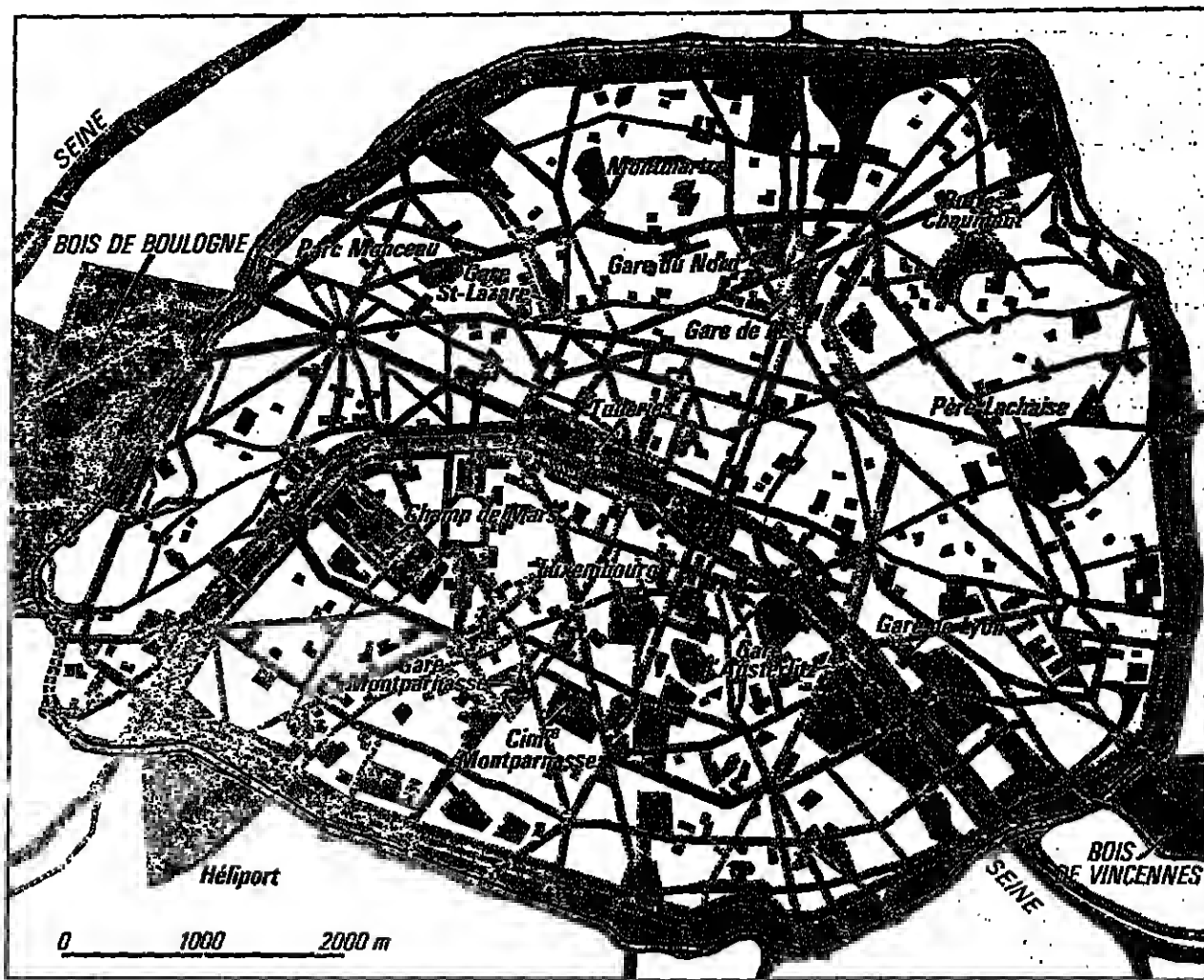
Pourtant les évaluations qu'on peut faire sont impressionnantes, même si elles sont sujettes à correction. Ainsi, selon nos estimations, le secteur public emploierait 36 % des salariés travaillant à Paris, posséderait près du quart des bâtiments et régènerait sur les trois quarts des espaces libres.

Les tableaux que nous publions seront diversement appréciés. Selon leurs options idéologiques, les uns les trouveront « normaux », les autres y verront un nouveau témoignage de ce fameux « socialisme rampant » qu'ils veulent faire régresser. Pour être véritablement parlants, il faudrait les comparer avec ceux établis pour d'autres villes françaises ou étrangères. Ils n'existent malheureusement pas.

Inflation galopante

Au chapitre des effectifs, on relève que sur 1 850 000 salariés travaillant à Paris près de 700 000 appartiennent, d'une manière ou d'une autre, au secteur public. Et ils ont engrangé cette année une masse salariale nette d'environ 56 milliards de francs. Cette année a été grosse de trois recrutements différents. Celui de l'Etat d'abord, dont les ministères, leurs satellites (les établissements publics de nature administrative, EPNA) et les services extérieurs n'ont cessé de croître et d'embellir. En trente ans (1956-1986), l'Etat a vu ses fonctionnaires civils passer de 893 000 à 1 223 000, soit une augmentation de 37 %. Selon les comptages effectués par le ministère de la fonction publique, tous les départements ministériels — sauf un — ont renforcé leur personnel depuis 1962. La justice et la culture tiennent la tête avec + 165 %, les affaires sociales, le Quai d'Orsay, l'industrie et l'éducation nationale ont plus que doublé le nombre de leurs employés. L'agriculture elle-même, qui n'a pourtant perdu dans les

L'EMPIRE PUBLIC SUR LA CAPITALE
Les voies, espaces verts et bâtiments publics (en gris) occupent 58 % du territoire de Paris. Cette carte s'arrête aux frontières communales, mais le gris de la propriété publique pourrait s'étendre — bien qu'avec une moindre densité — aux communes de banlieue.



OCCUPATION DU SOL (en hectares)

Espaces verts publics	2 275	
Voirie municipale	2 260	
Autres espaces publics	1 035	
Bâtiments publics	820	
TOTAL SECTEUR PUBLIC	6 390	60,62 %
Espaces verts privés	224	
Cours, voirie et espaces privés	1 596	
Bâtiments privés	2 420	
TOTAL SECTEUR PRIVE	4 250	39,37 %
TOTAL PARIS	10 640	100 %

EMPLOIS PUBLICS

Fonctionnaires civils et militaires de l'Etat	265 000	
Personnels de la ville du département et de la région	115 000	
Personnel des établissements publics nationaux	82 000	
Personnel des entreprises et sociétés d'économie mixte nationales	231 000	
TOTAL	693 000	37,33 %
Emplois du secteur privé	1 163 000	62,66 %
TOTAL GENERAL	1 856 000	100 %

champs une bonne partie de ses ouailles, a accru de 65 % le volume de ses fonctionnaires. Seuls les services des anciens combattants sont en déflation, tout de même !

Ce sont Paris et l'Ile-de-France qui semblent avoir le plus profité de la fonctionnarisation au cours des trente dernières années. Et cela autant pour les personnels de l'Etat que pour ceux des collectivités locales. Au cours des trente dernières années, les agents des communes et départements se sont accrues en France de 93 % ; ceux de Paris et des trois départements de la petite couronne de 120 % !

Ce phénomène paraît aussi irrésistible qu'ancêtre. Sous le Second Empire, Paris était devenu — pour des raisons de maintien de l'ordre — la première ville de garnison de France. Dans les casernes, que l'on construisait à tour de bras, on dénombrait 23 000 hommes en armes... et quelques auxiliaires civils. Aujourd'hui les militaires ne

sont plus que 13 500, mais chacun d'eux est assisté d'un employé civil. La défense entretient maintenant 27 000 personnes (dont 6 800 femmes) à Paris.

La Ville elle-même a largement participé au mouvement général. Bien que Paris ait presque toujours voté à droite, ses conseillers ont en à cœur d'y pratiquer le socialisme municipal. On ne concédait aucune tâche à des sociétés privées et l'on faisait tout faire par des agents municipaux qui sont aujourd'hui au nombre de 35 000. Pendant son premier mandat, M. Chirac lui-même n'a pas dérogé à cette ligne de conduite centenaire. De 1977 à 1982 il a engagé 6 400 fonctionnaires supplémentaires. Compte tenu des agents de la région, du département et de la commune, Paris détiendrait le ruban bleu de la fonctionnarisation. On y compte un agent public local pour trente-trois Parisiens, contre un pour cinquante et un Lyonnais et un pour cinquante-huit Marseillais ou Lillois.

Enfin, les trois vagues de nationalisations (1936, 1946, 1981) ont transféré au secteur public parisien plus de 300 000 cadres, employés et ouvriers. Là encore la capitale, qui abrite à la fois les états-majors des firmes, la plupart de leurs laboratoires de recherche et une partie de leurs établissements commerciaux ou industriels, a été mieux partagée que n'importe quelle autre cité. On compte, par exemple, à Paris, cent treize établissements publics de toute nature, comme EDF, Aéroport de Paris ou Télédiffusion de France, et soixante-quatre entreprises ou sociétés d'économie mixte natio-

nales, allant de la SNCF à l'agence Havas, en passant par l'Union des assurances de Paris, le Crédit lyonnais, Saint-Gobain et Thomson.

« Faire mieux avec moins de monde »

Cette « tendance lourde », M. Chirac et ses amis ont l'intention de l'inverser. Voilà une entreprise historique dont on n'a pas encore mesuré toutes les implications. C'est d'abord comme maire que M. Chirac a fait ses classes de néolibéral. En trois ans, quatorze tâches d'intérêt collectif ont été confiées par l'Hôtel de Ville à des entreprises privées. Du coup, les registres municipaux se sont dégonflés de 1 400 postes environ.

La transformation du service des eaux en société d'économie mixte et les instructions de M. Juppé, adjoint aux finances, prescrivant une réduction générale des effectifs de 1,5 % vont entraîner en 1987 la disparition de plus de 6 000 postes dans le budget de la Ville. La modernisation des égouts et celle du ramassage des ordures ménagères doivent prolonger ce mouvement au moins jusqu'en 1989.

Fort de cette expérience qui a été menée jusqu'ici sans trop de réactions syndicales, M. Chirac a demandé à tous ses ministres (sauf à ceux de l'éducation nationale et de l'intérieur) de réduire eux aussi leurs effectifs de 1,5 % l'an prochain.

Trente-cinq mille fonctionnaires partant à la retraite ne seront donc pas remplacés, dont au moins 3 500

à Paris même. Il s'agit, dit-on au ministère de la fonction publique, d'amener les chefs de service à réfléchir au thème suivant : « Comment faire mieux avec moins de monde ». Et pour frapper un coup médiatique, on a commencé par amputer de moitié les promotions de l'ENA.

L'explication de cette mesure drastique se trouve dans le rapport remis au gouvernement par MM. Roger Belin et Pierre Gisselot (le Monde du 5 juillet). Pour ces deux hommes, l'inflation administrative s'explique en partie par le nombre excessif des cadres. Comme un cadre n'est rien s'il n'a personne à encadrer dès sa nomination, même à un poste de façade, il exige un certain nombre de collaborateurs.

Dans la fonction publique, l'infanterie paraît être encore la reine des batailles. Réduisons les officiers et, pour faire cesser les tentations, réduisons aussi le nombre des services, disent MM. Belin et Gisselot. Ils proposent donc de rayer carrément des organigrammes ministériels une centaine de directions, sous-directions, services et établissements divers. C'est évidemment dans la capitale que se fera sentir d'abord l'effet de semblables mesures, que le ministre des finances, M. Edouard Balladur « compte fermement faire savoir dans les faits dès 1987 et prolonger années après années ».

Compte tenu des intentions de la Ville, des pressions exercées sur les entreprises publiques pour qu'elles réduisent leur train de vie, ce sont entre 10 000 et 15 000 emplois publics qui devraient disparaître l'an prochain à Paris. Pour les finances,

l'économie se situerait entre 1,4 milliard et 2 milliards de francs.

Enfin, les dénationalisations — troisième volet de l'offensive chiraquienne — devraient restituer au secteur privé les employés parisiens de soixante-cinq sociétés : sous bénéfice d'un inventaire plus précis, cela concernerait environ 130 000 personnes.

L'allègement des effectifs de la fonction publique à Paris devrait en toute logique s'accompagner d'une réduction des espaces occupés par les services. Rien sûr, il n'est pas question de modifier la part respective des propriétés publiques et privées se partageant les 10 540 hectares de la capitale : 58 % pour les premières, 42 % pour les secondes. On voit mal comment pourrait s'inverser le mouvement fort ancien qui porte la puissance publique à grignoter les terrains privés par achats à l'amiable ou par expropriation.

100 000 mètres carrés remis sur le marché

Ainsi, depuis 1978, l'Etat a étendu son empire sur Paris de 42 hectares. Pendant le même temps, la Ville a installé dans les quartiers deux cent cinquante équipements de toute nature — jardins, écoles, conservatoires, musées, gymnases... — et, en vingt ans, la voirie, à elle seule, s'est agrandie de plus de 100 hectares. Tout cela, le plus souvent, au détriment des pâtés de maisons, des espaces et des voies privées.

En revanche, ce sont les espaces intérieurs occupés par les services, c'est-à-dire les bureaux, qui devraient subir une certaine réduction. Sur les 11,5 millions de mètres carrés occupés par les administrations de l'Etat et les établissements publics de nature administrative (EPNA), on peut évaluer à 460 000 mètres carrés ceux qui sont loués à des particuliers ou à des sociétés immobilières. Ainsi, le ministère des finances l'a déjà des dizaines de milliers de mètres carrés dans le centre d'affaires du Louvre et le ministère de l'Intérieur un immeuble entier dans le 15^e arrondissement.

La diminution des effectifs, la suppression de certains services et les restrictions budgétaires devraient amener un relèvement de l'administration sur les locaux qu'elle possède en propre. Dans les années à venir, entre 80 000 et 140 000 mètres carrés de « planchers » devraient être remis sur le marché.

On mesurera l'importance de cet apport si l'on sait que de 1977 à 1982 on ne livrait annuellement à Paris que 66 000 mètres carrés de bureaux neufs et que la moitié de ces surfaces étaient occupées par le secteur public. La pénurie était telle pour les entreprises privées que la chambre de commerce de Paris lança à deux reprises, en 1983 et en 1985, un véritable cri d'alarme. Si l'administration (qui ne paie ni redevance pour création de bureaux, ni taxe professionnelle) continue à occuper une surface croissante de bureaux, dit-elle en substance, il faut réduire le dépensement économique de la capitale par exclusion du secteur privé.

La chambre de commerce a été entendue. Comme maire, M. Chirac fait réviser le plan d'occupation des sols de Paris pour favoriser la construction de bureaux. En tant que premier ministre, il ne remplace pas les fonctionnaires selon lui excédentaires et libère ainsi les locaux qu'ils occupent. Comme il le disait lui-même sous forme de boutade au lendemain de sa nomination à la tête du gouvernement : « Je peux vous annoncer que le maire de Paris s'entend très bien avec le premier ministre ».

MARC AMBROISE-RENDU.

LES SECRETS DES CAMBISTES : COMMENT DES MILLIONS DE DOLLARS CHANGENT DE MAINS EN QUELQUES SECONDES.

SCIENCE & VIE
ECONOMIE
SEPTEMBRE

RENTREE DES CLASSES
AUX TROIS QUARTIERS

AU 1^{er} ETAGE

17 BOULEVARD DE LA MADELINE, PARIS

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER.



حکومت المال

Le Monde SCIENCES

Tchernobyl en 2010...

Les experts s'interrogent encore sur les effets à long terme de la catastrophe nucléaire survenue en URSS. Mais la zone contaminée est aussi un formidable champ d'expérience et d'observation

« Le site de Tchernobyl nous permettra de disposer d'un immense laboratoire en plein air. » Cette boutade toute britannique, lancée la semaine dernière par un spécialiste anglais de l'environnement, M. J. Dunster, lors de la conférence de Vienne sur l'accident, traduit en fait le sentiment de nombreux scientifiques. Certes, l'explosion du réacteur de la centrale ukrainienne a, avant toutes choses, été une catastrophe pour les habitants de la région, dont trois ont dû être hospitalisés et cent trente-neuf mille ont été évacués hors de la « zone interdite ». Certes, elle a gravement affecté la population et les autorités soviétiques. Mais l'heure est maintenant venue de « tirer les leçons douloureuses » de cet accident, comme l'a souligné le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix, et pour les experts de la sûreté nucléaire, de profiter des enseignements que fournira l'analyse de cette « expérience », unique dans l'histoire du nucléaire civil. Des scientifiques de tous bords — des physiciens, des environnementalistes, des radiologistes et des médecins — travaillent à une « rétrospective » de données qui leur permettra de vérifier la validité d'un certain nombre de modèles théoriques dont ils avaient dû se contenter jusqu'ici.

Les Soviétiques, les premiers, en ont conscience et, malgré les importants budgets qu'ils ont dû consacrer à faire face aux conséquences de l'accident, ils annoncent déjà leur intention de dégrader des crédits pour faire des études sur les effets à long terme des radiations sur les hommes et sur l'environnement.

Mais pour l'heure, leurs principales préoccupations restent l'immobilisation de la radioactivité résiduelle et la décontamina-

tion du site de la centrale qui devront être rapidement achevés si, comme le souhaitent les responsables du nucléaire soviétique, les réacteurs 1 et 2 de Tchernobyl doivent être remis en service avant la fin de l'année.

L'explosion du réacteur 4 a en fait effrayé d'effrayer dans l'atmosphère 50 millions de curies, ce qui représente environ 3,5 % de la quantité de matières radioactives présentes dans le cœur au moment de l'accident. On sait maintenant que le combustible pulvérisé est en majeure partie retombé dans le bâtiment du réacteur. Mais 0,5 % des particules radioactives se sont aussi déposées sur le site, 1,5 % dans la zone de 20 kilomètres de rayon entourant la centrale, le reste ayant été entraîné plus loin par les vents.

Le réacteur sous « sarcophage »

Une fois les incendies de grande ampleur, les Soviétiques ont donc tout fait pour limiter les rejets de radio-isotopes. Aussi ont-ils très rapidement déversé 3000 tonnes de sable, plââtre, bore et dolomite sur les cendres du réacteur. Mais cela n'a pas permis de stopper totalement les rejets, comme en témoigne le fait qu'à la fin août 1986, on comptait encore 200 curies par jour (1) s'échappant encore du cœur, et il a donc fallu entreprendre un véritable coffrage du réacteur.

Outre le « sarcophage », dont la réalisation doit être achevée, si l'on en croit l'académicien Valeri Legasov, fin septembre ou début octobre, on compte construire un mur extérieur de protection autour du réacteur, ériger une cloison métallique dans la salle des machines entre les tranches 2 et 3 et recouvrir cette salle d'un toit de protection.

Dès les premiers jours qui ont suivi l'accident, d'autres équipes ont entrepris de décontaminer le

site pour limiter la propagation des particules radioactives qui se sont déposées sur le sol et sur les toits des bâtiments. Lavage, étalage de films polymères destinés à emprisonner les poussières, enlèvement d'une couche de 5 à 10 centimètres du sol ont été opérés à cette fin. Ainsi la situation radiologique du site pourra-t-elle peu à peu revenir à la nor-

mal et les terrains être un jour, espèrent les Soviétiques, à nouveau exploités à des fins agricoles.

Mais toutes ces précautions n'empêcheront pas les éléments radioactifs à longue vie de menacer, pendant plusieurs années encore, l'environnement et, dans une certaine mesure, la santé des populations. On craint relativement peu les effets du strontium 90, métal peu volatil qui s'est donc échappé en faibles quantités du cœur du réacteur et est en majeure partie retombé sur le site. Mais le césium 137, d'une demi-vie (2) de trente ans, pose en revanche problème.

Ce radioélément se dépose d'abord sur le sol et sur les plantes et peut s'accumuler dans la chaîne alimentaire par l'intermédiaire de la viande et du lait. C'est pour prévenir ce risque que les Soviétiques ont déjà abattu une grande quantité de bétail et interdit la consommation de lait.

Surveiller les arbres et les poissons

Dans les années à venir, le problème se posera toutefois à nouveau. Le césium, entraîné par les pluies, se sera alors enfoncé dans le sol. Il pourra s'accumuler dans les racines des végétaux, puis de là dans leurs feuilles, et un dangereux cycle recommencera. Pen-

dant combien de temps doit-on craindre cette contamination ? C'est pour l'heure difficile à estimer, et « cela dépendra de la nature des sols », comme le précise M. Jacques Lafuma, directeur du département de protection sanitaire du CEA.

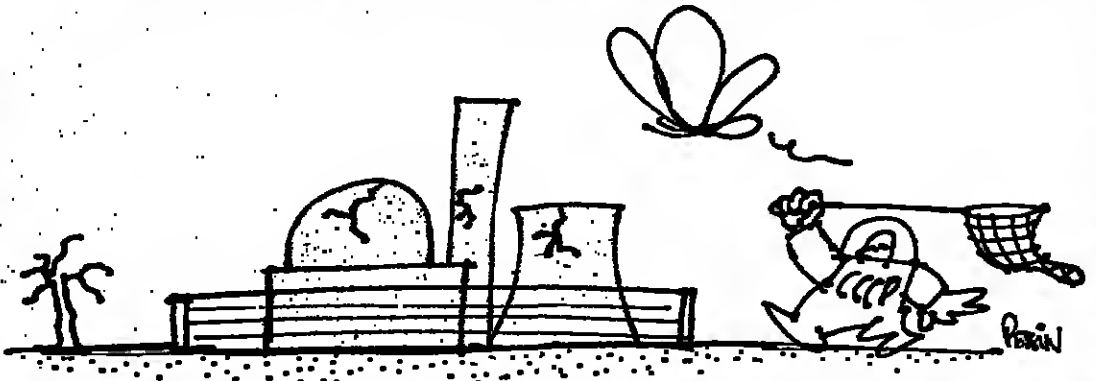
Selon les Soviétiques, il faudra attendre au moins un an pour se prononcer sur ce sujet, le temps

L'attente sera plus longue encore pour ce qui est des forêts de conifères, dont les aiguilles, après la tombée des pluies, se chargent de particules radioactives. La décontamination des arbres ne pourra pas être effective avant le renouvellement des aiguilles, c'est-à-dire avant trois ou quatre ans. Mais tous les risques ne seront pas éliminés pour

que le niveau de la radioactivité dans l'eau potable ne dépasse pas des valeurs considérées comme normales. Mais un risque demeure pour les rivières phréatiques, les fleuves et les étendues d'eau, et l'on craint que la flore et la faune aquatiques n'en fassent les frais.

Le tribut le plus lourd, indiquent les Soviétiques, « sera payé par la matière vivante qui se trouve dans le réservoir de refroidissement de la centrale », long de 20 kilomètres, et dans lequel une forte radioactivité (atteignant 5 rads par heure) a été mesurée. Mais, ajoutent-ils, « les effets se feront sentir sur certaines espèces de poissons proliférant dans les rivières et autres étendues d'eau de la région. » Des études devraient être entreprises pour évaluer les conséquences à long terme de ce phénomène, et des précautions devraient être prises pour éviter toute consommation de poissons contaminés.

ELISABETH GORDON.



que s'achève le cycle des saisons. Le temps aussi, que les radioéléments, qui se sont déposés de manière non homogène sur les sols soient à nouveau entraînés par les vents et que l'on assiste à une « redistribution » de la dose radioactive.

Les autorités soviétiques se préoccupent aussi beaucoup de la pollution des eaux souterraines et de surface. Certes, elles affirment

(1) A titre de comparaison, la réglementation française stipule qu'une centrale ne doit pas rejeter plus de 3 curies par an.

(2) Temps au bout duquel la radioactivité d'un élément a décroché de moitié.

Mea culpa américain

Les chercheurs se trompent parfois, mais n'aiment pas le reconnaître. Le docteur Brian MacMahon fait exception en admettant aujourd'hui qu'une consommation raisonnable de café ne favorise pas le cancer du pancréas.

LES épidémiologistes aiment surprendre. Il y a quelques jours, une vaste enquête américaine concluait qu'il n'y avait aucune corrélation entre la consommation de la pilule contraceptive et la survenue du cancer du sein. C'est le café et ses relations avec le cancer du pancréas qui font aujourd'hui l'objet d'une semblable mise au point. Une affaire exemplaire et un cas peu banal de mea culpa scientifique.

Tout avait commencé en mars 1981, dans les colonnes du très sérieux *New England Journal of Medicine*. Des chercheurs américains travaillant dans le département d'épidémiologie de la Harvard School of Public Health publiaient alors, sous le titre « Café et cancer du pancréas », une étude qui devait faire grand bruit. Ce groupe de statisticiens dirigé par le docteur Brian MacMahon expliquait alors avoir interrogé 369 malades atteints de cancer du pancréas et 644 témoins sur leur consommation de tabac, d'alcool, de thé et de café. Après analyse de leurs résultats, ils concluaient à l'existence d'une « forte » corrélation entre ce cancer et la consommation de café. Plus précisément, l'étude établissait que deux tasses de café multipliaient le risque par 1,8, trois tasses par 2,7 ; des données inquiétantes compte tenu de la fréquence croissante du cancer du pancréas chez l'homme, des difficultés thérapeutiques qu'il pose et du poids économique et social de la consommation de café dans le monde.

Les épidémiologistes américains étaient d'autant plus enclins à formuler leurs conclusions que des observations récemment faites allaient alors dans le même sens. Ils rappelaient ainsi que les mormons et les adventistes du septième jour apparaissent protégés contre le cancer du pancréas ou que la fréquence de ce cancer apparaissait plus élevée dans les pays grands consommateurs de café. Ils évoquaient enfin la curieuse histoire de deux cancers du pancréas diagnostiqués simultanément « chez un homme et son

épouse qui ajoutaient tous deux un sirop de café à leur café moulu avant percolation ». Tout cela avait suffisamment marqué le docteur MacMahon pour qu'il révélât aux journalistes américains avoir personnellement abandonné la consommation de café aussitôt après avoir pris connaissance des résultats de son étude.

La publication de cette étude devait susciter de nombreuses critiques. Dans un très long commentaire, publié dès le mois d'août 1981 dans le *Journal of American Association*, un groupe de spécialistes américains critiquait dans le détail la méthode de leurs confrères. Cette méthode, de type « cas témoins », est habituellement mise en œuvre quand d'autres plus rigoureuses ne peuvent pas l'être. Le docteur Brian MacMahon et ses collaborateurs avaient ainsi comparé les comportements alimentaires des personnes atteintes d'un cancer du pancréas (379 retenus sur un échantillon de départ de 578 malades) aux comportements d'une série témoin de 644 sujets. Il s'agissait de malades hospitalisés dans les mêmes hôpitaux que les premiers, mais ne souffrant pas d'affections du pancréas ou de maladies liées à l'usage de tabac et d'alcool. Ce groupe témoin était en fait constitué de malades atteints de cancers (du sein, du colon, de l'estomac, etc.) ou de maladies diverses (troubles digestifs, neurologiques, génito-urinaires, etc.).

Moins de cinq tasses par jour

La critique majeure suscitée par cette étude devait précisément porter sur la composition de ce groupe témoin : comment être certain que les affections dont souffraient les malades du groupe témoin n'étaient pas de nature à faire diminuer la consommation de café ? « Certes, expliquaient les auteurs, la majorité des témoins dans nos séries avaient une maladie chronique, mais le

cancer du pancréas en est également une, et semble théoriquement aussi bien susceptible d'entraîner une diminution de la consommation de café. On ne peut que se demander dans laquelle de nos séries de cas ou de témoins ce biais est le plus important. Il est inconcevable qu'il rende compte de la différence globale entre ces deux séries (...). »

Cinq ans plus tard, les choses ont bien changé. Toujours dans les colonnes du *New England Journal of Medicine*, le même docteur Brian MacMahon vient de publier une nouvelle étude portant, cette fois, sur 176 personnes. Il estime aujourd'hui qu'il n'y a aucun accroissement du risque de cancer pour les personnes buvant moins de cinq tasses de café par jour. Au-delà de ce chiffre, explique-t-il, les résultats sont moins clairs selon qu'il s'agit d'hommes (pour lesquels le risque est deux fois et demi plus important) ou de femmes, pour lesquelles l'étude ne conclut à aucune augmentation significative. Quant aux résultats de 1981, il reconnaît aujourd'hui qu'ils étaient un peu « exagérés ».

Cette nouvelle étude a porté sur 176 cas de cancer du pancréas comparés à 273 cas témoins. Le risque pour les buveurs de cinq tasses (ou plus) quotidiennes durant dix ans n'est plus cette fois que de 2,4 fois supérieur. Le questionnaire utilisé, expliquent en substance les chercheurs, était plus détaillé que le précédent et la consommation de café recherchée sur une période de dix à vingt ans avant le diagnostic de la maladie.

Quelles conclusions tirer d'une telle affaire ? « Il est vrai, explique le docteur Jean-Pierre Boissel (hôpital cardio-vasculaire de Lyon) que les études « cas témoins » sont sujettes à ce type d'erreurs. Elles imposent une série d'ajustements mathématiques complexes et il est difficile de conclure de manière définitive avant que plusieurs études n'aient été conduites sur le même thème. Mais il est rare que des chercheurs reviennent de cette manière sur leurs propres conclusions. Souvent les choses se passent de bouche à oreille ou sous forme de « communications privées ». Cette situation tient également au fait que les journaux scientifiques n'acceptent pas toujours facilement de revenir de manière contradictoire sur le même sujet. »

JEAN-YVES NAIL.

Encore un supraconducteur

Comment supprimer la résistance au courant électrique ? Des chercheurs toulousains viennent d'élaborer un nouveau supraconducteur, d'origine moléculaire.

LA famille des matériaux supraconducteurs s'agrandit. Après les alliages métalliques puis les composés organiques, les chercheurs du laboratoire de chimie de coordination du CNRS à Toulouse viennent d'élaborer un nouveau type de supraconducteur. Il s'agit d'un « complexe de coordination », c'est-à-dire d'une molécule dans laquelle des groupes organiques sont fixés (« coordonnés ») à des métaux de transition (nickel, cuivre, fer, etc.).

Depuis que le Néerlandais Kamerlingh Onnes a observé, en 1911, que certains matériaux, au-dessous d'une température dite « critique » (généralement proche du zéro absolu), n'opposent plus de résistance au courant électrique, de nombreuses équipes se sont lancées à la recherche de nouveaux supraconducteurs. L'objectif est d'élaborer des matériaux présentant une température critique la plus élevée possible, afin d'éviter que l'on consomme plus d'énergie à maintenir le matériau à basse température

qu'on n'en gagne du fait de la supraconductivité.

Le premier matériau supraconducteur susceptible de permettre des applications pratiques est apparu dans les années 60. Il s'agissait d'un alliage niobium-titane. D'autres ont été trouvés depuis. L'un d'eux — un alliage de niobium, d'aluminium et de germanium — a une température critique « record » de 21 kelvin (moins 252° Celsius), mais le plus couramment utilisé est un alliage niobium-titane (supraconducteur à 10 K soit - 263°C).

Puis, en 1964, l'Américain W. Little, de l'université Stanford, prédit que l'on pourrait atteindre des températures critiques beaucoup plus élevées (et même proches de la température ambiante) avec des systèmes constitués d'implacements de molécules (et non plus d'atomes) formant, soit des colonnes s'étirant le long d'une direction privilégiée, soit des polymères linéaires. Il ouvrit ainsi la voie à la recherche de molécules organiques supraconductrices, dont

deux ont été jusqu'ici mises en évidence, l'une en 1980, l'autre trois ans plus tard.

Les chercheurs toulousains viennent donc d'apporter une nouvelle pierre à l'édifice, en préparant un complexe du nickel (1), dont le laboratoire de physique des solides associé au CNRS à Orsay a montré qu'il était supraconducteur à 1,62 K sous une pression de 7 kilobars. Compte tenu de sa faible température critique, cette molécule ne saurait rivaliser, pour les applications pratiques, avec les alliages métalliques. Mais le fait que de tels composés existent et qu'ils soient supraconducteurs marque toutefois une nouvelle étape dans la course à la résistance nulle. D'autant que de tels systèmes ont l'avantage d'offrir une plus grande souplesse que les alliages métalliques, dans la mesure où l'on peut envisager d'élaborer de nouveaux matériaux en faisant varier la nature du centre métallique, ou celle des groupes organiques qui lui sont fixés, ou encore les deux à la fois. Ce complexe du nickel est d'autre part le troisième exemple de supraconducteur moléculaire connu dans le monde, et le premier complexe de coordination présentant cette propriété préparé jusqu'ici.

E. G.

(1) Il s'agit plus précisément d'un composé combinant un complexe du nickel et du tétrathiofulvalène (TTF). Deux autres dérivés de molécules — entièrement organiques et analogues au TTF — s'étaient déjà révélés être des supraconducteurs.

هكذا من الاجل

Communication

Le gouvernement remet en cause la décentralisation de Radio-France

Elles pointent leur nez dès 1980. Elles ne sont que trois alors. Trois pionnières inspirées. La première s'appelle Fréquence-Nord et couvre une région. La seconde s'appelle Radio-Mayenne et arrose un département. Quant à la troisième, Radio-Meln, elle se contente de desservir les huit communes d'une agglomération. Trois « pays », trois dimensions...

Orchestrée et soutenue par M^{me} Jacqueline Baudrier — alors PDG de Radio-France et convaincue que l'avenir de la radio passait par la FM et les stations locales — l'opération déjoue le scepticisme des gouvernants. D'ordinaire si frileux en matière de libération des ondes, le pouvoir glorieux donne même sa bénédiction, consentant que le verger des ondes soit enrichi d'un nouveau fruit, et espérant ainsi une demande ardente dont témoignent les radios pirates. La gauche, alors dans

l'opposition, en ressent quelque méfiance et à l'Assemblée nationale, M. Pierre Mauroy s'interroge sur cette « nouvelle tentative d'étoffer les besoins nouveaux de la communication », cette « opération-alignement à la confusion ».

Contrairement à de nombreuses prévisions, le 10 mai 1981 est pourtant loin de sonner le glas de l'expérience. Dès le mois de juillet, M. Georges Fillard, le nouveau ministre de la communication, la qualifie de « très positive » et incite le conseil d'administration de Radio-France à la développer « très largement ». Radio-France ne se le fait pas dire deux fois, qui propose à ses administrateurs l'implantation progressive sur l'ensemble du territoire d'une centaine de stations autonomes d'un rayonnement comparable à celui de Radio-Mayenne. Et M^{me} Baudrier d'expliquer pourquoi la dimension

du département apparaît comme la taille idéale. « Au-dessus du seuil-plafond de 250 000 auditeurs se présentent souvent des difficultés à renouveler les programmes. Au-dessous du seuil-plafond de 700 000, mais à part le cas des grandes métropoles, l'auditeur ne se reconnaît plus dans sa radio (le Monde du 21 juillet 1981). En fait, reconnaît-elle, la notion à respecter est d'abord celle de « pays ».

Devenue à son tour PDG de Radio-France, Michèle Cotta ne perd guère de temps pour concrétiser le plan, briguant un peu les responsables de FR3, soucieux de conserver dans leur giron la radio régionale. Un plan de lancement de douze radios est annoncé pour 1982, de vingt radios pour 1983. Radio-Berry-Sud suit, suivie de Radio-Vauchuse et de Radio-Bretagne-Ouest. M. Jean-Noël Jeanneney, nommé à la tête de Radio-France en 1983, conserve le même cap, modifiant simplement son plan pour y

intégrer peu à peu les stations FR3 qui fonctionnaient alors avec un système de décrochage pour le moins archaïque.

Aujourd'hui, le réseau compte trente-cinq stations locales qui alimentent abondamment, par leur correspondance, les grands journaux d'inter. Les résultats sont divers mais le réseau fonctionne, même si l'insécurité depuis le 16 mars a gagné l'ensemble du personnel.

Plusieurs déclarations officielles (et officieuses) des membres de la majorité ont eu pour objet de mettre un point d'arrêt à l'extension du réseau, certains allant jusqu'à prôner la fermeture ou la vente de radios existantes. Encore les élus locaux prennent-ils toujours le soin de préciser que, bien entendu, ces mesures restrictives épargneraient la radio de leur département...

A. Co.

Un entretien avec M. de Villiers

«Non à la création systématique de stations publiques en régions»

Le gouvernement semble avoir décidé de soumettre Radio-France à un régime particulièrement rigoureux.

Le budget de Radio-France sera, l'an prochain, en légère diminution. La société ne sera pas autorisée à augmenter la publicité collective et institutionnelle, et la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) veillera à ce que les dérapages vers la publicité commerciale ne se reproduisent plus. Les radios décentralisées, elles, n'auront le droit de recourir à aucune forme de publicité. Enfin, le prochain cahier des charges de Radio-France tiré des conséquences du souhait du gouvernement de voir réexaminer le problème des radios décentralisées.

Voilà qui ressemble à une condamnation de ces radios.

Pas du tout. Certaines ont tout à fait leur raison d'être. D'autres, en revanche, soulèvent des problèmes qui méritent que l'entreprise Radio-France s'y arrête. Sans doute le cahier des charges traduit-il des orientations qui sont des choix. Mais ce n'est pas François Léotard qui est PDG de Radio-France, et c'est à ce dernier qu'il appartiendra de trancher.

La diminution de son budget ne lui laisse pas une grande marge de manœuvre.

Radio-France est une maison aux activités multiples. Personne, c'est vrai, ne remet en cause l'existence et le prestige de ses chaînes et orchestres, la qualité de ses radios thématiques qui sont France-Culture et France-Musique, la nécessité d'une station nationale comme France-Inter. Reste un réseau de radios locales qui ne semble loin d'être justifié. Les propositions budgétaires et les missions des cahiers des charges définis par le gouvernement, après avis de la CNCL, sont donc une indication du sens vers lequel le conseil d'administration de Radio-France devrait aller. Le fait que ces radios locales ne soient que des décentralisations de Radio-France, sans personnalité morale, permet un maximum de souplesse et rend aisées quelques remises en cause.

Des remises en cause que la CNCL pourra elle-même dans certains cas exiger ?

Oui. L'article 26 de la loi autorise en effet la CNCL à « retirer celles des fréquences qui ne sont plus nécessaires à l'accomplissement des missions définies par leur

cahier des charges ». L'entreprise Radio-France devra donc entretenir un dialogue permanent avec la CNCL. Mais elle ne pourra pas se dispenser de s'interroger sur l'avenir du paysage audiovisuel. La FM évolue très vite. Ce qui était vrai en 1980, au moment des premières expériences de décentralisation, ne l'est plus forcément après l'éclosion des radios privées. Or un franc pour une radio décentralisée, c'est un franc en moins pour France-Inter. Il est donc temps de repenser la question des missions de ces radios.

Qu'entendez-vous par service public en matière de radio ?

Le service public doit apporter un plus, et les radios dignes de cette appellation doivent donc jouer la différence, la spécificité, et ne pas être calquées sur leurs concurrentes du privé. A elles, surtout, d'assurer la prépondérance de la culture française, de donner des informations, de rendre des services à la population que ne pourrait ou que ne voudrait pas rendre le secteur privé.

A se vouloir trop différentes, certaines font peu d'audience et s'exposent de votre part à un procès d'impopularité.

Au conseil d'administration de Radio-France d'examiner les radios cas par cas, en croisant plusieurs critères, notamment celui de leur spécificité (primordial) et celui de leur audience (qui l'est un peu moins). Mais on ne doit jamais oublier qu'il s'agit d'argent public. Et je voudrais qu'on n'explique comment des radios qui ne sont écoutées que par deux mille auditeurs — c'est le cas de certaines — peuvent justifier une dépense de fonctionnement annuelle de l'ordre de 9 millions de francs.

Vous ne défendez donc pas le principe de la présence du service public sur l'ensemble du territoire ?

Une présence de Radio-France : oui, à travers ses radios nationales. Mais la création systématique de services supplémentaires en régions : non.

Les radios locales publiques ne constituent-elles pas une garantie de pluralisme face notamment à certains monopoles régionaux de presse écrite ?

C'est un point de réflexion important. Et de toute évidence, un élément essentiel que Radio-France devra prendre en compte dans l'examen des différentes situations.

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

Voyage dans la FM profonde

Intenses ? Pas écoutées ? Calmes sur les radios privées ? Nous sommes allés les voir, ces radios publiques aujourd'hui si décriées. Pour ce voyage dans la FM profonde, notre choix s'est arrêté sur quatre exemples : Radio-France-Bretagne-Ouest, Radio-France-Loire-Océan, Radio-France-Côte d'Azur et Radio-France-Pay-de-Dôme. Quatre cas de figure différents et représentatifs du réseau.

La Bretagne bretonnante. Installée à Quimper depuis 1982 dans l'ancienne caserne des pompiers, en face du grand séminaire désaffecté, Radio-France-Bretagne-Ouest (plus connue sous le sigle RBO) paraît assez solide que les murs de granit qui l'abritent. Les locaux — spacieux — sont plutôt déserts, moins à cause du week-end du 15 août que de l'actualité et des reportages qui obligent les journalistes à une présence sur le terrain. Un « terrain » vaste couvrant près de trois départements : le Finistère, une partie des Côtes-du-Nord et du Morbihan.

A la station, quelques fidèles : un présentateur, M. Yves Philippe, pour lequel la Bretagne n'a pas de secrets, et qui épingle l'évangile du jour, le dimanche, sur une notable, et un local, M. Jean-Edouard Hallier, une stagiaire, Mlle Blanche Milcent, qui s'est rendue indispensable pendant les mois d'été ; et le nouveau responsable de la station — « homme à tout faire, qui doit rester au desk » — M. Richard Perrot, transfuge alsacien qui, pendant deux ans, a fait ses classes bretonnes comme rédacteur en chef.

Solidement implantée en Basse-Bretagne, RBO joue à fond la carte régionale. Avec un taux d'écoute de 1 % (13 697 auditeurs) et un budget annuel de 9,8 millions de francs, la station a renforcé l'équipe initiale des huit journalistes, en y ajoutant deux « bretonnants ». Car, sur les neuf journaux quotidiens, trois sont diffusés en langue bretonne. RBO honore ainsi son cahier des charges et propose chaque semaine — sans trop d'élaboration sur l'audience — cinq heures de programmes en breton. « Une langue qui sera morte dans vingt ans », commente un journaliste, agacé par cette contrainte. Mais RBO n'est-elle pas la seule radio (avec deux petites stations privées en perte de vitesse, Kriz Breiz et Vro Bigouden) à desservir les bretonnants ?

La raison d'être des radios publiques décentralisées ? « L'enracinement des publics, des gens du troisième âge aux habitants des discothèques, il faut immerger la radio, la connaître, la sillonner, rapporter du son, faire parler les gens, couvrir le plus possible l'actualité du pays. » Même si l'information locale

puisse à la source se révéler coûteuse : « On fait 200 kilomètres pour deux minutes d'antenne ! » Captée aussi bien à Quimper qu'à Lannion, à Brest qu'à Pontivy, RBO entend occuper pleinement son territoire. Sans « singer les grands réseaux style France-Culture et France-Musique, sans copier les robinets à musique privés », elle entend remplir son rôle : « Répondre à un besoin précis, au service d'un public donné. » Un besoin d'expression de la culture régionale, d'information sur un pays à l'identité forte, de pluralisme aussi. Pendant la dernière campagne, se souvient M. Richard Perrot, particulièrement attentif à ce dernier point, « l'antenne de RBO était largement ouverte à tous les candidats... Si nous étions menacés, je suis sûr que tous les militants politiques nous auraient drainés. Y compris ceux de la majorité... »

La petite station. Petite par son rayonnement actuel — de 2,7 à 3 % d'écoute, — Radio-France Loire-Océan avait pourtant fait grand bruit, fin 1985, lors de son lancement. Issu de Radio-Pays de Loire, antenne de FR3, elle fut alors qualifiée de « radio sociale », créée pour faire pièce à Radio-Alouette et bruler les autres petites privées. L'auteur de ce cri d'alarme n'était autre que M. Philippe de Villiers, alors directeur d'Alouette FM, aujourd'hui secrétaire d'Etat à la culture et à la communication. La paix à petit oocloc avec Alouette, Loire-Océan connaît les déboires d'une autre radio privée, Radio-Nantes, dont le responsable, M. Georges Polinski, la poursuit devant le tribunal de commerce pour « concurrence déloyale et débauche de personnel ».

La directrice de Loire-Océan ne veut rien savoir de ces querelles. « Je ne fais pas de politique », dit M^{me} Christiane Chadaï, en faisant visiter des locaux immenses qui abritent, outre la radio elle-même, le FL des locaux (programme musical interrompu par des infos-services), un « atelier de création » pour le Grand-Ouest et un centre de gestion inter régional. Un complexe informatisé ultra-moderne qui laisse songeur sur le coût et le rendement de ses installations. M^{me} Chadaï, elle, se plaint des difficultés à se faire connaître.

« Avec un budget promotionnel de 140 000 francs, dit-elle, je ne peux pas concurrencer les radios privées, qui font une large publicité et offrent une abondance de prix et de gadgets à l'antenne. » C'est que la concurrence est dure, à Nantes, où plus d'une dizaine de stations se battent pour la place de « leader ».

Quelle image la radio publique doit-elle alors défendre dans la jungle des privées ? Oublier, répond la directrice de RFL, celle d'une radio de proximité. C'est notre vocation, même si le public — les publics — d'une radio urbaine est plus difficile à identifier et à cibler que celui, très rural, d'une station comme Radio-Mayenne ou Radio-Creuse. D'autre part, contrairement à nos concurrentes, essentiellement musicales, je crois au retour d'une radio qui parle, et je suis partisan d'interventions courtes et fréquentes à partir d'événements locaux. » M. Gilles Hervé, rédacteur en chef, abonde dans ce sens. Les problèmes

« fausses factures », la radio a fait l'objet d'attaques virulentes de la part du maire de Nice, M. Jacques Médéric, lequel déclara vite la guerre à cette radio « socialo-communiste », sur la terre de Radio-Belle-des-Anges, la station de la municipalité.

Pour essayer de sauver Radio-France-Côte d'Azur du naufrage, on l'a dotée il y a trois mois d'un nouveau directeur, M. Michel Quéron, qui, après dix ans à Europe 1 et plusieurs expériences dans des radios publiques de Radio-France, se donne trois mois pour relever le gant à Nice. « Nous avons élaboré une nouvelle formule métropolitaine, dit-il, et il faut que les sondages décollent avant la fin de l'année ! »

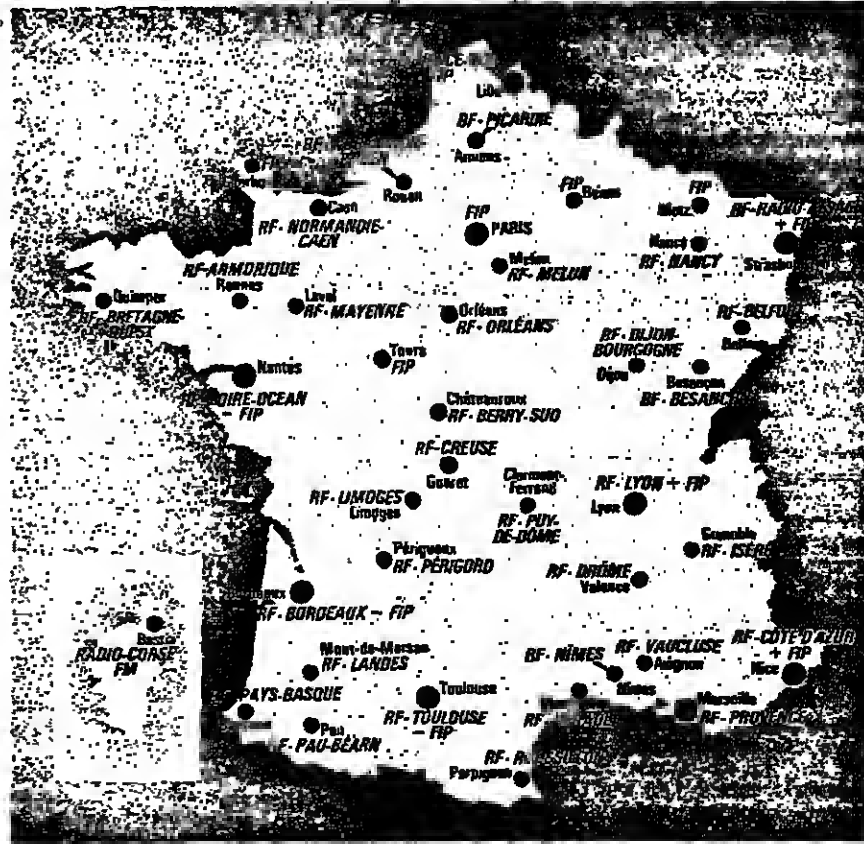
Face à une concurrence effrénée — il y a vingt-sept stations sur le bande FM à Nice, de NRJ à Radio-Fun, — RFCA doit trouver son créneau, affirmer une identité. Une gageure dans une population aussi hétérogène, qui compte des jeunes, des passifs (vacanciers et retraités) et 65 % d'étrangers (l'anglais y est plus parlé que le niçois !).

L'erreur initiale, analyse M. Michel Quéron, a été l'abandon des informations « folkloriques » des bulletins en niçois — et l'accent mis sur « les polémiques politiques ». La grille de septembre, qui continuera à mettre en valeur les informations de la région, les présentera cependant à travers des flashs rapides et fréquents, et sans « faire chasser les niçois en provenance ! ». « Il faut prouver que les radios locales ont leur raison d'être », dit M. Quéron. Que le service public a sa place partout, y compris dans les grandes cités. « Une place que beaucoup ont appréciée lors des récents incendies de forêt. » Nous avons reçu des milliers d'appels, ce qui

nous a permis de mettre sur pied une chaîne de solidarité, raconte M. Quéron. Quelle chose dont les radios privées sont incapables ! Le coût pour les contribuables ? Calculé à partir de la redevance payée par les 890 000 habitants des Alpes-Maritimes : ce « service public » revient à 9,55 francs par an et par tête...

La bourne surveillée. « Une radio à votre rythme ». Le slogan adopté par Radio-France-Pay-de-Dôme, installée à Clermont-Ferrand, s'adresse à un public mi-urbain, mi-rural (un sondage récent lui attribue 7 % d'écoute, 65 000 auditeurs) qu'elle réussit à contenter par tranches horaires bien distinctes. Le matin — moment où les auditeurs se recon-

LES MAILLONS DU RESEAU



Garantes du pluralisme

Le débat sur les radios décentralisées ne doit pas passer à la trappe. Ce serait trop facile et ce serait trop grave. Il y a déjà eu des polémiques, des accords, des échanges alambiqués, petites phrases assassines. Pas encore de débat.

Le réseau Radio-France est loin d'être parfait. Son coût est important (403 millions de francs pour 1986), et le budget de certaines stations est peut-être excessif. Encore qu'il serait sot de comparer le budget moyen de ce type de station (16,7 MF) avec celui des radios privées, qui, pour le plupart, emploient des bénévoles, ignorent les conventions collectives et les règles minimales de droit du travail. La reproche fait d'ailleurs soulever quelques grosses radios parisiennes, dont le budget dépasse allégrement les chiffres de Radio-France.

L'implantation des radios est également contestable, et la carte publiée ci-contre fait apparaître quelques anomalies : une densité très élevée dans certaines régions, en particulier la Sud-Ouest et la vallée du Rhône ; un vide étonnant dans la région Midi-Pyrénées, l'ouest de la

vallée du Rhône et certaines régions du Centre, évidemment peu peuplées, mais moins bien desservies par d'autres médias locaux ; la juxtaposition dans neuf villes de deux services locaux (une station décentralisée et un FIP) qui ne se justifie guère dans les zones saturées de radios privées. A la décharge de Radio-France : l'obligation (qui lui a été faite) d'intégrer à son plan les radios FR3 (anciennes radios PTT), quitte à y introduire quelque incohérence.

Et puis il y a l'audience, souvent très honorable, mais parfois décevante. Les écarts sont énormes entre les stations. Tant de facteurs entrent en compte pour le succès ou l'échec d'une radio : la date d'implantation, le site, son lien avec un véritable « pays » ; et la programmation, l'audience... Les détracteurs des radios publiques ont le choix, et certains arguments sont de poids. Il en est un autre, pourtant, qui plaide pour une présence du service public en région. Il vient à sa responsabilité particulière en matière d'information.

Les radios privées sont de plus en plus rares à assurer avec professionnalisme un service d'information. Le genre se révèle difficile et coûteux, sans même être payant en terme d'audience. Beaucoup abandonnent au profit de la musique et du slogan « Ici, pas de bla-bla ». Les autres doivent se battre pour rester sur le créneau et se garder des pressions partielles, particulièrement pesantes dans les micro-sociétés provinciales.

N'est-ce pas alors au service public d'assurer, sous le contrôle rigoureux de la future CNCL, la qualité, l'équilibre, le pluralisme de l'information locale et régionale ? N'est-il pas de son rôle de se charger de ces tâches, essentielles pour la vie culturelle et la démocratie locale, que ne pourra — sauf exception — remplir aucune entreprise privée ?

N'est-il pas, enfin, de sa vocation de présenter, face à certains monopoles de presse régionale, et face à des stations de télévision FR3 souvent corrélatées, une alternative qui soit une liberté ?

A. Co.

حکومت الاموال

هكذا من الأهل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ À éviter ■ On peut voir ■■■ Ne pas manquer ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 2 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Théâtre : *Vive la comédie*.
Un garçon de chez Véz, d'Enguène Labiche. Mise en scène Jean-Luc Moreau ; réal. Pierre Goutas. Avec Catherine Morin, Claude Evar, Yvan Varon, Jean-Luc Moreau.
21 h 10 Cinéma : *Les joueurs d'échecs*. ■■
Film indien de Satyajit Ray en v.o. (1977). Avec Anjad Khan, Sanjeev Kumar, Saeed Jafrey, Richard Attenborough, Shabana Azmi, Farida Jalal, Victor Banerjee, Tom Alter.
Dans la province d'Avadh, en Inde, au dix-neuvième siècle, la domination de l'empire britannique, et la lutte qui oppose le gouverneur de sa majesté au maharajah local, pendant qu'une partie d'échecs oppose deux notables. Comme toujours chez Ray, la chronique historique prend une dimension philosophique et quasi métaphysique. On peut être rebuté par le rythme délibérément lent qui prend le récit, mais il faut se laisser emporter par l'écriture du cinéaste, d'une maîtrise absolue.
23 h 5 35, photos de vacances.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Les dossiers de l'écran.
L'inceste.
Téléfilm : *Amélia*, de Ronda Haines. Avec Ted Danson, Glenn Close, Olivia Cole, Roxana Zal, Lane Smith.
Débat à 22 h 30 avec Eva Thomas, auteur de : *Le viol du silence*; Viviane Clarac, coauteure de : *De la honte à la colère*; le professeur Courtois, pédiatre à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre; Fabrice Nathan, ethnopsychiatre; le professeur Pierre Scherret, psychiatre; Bernard Leroy, juge d'instruction; Dominique Locoque, avocate; et Mr X..., qui a dénoncé son mari.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma : *Le dernier silence*.
Soirée Burt Lancaster, proposée par Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
20 h 40 Film : *La vallée de la vengeance*. ■
Film américain de Richard Thorpe (1951), avec Burt Lancaster, Robert Walker, Joanne Dru, Sally Forrest, John Ireland, Carleton Carpenter.
Le fils d'un propriétaire terrien mène une vie dissolue. Sa femme le quitte pour le régisseur du ranch. Le mari va chercher à se venger. Un western relativement origi-

nal dans la mesure où c'est la passion et la trahison amoureuse qui sont les moteurs de l'action.
22 h Eddy Mitchell.
Réclamations, dessins animés (Tex Avery; Tom et Jerry) et attraction.
22 h 30 Journal.
22 h 55 Cinéma : *Le temps du châtiment*. ■
Film américain de John Frankenheimer en v.o. (1961), avec Burt Lancaster, Shelley Winters, Felly Savatka, Dina Merrill, Edward Andrews, Stanley Kristien.
Dans East Harlem, à New-York, trois jeunes délinquants poignardent, au cours d'une rixe, un adolescent portoricain. Puis-ils les juger avec sévérité ou avec indulgence, en tenant compte du cadre de ce quartier populaire ?

CANAL PLUS

- 20 h 35 Cinéma : *Terminator*. □ Film de James Cameron (1985), avec A. Schwarzenegger, M. Biehn, L. Hamilton, P. Winfield.
22 h 20 Cinéma : *Le grand frisson*. ■ Film américain de Mel Brooks (1977), avec M. Brooks, M. Kahn, E. Keenan, C. Leachman.
23 h 55 Cinéma : *Nathalie*. ■ Film français de Christian-Jaque (1957), avec M. Carol, M. Picon, P. Clay, L. Seigner, L. Delamaré.
1 h 30, Feuilleton : *Lili*, petit à petit.

LA « 5 »

- 21 h 30, Série : *Kojak*; 22 h 25, Série : *Star Trek*; 23 h 20, Magazine : *Jonathan*; 0 h 15, Série : *K 2000*.

TV 6

- 20 h, Tonic 6; 23 h, NRJ 6 (rediff.); 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Le roman du cinéaste.
21 h L'épopée de la France libre, par Olivier Germain-Thomas.
22 h 120, rue de la Gare, de Léo Malet. Réal. Jean-Jacques Violette (rediff.).
23 h 50 Musique : Festival Bach-Bethoven-Lavigne et Cie.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : Festival estival de Paris en direct de l'Yvette. Supplément de Woody Allen en v.o. (1977). Avec Woody Allen, Diane Keaton, Tony Roberts, Carol Kane, Shelley Duvall.
Les aventures amoureuses d'un comique new-yorkais en quête de l'âme sœur, et qui croit fuir, en fait, la vie en couple est pour lui, en définitive, vaine à l'échec. Jusqu'à Woody Allen a offert son propos : Annie Hall, bien que ce soit encore une comédie, est la version sérieuse de Tombe les filles et tais-toi : Une réflexion sur la vie, l'amour et la mort, évidemment autobiographique, que l'auteur poursuivra dans ses œuvres ultérieures.

CANAL PLUS

- 18 h 05, Dessins animés : 18 h 15, Jeu : Les affaires sont les affaires; 18 h 45, Top 50; 19 h 15, Zélande; 20 h 05, Starquizz; 20 h 30, Les Triplés; 20 h 55, Cinéma : L'Amour propre; 21 h 10, Les Triplés; 21 h 30, Cinéma : L'Amour propre; 21 h 45, Cinéma : L'Amour propre; 22 h 30, Cinéma : L'Amour propre; 23 h 30, Cinéma : L'Amour propre; 0 h 15, Série : L'inspecteur Derrick; 2 h 20, Série : Star Trek.

LA « 5 »

- 18 h, Tonic 6; 23 h, NRJ 6 (rediff.); 0 h, Tonic 6.
20 h 30 Le roman du cinéaste.
21 h L'épopée de la France libre, par Olivier Germain-Thomas.
22 h 120, rue de la Gare, de Léo Malet. Réal. Jean-Jacques Violette (rediff.).
23 h 50 Musique : Festival Bach-Bethoven-Lavigne et Cie.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Le roman du cinéaste.
21 h L'épopée de la France libre, par Olivier Germain-Thomas.
22 h 120, rue de la Gare, de Léo Malet. Réal. Jean-Jacques Violette (rediff.).
23 h 50 Musique : Festival Bach-Bethoven-Lavigne et Cie.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : Festival estival de Paris en direct de l'Yvette. Supplément de Woody Allen en v.o. (1977). Avec Woody Allen, Diane Keaton, Tony Roberts, Carol Kane, Shelley Duvall.
Les aventures amoureuses d'un comique new-yorkais en quête de l'âme sœur, et qui croit fuir, en fait, la vie en couple est pour lui, en définitive, vaine à l'échec. Jusqu'à Woody Allen a offert son propos : Annie Hall, bien que ce soit encore une comédie, est la version sérieuse de Tombe les filles et tais-toi : Une réflexion sur la vie, l'amour et la mort, évidemment autobiographique, que l'auteur poursuivra dans ses œuvres ultérieures.

CANAL PLUS

- 18 h 05, Dessins animés : 18 h 15, Jeu : Les affaires sont les affaires; 18 h 45, Top 50; 19 h 15, Zélande; 20 h 05, Starquizz; 20 h 30, Les Triplés; 20 h 55, Cinéma : L'Amour propre; 21 h 10, Les Triplés; 21 h 30, Cinéma : L'Amour propre; 21 h 45, Cinéma : L'Amour propre; 22 h 30, Cinéma : L'Amour propre; 23 h 30, Cinéma : L'Amour propre; 0 h 15, Série : L'inspecteur Derrick; 2 h 20, Série : Star Trek.

LA « 5 »

- 18 h, Tonic 6; 23 h, NRJ 6 (rediff.); 0 h, Tonic 6.
20 h 30 Le roman du cinéaste.
21 h L'épopée de la France libre, par Olivier Germain-Thomas.
22 h 120, rue de la Gare, de Léo Malet. Réal. Jean-Jacques Violette (rediff.).
23 h 50 Musique : Festival Bach-Bethoven-Lavigne et Cie.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Le roman du cinéaste.
21 h L'épopée de la France libre, par Olivier Germain-Thomas.
22 h 120, rue de la Gare, de Léo Malet. Réal. Jean-Jacques Violette (rediff.).
23 h 50 Musique : Festival Bach-Bethoven-Lavigne et Cie.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert : Festival estival de Paris en direct de l'Yvette. Supplément de Woody Allen en v.o. (1977). Avec Woody Allen, Diane Keaton, Tony Roberts, Carol Kane, Shelley Duvall.
Les aventures amoureuses d'un comique new-yorkais en quête de l'âme sœur, et qui croit fuir, en fait, la vie en couple est pour lui, en définitive, vaine à l'échec. Jusqu'à Woody Allen a offert son propos : Annie Hall, bien que ce soit encore une comédie, est la version sérieuse de Tombe les filles et tais-toi : Une réflexion sur la vie, l'amour et la mort, évidemment autobiographique, que l'auteur poursuivra dans ses œuvres ultérieures.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps entre le mardi 2 septembre à 0 heure et le mercredi 3 septembre à 24 heures.

Malgré deux passages perturbés, le premier, très faible, mardi 2 le second, un peu plus important, mercredi 3, affectant principalement le moitié nord de la France, les conditions resteront plutôt anticycloniques sur le pays jusqu'à jeudi. A partir de vendredi, une baisse de la pression se traduira par une évolution orageuse, qui précédera l'arrivée d'une perturbation d'origine atlantique pour le fin de période.

Mercredi matin, un temps gris et pluvieux s'étendra de la Bretagne au Nord tandis que le ciel se couvrira des pays de Loire au Bassin parisien et au Nord-Est. Quelques basses de nuages réduits persisteront par ailleurs du Lyonnais au sud des Alpes. Toutes les autres régions bénéficieront d'un ciel clair à peu nuageux, favorable à la formation de brumes locales.

En cours de journée, le temps couvrira et pluvieux gagnera progressivement le

Limousin, le Massif Central et la région Rhône-Alpes.

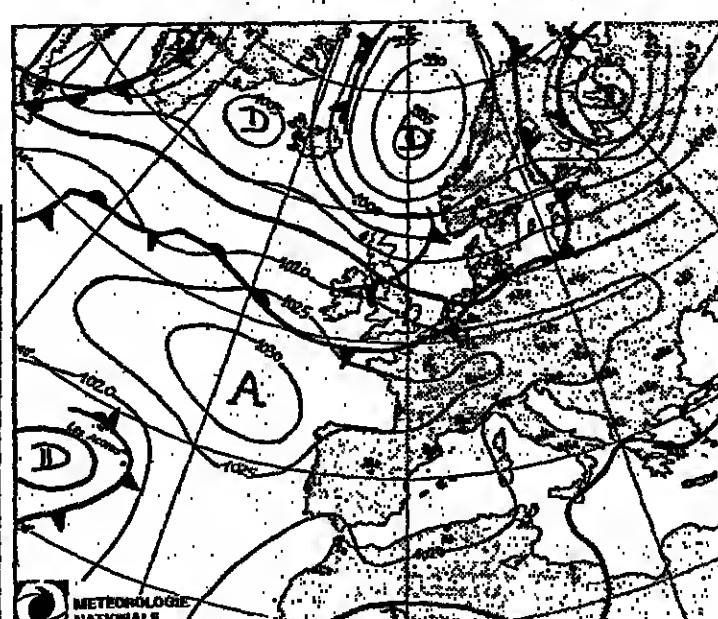
Des éclaircies se développeront généralement à l'arrière. Toutefois, les températures maximales ne dépasseront guère 16 à 18 degrés de la Bretagne au Nord et au Nord-Est, 20 à 23 degrés du Bassin parisien au Lyonnais et au Centre-Est. Elles atteindront par contre 25 à 27 degrés dans le Sud-Ouest, 26 à 29 degrés en Méditerranée.

Un vent assez fort de secteur sud-ouest soufflera le matin de la Bretagne au Nord; il deviendra modéré l'après-midi en s'orientant au nord-ouest.

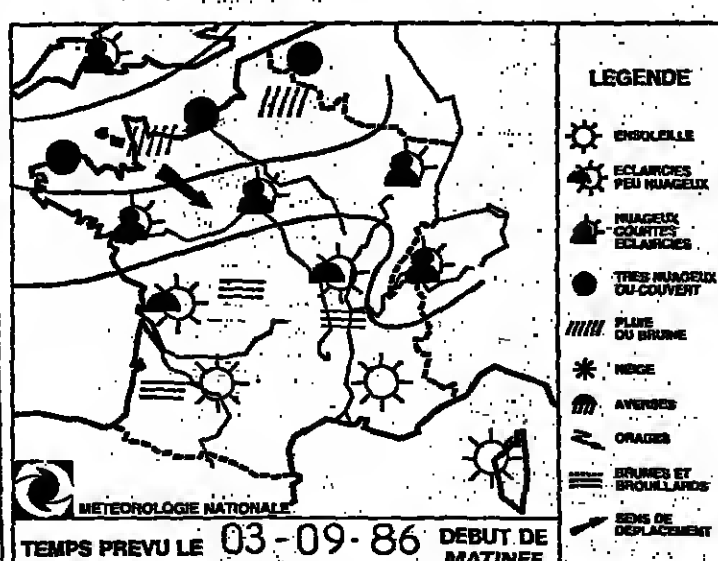
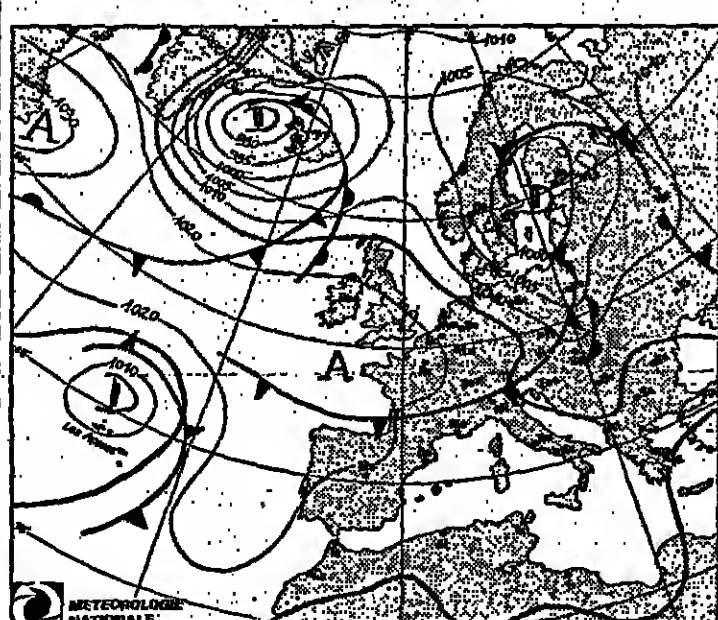
Centre-Est et le littoral atlantique, 13 à 15 degrés en Manche et en Méditerranée, 4 à 7 degrés partout ailleurs. Les températures maximales ne dépasseront guère 16 à 18 degrés de la Bretagne au Nord et au Nord-Est, 20 à 23 degrés du Bassin parisien au Lyonnais et au Centre-Est. Elles atteindront par contre 25 à 27 degrés dans le Sud-Ouest, 26 à 29 degrés en Méditerranée.

Un vent assez fort de secteur sud-ouest soufflera le matin de la Bretagne au Nord; il deviendra modéré l'après-midi en s'orientant au nord-ouest.

SITUATION LE 2 SEPTEMBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES			maximales - minimales		Temps observé			
Valeurs extrêmes relevées entre					le 2-9-1986			
le 1-9-1986 à 6 h TU et le 2-9-1986 à 6 h TU					à 6 heures TU			
FRANCE					LES ANGOULES			
AUNDOU	25	11	S	21	8	S	25	19
BARZÈGE	22	10	S	20	7	S	24	18
BORDEAUX	24	6	S	26	24	S	24	18
ÉTRANGER					LUXEMBOURG			
BOURGES	19	7	N	21	8	S	23	19
CAEN	18	7	N	21	8	S	23	19
CHARENTAIS	19	7	N	21	8	S	23	19
CLERMONT-FERR.	16	12	P	20	7	S	23	19
COGNAC	20	5	S	24	18	S	23	19
DIJON	22	8	S	24	18	S	23	19
LYON	22	8	S	24	18	S	23	19
LIÈGE	17	13	P	21	8	S	23	19
LIMOGES	20	9	S	22	8	S	23	19
LYON	21	7	S	23	16	S	23	19
MARSEILLE	21	7	S	23	16	S	23	19
MONTPELLIER	16	11	C	20	7	S	23	19
NANTES	22	7	S	24	18	S	23	19
NICE	24	18	S	26	24	S	23	19
PARIS	24	8	S	26	24	S	23	19
RENNES	20	9	S	22	8	S	23	19
STRASBOURG	17	9	N	21	8	S	23	19
TOULOUSE	25	11	S	21	8	S	25	19
VALDREY	22	10	S	24	18	S	23	19
VERMOREL	24	6	S	26	24	S	24	18
WISSEMBOURG	21	8	S	23	16	S	23	19
FRANCE					LES ANGOULES			
AUNDOU	25	11	S	21	8	S	25	19
BARZÈGE	22	10	S	20	7	S	24	18
BORDEAUX	24	6	S	26	24	S	24	18
ÉTRANGER					LUXEMBOURG			
BOURGES	19	7	N	21	8	S	23	19
CAEN	18	7	N	21	8	S	23	19
CHARENTAIS	19	7	N	21	8	S	23	19
CLERMONT-FERR.	16	12	P	20	7	S	23	19
COGNAC	20	5	S	24	18	S	23	19
DIJON	22	8	S	24	18	S	23	19
LYON	22	8	S	24	18	S	23	19
LIÈGE	17	13	P	21	8	S	23	19
LIMOGES	20	9	S	22	8	S	23	19
LYON	21	7	S	23	16	S	23	19
MARSEILLE	21	7	S	23	16	S	23	19
MONTPELLIER	16	11	C	20	7	S	23	19
NANTES	22	7	S	24	18	S	23	19
NICE	24	18	S	26	24	S	23	19
PARIS	24	8	S	26	24	S	23	19
RENNES	20	9	S	22	8	S	23	19
STRASBOURG	17	9	N	21	8	S	23	19
TOULOUSE	25	11	S	21	8	S	25	19
VALDREY	22	10	S	24	18	S	23	19
VERMOREL	24	6	S	26	24	S	24	18
WISSEMBOURG	21	8	S	23	16	S	23	19

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Barbara Kavemann
Ingrid Lohstötter
Les pères criminels
Traduit de l'allemand par
Olivier Mannoni
des femmes

</

Sports

Les Internationaux de tennis de Flushing-Meadow

Leconte, premier de la classe

L'Australienne Wendy Turnbull, treize-trois ans, dix-septième mondiale, ancienne finaliste à Forest Hills (1977) et Roland-Garros (1979) a créé, lundi 1^{er} septembre, la première grosse surprise des Internationaux de tennis féminin des Etats-Unis : en trois sets (6-4, 1-6, 6-1)

FLUSHING-MEADOW
de notre envoyé spécial

Décidément, Henri Leconte n'en finit pas de nous étonner cette année. D'abord à Roland-Garros, ensuite à Wimbledon et maintenant à Flushing-Meadow. Ici aussi il est arrivé convalescent. Virus et microbes ont pris un malin plaisir à le tenir éloigné des courts entre les tournois du grand chelem. Mais ses convalescences successives lui ont permis d'améliorer la qualité de son jeu.

Après la légère alerte subie face à l'Israélien Mansdorf au troisième tour, il a réussi un match superbe d'intelligence, lundi 1^{er} septembre, sur le central new-yorkais, où il joue pour la première fois à la lumière des projecteurs.

Avec Aaron Krickstein, il lui fallait absolument résister à la tentation d'emballer les échanges, c'est-à-dire de donner libre cours à sa véritable nature de frappeur. Le jeune Américain n'est jamais autant à l'aise que contre ce type de joueur. Il s'y entend comme personne pour s'imposer en se servant de la force adverse. Mais Leconte dispose en Patrice Dominguez d'un entraîneur et d'un conseiller particulièrement avisé. Apte en tout cas à lui déminer les terrains les plus dangereux.

L'ancien numéro 1 français a profité des convalescences de son protégé pour enrichir son bagage tech-

elle a éliminé en huitième de finale la Tchèque Hana Mandlíková, vingt-trois ans, quatrième mondiale, tenante du titre et finaliste à Wimbledon.

Demi-finaliste à Roland-Garros et à Wimbledon, Henri Leconte s'est qualifié

pour le quart de finale du tableau masculin où il affrontera le tenant du titre Ivan Lendl, facile vainqueur de Brad Gilbert. Trois manches également ont été suffisantes à Edberg et Wilkison pour atteindre le même stade de la compétition.

troupe froide toutefois pour donner véritablement prise à l'émotion. Car la facilité du Français a déconcerté le public américain, qui attendait constamment quelques hauts faits d'armes.

Leconte va avoir l'occasion de se rattraper en quart de finale contre Ivan Lendl. « J'ai regardé le début de son match contre Brad Gilbert. Au début l'Américain a bien joué, mais après Lendl l'a surclassé. Il est vraiment en super-forme », a reconnu Leconte.

Pourtant, le Français s'est donné quelques chances contre le numéro un mondial. En dix rencontres, il l'a en effet emporté cinq fois, dont un succès mémorable à Wimbledon, en huitième de finale l'an dernier. « Depuis, Lendl monte beaucoup plus au filet et il est effectivement beaucoup plus fort. Ce sera plus dur. Mais cela ne fait rien. Il aura peut-être une légère appréhension car j'ai toujours posé des problèmes. » Le tout sera alors de savoir dans quel état d'esprit Leconte abordera lui-même ce match.

Etre quart de finaliste à Flushing-Meadow lui a d'ores et déjà donné l'assurance de dépasser Yannick Noah au classement mondial. Si devenir — momentanément — pour le moins — numéro un français suffit à son bonheur, il est à craindre que la partie ne tourne court. Sinon tout est possible avec ce diable de Leconte.

Le « Greg Louganis » du tennis

Dans le cas de Tim Wilkison, l'alternative était simple. Soit la victoire sur Yannick Noah lui était restée en travers de la gorge, comme ce fut le cas pour Paul Anascone, le vainqueur de John McEnroe au premier tour. Soit il avait digéré ce succès sur l'un des meilleurs mondiaux. Le bougre a bien un appétit d'ogre. En fait il n'a fait qu'une bouchée d'Andrei Chesnokov. Pour le plus grand plaisir des milliers de spectateurs qui se pressaient dans les gradins. Car, encore une fois l'Américain n'a pas été avare de plongeons et de coups farouches.

Les commentateurs du cru ne l'appelaient plus d'ailleurs que le « Greg Louganis du tennis » par référence au champion du monde du tremplin de haut vol.

En tout cas, la fureur qu'il avait dans le cinquième set contre Noah a continué à le consumer face au Soviétique. Celui-ci, en revanche, semblait avoir brûlé toutes ses cartouches au cours de ses deux précédents matches qu'il avait livrés en cinq manches contre Pernfors et Freeman. Véritablement apathique, comme avait pu l'être la veille Jimmy Connors, il a retrouvé un semblant de vie pour sauver une balle de match sur le service de Wilkison et revenir à 5-3. Trop tard. Avec un service complètement défaillant (49 % de premières balles), il n'a pas pu contenir le dernier assaut du gaucher qui, à bientôt vingt-sept ans, s'est ainsi qualifié pour la première fois de sa carrière pour les quarts de finale d'un tournoi du grand chelem. Son adversaire devait être à ce stade le Suédois Stefan Edberg, facile vainqueur de Dan Goldie.

ALAIN GIRAUDDO.

RÉSULTATS

SIMPLES MESSIEURS

Huitièmes de finale

Lendl (Tch.) b. Gilbert (EU), 7-5, 6-2, 6-2; Edberg (Suède) b. Goldie (EU), 6-3, 6-2, 6-2; Wilkison (EU) b. Chesnokov (URSS), 6-0, 6-2, 6-3; Leconte (Fr.) b. Krickstein (EU), 6-3, 7-5, 6-4.

SIMPLES DAMES

Huitièmes de finale

Navratilova (EU) b. Sabatini (Arg.), 6-4, 6-2; Graf (RFA) b. Reggi (It.), 6-1, 3-6, 6-0; Gadusck (EU) b. Rehe (EU), 7-6, 4-6, 6-2; Sukova (Tch.) b. Garrison (EU), 6-4, 2-6, 6-4; Evert-Lloyd (EU) b. Lindqvist (Suède), 3-6, 6-2, 6-0; Malocheva (Belg.) b. Kohde (RFA), 6-2, 2-6, 7-6; Shriver (EU) b. Jordan (EU), 6-4, 6-4.

DOUBLE MESSIEURS

Quarts de finale

Muller-Neison b. Noah-Forget, 4-6, 7-6, 7-6, 6-3.

Championnats du monde de cyclisme

Jeannie Longo sur la piste de l'or

En devenant championne du monde de poursuite, le lundi 1^{er} septembre à Colorado Springs, Jeannie Longo a obtenu la seule médaille française, une médaille d'or de surcroît, des épreuves sur piste. Au cours de la finale qui l'opposait à l'Américaine Rebecca Twigg, tenante du titre, elle a bouclé les trois kilomètres en 3 mn 39 s 32 à plus de 49 km/h de moyenne — sa meilleure performance — et elle a couvert le dernier kilomètre... en moins de 1 mn 10.

La victoire de cette athlète du vélo, excellente dans tous les domaines, confirme une condition physique proche de la perfection qui lui avait déjà permis de remporter la Coors Classic (Tour du Colorado) et surtout une volonté de vaincre qui a manqué, c'est le moins qu'on puisse dire, aux autres membres de la délégation tricolore.

L'exploit de Jeannie Longo ne fait pas oublier en effet l'affligeante participation des Français, dont cer-

tains, tel Philippe Vernet, venu aux Etats-Unis en simple figurant, risquent de s'exposer à des sanctions fédérales.

En revanche, les coureurs de la République démocratique allemande se sont affirmés les rois de la piste : polonais Huebner, Hesselich, Husky et Huch ont pris les quatre premières places du tournoi de vitesse amateurs. Huebner, le nouveau champion du monde ayant réalisé en la circonstance un chrono de 10 s 10 (moyenne 71,287 km) qui fait de lui le cycliste le plus rapide après son compatriote Lutz Hesselich (10 s 09) soit 71,357 km.

Quant au Japonais Noishi Nakano, il a enlevé son dixième titre mondial en vitesse professionnelle et il s'est établi en 10 s 57 un record mondial des 200 mètres qui fut amélioré cinq fois en l'espace d'une semaine, mais qui reste inférieur à celui des amateurs.

JACQUES AUGENDRE.

TOURISME

La Nouvelle-Calédonie se refait une beauté

Retrouver, en 1987, un nombre de visiteurs égal à celui des années 1983-84, tel est l'objectif du tourisme néo-calédonien. Pour M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme, qui accompagnait M. Jacques Chirac lors de sa visite dans le territoire, il est possible de « réhabiliter » rapidement une image fortement ternie aux yeux des clientèles australienne et néo-zélandaise après les troubles des deux dernières années. Solutions préconisées : relancer les campagnes de promotion dans ces deux pays ainsi qu'au Japon, accroître les

investissements et les efforts de formation, offrir des équipements de qualité (hôtels haut-de-gamme, mais aussi petites unités réparties sur le territoire) et augmenter les possibilités de trafic d'Air Calédonie International avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

En 1984, le territoire avait accueilli 91 500 visiteurs, chiffre tombé l'an dernier à 51 000 à la suite des troubles survenus à partir de novembre 1984 et qui ont entraîné la fermeture de plusieurs hôtels. — (AFP.)

(Publicité)

Médaille de bronze de l'Académie française 1986.

L'IMAGE DE L'ALLEMAGNE DANS LE ROMAN FRANÇAIS DE 1945 A NOS JOURS

Marie-Anne MORITA-CLÉMENT

Publié par les

Presses Universitaires de Nagoya (JAPON)

Diffusion en Europe: Michel Bon, « Triangeste », 5, rue des Grands-Augustins, Paris 6^e.

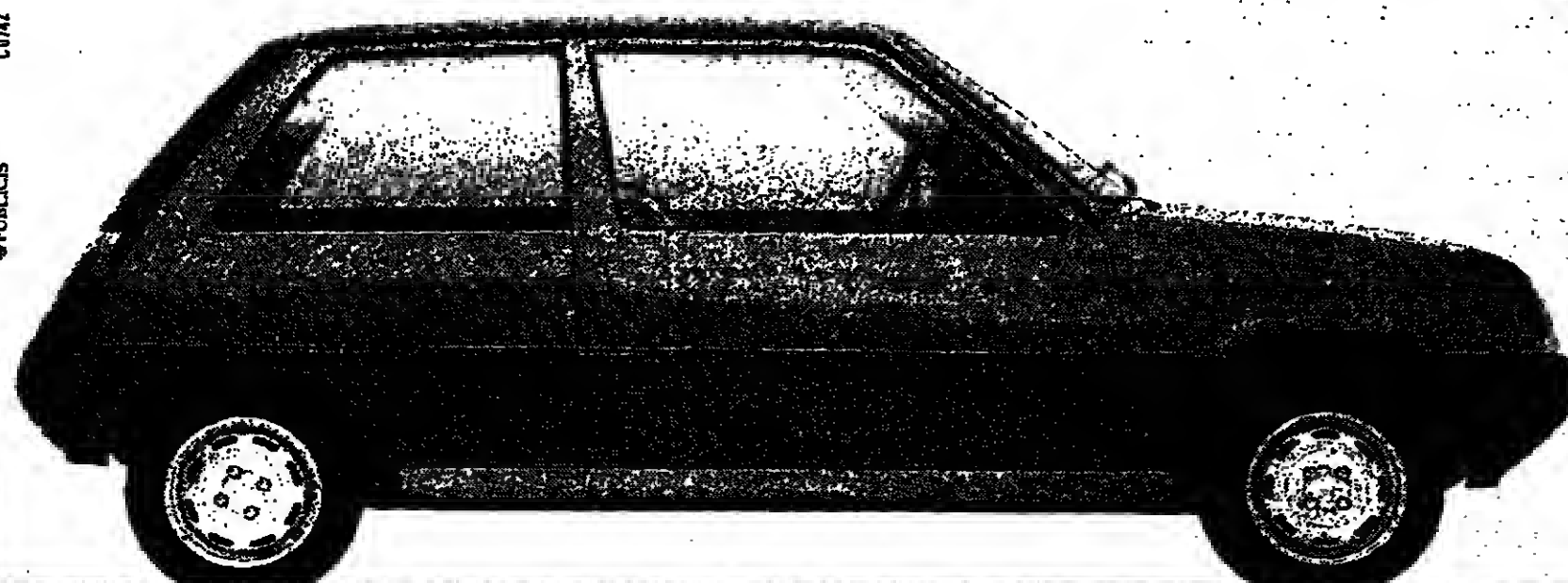
ASSURANCE-VIE :
LES QUESTIONS A SE POSER
AVANT DE SIGNER.

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

SEPTEMBRE

LA SUPERCINQ? 550 F PAR MOIS!
PENDANT 59 MOIS.



Jusqu'au 31 octobre, Renault Bail vous propose un bail avec option d'achat sur 60 mois. Exemple pour la Supercinq C : versement initial de 17.040 F (dépôt de garantie et 1^{er} loyer majoré), puis 59 mensualités de 550 F. Coût total en cas d'acquisition 49.490 F. Offre valable jusqu'au 31 octobre 1986 sous réserve d'acceptation du dossier par Renault Bail SA. RC Paris B702002221. Modèle présenté Renault Supercinq C. Prix dès en mains au 01/07/86 : 42.600 F. Année modèle 87. RENAULT préconise elf

* Hors véhicules utilitaires.

la vie ça roule
en Supercinq



JUSQU'AU 31 OCTOBRE, FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS SUR TOUTES LES RENAULT 87*

سكندران الاول

SECTEURS DE POINTE

AMÉNAGEMENT

UN ENTRETIEN AVEC M. PIERRE LAFFITTE

Les conseils de « Monsieur Technopole »

Ancien directeur de l'Ecole des mines, M. Pierre Laffitte a été l'un des créateurs, en 1969, de la technopole de Sophia-Antipolis, près de Nice. Il est actuellement responsable d'une société de conseils en parcs technologiques. Il donne ses recettes.

« Que pense le père de Sophia-Antipolis du développement du premier parc scientifique français ? »

« Sophia-Antipolis se développe de façon satisfaisante sur tous les plans. Le pari risqué de 1969 a été gagné. Une volonté d'assurer la qualité de la vie, la qualité architecturale, un respect de l'environnement a conduit à un cahier des charges assorti de stipulations draconiques en matière d'aménagement. Ces contraintes ont permis de réaliser, pour lancer une opération dans ce que l'on qualifie, avec quelques raisons, d'un désert technologique peu attractif car loin des grands centres industriels et financiers.

« Aujourd'hui, nombre des plus grandes firmes de haute technologie sont là. Et elles ont attiré d'autres. Non seulement l'Europe et l'Amérique, mais aussi l'Extrême-Orient. S'installent. C'est bien un lieu international, que les atouts naturels de la Côte d'Azur confortent et développent. C'est aussi un lieu de recherche féconde. Tous les responsables de centres de recherche — publics ou privés — sont enchantés du rendement intellectuel qu'ils constatent. Les ingénieurs et chercheurs, bromés l'hiver par le ski, le tennis ou le golf, auxquels s'ajoute l'été la voile, trouvent plus de 30 % d'augmentation, dit-on souvent en évoquant divers critères chiffrés.

« La création de centres de formation supérieure est un facteur déterminant ? »

« Initialement, c'était le point le plus délicat, et une faiblesse par rapport à d'autres parcs. Le doublement de l'Ecole des mines de Paris, qui se situe à Sophia et le fait que le Centre d'enseignement et de recherches appliquées au management (CERAM) ait réussi sa percée comme école de gestion ont été des éléments positifs. L'installation prochaine sur le site d'un centre d'enseignement et de recherche en biologie et biotechnologie de l'université de Nice ainsi que les projets liés au Conservatoire national des arts et métiers ou ceux du conseil général dans le domaine de la communication et de la transmission d'images vont dans le même sens.

« Bicenténaire de l'ingénieur et de docteurs formés sur le site sera coïncider avec son importance réelle en matière de concentration de matière grise.

« Les contacts entre les centres d'enseignement et les entreprises sont-ils nombreux ? »

« Nous assistons à une modification culturelle majeure. Une véritable envolée de l'esprit d'entreprise assez rare en France. Cette envolée est appuyée, il faut le souligner, par les efforts constants de l'équipe de la Fondation Sophia-Antipolis.

« Lieux de rencontre, organisation d'événements conduisant à des discussions fertiles, colloques, présentations des entreprises les unes aux

autres, déjeuners, débats, discussions avec banquiers et ingénieurs, réflexions sur l'essaimage, sur la sous-traitance, système d'information, par journal et messagerie électronique, clubs divers d'information, de poésie, d'énergie et de bridge, forum des pépinières d'entreprises, bref une action tous azimuts.

« Et désormais, à Sophia-Antipolis, chaque mois, les grands du capital-risque européen et les institutions financières françaises ont leur journée de contacts avec les candidats entrepreneurs. Notre mission, aujourd'hui comme hier, est de mettre les gens en relation : l'inventeur avec le financier, le candidat à la création d'entreprise avec un éventuel partenaire industriel, un chef d'entreprise avec telle institution publique française ou étrangère.

« C'est encore loin de la Silicon Valley et du fameux centre de Mountain View, où se tiennent chaque jour des créations et des financements par millions de dollars. Mais, au fil des ans, je crois que nous rattrapons le retard. Et nous avons pour nous la volonté massive des personnels du site, l'appui des administrations et des forces vives du département. L'enthousiasme est de rigueur, et il est communicatif.

« Qualité de la vie et modernité, c'est un slogan. Il est devenu celui de tous. La Côte d'Azur a désormais le projet de devenir le phare européen du troisième millénaire. Il reste du chemin à parcourir. Nous y arrivons.

Aide-toi...

« Le terme de technopole est aujourd'hui très utilisé. Les réalisations répandent-elles au même esprit ? Quels sont les atouts que doit impérativement posséder une région pour créer une technopole ? »

« Il y a plus de projets que de réalisations en France. Il est clair que créer un nouveau site à partir de zéro n'est pas chose facile. Je ne le recommanderais pas en priorité, malgré de rares exemples réussis (Sophia-Antipolis, Research Triangle Park en Caroline du Nord, et celui qui, à mon avis, va réussir, le Futuroscope de mon ami René Monory, dans la Vienne).

« Mais il existe des quantités de villes qui disposent de l'essentiel des ingrédients nécessaires pour réaliser ce qui, dans mon esprit, est une technopole : un ensemble d'installations de recherche, de formation, supérieur et de technologies avancées, réunies sur un même lieu et entourées de personnel est prêt à travailler ensemble.

« Cette interaction provoque une créativité intellectuelle et industrielle intense, par les rencontres d'esprits différents, la fertilisation croisée que j'ai évoquée dès 1970, et même dès 1960 en écrivant dans ces colonnes un article intitulé « Le quartier Latin aux champs ». Les interactions, donc la dynamique culturelle et économique, ne sont pas à la hauteur de ce qu'elles pourraient être dans la plupart des villes universitaires françaises.

« Les atouts d'une ville ou d'une région pour développer le phénomène de « créativité technopoliste »

« sont simples : concentration de matière grise tournée vers le passage du savoir au savoir-faire ; interaction entre ceux qui savent, ceux qui agissent, ceux qui financent, ceux qui gèrent.

« Les difficultés économiques ne freinent-elles pas l'implantation ? »

« Le taux de croissance élevé du PNB mondial facilite la création de nouveaux laboratoires qui peuvent hésiter entre divers sites. Un taux



l'aval de Paris avant d'étudier sérieusement un projet. Heureusement, les choses changent, et villes, départements et régions ont pris en main leur destin.

« Lorsque la phase d'analyse de Technopole Service, à la fois psychologique, sociologique et technico-économique, est réalisée, les conseils qui résultent de l'étude paraissent aller de soi. Bon sens et connaissance de ce qui se passe de par le monde permettent de progresser parfois très vite. En outre, nous constatons que l'étude conduit par elle-même à la mise en place de synergies.

« Mais une des données essentielles est qu'il ne faut pas compter sur des installations venant d'ailleurs pour développer le potentiel économique, mais d'abord et avant tout sur ses propres forces. D'ailleurs l'importance que nous accordons au transfert de technologie, à la création d'entreprises, aux réalisations de pépinières d'entreprises, du capital-risque (nous organisons un colloque international sur le capital-risque à Sophia-Antipolis en décembre 1986).

Savants et artistes

« Vous avez toujours prôné une liaison entre science et culture. S'agit-il là du vieux pléon d'un humaniste radical ou d'une notion importante ? »

« Les activités de l'avenir que l'on se complait à voir de préférence dans les parcs et cités scientifiques ne se limitent pas à l'informatique, à la robotique ou aux biotechnologies. L'estime que j'ai pour le niveau d'emploi dans les unités de production industrielle sera du même ordre que dans le secteur agricole. Tout le reste se développera et représentera donc plus de 80 % des emplois. Des domaines d'activité tels que la formation, les industries de la communication, des loisirs, du tourisme, de la santé, les industries culturelles, les arts, sont des domaines en plein essor.

« Une technopole se doit de participer pleinement à cet essor et c'est pourquoi, dès 1970, je parlais pour Sophia-Antipolis de la cité internationale de la sagesse, des sciences et des techniques et appelais à une fertilisation croisée entre artistes et savants.

« Ce sont ces contacts, ces rencontres, qui font que les gens ont envie de partir, de travailler, de créer ensemble. Aujourd'hui, nous voyons les premiers effets de cette politique. La communauté humaine de Sophia forme un ensemble cohérent. Et nombre de jeunes entreprises ont été constituées par des « Sophopolitains » de la première heure.

« La sagesse, c'est de prévoir juste, longtemps et d'avance, donc quand la majorité des esprits vous donnent tort, et de percevoir de façon souple, sans excès, avec tolérance mais lucidité. Aujourd'hui, il faut miser sur un avenir humaniste. Les techniques de demain sont liées à la qualité de la vie, et l'homme, seul moteur de toute création scientifique ou culturelle, doit rester au centre de toute réflexion.

Propos recueillis par SERGE BOLLOCH.

INNOVATIONS

L'informatisation de la bande FM Des robots pour les radios

Depuis quelques mois, les stations de radio locales utilisent des logiciels pour décharger les animateurs des tâches les plus fastidieuses. Est-ce l'amorce des « radios robots » ?

DEPUIS quelques mois, le petit monde des radios locales privées connaît une nouvelle mutation. Cette fois, il ne s'agit pas de la guerre pour l'occupation de l'espace hertzien. Ce sont les « puces » qui attaquent le marché, l'informatique qui pénètre discrètement dans la programmation et la gestion du temps d'antenne.

Les animateurs sont-ils menacés par les « radios robots » qui nous serviront du « Top 50 » à longueur de bande FM ? Pas vraiment. Pour l'instant, les logiciels utilisés par quelques stations déchargent les animateurs des tâches les plus fastidieuses... et devraient donc décharger du temps pour peaufiner la programmation.

L'expérience de Radio-Rivage (90,1 MHz), qui émet sur la banlieue, peut paraître exemplaire. Cette radio locale, de modèle associatif, existe depuis plusieurs années et propose des programmes variés, musique, magazines, reportages, invités, etc. La station avait quelques difficultés à gérer, à programmer à heures fixes l'ensemble des spots de publicité, conformément aux contrats passés avec les annonceurs. Rigueur difficile à tenir : ces contraintes obligent même à certaines heures à employer du personnel... uniquement pour envoyer le pub.

L'arrivée de Polux, l'ordinateur, a, depuis un mois, complètement bouleversé la station. Le logiciel gère le passage automatique des spots de pub, l'animateur n'a plus à s'en occuper. Au passage, une telle garantie sécurise les annonceurs, et donc les fidèles. On sait que ce point est capital pour la survie d'une station dont les ressources publicitaires sont aléatoires. L'investissement dans ce type d'équipement peut se rentabiliser rapidement et permettre à Radio-Rivage de confirmer sa bonne position. Le coût de Polux ? Environ 300 000 F. La station, comme n'importe quelle société, a acheté et obtenu un prêt sur cinq ans, une bonne opération financière qui fera réfléchir les concurrents.

Polux veille

Sur le plan du travail, Polux rend de multiples services. En cas d'arrêt ou de défaillance technique du système manuel régi par l'animateur, Polux prend le relais au-delà d'un blanc de dix secondes. On jongle moins avec le planning et les remplacements, car l'ordinateur peut instantanément se substituer à un animateur absent.

Le fait surcoût, lors de la mise en automatique de la station, Polux assure le passage des publicités, donne l'heure, et varie les enchaînements de quatre magnétophones à bande, ce qui évite aux auditeurs fidèles la désagréable impression d'écouter toujours la même cassette. Polux s'occupe de la gestion du fichier clients, des comptes, etc. Meilleure image, meilleure organisation, Polux est devenu pour Radio-Rivage le symbole d'une technologie heureuse.

A « 103.5 » l'station en rodage qui démarre vraiment en septembre, l'option informatique est complètement différente, ce qui prouve au moins qu'un système s'adapte d'abord à des circonstances et à des nécessités. Barlo Beckerleg, un Anglais très français, planche depuis six mois sur un logiciel schématisé à une société privée américaine qui équipe depuis 1979 des radios outre-Atlantique, dont une quinzaine à New-York. La pro-

jet de « 103.5 » est assez ambitieux : réactualiser les grands succès, les standards qu'a connus la France dans les « années rock » (1955-1985).

« 103.5 » profite du soutien de CBS France, un parrain plutôt solide, puisque son homologue américain a commencé à émettre en 1931. Autour de son directeur, cinq personnes ont depuis le début de l'année rassemblé 4 000 disques, voyageant en Angleterre, en Belgique, en Hollande pour retrouver les Collectors. Un capital assez considérable quand on compare à d'autres stations locales qui tournent avec environ deux cents ou trois cents disques.

Pour gérer ces 4 000 disques, l'ensemble des titres ont été rentrés dans la machine par catégories, selon un descriptif de 48 codes. L'année, l'origine, le tempo, le couleur, etc., en sont les principaux. Ce système permet d'obtenir la programmation d'une journée en moins de quinze minutes, alors qu'un programmeur averti réalise le même travail en douze heures au plus. La machine organise une rotation de l'ensemble du capital disque, vraie richesse de la station, indique le rythme de passage des flashes d'information et des spots publicitaires. Finis les erreurs et les oublis du programmeur ! Lorsque l'on doit gérer plusieurs milliers de disques, la fréquence potentielle de diffusion d'une chanson devient un peu aléatoire. Le système, lui, ne connaît pas ce type d'approximation.

Moins de carrouillage

Le logiciel qu'utilise « 103.5 » en est à sa deuxième version depuis sa création, il y a six ans. Les stations qui l'utilisent profitent des améliorations apportées par les informaticiens américains, et répercutées chez tous les clients du système. La station n'a donc pas acheté un logiciel définitif, celui-ci est toujours en évolution. Et chaque jour l'ordinateur invente de nouveaux camemberts (représentation fictive d'une heure de programme en 18 ou 19 tranches, avec les spots et les flashes). Chaque titre a été préalablement enregistré sur cartouche numérotée, afin d'éviter la manipulation des disques, les erreurs de vitesse de passage, et l'animateur n'a plus qu'à suivre le listing où apparaissent des informations sur les chansons sélectionnées. Une meilleure annonce, et moins de carrouillage à l'antenne. A « 103.5 », on sent que l'on est loin d'avoir fait le tour des possibilités, on affiche confiance et enthousiasme, avant le grand lancement de la rentrée.

Dans les deux cas, radio et informatique semblent faire un mariage d'amour et de raison. Décharge d'une partie du travail pour l'animateur, meilleur contrôle des diffusions pour le programmeur... Le revers d'une telle médaille serait-il une diminution de l'emploi ? Il est encore trop tôt pour en juger sur une grande échelle, mais, à Radio-Rivage, on a effectivement supprimé des postes.

En revanche, Polux et consorts peuvent aussi créer de l'emploi. Avec près de 1 500 radios locales en France, les vendeurs d'ordinateurs et surtout les concepteurs de logiciels voient là un joli marché à ouvrir !

PIERRE-FRANÇOIS MOREAU (Zélig)

Demain

Bateau à ailes

Un nouveau modèle de porte-conteneurs, d'une capacité de 3 230 tonnes, est actuellement l'œuvre de « voiles alaires ». C'est M. John Walker, fondateur et directeur général de Walker Wingsails System (société située à Hambourg, au sud de l'Angleterre), qui a conçu ce genre de voiles.

Le cargo *Ashington* (6 370 tonnes), en service dans le nord de l'Europe, est déjà équipé de ces ailes géantes. Aucun retard n'a été enregistré dans ses mouvements, et il s'est bien comporté, par des vents de force 8 et 9.

La société prévoit de procéder à une étude exhaustive du nouveau porte-conteneurs et travaille actuellement à divers modèles avec un chantier naval et une université néerlandaise. Elle est également en pourparlers avec un armateur des Pays-Bas.

La vitesse du nouveau navire sera de 20 nœuds. Les deux ailes devraient permettre, selon le constructeur, de réduire la consommation de carburant de 15 % à 20 %, soit quelque 5 000 tonnes de fuel pour une année d'utilisation normale de deux cent quatre-vingt jours.

La société Walker étudie actuellement des modèles d'ailes destinées aux petits cargos, aux pétroliers et aux navires frigorifiques.

Nancy et la recherche

A Nancy, le Centre d'énergie et de génie des procédés (CEGEP) vient d'être installé dans l'ancienne école de brasserie.

La vocation du CEGEP est de développer des activités nouvelles ou nécessitant des équipements spécifiques. Il dispose, en particulier, de salles d'essais permettant l'implantation d'expérimentations plus lourdes ou de modules de démonstrations et de petits pilotes.

Parmi les premiers projets de recherche, on peut citer : les pro-

cédés biotechnologiques, avec la culture de cellules animales ; les procédés électroniques ; le stockage et la revalorisation de l'énergie par des pompes à chaleur chimiques ; la pyrolyse du charbon ; les réacteurs catalytiques ; l'automatisation des réacteurs chimiques ; les réacteurs gaz-liquide-solide ; le séchage du bois à haute température.

Le CEGEP abrite, en outre, le centre PROGEPI (Promotion du génie des procédés dans l'industrie), qui réalise le transfert et l'application des méthodes scientifiques d'analyse des procédés dans le tissu industriel sous forme de contrats de recherche et de conseil.

BANQUES : LE SERVICE N'EST PLUS COMPRIS.

SCIENCE & VIE ECONOMIE

SEPTEMBRE

سكزا من الاجل

SECTEURS DE POINTE



Filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, INTERCONTRÔLE apporte le concours de ses méthodes, de ses équipements et de ses spécialistes aux opérations de contrôle non destructif effectuées sur les centrales nucléaires en France et à l'étranger. Il n'est pas de mission plus exigeante sur le plan de la qualité. Son constant développement l'oblige à étoffer ses équipes et à recruter.

Jeune Ingénieur INSA, UTC, ENI...

Après une solide formation à nos matériels et techniques, votre mission sera double :

- responsable opérationnel sur site nucléaire vous encadrerez une équipe de 45 personnes (techniciens et ouvriers qualifiés) chargée de réaliser des tâches spécifiques liées aux contrôles, par courants de Foucault, des générateurs de vapeur des centrales.
- Ingénieur développement sur base, vous devrez concevoir et améliorer des procédés en constante évolution faisant appel, non seulement à la mécanique mais également à l'instrumentation, l'informatique, la robotique...

Agé de 25 ans minimum, vous êtes généraliste mais la MECANIQUE est votre point fort et votre pratique de la langue anglaise est quasi parfaite. Une première expérience acquise en RE ou sur un chantier d'une industrie de pointe, des connaissances en espagnol sont des atouts supplémentaires. Les postes sont basés à Rungis mais comportent 50% de déplacements en France comme à l'étranger. Réf. 3102/M

Ingénieurs Electroniciens Développement

Au sein de la cellule fabrication, vous êtes chargés, pour les applications en contrôle non destructif :

- de l'étude et du développement des matériels électroniques,
- de l'évolution des équipements existants,
- de la supervision de la fabrication d'équipements standards,
- de l'assistance technique à la cellule maintenance.

Diplômés d'une école d'ingénieurs et spécialisés en électronique, vous avez acquis une expérience de quelques années en bureau d'études et possédez de bonnes connaissances en analogique, microprocesseurs, électronique de puissance, commande moteur. Ces postes sont basés à Rungis mais comportent des déplacements, en France comme à l'étranger (20% du temps). La connaissance de l'anglais est un atout. Une formation à nos techniques de pointe est assurée. Réf. 3103/M

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle en précisant la référence du poste choisi à : Claudine FERRY-CLEMENT - Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX

Sélé
CEGOS

LES LABORATOIRES PHARMACEUTIQUES
SMITH KLINE & FRENCH

attaché scientifique H/F

POSTE :
Assister nos médecins dans l'organisation et le suivi des essais thérapeutiques, depuis la rédaction du protocole jusqu'au rapport final.
Basé à Paris, il implique des déplacements fréquents de courte durée en province.
PROFIL :
- Formation scientifique sanctionnée par un diplôme 3^{ème} cycle (biologie, physiologie ou pharmacologie).
- Connaissances indispensables en statistiques médicales et aptitudes en informatique.
- Anglais nécessaire.
- Qualités d'organisation et de méthode.
- Solide et sans des contacts.
- Disponibilité pour déplacements brefs et fréquents.

Ecrire avec CV, détail, photo et desiderata :
Direction du Personnel (Ref. F)
12, Place de la Défense
92090 PARIS LA DÉFENSE Cedex 26
Réponse et sélection assurées.



NCR Informatique :

excellence des compétences, efficacité des discours, performance du service.
4^{ème} constructeur informatique mondial, nous offrons la gamme de produits la plus large du marché (du mini au gros système) et des produits de pointe dans les domaines de l'informatique de Gestion.

Devenez Ingénieurs Systèmes

De formation supérieure Ecole d'Ingénieurs, Universités, vous êtes débutant ou possédez une première expérience de 2 à 3 ans des systèmes. Dans le but de faire bénéficier nos clients des dernières améliorations techniques, de répondre à leurs besoins dans la résolution de problèmes spécifiques à l'utilisation du matériel et des logiciels associés, vous intervenez pour les informer, les conseiller, les former et leur assurer une assistance efficace. Doté de bonnes compétences techniques, vous êtes avant tout un homme de synthèse : vous savez écouter, dialoguer et diagnostiquer.

NCR développe vos compétences techniques par une formation permanente aux nouvelles technologies. Si comme nous, vous croyez aux vertus d'un service supérieur, si vous parlez l'anglais couramment, adressez votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 4931/M, à Francis ETIENNE, NCR France, Tour Neptune, 20 Place de Seine, Cédex 20, 92086 Paris-La Défense.

NCR

Cambridge Instruments

Notre groupe de renommée internationale dans le domaine de l'INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE entre dans une nouvelle phase d'expansion après la fusion Research-Jung. Nous recherchons pour notre filiale française (CA : 100 MF) :

4 Ingénieurs de maintenance département microlithographie

VOUS : avez une formation d'ingénieur électronicien, de bonnes connaissances en mécanique et informatique, 3 à 4 ans d'expérience en laboratoire de recherche ou S.A.V. Vous assurerez l'assistance client sur le site : installation, formation, maintenance, support technique. Contacts à très hauts niveaux. L'ANGLAIS est impératif. 3 postes situés en REGION PARISIENNE. 1 poste situé à GRENOBLE.

2 Techniciens supérieurs SAV département analyse d'image

VOUS : êtes titulaire d'un DUT/BTS électronique, 3 à 4 ans d'expérience SAV en instrumentation scientifique, le goût des contacts (nombreux déplacements) et une bonne connaissance de l'ANGLAIS. 3 postes basés en REGION PARISIENNE. 1 poste basé à LYON.

2 Techniciens supérieurs SAV département microscopie à balayage

VOUS : êtes titulaire d'un DUT/BTS électronique, 3 à 4 ans d'expérience SAV en instrumentation scientifique, le goût des contacts (nombreux déplacements) et une bonne connaissance de l'ANGLAIS. 3 postes basés en REGION PARISIENNE. 1 poste basé à LYON.

1 Product manager

VOUS : avez quelques années d'expérience dans la vente d'équipements sophistiqués auprès de l'industrie du semi-conducteur. Une solide formation d'ingénieur (physicien de préférence), le sens de la négociation à haut niveau. Vous aimez les déplacements (30%) et êtes bilingue ANGLAIS. Poste basé en REGION PARISIENNE.

1 Ingénieur d'application département analyse d'image

VOUS : avez une formation BTS, type méthodes physiques d'analyse, quelques années d'expérience. Vous assurerez le back-up client-ingénieur commercial (animation salles de démonstration). Connaissances SOFTWARE indispensables ainsi que l'ANGLAIS.

1 Ingénieur d'application département microscopie à balayage

VOUS : avez une formation BTS, type méthodes physiques d'analyse, quelques années d'expérience. Vous assurerez le back-up client-ingénieur commercial (animation salles de démonstration). Connaissances SOFTWARE indispensables ainsi que l'ANGLAIS.

NOUS VOUS OFFRONS POUR TOUTS CES POSTES :
- Une possibilité de développement personnel au sein d'un groupe à la POINTE DE LA TECHNOLOGIE.
- Une FORMATION à la maison mère en GRANDE BRETAGNE.
- Des conditions de travail motivantes (flexi + volume de fonction + frais...).

Intéressés par l'une de ces OPPORTUNITÉS ? Rencontrez-nous : adressez vos C.V. + photo + rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14bis, rue Dera, 75008 Paris, en précisant bien pour chaque poste la référence sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

Groupe industriel et commercial français Premier producteur européen Second rang mondial

souhaite recruter de jeunes

DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES

intéressés par la

GESTION ADMINISTRATIVE COMPTABLE ET FINANCIÈRE

de filiales commerciales et industrielles

Une première expérience est souhaitable : au niveau d'un cabinet d'expertise comptable, ou de responsabilités opérationnelles dans les services comptables d'une grande entreprise, ou encore dans l'audit comptable.

Cette offre s'adresse à de jeunes et fortes personnalités capables d'affirmer :

- à la fois leur rigueur d'hommes d'étude et leur pragmatisme d'hommes d'action,
- leur sens de l'animation et leur goût du travail en équipe.

Elle permet de développer une carrière variée et attrayante dans le Groupe, en France et à l'étranger.

Toutes les candidatures retenues seront étudiées au cours d'entretiens particuliers et la plus grande discrétion est assurée.

Ecrire à INTERMÉDIA - n° 618 B
9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra.

INGENIEURS PROJET

Nos activités sont en forte croissance et nos techniques à la mesure de cette expansion. Nous souhaitons renforcer notre Direction Informatique en accueillant des diplômé(e)s de l'enseignement supérieur, ayant 1 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion, destiné(e) à terme, à devenir chef de projet.

Vous êtes à la recherche de projets motivants et d'envergure : vous voulez être apprécié(e) pour vos compétences et réalisations ; vous souhaitez développer votre professionnalisme :

venez discuter de ces opportunités au Crédit Agricole. Adressez-nous votre lettre de candidature, CV détaillé, photo et rémunération actuelle, sous référence EDT 0944, à CNCA, Service Gestion des Personnes, 12 boulevard des Chénés, Saint-Quentin en Yvelines, 78280 GUYANCOURT.

CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE

هكذا من الالهي

**SECTEURS
DE POINTE**
HP FRANCE
**GERER
PREVOIR
INNOVER**
...
REALISER
HP EN FRANCE
3000 PERSONNES
3 USINES,
4,3 MILLIARDS DE CA,
3^e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE.

Choisir, proposer, s'investir... nous, femmes et hommes d'HP, agissons dans une communauté d'intérêts et d'objectifs avec nos clients, gérons et anticipons constamment notre évolution.

Esprit de concertation, autonomie dans l'action, amélioration permanente de la qualité, nous travaillons ensemble pour faire la différence.

Aujourd'hui pour demain, nous accueillons ceux qui sont exigeants avec eux-mêmes, ont des idées, savent mobiliser leurs compétences, induire les changements et réaliser les projets.

Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole d'ingénieurs, êtes débutants ou avez une première expérience et cette proposition vous intéresse.

Ecrivez-nous dès maintenant. Votre candidature nous intéresse même si vous n'êtes pas disponible dans l'immédiat.
HP Grenoble, Service Recrutement, 5 avenue Raymond Chanos, 38320 EYBENS.

INFORMATIQUE - ELECTRONIQUE - TELECOMMUNICATIONS
Recherche et développement - Marketing produit -
Informatique industrielle - Ingénierie et méthodes de
production - Promotion et support technique - Test
micro-électronique - Logistique et planification
Ingénierie de systèmes.


**HEWLETT
PACKARD**
PERFORMANCES A L'APPUI.

Renforce les équipes techniques de son unité de production basée à REIMS

Dans le cadre d'un vaste programme d'investissement et d'automatisation, l'unité de production « cuisson » du groupe Electrolux en France, recherche plusieurs ingénieurs :

**Deux Ingénieurs
Méthodes**

Responsable de l'organisation industrielle, le premier prendra en charge le contrôle des flux de production, étudiera les schémas et principes d'implantation des nouvelles chaînes. Une solide connaissance des moyens informatiques mis en œuvre en gestion de production industrielle est indispensable. Réf. FAM/11.

Ingénieur méthodes : le second assurera l'étude et l'optimisation du processus technologique, suivra sa mise en œuvre en production. Disposant d'une première expérience, il évoluera rapidement vers la responsabilité d'une équipe méthodes. Réf. FAM/12.

**Un Ingénieur
Bureau d'Etudes**

Débutant, il sera intégré dans une équipe avec pour mission de travailler sur la conception des produits : recherche de nouveaux matériaux, de nouveaux composants, ultérieurement études des procédés et des techniques de transformation. Pour atteindre ses objectifs il devra développer une relation étroite avec les fournisseurs extérieurs et les sous-traitants. Réf. FAM/13.

Ces fonctions nécessitent une formation générale en mécanique ou électro-technique, une bonne pratique de l'anglais (contacts avec la maison-mère en Suède). De larges possibilités d'évolution existent au sein du groupe, actuellement leader européen de l'électro-ménager.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence, à notre conseil :
INFRAPLAN - 83, Boulevard Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC
INFRAPLAN
FIELD SERVICE ENGINEERS

GENERAL ELECTRIC, un des leaders mondiaux dans le domaine de l'imagerie médicale (CT Scanners, RMN, Médecine Nucléaire) connaît un développement remarquable en France. Nous souhaitons donner un nouvel essor à notre implantation en France en renforçant notre équipe de Service Après Vente. Assurer la maintenance de ces systèmes de haute technologie en environnement hospitalier, développer des relations étroites avec nos clients (« des grands patrons ») nécessitent des personnalités solides et très disponibles.

Votre profil : formation supérieure en électronique, complétée par 2 ou 3 années de service chez un constructeur de systèmes d'imagerie médicale ou infor-

matiques, parfaitement à l'aise en anglais lu, parlé, écrit.

Notre proposition : assurer la maintenance de nos installations en région parisienne après une formation complète en Europe et aux USA, une rémunération à la mesure de vos ambitions, une voiture de fonction et la possibilité de développer votre carrière au sein d'un des plus grands groupes industriels mondiaux.

Aussi si vous voulez évoluer dans un environnement particulièrement stimulant, adressez votre dossier de candidature à la Direction des Ressources Humaines, GENERAL ELECTRIC FRANCE, 42 Avenue Montaigne, 75008 PARIS.


**IMAGERIE
MEDICALE
ASSISTEE
PAR
ORDINATEUR**
**REGION
PARISIENNE**
GENERAL ELECTRIC

Ingénieurs Grandes Ecoles
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg-Orléans

Vous êtes DEBUTANT et vous cherchez une **STRUCTURE D'ACCUEIL** capable de vous apporter formation, diversité et technicité.

LOGISTA, filiale d'un grand groupe français rassemble aujourd'hui 265 collaborateurs et développe ses activités dans des domaines aussi variés que la TELEMATIQUE et les nombreux usages du système UNIX, L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, L'INFORMATIQUE DE GESTION.

Depuis 10 ans, nous bâtissons une société que nous voulons originale, forte et indépendante.

Si cela vous attire, envoyez-nous rapidement une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo.

Pour le reste accordez-nous quelques jours.

LOGISTA 30, quai de Dion Bouton 92806 PUTEAUX CEDEX à l'attention d'Hervé Capdev.

LOGISTA : DES HOMMES DE SOLUTIONS.
UN MASTERE EN UN AN

Notre objectif : former les futurs cadres et dirigeants des plus grandes entreprises aux fonctions de management des technologies de l'information. Sanctionnée par un diplôme de haut niveau (Master spécialisé, habilité par la Conférence des Grandes Ecoles), cette formation intéresse des

DIPLOMES GRANDES ECOLES X, CENTRALE, SUPELEC, MINES, HEC, ESSEC, OU UNIVERSITAIRES DE MEME NIVEAU.

Dans un environnement géographique exceptionnel (Sophia Antipolis la première technopole de France à 15 kms de Nice), un contexte intellectuel particulièrement stimulant, les « portes » de l'informatique les préparent aux fonctions de Chef de Projet en conception, mise en place et gestion des Systèmes d'Information au plus haut niveau. Les candidats sélectionnés - les plus brillants évidemment - bénéficieront d'une Bourse d'Etudes de 60 000 F, et d'une allocation mensuelle de 5 000 F. Mais c'est avant tout le départ d'une grande carrière que nous leur proposons. Veuillez demander un dossier de candidature et d'information au CERAM, Département Informatique, BP 20, Sophia Antipolis, 06561 VALBOISNE CEDEX. Téléphone : 93 95 45 45.

CERAM
INFORMATIQUE
L'ECOLE DES MAITRES

مكتبة الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE

3 OPPORTUNITES CHEZ UN LEADER...

Leader : une image à laquelle nous sommes habitués. Hier pionniers des télécommunications et des transmissions, nous sommes aujourd'hui le spécialiste reconnu de l'informatique des réseaux. Un succès que nous devons notamment à la créativité de nos ingénieurs. Nous recherchons aujourd'hui un

CHEF DE PROJET

Vous « coiffez » des projets relatifs aux développements de logiciels et matériels sur micro-ordinateur, gardant à l'esprit des impératifs de qualité, délais et coûts dans le cadre de leur commercialisation : un champ d'action suffisamment vaste pour faire valoir vos qualités de gestionnaire (administratif, technique), de meneur d'hommes et de négociateur. Vous avez sûrement le profil requis puisque Ingénieur diplômé, vous développez depuis plusieurs années des projets chez un constructeur ou une SSII. Vous connaissez bien l'environnement IBM et avez l'expérience des moniteurs de télétransmission CICS, IMS.

Anglais courant indispensable. Réf: RDCP

INGENIEUR SUPPORT ET DEVELOPPEMENT

Expert et conseil auprès du support client, vous intervenez sur les logiciels que nous avons conçus et commercialisés (corrections, mises à jour, développements). De formation supérieure de préférence, vous êtes reconnu, depuis au moins 4 ans, comme véritable spécialiste du support logiciel. Cette pratique vous a fait connaître les langages assembleur, peut-être C et l'environnement IBM. A 30 ans environ, vous souhaitez élargir votre expérience, vous disposez de bonnes aptitudes relationnelles, des qualités de méthode, de rigueur. Réf: RDSO

INGENIEUR SUPPORT CLIENTS

Là vous intervenez surtout en après-vente, vous assistez efficacement la clientèle sur nos produits réseaux. Vos connaissances de l'environnement IBM, de MVS ou DOS, si possible de CICS ou IMS font de vous un homme de diagnostic de premier plan. 2/3 ans d'expérience en SSII ou chez un constructeur dans de pareilles fonctions feraient de vous le candidat idéal. Mais nous étudierons avec attention la candidature d'un débutant à fort potentiel, formé dans une bonne Ecole d'Ingénieurs (option informatique). Réf: SCOS

Adressez votre candidature complète sous référence correspondante à Jean Richet, ITT Data Systems France, Tour Maine Montparnasse, 33 Avenue du Maine, 75755 PARIS Cedex 15.

ITT Data Systems

ITT

VOTRE POTENTIEL AU SERVICE DE LA SANTÉ.

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70% de son C.A. à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie. Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence affirmée de nos équipes.

Pour conforter son développement, la Direction Technique et Scientifique intègre des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

DE FORMATION GRANDE ÉCOLE, ENSI, (EXPÉRIENCE INDUSTRIELLE)

Dans un environnement d'électronique de pointe :

- 68020, UNIX, ETHERNET, XAO,
- Processeurs de traitement d'images,
- Processeurs vectoriels.

Il aura pour missions :

- la coordination des actions, d'évaluations et de recherches,
- la réalisation de prototypes d'ensembles informatiques spécialisés.

Notre formation vous apportera la maîtrise des plus récentes techniques digitales et informatiques.

(Réf. A/BER/M)

La vocation internationale de ces postes rend l'anglais indispensable.

Ces postes seront basés à BUC (78, près de Versailles) dès la mi-novembre 86 (dans le cadre d'un regroupement des activités Etudes et Développement de THOMSON-CGR).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Françoise LEMAIRE - THOMSON-CGR - 48, rue Camille-Desmoulins - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON-CGR

BENSON, leader international dans le domaine de l'informatique graphique est une société française dynamique et filiale du Groupe SCHLUMBERGER (Division Systèmes Assistés par Ordinateurs). Nous concevons, produisons et commercialisons dans le monde entier une gamme complète de périphériques graphiques, traceurs, digitaliseurs, contrôleurs graphiques. Notre Direction des Etudes en Europe, basée à Créteil, recherche

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS EXPERIMENTES SUPELEC, ENSERG, Grandes Ecoles d'Ingénieurs

Responsable Industrialisation Electronique.

- assurer l'interface Direction des Etudes / Production pour tout le domaine électronique dans la phase d'industrialisation des nouveaux produits,
- définir et réaliser les dossiers de fabrication des sous-ensembles électroniques, en conformité avec les objectifs de prix de revient,
- garantir la maintenance de ces dossiers,
- assurer la gestion des travaux de sous-traitance.

(Réf. RIE)

Ces deux postes sont ouverts à des ingénieurs de très haut niveau, forts d'une expérience comparable et réussie de 3 à 5 ans dans l'industrie. Le développement de carrière vous est offert dans le Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger. Si la perspective de travailler sur des projets neufs et de haute qualité technologique, à l'aide de systèmes de conception évolués CAO/IAO, vous séduit, nous vous remercions d'adresser rapidement CV, lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant la réf. qui vous intéresse), à la Direction du Personnel BENSON - Schlumberger - 1 rue Jean Lemoinne - BP 113 - 94003 Créteil Cedex.

BENSON

Schlumberger

Jeune Ingénieur

AM ou équivalent

Seita

Vous aimez les responsabilités, le travail sur le terrain, en usine. Vous vous intéressez à la maintenance. Vous voulez créer, animer. Leader du marché du tabac, SEITA (8 000 personnes) vous offre dans une ville de province cette opportunité. Vous vous formerez à nos activités, à nos équipements (machines à cadence rapide, intégrées des automates très poussés). Très vite, vous aurez un rôle moteur dans l'encadrement.

Une première expérience est un atout. La taille de l'entreprise permet une évolution de carrière intéressante et diversifiée.

Ecrivez à notre Conseil, Philippe Vinchon vous remercie de lui adresser CV avec photo sous réf. B 3164

CORT

65 Avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

MEMBRE DE SYVILC

DEFENSE - TRANSPORT - TELECOMMUNICATIONS

Nous réalisons des systèmes complexes de haute fiabilité et de haute sécurité et également des produits d'informatique spécialisée. Pour nos activités : contrôle commande ferroviaire, péage autoroutier, armes et systèmes d'armes, conduites de tir, téléphonie spécialisée, réseaux, terminaux, nous recherchons des

INGENIEURS HAUT NIVEAU INFORMATIENS

- CONFIRMES CHEFS DE PROJET SYSTEME réf. M801 CP Responsabilité d'un projet industriel sur le plan technique, commercial et financier.
- CONFIRMES DEVELOPPEMENT LOGICIEL réf. M901 LC Responsabilité complète du logiciel d'un projet avec animation d'une petite équipe d'ingénieurs.
- DEBUTANTS LOGICIEL TEMPS REEL OU SYSTEME réf. M901 LD Issus de Grandes Ecoles, option informatique ou automatique.

Csee

Lieu de travail ESSONNE : ORSAY ou PALAISEAU

Merci d'adresser votre candidature (CV, prétentions) en précisant la référence du type de fonction et les secteurs d'activité envisagés à COMPTON DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES - D.R.H. - 17, Place Etienne Parnet 75015 Paris.

HAUTE FIABILITE - HAUTE SECURITE

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis plus de vingt ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, tout en maintenant une entreprise à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs « possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion », dégagés des obligations militaires et libres rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo sous réf. M 109 à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75009 Paris, qui transmettra.

SAGEM

1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
1er CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX A ECRAN
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE MEMOIRES A BULLES MAGNETIQUES
recherche pour ses
Centres d'Etudes et de Développement de la région parisienne
(proche banlieue Nord-Ouest)

Ingénieurs Système Ingénieurs Electroniciens Ingénieurs Automaticiens Grandes écoles (X, TELECOM, SUPAERO, SUPELEC, INPG, ARTS ET METIERS, ENSEA...)

Débutez ou expérimentez pour étudier :
systèmes AVIONIQUES, OPTIQUES ou TELEMATIQUES

Ingénieurs Informaticiens Grandes écoles (ENI, ENIMAG...)

Maîtrise Informatique

Débutez ou expérimentez pour porter au sein d'équipes "Logiciel de base" dans des contextes systèmes UNIX, VMS, langage PASCAL, C, LISP 3...

Tous ces postes sont à pourvoir rapidement.
Rejoignez une équipe dynamique et en pleine expansion
en adressant CV manuscrit et photo à

SAGEM

Direction du Personnel et des Relations Sociales
6, avenue d'Iena - 75783 PARIS CEDEX 16.

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Jeune ingénieur en GPAO



recherche un jeune organisateur pour coordonner l'étude, la mise en place et le suivi du plan directeur de gestion de production pour la France et pour l'Allemagne. Basé au siège, à côté de Strasbourg, et rattaché à la direction informatique, il définira puis suivra la production et les services commerciaux les données (capacités, charges et besoins) à présenter en compte dans le plan directeur, puis dans la planification fine et fournira aux informaticiens les bases de leurs développements. Nous recherchons un homme jeune, ayant une première expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'organisation ou dans une entreprise d'une dimension importante, où il aura soit participé à la mise en place d'une GPAO sophistiquée, soit vécu de manière opérationnelle les problèmes de l'organisation d'une production de grande série. Des connaissances en allemand sont indispensables, le projet concernant également ADIDAS Allemagne. La dimension internationale et le développement de l'entreprise permettent d'envisager une carrière passionnante. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/6387M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Un ingénieur process & organisation industrielle

Formation : A.M. - ENSI - INSA.

Pratique de la langue anglaise demandée.

Pour :
- Mener des études sur les nouvelles méthodes de fabrication et les procédés de conditionnement, et en assurer la mise en place.
- Participer à la définition du cahier des charges des équipements de production et de conversion.
- Participer à la coordination des actions des différents services (production, maintenance, packaging, ingénierie).
- Etablir les contrôles de postes de travail et de performances.

- Définir et maintenir les modes opératoires.
- Assurer la fonction conseil technique au sein de l'usine et auprès du marketing.
Ce poste s'adresse à un ingénieur débutant ou ayant une première expérience industrielle. Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo (retournée), à :

3M FRANCE
J. Besson
Avenue Boulé
95250 Beauchamp.

3M



BERTIN & Cie

Société de Recherche Appliquée et d'Innovation Industrielle recrute un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Diplômé d'une grande école, il devra avoir de l'expérience en conception et en technologie de circuits électroniques (analogiques et numériques). Connaissance et pratique de l'informatique sont nécessaires.

Responsable des projets de fiabilité d'équipements électroniques, il sera associé aux grandes réalisations spatiales et militaires de la société. Il aura à développer la clientèle extérieure de ce secteur et il est ainsi appelé à devenir le RESPONSABLE DE LA FONCTION FIABILITE ELECTRONIQUE.

Merci d'écrire en précisant la rémunération souhaitée, sous référence 99/14, à Mlle GUERMONT - BERTIN & CIE BP 3 - 78373 FLAÏSIR Cedex.



Le futur
c'est aujourd'hui

La maîtrise des nouveaux espaces.

Avec des produits à la pointe de la technologie dans la Télématique et la Vidéo communication, VICOM, département de FRANCE CABLES ET RADIO, maîtrise les nouveaux médias les plus créatifs. Doté d'importants moyens techniques, il gère de nombreux services Kiosques et anime des événements nationaux.

Chez VICOM, le futur c'est aujourd'hui.

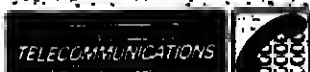
Nous voulons associer à notre expansion le

Responsable commercial télématique

Vous êtes jeune (30-35 ans), mais déjà expérimenté : après une solide formation commerciale (type E.S.C.), vous avez débuté dans l'informatique avant d'acquiescer au moins 2 ans d'expérience en Télématique dans une S.S.I.L ou chez un service.

Vous serez responsable du développement commercial de nos services kiosques, au sein d'une petite équipe : vente, suivi et animation des services auprès de nos clients et participation à l'élaboration de produits. Adresser votre dossier de candidature avec C.V., photo et prétentions sous réf. CL/A/50M, à Monsieur Christophe, Direction des Relations Humaines et de l'Administration, FRANCE CABLES ET RADIO, 124 rue Réaumur 75002 Paris.

FR



Centre National d'Etudes
des Télécommunications

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES
DES TELECOMMUNICATIONS
(Ministère des Postes et Télécommunications)
à ISSY-LES-MOULINEAUX
recrute

3 ingénieurs

(formation Grande Ecole ou Universitaire D.E.A. ou Maîtrise de Mathématiques, d'Informatique ou de Télécommunications)

pour participer :

• Au sein d'une équipe de recherche orientée vers la validation des logiciels :

- à la définition et au développement d'outils de génie logiciel pour la conception et la validation,
- à l'expérimentation sur des projets importants, des outils développés, en collaboration avec des partenaires industriels.

Une expérience de quelques années sur les techniques modernes de conception et de validation de logiciels complexes (temps réel, bases de données...) serait très appréciée.

• A l'étude de l'introduction de nouveaux Services de Télécommunications dans le réseau téléphonique ; suivi des développements en cours et validation des études réalisées sur des systèmes existants dans le réseau.

Pour ce poste, une expérience en téléphonie générale serait appréciée.
• A la spécification puis au développement d'un système Serveur pour de nouveaux services téléphoniques en utilisant des techniques de bases de données et de système opératoire (O.S.).

Adresser les candidatures avec C.V. détaillé, références et prétentions à : Division "CENTRES ET LOGICIELS DE COMMUNICATION" - Centre PARIS A
38-40, rue du Général-Leclerc, 92131 Issy-les-Moulineaux.

cnet

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre. BULL TRANSAC conçoit, développe et industrialise les produits bureautiques et serveurs dans le Groupe - 1 700 personnes dont 600 ingénieurs et cadres y participent.

Nous vous proposons de vous associer à nos projets avancés dans un domaine en pleine expansion, les Télécoms, à titre de Responsables de Développement et Monogers.

Vous exercerez vos compétences dans un environnement performant : logiciels de communication, procédures et modes d'accès, applications. Ingénieurs de formation Grandes Ecoles ou Universités, option informatique, vous disposez d'une expérience technique confirmée dans ces domaines (3 à 5 ans) et d'une réelle aptitude pour la coordination de projets ambitieux.

Nous vous proposons d'évoluer vers une fonction d'encadrement dans laquelle votre sens de l'équipe et votre détermination sont les clés de votre succès.

Référence CM 0209

Ingénieur de formation Grandes Ecoles ou Universités, option Informatique, vous disposez déjà d'une expérience confirmée dans le domaine logiciel (système, méthodologie, langages).

Vous serez responsable d'un projet de développement logiciel ambitieux pour l'Entreprise.

Votre domaine d'activité : le développement et l'intégration d'un serveur transactionnel basé sur UNIX.

Vos compétences : 8 ans minimum d'expérience dans le domaine logiciel avec des connaissances acquises sur le système UNIX, les matériels basés sur les microprocesseurs Motorola 68000 et la pratique des bases de données relationnelles.

Avec l'opportunité de mettre en œuvre une méthodologie de Génie Logiciel, nous vous proposons d'encadrer une équipe d'ingénieurs à haut potentiel technique.

Référence DM 0209.

Vos compétences dans le domaine des Télécommunications vous permettent aujourd'hui de vous orienter vers un métier en pleine expansion : la QUALIFICATION.

Nous vous proposons d'assurer la qualification de nos produits terminaux, micros et stations bureautiques dans les environnements ISO, DSA, X25, VIP.

Vos compétences : les capacités à définir les méthodes de travail et à faire développer les outils de validation nécessaires, de l'établissement au suivi des plannings.

A ces qualités techniques, vous alliez de réelles aptitudes à animer et coordonner un groupe de 5 à 10 personnes.

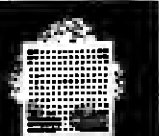
Vous disposez d'un minimum de 3 à 5 ans d'expérience dans ces domaines.

La connaissance des matériels et logiciels BULL DPS sera appréciée.

Référence EM 0209.

Venez rejoindre un grand de l'informatique. Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à BULL TRANSAC, Michèle CORBINEAU - 7, rue Ampère 91343 Massy Cédex.

Bull



هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

UN AVENIR DE QUALITÉ...

Au sein de nos 2 usines, 1400 personnes unissent leurs efforts pour conforter notre position sur le plan international. Leader européen dans le domaine des condensateurs, L.C.C., filiale de THOMSON-COMPOSANTS, veut aller encore plus loin. A ce titre, l'optimisation de la qualité de nos produits est l'un de nos challenges quotidiens. Nous proposons à 2 Ingénieurs de rejoindre notre Directeur Qualité et d'assurer les fonctions de :

CHEF DE SECTION MÉTHODES QUALITÉ

Réf. A91160/LM

Votre mission :

- mise en place et suivi des procédures qualité et des cahiers des charges produits,
- sensibilisation et formation aux méthodes statistiques de la qualité (animation des cercles de qualité, audit interne et externe),
- optimisation des coûts qualité,
- assurance qualité des matières premières,
- saisie informatique des données de qualité et de fiabilité.

Vous intervenez auprès de tous les services internes ainsi qu'auprès des fournisseurs.

De formation grande école, vous maîtrisez l'anglais. Vos qualités de rigueur et de synthèse, alliées à un sens aigu des relations humaines font de vous l'homme de la situation. Vos connaissances informatiques sont un atout supplémentaire. De réelles perspectives d'évolution vous seront offertes au sein de notre société ou du groupe.

Si notre challenge vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo) sous la référence ou poste choisi à : Jean-Claude LELEU, Direction du Personnel - THOMSON-LCC - 6, avenue du Colonel-Prat, 21850 Saint-Apollinaire.

**THOMSON
COMPOSANTS**

AUTOMATISMES VALENCE (DROME)

Importante filiale d'un grand groupe français, nous concevons et réalisons de grands systèmes automatisés, des machines et des produits pour l'industrie et les administrations. Notre usine de Valence (650 personnes) est spécialisée dans les systèmes de codages et de tri de courrier et dans les machines spéciales. Elle a deux postes de jeunes ingénieurs à pourvoir.

INGENIEUR D'ETUDES CONFIRME

Il est rattaché au responsable d'un groupe d'études (1 ingénieur et 8 techniciens) qui est chargé des études d'automatismes pour machines spéciales et d'études diverses d'électrotechnique pour les systèmes de tri de courrier. Il sera responsable de la conduite d'études d'automatismes (machines de remplissage automatique, machines de palettisation) et animera une petite équipe (2 à 4 techniciens). La réussite dans ce poste implique d'être ingénieur, d'avoir une formation polyvalente (génie électrique, mécanique, automatisme...) et une première expérience de 2/3 ans comme ingénieur d'études.

Réf. 106 H

INGENIEUR D'ESSAIS

Le Service Essais (12 ingénieurs et techniciens) se consacre essentiellement aux essais des machines automatisées de codage et de tri de courrier pour les P.T.T. et l'exportation. Rattaché au Chef de Service, cet ingénieur prendra la responsabilité d'essais de prototypes, de fiabilité, caractérisera des composants ou des sous-ensembles et participera à la conception des matériels. De formation polyvalente (électronique, mécanique, électricité, automatisme), il a une première courte expérience (stages significatifs ou 1 à 2 ans dans un service Essais).

Réf. 106 G

Les postes sont à pourvoir à Valence (Drôme) et les perspectives d'évolution peuvent être très variées et motivantes. Merci d'adresser lettre man., C.V., photo et rémunération souhaitée sous la référence choisie à HB, 66 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

INGENIEUR ELECTRICIEN-ELECTRONICIEN

A 35 ans environ, de formation Ingénieur Grande Ecole (de type ENSIEG...), vous avez déjà fait vos preuves. Aujourd'hui, vous cherchez l'entreprise capable de vous offrir des opportunités à la mesure de vos ambitions et de votre potentiel.

Groupe Industriel et Français, comptant plusieurs usines en France et aux USA, nous vous proposons dans un premier temps d'intégrer comme CHEF DU SERVICE ENTRETIEN l'une de nos unités (industrie lourde).

Elle est équipée d'un matériel technologique très performant qui exige d'excellentes connaissances en « électricité », « électronique », « automatisme ». Il ne s'agit pas de vous, dans un deuxième temps d'occéder, au niveau du Groupe, à de plus hautes responsabilités, à des fonctions plus « pointues ».

Si vous êtes mobile, prêt à relever le challenge, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo scannée et préférence en précisant la réf. 4275/LM, à :

Communiqué 71, avenue Victor-Hugo - 75118 PARIS, qui transmettra.

CHEF DU SERVICE MAINTENANCE

AM, HEI, IDN, ENSI ou équivalent

REGION
NIMES / MONTPELLIER

L'Établissement de production de notre Division Agriculture (leader en France sur le marché des produits phytosanitaires) emploie environ 250 personnes à Aigues-Vivres près de Montpellier.

Ce cadre, rattaché au Directeur de l'Établissement, aura non seulement à diriger, animer, former l'équipe (20 personnes) chargée de maintenir les installations actuelles en bon état de fonctionnement, mais également à « repenser » la fonction maintenance au sein de l'unité en y intégrant l'outil informatique.

Il participera également à la conception, la mise au point et l'évolution des installations.

L'Ingénieur recherché a une expérience industrielle polyvalente de 7 à 10 ans (mécanique, électricité, électronique, pneumatique, informatique industrielle).

A la fois homme de terrain, concepteur et organisateur, il a une expérience réussie de l'encadrement et possède un réel potentiel d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 3040 à Madame C. Monteil, CIBA-GEIGY, 2 rue Lionel Terray 92508 Rueil-Malmaison Cedex.

CIBA-GEIGY

Jeune Ingénieur Système

CAO - DAO

Paris. Le bureau informatique d'une grosse société industrielle assure la coordination des services informatiques de ses différents établissements industriels. Il a pour mission la définition de la politique informatique en matière de gestion et de techniques avancées. Il recherche à cette fin un ingénieur système.

Il aura la responsabilité de l'évaluation des besoins en matériels et logiciels de ces établissements pour leur équipement en systèmes CAO - DAO et en réseaux d'interconnexion de systèmes hétérogènes. Pendant la première année de nombreux déplacements sur les sites en province sont à prévoir (50% du temps).

Le candidat, diplômé d'une école d'ingénieurs, a une expérience informatique de trois à cinq ans en matière de CAO - DAO, de réseaux et de bases de données. La poste requiert une bonne capacité d'animation de groupe de travail et des qualités de synthèse et de rédaction.

Merci d'adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite et photo sous la réf. L057/M à H. Bouet, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès MONTRouGE CEDEX.

SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Génie logiciel

Nous sommes l'un des premiers groupes européens de Conseil et d'Ingénierie Informatique (2.800 personnes). Notre DEPARTEMENT TECHNIQUES AVANCÉES recherche des ingénieurs de haut niveau, débutants ou confirmés, diplômés d'une grande école, option informatique ou titulaires d'un DEA informatique.

Vous avez une formation ou une première expérience en Génie Logiciel et vous possédez une connaissance approfondie des concepts de LISP, C et UNIX. Réf. 10740/M

Vous maîtrisez les concepts et la méthodologie ADA. Réf. 10741/M

Nous vous offrons des opportunités dans la conception et la réalisation d'outils logiciels, pouvant évoluer vers des missions de Conseil.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à Elisabeth PICARD, Service Recrutement, SEMA-METRA 16, rue Barbès 92128 MONTRouGE CEDEX.

SEMA-METRA

Responsable d'études informatiques

Paris. Un très grand groupe financier recherche un responsable d'études pour sa filiale informatique.

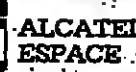
Dépendant du Responsable du Secteur Assurances, il prendra en charge la réalisation et le développement des applications concernant les assurances en couverture de prêts et coordonnera les travaux d'autres équipes projets. Il encadrera directement une équipe d'une dizaine d'analystes et de programmeurs. Il sera le conseiller et l'interlocuteur permanent des utilisateurs.

Le candidat, âgé d'une trentaine d'années, a une formation supérieure (école d'ingénieurs ou de gestion), une expérience informatique minimum de six ans dont deux ou trois comme chef de projet. La connaissance des systèmes de gestion de bases de données est indispensable; celle de l'environnement Bull GCOS/8/DM4 est souhaitée. La poste requiert une personnalité de haut niveau ayant un esprit de synthèse et des qualités relationnelles. Réelles perspectives d'évolution au sein de la société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à H. BOUET sous référence L053/M SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92128 MONTRouGE CEDEX.

SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse



Pour TOULOUSE

Leader dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS SPATIALES recherche des

INGENIEURS ANTENNE (GRANDES ECOLES OU UNIVERSITE) INGENIEUR CONCEPTION

En liaison avec les mécaniciens, chargé de la conception, de l'étude et de la mise au point radio-électrique de système d'antennes de satellite. D'un esprit ouvert, le candidat justifiera d'une bonne connaissance de l'état de l'art en France et à l'étranger. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

INGENIEUR PROPOSITION

Chargé d'élaborer des propositions techniques de systèmes d'antennes dans le cadre de réponse à appel d'offres internationaux pour des satellites. Une expérience de 3 ans minimum dans le domaine des antennes est exigée ainsi que de réelles capacités de travail en équipe sont demandées. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Des missions de courte et moyenne durée en France et à l'étranger sont à prévoir.

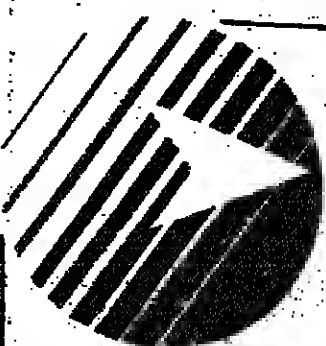
INGENIEUR ETUDE

Chargé dans le cadre de contrat d'études, de la mise au point de méthodes nouvelles de prédictions radio-fréquences d'éléments ou de systèmes d'antennes ainsi que du développement de nouveaux concepts et de nouvelles technologies. Le candidat justifiera d'une bonne connaissance dans le domaine des hyperfréquences. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et photographies) à ALCATEL-ESPACE - Service Emploi - 26, av. J.F. Champollion, 81187, 31037 TOULOUSE Cedex.

مكتبة الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE



Le département avionique spatiale développe ses activités en équipements électroniques embarqués sur satellites et crée plusieurs postes de : (H/F)

Ingénieurs de Synthèse Chefs de Projets en Electronique de Puissance en Architecture Electrique

Votre mission est :

Prospective : vous donnez les nouvelles orientations techniques et vous définissez une véritable stratégie du développement d'activité en anticipant sur les besoins du marché (pré-études - réponses aux appels d'offres - etc.).

Opérationnelle : en véritable chef de projet, vous coordonnez les activités de l'équipe jusqu'à la recette finale des systèmes.

Ingénieur Grandes Ecoles (ESE - ECP - ENSL...), vous apportez votre compétence en électronique de puissance ou en systèmes électroniques embarqués.

Ingénieur confirmé, vous avez une expérience réussie de la gestion d'affaires et de l'animation de projets. Vous avez le goût de l'innovation, vous recherchez l'efficacité et vous encouragez la créativité en développant un climat participatif de travail en équipe. Vous avez le souci de l'image de marque et du rayonnement extérieur de votre équipe.

Anglais courant.

Poste situé en Banlieue Sud-Ouest.

Merci de nous adresser votre CV, en précisant la référence NK 1375 à Nicole KAMERZAC - Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA

IMPORTANTE ENTREPRISE
DE RECHERCHE ET
DE RECHERCHE/DEVELOPPEMENT
(située à Rueil (92)
recrute actuellement

Ingénieur Haut niveau

Réf. A

Débutant ou quelques années d'expérience, disposant d'une solide formation de base (Grandes Ecoles : Mines, Centrale, Physique - Chimie de Paris ou équivalent, pour effectuer travaux de recherche dans le domaine des procédés industriels de séparation et du traitement de gaz.

Ingénieur Thèse souhaitée

Réf. B

(Grande Ecole de chimie) pour effectuer des études sur le comportement des matériaux et sur la modélisation de réactions sous pression.

Adressez dossier de candidature à CONTESSA PUBLICITE - 20, Av. de l'Opéra 75010 PARIS - qui transmettra, en précisant la réf. choisie.

PRIMAGAZ

Ingénieur énergie, vous connaissez la mécanique hydraulique ou la thermodynamique.

Agé d'environ 30 ans et grâce à votre formation AM, ENSI, INSA, vous avez déjà réussi votre première expérience en milieu industriel et vous connaissez donc les différentes utilisations des produits énergétiques.

Le poste que nous vous proposons, dans un secteur où la concurrence est importante, nécessite de mettre au point les procédés les mieux adaptés à nos besoins afin de convaincre nos forces de ventes régionales des techniques nouvelles en leur apportant votre assistance sur le terrain.

Ce poste tremplin, basé à Paris, permettra à votre potentiel de s'épanouir et de pouvoir prendre en charge la gestion de la connaissance technique de notre société. Quand à votre salaire, nous en parlerons ensemble.

Merci d'adresser lettre, CV, photo à André Clérisier PRIMAGAZ Direction du Personnel 64, avenue Hoche 75008 PARIS.

Nous recherchons pour l'activité ETUDES BATIMENT de l'un des premiers groupes industriels français, un

INGENIEUR ETUDES BATIMENT

Diplômé Grande Ecole (ENPC, Centrale, Arts et Métiers, ETN) et diplômé du CHEBAI, vous avez acquis une expérience professionnelle d'environ 3 ans.

En relation avec les opérationnels et certains maîtres d'œuvre vous prendrez en charge, au sein de la Direction spécialisée, les études d'avant-projet et d'exécution (gros œuvre et synthèse des corps d'état).

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste est à pourvoir à Paris-Ouest.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous la référence HA.288/AM par

edc 20, rue de l'Eglise
92200 NEUILLY



INGENIEURS

SOCIETE SPECIALISEE DANS LA CONCEPTION ET LA REALISATION DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS DE TECHNOLOGIE AVANCEE RECHERCHE :

DIRECTION COMMERCIALE

INGENIEURS COMMERCIAUX

Basés à Bagneux (92) avec déplacements en France et à l'étranger.

Vous aurez à prospecter la clientèle dans des secteurs déterminés : à préparer et à effectuer le suivi commercial des propositions. Responsable de l'action commerciale et de la tenue des objectifs planifiés.

De formation Grande Ecole d'Ingénieurs Généralistes, vous avez une solide expérience (8 à 10 ans) dans le domaine commercial et dans l'ingénierie.

Une connaissance de la préparation des contrats à l'exportation (plan de financement - Coface - Banque Mondiale...) est souhaitée. Réf. 86.04.26

DIRECTION OPERATIONNELLE DES AFFAIRES

INGENIEURS CHEFS DE PROJET

Ils seront chargés de coordonner les études de projets importants d'installations industrielles dans le domaine nucléaire ou génie chimique.

Ils assureront le suivi de réalisation sous tous ses aspects (techniques, coûts, délais...).

Diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs Généralistes, les candidats auront une expérience pratique de la fonction ou auront eu une responsabilité importante d'étude d'installations dans une société d'ingénierie.

La pratique de l'anglais comme langue de travail est indispensable. Une expérience de projets en association en France et à l'étranger serait appréciée. Réf. 86.27

DIVISION ELECTRICITE-CONTROLE

CONCEPTEURS DE SYSTEMES INFORMATIQUES

Chargés de la conception et de la réalisation de systèmes informatiques de conduite de processus continus et discontinus.

Formation : Grandes Ecoles d'Ingénieurs, option informatique industrielle (SUPELEC, IEG ou équivalent).

Ces postes pourront se situer en France ou à l'étranger. Réf. 86.28.33

DIVISION PROCÉDES FONCTIONNEMENT

ETUDES DE PROCÉDES ET DE SURETE EN GENIE CHIMIQUE ET/OU NUCLEAIRE

Vous participerez à l'industrialisation de procédés dans le domaine du génie chimique et nucléaire.

Débutants, vous êtes issus d'une Grande Ecole d'Ingénieurs Généralistes ou d'une Ecole d'Ingénieurs en Génie Chimique, ENSI, IGC, UTC (Compiègne), Masters ou PhD d'une université Anglo-saxonne très appréciée. Réf. 86.05.29

DIVISION CHAUDRONNERIE MECANIQUE

INGENIEUR MECANICIEN

Ingénieur débutant ou 1^{ère} expérience, le candidat aura la responsabilité de la conception, de l'étude et du suivi de réalisation d'ensembles mécaniques automatisés.

Formation : Grandes Ecoles d'Ingénieurs : Centrale, Arts et Métiers, ENSIM de Besançon. Connaissances en robotique et productique indispensables. Réf. 86.18.30

DIVISION GESTION INFORMATISEE-PLANNING

INGENIEUR INFORMATICIEN

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan informatique, il assurera la mise en place de micro-ordinateurs pour les différents utilisateurs et les assistera dans le choix de logiciels et la définition de leurs besoins en formation.

Il contribuera à l'élaboration et au suivi de mise en place de la partie bureautique du plan informatique.

Formation supérieure, de préférence diplômé de Grande Ecole, connaissances indispensables entre autres des réseaux, liaisons ordinateur central et télécommunications. Réf. 86.31

DIVISION CHAUDRONNERIE MECANIQUE

RESPONSABLE DE CALCUL DE STRUCTURES

Chargé du calcul et de la réalisation d'équipements de mécanique et de chaudronnerie de haute fiabilité, résistant aux séismes.

De formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs (Centrale, A et M, UTC - école doctorale en mécanique et calcul des structures) - vous avez quelques années d'expérience, une bonne connaissance en mécanique et chaudronnerie, et si possible dans les codes de calcul. Réf. 86.10.32

Tous les postes sont basés à Bagneux (92).
Il nécessite tous une très bonne connaissance de l'anglais.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous la réf. de poste choisie à la Direction du Personnel USSI Ingénierie, 116 avenue A. Briand, BP 72, 92223 BAGNEUX.
Discrétion assurée.

Le C.E.P.M.E. équipe les ambitions des entreprises.

Crédit d'équipement des PME

Aujourd'hui, dans le cadre de son Plan d'Entreprise, il conduit l'évolution de ses structures, de son organisation et de ses outils informatiques pour accroître ses performances et offrir une qualité de service toujours plus grande à ses clients. Pour cela, il recherche pour sa Direction de l'Organisation et de l'Informatique un

Organisateur H.F.

Interlocuteur des Directions du Crédit d'Equipement des P.M.E., ce professionnel de l'organisation étudie, conseille, propose, met en place les réformes qui contribuent à faire progresser la compétitivité de l'entreprise.

Jeune diplômé d'une grande école de Commerce, d'ingénieurs ou troisième cycle universitaire de gestion, il a une expérience professionnelle de trois à quatre ans, de préférence acquise dans un Cabinet de Conseil en Organisation et dans le secteur de la Finance.

Motivation, créativité, capacité de dialoguer et de convaincre, sens du concret sont les conditions indispensables du succès.

DATAID SELECTION

GRUPE DATAID

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. OR 639 à notre Conseil DATAID SELECTION - 48, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS.

Entrez dans la Productique

Société leader dans la conception et la réalisation de systèmes d'assemblage automatisés, recherche

ingénieurs d'affaires

VOUS ETES :

• diplômé d'une Grande Ecole, de préférence de formation Ingénieur mécanicien, • doté d'une solide expérience produits dans le domaine de l'automatisation des moyens de production, • à même de dialoguer en confiance avec nos clients et comprendre leurs besoins pour ensuite les traduire à nos techniciens. Vous pratiquez nécessairement l'ANGLAIS et l'ALLEMAND.

NOUS VOUS PROPOSONS :

• un travail d'équipe motivée par les hautes technologies, • une entreprise à taille humaine, dans laquelle votre personnalité pourra pleinement s'exprimer, • une gamme de produits dans un marché porteur, • de réelles possibilités d'évolution au sein de notre Groupe.

Les postes sont basés en région parisienne sud.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 2080 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

سكزا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

France Loisirs
LE PLUS GRAND CLUB DE LIVRES

recherche son
RESPONSABLE DE PRODUITS PARRAINAGE

Rattaché au Directeur du Marketing, il contribuera à l'augmentation de notre fichier adhérents et à la fidélisation de notre clientèle.
En effet, il sélectionnera les cadeaux parrainage les plus performants pour notre catalogue (France + filiales Francophones), en s'appuyant sur sa connaissance approfondie du marché français et européen des produits de grande consommation (essentiellement Loisirs et électroménager) et sur une recherche permanente d'informations sur le marché international.
Excellent négociateur, il s'attachera à la qualité de nos produits et de leurs emballages, de même qu'aux délais de livraisons.
Ce poste très complet comprend les prévisions, le suivi administratif des actions, l'analyse constante des résultats, ainsi que les diverses actions de promotion.
Une expérience dans une société de vente par correspondance ainsi que la connaissance de l'anglais et de l'allemand seront des atouts supplémentaires pour ce poste.
Merci d'adresser vos lettres de candidature, C.V. + photo et prétentions à
Danielle LECHARPENTIER - FRANCE LOISIRS
B.P. 6 - 75725 Paris cedex 15.

Bien débiter en partageant nos succès

SOPRA • 18 ans de succès, une entreprise majeure.
• Un chiffre d'affaires de 280 MF en 1985 pour 730 personnes.
Recherche pour assurer son développement en 1986

Ingenieurs
en début de carrière option informatique

Après une formation à nos méthodes, vous rejoindrez des équipes de développement sur des projets de pointe dans le domaine de la gestion. Dans une entreprise dynamique et performante, vous trouverez :
• des perspectives d'évolution intéressantes, • une ambiance de travail agréable, • un projet de société motivant.
Adresser CV, photo et prétentions à SOPRA, DRH, 3, rue Lauriston 75116 Paris.

SOPRA.
Ingénierie informatique

marconi

LEADER EUROPEEN DE LA PRODUCTION ELECTRONIQUE,
filiale d'une multinationale (47 usines dans le monde).

Sa filiale française a acquis sa notoriété dans les systèmes de tests et de réparation assistée (50 % du marché français). Elle développe son activité à tout le XAO et LANCE UNE NOUVELLE GAMME de systèmes CAO-DAO-IAO. L'excellence de ses systèmes nécessite des hommes de qualité :

INGENIEURS XAO

Profil : Ingénieur ou Technicien Supérieur électronicien ayant l'une des expériences suivantes : conception de circuits, support technique ou exploitation.
Ecr. avec C.V. + prêt. + enveloppe à v./adresse, s/réf. MI/LM1, à
michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

Groupe français à vocation internationale recrute pour son centre de recherche situé en proche banlieue Ouest de Paris un

Physico-chimiste

Ingénieur chimiste ou docteur en chimie, il sera chargé de créer un laboratoire de physico-chimie orienté vers l'étude de nouveaux types de formulations cosmétiques.
Une expérience de 5 ans ou moins est indispensable dans l'un des domaines suivants :
• émulsions, • polymères hydrophiles, • tensio-actifs, • pigments.
Cette connaissance pratique peut avoir été obtenue soit dans un laboratoire universitaire, soit dans une entreprise d'un des secteurs suivants :
• agro-alimentaire, • bio-technologie, • cosmétiques, • pharmacie.
Anglais absolument indispensable.
Ecrire avec CV et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 6680, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

La volonté d'entreprendre

- NOTRE ACTIVITE : LE BATIMENT, LE T.P., LE GENIE CIVIL
- PLUS DE 25 000 PERSONNES.
- UN CA SUPERIEUR A 18,5 MILLIARDS DE F. PREVU POUR 1986.

**JEUNES INGENIEURS
JEUNES DIPLOMES D'ECOLE DE COMMERCE**

VOUS ETES MOTIVES PAR NOTRE SECTEUR D'ACTIVITE
VOUS INTEGREZ UN GROUPE QUI VALORISERA VOTRE
FORMATION PAR SON SAVOIR-FAIRE, AUPRES DE NOS EQUIPES
SUR CHANTIER, EN BUREAU D'ETUDES ET EN SERVICE COMMERCIAL.
VOTRE SENS DE L'AUTONOMIE, VOTRE GOUT DE LA
PERFORMANCE, VOTRE MOBILITE, VOUS FERONT EVOLUER VERS
DES REALITES D'ENTREPRENEUR.

NOUS VOUS REMERCIONS D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE A SAE
EN PRECISANT LE SECTEUR D'AFFECTATION SOUHAITE.

SAE UN GROUPE D'ENTREPRENEURS
Direction du personnel
32 avenue de New-York 75784 Paris cedex 16.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Au sein du Groupe, **BULL SYSTEMES** conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes, 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

Diplômé de Grande Ecole d'Ingénieur (option informatique) ou d'Ecole de Gestion, débutant ou de préférence bénéficiant d'une première expérience en marketing industriel, rejoignez-nous pour promouvoir les nouveaux produits de la gamme BULL DPS8 et assurer leur développement commercial.

Plusieurs milliers d'unités centrales installées de par le monde constituent le deuxième parc grands systèmes informatiques. Dans ce contexte très ouvert, vous jouerez un rôle de promoteur et de support auprès de nos réseaux dans les actions de vente.

Parler anglais, savoir animer des équipes avec la force d'entraînement nécessaire, bâtir des solutions globales en réponse aux besoins de nos clients feront de vous l'animateur, l'homme d'action que nous attendons.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence 108 M à Gérard GOYER, Groupe BULL SA, PC 11009D, 94 avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20.

Bull

هكذا من الامم

SECTEURS
DE POINTE

Importante Société Industrielle leader sur son marché
NORD-PAS DE CALAIS

200.000 +

Jeune Ingénieur Chimiste

Sous l'autorité du Responsable du Département Assistance à la clientèle, il sera l'interlocuteur des clients pour répondre à toutes les questions techniques en France, mais également en Europe. Une expérience de quelques années dans l'industrie de la peinture ou des matières plastiques serait un plus.

Parfaite connaissance de l'allemand ou de l'anglais, la langue moins maîtrisée devra être perfectible très rapidement.

De 30 ans environ, le candidat devra justifier de ses compétences techniques et de ses qualités commerciales.

Ce poste peut également s'adresser à un candidat débutant, une formation lui étant assurée.

Ecrire avec C.V., détail, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 26011M à Danielle Chapuis.

MRI conseil 13, rue Madeleine Michéls, 92522 Neuilly.

Le Département Systèmes de Simulation de



SOGITEC

recherche :

INGENIEURS LOGICIEL

(ENSAE, ESE, ECP, GRENOBLE, IDN, ISEP, etc...)

Débuts ou première expérience.

(Référence A)
Au sein d'une équipe logicielle en expansion, ils seront responsables de l'analyse et de la modélisation de systèmes complexes, et de la réalisation de programmes de simulation en temps réel dans le domaine de l'aéronautique.

Ces postes évolutifs, qui nécessitent une formation pluridisciplinaire, apporteront à ces ingénieurs des connaissances en aéronautique et une expérience en informatique temps réel.

INGENIEUR LOGICIEL EXPERIMENTE

(Référence B)
Diplômé d'une grande école d'ingénieur, il a acquis une expérience de 3 à 5 ans sur des calculateurs scientifiques temps réel. Une connaissance d'UNIX serait appréciée.

Dans le cadre du développement de projets logiciels temps réel, il assurera l'interface avec le constructeur et participera à la mise en place d'un atelier logiciel.

Ses qualités humaines et pédagogiques lui permettront d'assister les chefs de projet dans la définition d'architectures logicielles et de former les équipes de réalisation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Jean-Paul MEUNIER, sous référence, à : SOGITEC - 36, rue de la Belle-Feuille, B.P. 127 - 92106 BOULOGNE.

EUCLIDE

Société de Conseil et d'étude en Informatique
recherche :

INGENIEURS

Grandes Ecoles (X, Mines, Sup Elec...)

ayant 2 ou 3 années d'expériences et voulant être impliqués dans des projets très enrichissants dans une équipe d'experts de très haut niveau.

Rémunération très attractive.

Envoyer CV à : Société EUCLIDE
15, rue du Fg. Montmartre - 75009 PARIS.

Nous recherchons pour l'activité **TRAITEMENT D'EAUX INDUSTRIELLES**
de l'un des premiers groupes industriels français un

INGENIEUR CHARGÉ D'AFFAIRES

Issu de préférence d'une Grande École d'ingénieurs, vous avez une expérience minimale de 5 ans dans la réalisation d'unités de traitement d'eaux industrielles (eaux de rejet et eaux de process) : ultrafiltration, techniques membranaires et techniques classiques.

Vous avez la pratique des relations avec les Administrations en matière d'Environnement.

Vous serez responsable de la recherche d'affaires et de l'élaboration du suivi des dossiers techniques et financiers.

Le poste est à pourvoir à Paris-Ouest - Déplacements province fréquents.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous la référence HA 287/LM par :

edc

20, rue de l'Église
92200 NEUILLY

Partagez notre slogan :

L'EFFICACITÉ PASSE PAR L'INNOVATION

Vous qui souhaitez développer des projets avec **CONNAISSANCE DU PRODUIT DE A à Z**.

Rejoignez une **PME DYNAMIQUE** leader dans son domaine en instrumentation de mesure (350 personnes, 14 du C.A. à l'exportation) qui recherche dans le cadre de l'**EXPANSION** de son **SERVICE ÉTUDES** :

1 INGENIEUR pour ÉTUDES LOGICIEL de systèmes temps réel multiprocesseurs.

Expérience exigée en langages C et Assembleur.

Connaissances souhaitées sur exécutif temps réel VRTX, HP 9000, HP 84000, assembleur 68000.

Localisation du poste : banlieue est.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions
à **PUBLI-INTER N° 33750**

89, rue Carnot - BP 180
92305 LEVALLOIS PERRET CEDEX qui transmettra.



Leader mondial du palier magnétique actif
VERNON (Eure) 80 kms de Paris

• PRODUIT D'INNOVATION, TECHNOLOGIE DE POINTE

• P.M.E. ET MULTINATIONALE (FILIALES AUX U.S.A. ET JAPON)

• ACTIONNAIRES : S.E.P., A.B. S.K.F., SEIKO.

recherche :

responsable production électronique

pour : • diriger la fabrication électronique, la standardisation, la normalisation des circuits et matériels à partir des schémas définis par les ingénieurs de développement. • Assurer la coordination des conceptions entre les ingénieurs de projet et la fabrication pour industrialiser les électroniques et diminuer les coûts.

ingénieur bureau méthodes électroniques

pour : • tenir la documentation électronique concernant nos équipements, mettre en place un système de C.A.O.-D.A.O. électronique et encadrer une petite équipe de dessinateurs et maquettistes électroniques. • Participer à l'industrialisation de nos matériels et aux relations avec l'équipe recherche et développement.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure type ISEP, ISEN, ayant quelques années d'expérience en ce domaine, et parlant anglais.

ingénieur recherche et développement électromécanicien

pour effectuer des travaux de recherche et développement sur les parties électromécaniques des paliers magnétiques (détecteurs, bobinages, matériaux, protections, paliers de secours, moteurs...).

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure type ENSMA Poitiers, U.T.C. génie mécanique ou équivalent, débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre + C.V. + photo + prêtent) en précisant le poste choisi à : Micheline CHRISTOT, Société de Mécanique Magnétique - 21 Vernon/Saint-Marcel, B.P. 2282 - 2, rue des Champs, 27950 Saint-Marcel.

comia-fao

Assurer notre développement national et international... Doubler rapidement notre chiffre d'affaires... ambitieuses perspectives pour un spécialiste des biens d'équipement industriel.

Leader reconnu (C.A. 100 MF) sur le marché des installations agro-industrielles automatisées (séchoirs, manutention...), notre croissance et notre diversification nous amènent à créer le poste de

directeur commercial FRANCE et FILIALES ETRANGERES

Rattaché au P.-D.G., vous appuyerez sur des services techniques de haut niveau :

• vous assurerez le développement de nos ventes nationales auprès des organismes stockeurs de céréales, et entreprises agro-industrielles. A ce titre, vous aurez à animer et encadrer un réseau national d'ingénieurs d'affaires et de chefs de produits,

• vous prendrez en charge l'avenir de nos filiales anglaises et espagnoles et implanterez d'autres filiales européennes.

Ingénieur de formation, meneur d'hommes, votre expérience confirmée des biens d'équipement et/ou de l'ingénierie, vos qualités de gestionnaire et d'organisateur vous permettront d'être très vite opérationnel.

La pratique de l'anglais est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence FMO/81 à Organisation et Publicité, 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra. Une discrétion absolue est assurée.

Le Groupe Roullier, de dimension internationale, est leader en agro-fourmiture et emploie 2 100 personnes. Son C.A. est de 2,4 Milliards de Francs.



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

BULL TRANSAC conçoit, développe et industrialise les produits bureautiques et serveurs dans le Groupe - 1 700 personnes dont 600 ingénieurs et cadres y participent.

Vous avez une expérience diversifiée, Vente, Marketing, Technique...

Vous évoluez sur le marché de l'informatique et portez intérêt à l'essor des produits de Communication d'Entreprise.

Peut-être avez vous déjà contribué ou développé de produits d'impression...

Ou êtes tentés dès aujourd'hui d'aborder ce domaine par ses aspects **Marketing Industriel**.

Nous vous offrons un poste **Product Planning** complet, diversifié dans ses actions **Marketing et Programme** à mener pour introduire de nouveaux produits d'impression dans le réseau commercial.

Votre connaissance de l'anglais est un plus apprécié.

Référence AM0209.

Spécialisé en informatique et en bureautique distribuée, **BULL TRANSAC** recherche des ingénieurs Support Matériel pour participer au lancement et au support de nos produits pendant tout leur cycle de vie. Ils devront également participer à l'élaboration de notre stratégie de maintenabilité, des plans de maintenance à la mise en œuvre des moyens logistiques adoptés.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs électroniciens, connaissant les micro-processeurs 16 bits et ayant une première expérience de la maintenance de matériel informatique de grande diffusion. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Référence BM 0209

Venez rejoindre un grand de l'informatique. Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence choisie à Michèle CORBINEAU, BULL TRANSAC, 7 rue Ampère, 91343 Massy Cedex

Bull



سكزا من الاجل

SECTEURS
DE POINTENOUVEAUX HORIZONS
DANS L'AVIONIQUEContact-téléphone
(1) 42.61.82.81

Le Département Radars, Contre-Mesures, Missiles de THOMSON-CSF conçoit et réalise des équipements électroniques aéroportés hautes performances. Notre mot d'ordre: la pointe de l'électronique. Nous proposons à de JEUNES INGÉNIEURS ELECTRONICIENS intéressés par ce challenge et attirés par l'un des domaines suivants de rejoindre nos équipes:

ÉTUDES ÉLECTRONIQUES
AVANCÉES

- Circuit et sous-ensembles de traitement numérique du signal. Étude et mise au point de prototypes;
- Conception et réalisation de circuits intégrés VLSI prédiffusés ou précaractérisés destinés à des ensembles de traitement de signal (CAO VLSI - Compilation du silicium);
- Étude des antennes et circuits hyperfréquences.

ÉTUDES DE SYSTÈMES
RADARS

- Études théoriques de projets, prospectives, simulations, études de faisabilité;
- Études de traitement Radar programmé: logiciels embarqués;
- Définition et intégration de sous-ensembles harmonisés avec l'ensemble des équipements aéroportés, maîtrise d'œuvre de projets industriels;
- Définition, mises au point, réalisation d'essais au sol et en vol;
- Modélisation de colat scientifique.

A l'issue d'une période de collaboration au sein d'une petite équipe pour l'étude d'un projet, vous vous orienterez très vite vers des fonctions d'Expert ou de Responsable de Projets.

Diplômé grande école (ESE, ENST, SUPAÉRO, ENSTA, ENSI...), vous êtes stimulé par le travail en groupe et désirez développer vos compétences dans un contexte pluridisciplinaire, dynamique et exigeant.

Merci de joindre notre contact-téléphone au (1) 42.61.82.81 (de 8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, et de 10 h à 13 h le samedi) ou d'adresser votre dossier de candidature en précisant le domaine qui vous intéresse à: Madeleine GUIGUES - THOMSON-CSF - Service du Personnel - 68, avenue Pierre-Brossolette - 92242 MALAKOFF CEDEX.

THOMSON-CSF
DIVISION AVIONIQUE

HAUTE TECHNOLOGIE

Rejoignez le leader
de l'assemblage automatique

Au sein d'un Grand Groupe industriel européen, nous sommes une unité à TAILLE HUMAINE fabriquant et commercialisant des biens d'équipements de très haute technicité. Notre vocation est l'automatisation des moyens de production. Maîtrise des technologies les plus avancées, innovation, écoute du marché... telle est notre expérience. Nous recherchons:

notre responsable chargé d'affaires

Ingénieur mécanicien, il aura quelques années d'expérience dans la pratique de la gestion d'affaires importantes, des problèmes d'industrialisation et de l'analyse de la valeur. Il se verra confier une équipe de techniciens, chargés de gérer des commandes de très haute technologie, assurera la planification des bureaux d'études et le suivi de l'ensemble des prix de revient.

Il serait très apprécié de connaître l'ANGLAIS et l'ALLEMAND.

Ce poste, basé en REGION SUD DE PARIS, offre de réelles perspectives d'avenir, aussi bien dans l'entreprise que dans le Groupe.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 2078 à: Organisation et Publicité - 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

metrix

PARIS

Une des toutes premières Sociétés de l'Instrumentation de mesure, en pleine expansion et à forte vocation internationale renforce son potentiel commercial et offre une réelle opportunité de carrière pour des

Ingénieurs commerciaux
de haut niveau (H ou F)
confirmés ou débutants avec quelques années d'expérience

C'est la croissance, la performance et le dynamisme qui animent notre esprit d'entreprise. Ce n'est pas par hasard que certains de nos collaborateurs sont devenus les créateurs de leur entreprise.

Nos facultés d'innovation et la qualité de nos produits font que nous bénéficions d'une excellente image.

Certes, l'expérience acquise dans la distribution ou l'achat de produits électroniques professionnels nous intéresse en

premier lieu, mais la qualité humaine et professionnelle, le potentiel, l'enthousiasme et la créativité de nos futurs collaborateurs comptent aussi beaucoup pour nous.

Les candidats retenus se verront confier un secteur de clientèle, y compris les grands comptes, selon leur expérience ou centre d'intérêts partiellement ou entièrement. Ils auront pour mission de développer les affaires, en particulier avec les produits de haute gamme.

A des candidats exceptionnels, nous offrons une carrière exceptionnelle, vers des fonctions d'ingénieurs d'application, ou de marketing et de management. La connaissance de l'anglais et/ou l'allemand sera un atout supplémentaire. En plus d'un environnement dynamique et hautement professionnel au sein de l'équipe, nous offrons voiture de fonction et une rémunération attractive liée aux résultats obtenus.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV, photo, rémunération actuelle) à: Michel CARRIER - ITT METRIX - B.P. 30 - F 74010 ANNECY Cedex. Chaque candidature sera traitée avec la plus grande confidentialité.

ITT Instruments

JEUNES
DIPLOMES
ECOLES DE
COMMERCE
ET GESTION

SODEXHO

Prenez des responsabilités
immédiates!

SODEXHO, Groupe International, N° 1 Français de la restauration collective, avec un C.A. de 4,5 milliards de F et 31 000 personnes vous offre l'opportunité de participer à son expansion. Nous recherchons des jeunes diplômés motivés, autonomes, capables d'initiatives et mobiles pour prendre des fonctions commerciales, marketing ou de responsables d'exploitations. Vous avez le goût d'entreprendre alors, écrivez nous sous réf. LM 245/CDE à SODEXHO, Service Recrutement, BP 36, 78391 Bois d'Arcy Cedex.

INGENIEUR LOGICIEL
LECTURE OPTIQUE

Importante filiale d'un grand groupe français, nous concevons et réalisons de grands systèmes automatisés, des machines et des produits pour l'industrie et les administrations. Le service informatique de la Direction Technique de l'Établissement de Saint Denis se consacre actuellement à un très important projet de développement d'un nouveau système de reconnaissance de caractères manuscrits pour le tri du courrier.

Le titulaire du poste sera rattaché directement au Responsable du projet et prendra en charge personnellement une partie du développement (conception et réalisation) en travaillant bien sûr en étroite liaison avec les autres ingénieurs de l'équipe. En parallèle, il pourra voir confier des études ponctuelles dans le domaine du traitement d'images ou de l'intelligence artificielle.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une grande école ou de l'université qui a une première expérience d'environ trois ans en informatique « temps réel » industrielle ou scientifique.

Le poste est à pourvoir à Saint-Denis (93, proche métro). Les perspectives d'évolution peuvent être très motivantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous la référence 1061 à H3, 66 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

Bétel Ingénierie

Société de services et d'ingénierie, à forte croissance recherche pour son département

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
(systèmes embarqués, automatique, magasin, logiciels de base...)

INGENIEURS GRANDES ECOLES
(MINES, ESE, ENST, ENSIMA, ENSEEINT...)

(Option informatique ou automatique)

Ayant acquis une première expérience sous l'un des enseignements suivants: 68000, UNIX, C, PASCAL, VAX, BOB, RDB, RAX, POP, MITRA, SOLAR.

• Evolution assurée dans le cadre de notre expansion.
• Rémunération élevée.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. H3 99 à

BETEL INGENIERIE
23, rue de la Paix - 75002 Paris

SZM

LEADER MONDIAL DU PALIER MAGNETIQUE ACTIF.
VERNON (EURE) 80 KM. DE PARIS

HAUTE TECHNOLOGIE POUR LA MARINE NATIONALE

Nous sommes une PMI en pleine expansion (taux de croissance: 35% par an). Nos actionnaires sont le SEF, AB - SKF, SEIKO. Nous avons des filiales aux USA et au Japon.

La concrétisation récente d'un très important marché pour la Marine Nationale implique une adaptation du produit aux normes «marine» et justifie la création du poste d'ingénieur.

INGENIEUR ELECTRONICIEN - CHEF DE PROJET

Il sera responsable de la transformation des amorceurs électroniques de type industriel en amorces destinées à être embarquées. Il assurera la maîtrise d'œuvre de l'étude et la réalisation d'un prototype ainsi que sa qualification jusqu'à la fabrication de série.

Diplômé d'une grande école à vocation électronique, il doit avoir pour résumé au moins noté à cinq ans d'expérience d'étude et de fabrication de matériel électronique «marine». Le poste est basé à Vernon (Eure) (1 heure de Paris). Compte tenu de la croissance rapide de la société, les perspectives d'évolution sont importantes.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature, sous la référence 140 C, à: H3 66 Avenue Victor Hugo 75116 Paris.

INGENIEUR
THERMICIEN

De formation type I.N.S.A.M., vous avez acquis votre expérience (4 à 5 ans) en bureaux d'études, exploitation chauffage ou conditionnement d'air appuyée par une connaissance en traitement informatique de données techniques. Vous possédez aussi une bonne pratique de l'anglais.

L'APPAVE, important organisme de vérifications techniques de sécurité, vous propose d'exploiter au mieux vos compétences.

Après une période d'intégration, vous serez rapidement amené à diriger une équipe de techniciens chargée de la réalisation de diagnostics thermiques ainsi que de missions d'assistance relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les locaux d'habitation et ensembles de bureaux.

Basé à PARIS ce poste implique de fréquents déplacements.

Merci d'adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence 8656 à APPAVE - Service Recrutement - 17 rue Saligne 75054 Paris Cedex 17.

apave

سكزا من الاصل

SECTEURS DE POINTE

ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE

Nous sommes un Groupe multinational spécialisé dans la mesure industrielle. Notre filiale française a une activité de développement de produits nouveaux. Pour renforcer l'une de ses équipes de laboratoire, nous recherchons un :

INGENIEUR ELECTRONICIEN

(débutant)

Vous avez une formation supérieure (type ENSIEG, ENSERG, ENSEEHT...) avec option électronique.
Des stages en entreprises ont révélé votre passion pour la micro-informatique et l'électronique (circuits analogiques, digitaux, composants...)
Nous vous offrons une opportunité d'affirmation de vos compétences dans une ambiance jeune, dynamique, évolutive.
Maîtrise de la langue anglaise indispensable.
Lieu de travail : banlieue sud de Paris.
Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions), sous référence 4107 M, à notre conseil ACTIMAN qui vous garantira une discrétion absolue.

20 rue Pergolée - 75116 Paris

Actiman

SICK
optique
électronique

Filiale d'un groupe international,
leader dans l'application des
techniques opto-électroniques,
nous recherchons notre Direction Commerciale
et technique.

Ingénieur support produits

Vous avez une formation scientifique supérieure et une expérience industrielle de quelques années acquise dans le domaine des équipements de haute technologie destinés à la mesure et l'automatisation.
Nous voulons vous confier la responsabilité globale du support produits pour l'ensemble de nos matériels spécialisés en :
• Vision industrielle
• Contrôle en continu
• Lecture de codes
• Mesure des gaz et particules.
Pour conduire cette mission, vous serez appuyé sur un réseau de vente solidement implanté, à qui vous apporterez votre savoir technique et promotionnel.
Vous serez en relation permanente avec les responsables des divisions produits au Siège du Groupe situé en RFA. La maîtrise de l'anglais est nécessaire, la connaissance de l'allemand sera un atout supplémentaire.
Ce poste, d'une grande autonomie, offre de larges possibilités d'évolution dans un contexte international.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V. + prétentions) sous réf. 9746 A, VALINOT COMMERCIAL - BP 350 - 75064 PARIS Cedex 02.

APPRENDRE - ENTREPRENDRE

Nous sommes une société située en Haute-Marne, filiale d'un groupe industriel international, et spécialisée dans la transformation des métaux (grandes séries).

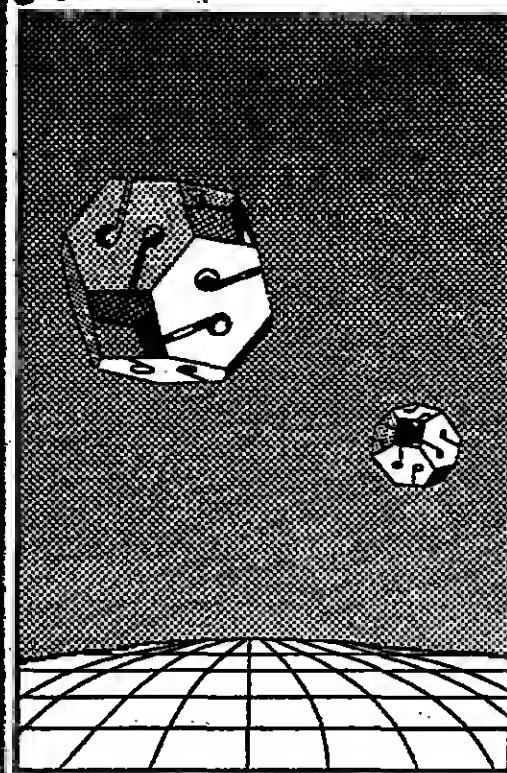
Nous souhaitons accueillir un

INGENIEUR CONFIRMÉ

Diplômé d'une école d'ingénieurs, âgé de 30 à 35 ans environ, ambitieux, homme d'idées et de réalisation, prêt à s'impliquer dans notre entreprise et désireux de voir sa carrière progresser vers des postes de responsabilités évolutives et variées, à partir de compétences ACQUISES en méthodes - industrialisation, marketing industriel.

Si notre proposition vous intéresse, envoyez-nous votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) sous la référence 262 à
UNIVERSAL COMMUNICATION
Château de la Hulpe 122
B-1050 BRUXELLES

POUR UN BON DÉPART DU VALORISER VOTRE EXPÉRIENCE



SEDOC, filiale d'un des premiers groupes industriels français, est spécialisée dans la réalisation de documentations industrielles de haute technicité, et confirme sa vocation d'aide à la communication technique.

De nouveaux marchés nous conduisent à renforcer nos équipes et à offrir en région parisienne des opportunités de carrière à :

2 INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

- Vous êtes diplômés d'une Grande École, débutants ou ayant une première expérience.
- Vos qualités principales sont l'organisation, le dialogue, l'aptitude à l'animation d'équipe.
- La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Ref. 91169 LAI

15 RÉDACTEURS ÉLECTRONICIENS

- Niveau BTS/DUT.
- Vous faites preuve de qualités d'écoute, d'analyse et de synthèse.
- De bonnes connaissances en anglais sont appréciées.
- Les postes sont ouverts à des candidats débutants ou ayant une première expérience.

Ref. 91169 LAI

Sont un atout supplémentaire pour ces 2 profils de poste :

- une expérience en rédaction technique.
- des connaissances dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : hyperfréquences (radars), transmission de données réseaux, microprocesseur, asservissement, banc de test automatique.

Si vous vous reconnaissez dans l'un de ces profils... rencontrons-nous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à :

Georges ICHNANIAN
Direction des Ressources Humaines - SEDOC
283, rue de la Minière, BP 6 - 75100 BUC.

THOMSON
INDUSTRIES ET INGENIERIE

INGENIEURS COMMERCIAUX ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE :

Votre champ d'action : l'International.

CINQ CONTINENTS POUR DES OPPORTUNITES DE CARRIERES EXCEPTIONNELLES

Nous sommes une importante société d'électronique industrielle, leader mondial dans notre spécialité. Nous recherchons dans le cadre de notre développement et du redéploiement de notre force commerciale internationale des ingénieurs commerciaux confirmés ou jeunes diplômés que la taille de notre entreprise nous permet d'intégrer.

Ingénieur électronique de formation (ESE, ESIEE, TELECOM...), vous avez environ 35 ans et pratiqué la vente industrielle (si possible en électronique) au sein d'un grand groupe commercialisant ses matériels à l'échelle internationale. Vous maîtrisez la langue anglaise que vous avez utilisée très largement dans le cadre de votre activité professionnelle. Disponible, prêt à vous investir, vous cherchez un terrain de réalisation et des moyens importants pour évoluer vers des postes de management et de direction.

Jeune Diplômé d'une École d'Ingénieurs électronique, vous justifiez d'une bonne maîtrise de la langue anglaise, faites preuve d'un sens des contacts, de souplesse, disponibilité, tenacité et d'une forte motivation pour la vente. Notre formation commerciale vous permettra de prendre les responsabilités d'ingénieur commercial.

Votre mission est à l'image de l'importance stratégique du poste. Maître d'œuvre de vos contacts, vous organisez de façon autonome votre action commerciale sur notre secteur international. Vous orientez la recherche, les études et le processus de réalisation des matériels correspondant aux besoins et exigences spécifiques de vos clients. Les candidats à fort potentiel que nous recherchons auront fait preuve d'une capacité d'intégration et d'une efficacité commerciale à toute épreuve. Inutile de vous préciser que la taille de notre entreprise, notre leadership et nos objectifs de développement vous assurent une évolution de carrière à la mesure de vos aspirations et résultats. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions) en précisant sur l'enveloppe la réf. 3266/M, à Média-Sytem, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.



... Télématique ... une passion ...

Cette nouvelle technique de communication est synonyme pour les membres de notre jeune équipe de passion. C'est elle qui a permis à notre société de se hisser parmi les tous premiers dans ce domaine. Aussi afin de faire face à notre expansion (+30% en) nous cherchons à faire partager cette passion à de JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS diplômés d'une École ou possédant au minimum un DEA informatique. Après formation à nos méthodes et outils, vous évoluerez rapidement vers des responsabilités globales de réalisation de projets destinés aussi bien aux professionnels qu'au grand public.

Motards d'informatique ! N'hésitez pas... contactez-nous !
Merci d'adresser votre dossier sous réf. 1505 ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 43.58.40.25 sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.

12, rue de Ponthieu - 75006 PARIS

Nous recherchons pour le DÉPARTEMENT INTERNATIONAL de l'un des premiers groupes industriels français,

• UN INGÉNIEUR AGRONOME DÉBUTANT

(Grignon, Instituts Agronomiques, Instituts de Technologies Avancées...) (réf. GA/019)

pour participer au développement du secteur irrigation du Groupe.

• UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

(CENTRALE, A & M, ESNL...) (réf. GA/020)

pour concevoir, réaliser et diriger des fabrications d'unités de préfabrication de produits en béton pré-contraint à l'export.

Un et l'autre après une période d'adaptation et de formation au Siège, seront rapidement affectés à l'étranger. Ils devront faire preuve d'un sens aigu de l'organisation et d'une parfaite connaissance de l'anglais. De bonnes notions en espagnol seraient vivement appréciées. Les postes sont à pourvoir à Paris-Ouest.

Les dossiers de candidature, sous référence du poste choisi, seront traités confidentiellement par

edc 20, rue de l'Église
92200 NEUILLY

Filiale groupe multinational spécialisée dans l'instrumentation électronique, dans le cadre de son développement, étouffe ses
SERVICES TECHNIQUES
et recherche son

RESPONSABLE INDUSTRIALISATION

reportant au Directeur de Production le candidat retenu devra être diplômé de l'enseignement supérieur, avoir une première expérience réussie de 3 à 5 ans en milieu industriel avec utilisation des méthodes modernes de gestion.

A la tête d'une équipe de techniciens supérieurs, il sera responsable de l'étude et de la mise en place des conditions d'industrialisation d'une gamme de produits très évolués, faisant largement appel aux technologies électroniques.

Sa mission s'étendra de la participation à la conception des produits jusqu'à la mise en production définitive.

Elle englobera les études de faisabilité industrielle, la définition des gammes opératoires et outillages associés, la recherche de nouveaux moyens de production, la participation à la recherche des sous-traitants...

Ce poste, situé dans un environnement technique performant (CAO, VAX, Tests in situ, gammes informatisées), convient à un ingénieur généraliste, possédant une forte culture électronique et informatique et désireux de valoriser une expérience en Méthodes, Études ou Fabrication, au service de produits de réputation mondiale.

Pour ce poste à pourvoir en proche banlieue parisienne, par un candidat maîtrisant bien l'anglais, nous offrons une rémunération motivante.

Les candidatures avec C.V. et prétentions sont à expédier sous réf. 5424 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.



Ingénieur en calcul scientifique

Grande École ou Dr 3^{ème} cycle.

Intégré au service de calcul, il modélisera le fonctionnement des moteurs à Propergol solide en utilisant ses connaissances de mécanique des fluides et de programmation en Fortran.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions à SNPE, CRB, BP 2, 91710 VERT LE PETIT.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

recrute

1 INGÉNIEUR INFORMATICIEN

débutant ou ayant quelques années d'expérience pour travailler au sein d'une petite équipe de développement dans les domaines suivants : réseau, bases de données, microinformatique...

Transmettre C.V., photo et prétentions à :
MONSIEUR EVAIN
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
SERVICE DES COMMUNICATIONS
37, QUAI D'ORSAY, 75700 PARIS.

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

CAP GEMINI SOGETI
premier groupe européen de services informatiques

Informatique Industrielle

Vous participez à des développements de logiciel.
Vous connaissez au moins l'un de ces domaines :

**Micro-processeurs — Systèmes temps réel
Contrôle de processus
Automatismes — Réseaux**

aujourd'hui vous voulez
Concevoir... Gérer... Encadrer...
diversifier et valoriser votre expérience.

Alors CAP SOGETI INDUSTRIE vous intéresse.
Le directeur du Marketing, Claude Fossier attend votre dossier de candidature
92, bd du Montparnasse, 75682 Paris Cedex 14 ou votre appel Tél. : 43.90.13.81.

CAP SOGETI INDUSTRIE

ETUDE ET MISE EN PLACE DE PRODUITS BUREAUTIQUES ET TÉLÉMATIQUES MISSION POUR UN INGÉNIEUR (Télécom, Supélec, Control, ENSIMAG...)

La société : une des plus importantes du secteur industriel. Il s'agit pour vous, au sein d'une équipe bureautique rattachée à une Direction à vocation de Recherche, de mettre en place des produits bureautiques :
• mise en œuvre de réseaux locaux,
• analyse constante et rigoureuse du marché,
• définition des besoins,
• mise en place et suivi des produits sélectionnés.
Une mission qui demande une technicité irréprochable, beaucoup de présence et de charisme : mise en confiance des utilisateurs, relations « diplomatiques » avec services internes et Direction que vous saurez convaincre du bien-fondé de vos choix en matière de matériels et de logiciels.
Vous pouvez avoir 3/4 ans d'expérience ou être débutant. Cette fonction est affaire de compétences et de personnalité. Un diplôme d'ingénieur grande école, si possible une formation informatique : voilà pour les connaissances. Pour le reste, nous faisons confiance à notre Conseil qui établira avec vous les premiers contacts. Veuillez lui adresser votre candidature sous référence IR 209 M.

UNIOG
9 rue Alfred de Vigny
75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC Informatique

DES PROJETS AMBITIEUX !!!

LMT-RADIO PROFESSIONNELLE (1400 personnes), filiale du Groupe THOMSON, conçoit, réalise et commercialise des réseaux et des systèmes basés sur les technologies les plus sophistiquées :
- réseaux de télécommunication et de transmission de données à hautes performances,
- systèmes d'aide à la navigation aérienne,
- système d'identification,
- radars.

Un exemple parmi les ambitieux projets auxquels nous avons participé dans le domaine des réseaux au sein du Groupe THOMSON : le système RITA commercialisé auprès de l'Armée Américaine.

Notre développement nous conduit à créer des postes de

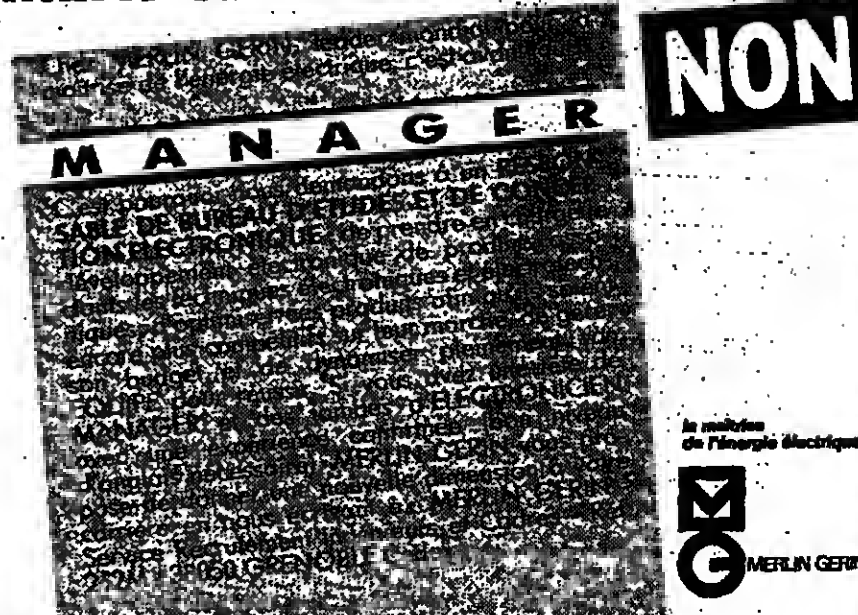
CHEFS DE GROUPE D'INGÉNIEURS LOGICIELS

Responsables d'une équipe de 5 ou 6 ingénieurs, vous aurez pour mission de :
- réaliser des projets logiciels pour des réseaux multiservices en commutation de paquets Réchés,
- mettre en œuvre des systèmes temporels, temps réel, transmission de données, architecture à base de microprocesseurs, simulation, traitement d'appels.
La connaissance de langages évolués est souhaitée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à
LMT-RADIO PROFESSIONNELLE -
Gestion des Cadres - 46, quai Le-Gallo -
92103 BOULOGNE

THOMSON-CSF
LMT-RADIO PROFESSIONNELLE

UN ELECTRONICIEN EST-IL SEULEMENT UN ELECTRONICIEN ?



Nous recherchons pour notre Service Central logiciel
Centre Technique du Plessis-Robinson

Ingénieur IAO et méthodes

désirant utiliser et appliquer ses connaissances en outils d'aide à la conception, pour la construction d'une méthodologie des systèmes.

Cette fonction nécessite une expérience en électronique et informatique ; elle permettra d'affirmer des compétences en organisation et communication (en liaison avec les services études).

Merci d'adresser C.V. à la Direction du Personnel,
Centre Technique 5, avenue Réaumur,
92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

TRT

Une des 1ères Stés. françaises d'électronique professionnelle

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

SECTEURS DE POINTE

**SPECIAL
SICOB**

offres de situation du journal

Le Monde

Mardi 16 daté Mercredi 17 septembre



**SERVICE & DÉVELOPPEMENT
INFORMATIQUES**

recherche

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
ou UNIVERSITAIRES
ENST, ESE, ENSIMAG, INSA, ENSI, DEA, etc.**

Pour assurer des développements en

- Logiciels de base.
- Logiciels d'application temps réel.
- Télécom., réseaux.
- CAO, CFAO, IA.

Ecrire à : S.D.I. 78-80, avenue Gallieni,
Tour Gallieni I - 93174 BAGNOLET CEDEX
Téléphone : 43-60-13-54 ou 13-55



Aéroports de Paris

Etablissement public qui construit,
exploite et développe les aéroports.

recherche

RESPONSABLE SYSTÈME (R-F)

possédant un diplôme d'ingénieur
dans le domaine informatique

- Le candidat aura la responsabilité d'un système « Conception Assistée par Ordinateur » dans le domaine de l'ingénierie des bâtiments (architecture et corps d'état techniques).
- Il participera également au développement logiciel du système.

Ce poste peut convenir à
UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

Lieu de travail ORLY

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae à
ALAIN MARTIN,
291, boulevard Raspail, 75675 PARIS Cedex 14
Téléphone : 43-55-70-90.

Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs
région Ouest Littoral

recherche

INGÉNIEUR SUR CONTRAT

FONCTIONS :
Adjoint au chef de laboratoire d'informatique.

Sous l'autorité du chef de laboratoire :
- encadrement d'activités d'enseignement dans le domaine de l'utilisation des outils de base et des logiciels de CAO/DAO en mécanique et en électronique ;
- enseignement de certains cours et travaux dirigés dans les domaines où il sera particulièrement compétent.

PROFIL :
Ingénieur ayant un fort potentiel d'adaptation, bonnes capacités d'organisation, curiosité d'esprit.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie sous n° 7485
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montcaury, Paris-7.

Numéro 1 Français de la Restauration
Collective recherche pour l'une de ses
divisions (3 000 personnes)

Le responsable service formation

Il aura pour mission d'encadrer une
équipe de 4 Formateurs, d'élaborer le
Plan de Formation, en liaison avec les
Directeurs de Région, et sera responsable
de l'application des actions de Formation
et de leur suivi qualitatif et budgétaire.

Nous souhaitons rencontrer un candidat
(30-35 ans), de formation supérieure
(universitaire ou Ecole de Commerce)
ayant déjà eu des responsabilités équi-
valentes de préférence en entreprise.
Ce poste, basé à BORDEAUX, com-
prendra de fréquents déplacements de
courte durée.
Merci d'envoyer sous réf. L1245/FPL à
SODEXO, Service Recrutement,
BP 36, 78391 Bois d'Arcy Cedex.

سكزا من الالجل

SECTEURS
DE POINTELA DIVISION
Équipement automobile
D'UN GROUPE INDUSTRIEL

DE PLUS EN PLUS EXIGEANTE SUR LA
Qualité
RECRUTE POUR SON USINE PRINCIPALE en
Normandie

son
«MANAGER QUALITÉ»

RESPONSABLE DU Service QUALITÉ
IL SERA

- L'INTERLOCUTEUR DES CONSTRUCTEURS
AUTOMOBILE
(les connaître sera un + appréciable).
- LE MAÎTRE D'ŒUVRE DU PLAN « QUALITÉ »
DE L'USINE.

Ingénieur Grande École

- Moins de quarante ans.
- SON ESPRIT « QUALITÉ », SON DYNAMISME ET SON AUTORITÉ FERONT PASSER SON MESSAGE, à l'extérieur comme à l'intérieur.

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE
et vous remercie d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo
et rémunération) sous réf. 9488 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SODETEG S.T.A.I.

Société d'Ingénierie Informatique
550 personnes dont 250 ingénieurs - 60 % du C.A. réalisé à l'export
recherche dans le cadre de sa forte expansion des :

JEUNES INGÉNIEURS LOGICIEL

De formation Grande École, vous avez de préférence une expérience de quelques années dans les domaines suivants :

- Calculateurs GOULD, VAX 6800, MENT 6.
- Langages PASCAL, FORTRAN 77, C.
- Systèmes UNIX, GCOS 6.

Intégrés à l'équipe logiciel, vous participerez à la réalisation d'un grand projet industriel d'avant-garde à dominante TEMPS RÉEL dans l'un des domaines suivants :

- Énergie.
- Télécommunications.
- Messagerie.
- Industrie.

SODETEG/T.A.I., présente dans 25 pays, offre à des INGÉNIEURS talentueux et disponibles une évolution à la mesure de leur ambition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en précisant la référence 6/LM à la Direction des Affaires Sociales - Sandrine MANDIN - SODETEG/T.A.I., 283, rue de la Minière, 78530 BUC.

THOMSON
INDUSTRIES ET INGENIERIE

NAME CONTACT

WOOD MILNE
hutchinson

STÉ DU GROUPE HUTCHINSON (3 milliards F)
Composants pour l'industrie de la chaussure
et de la sol.

230 millions de F dont 20 % à l'Export
recrute pour son usine (270 pers.) de

82 Moissac
(95 KM DE TOULOUSE)

Ingénieur

Chef des Scs Techniques
ENTRETIEN - T.N.
METHODES

Dépendant du Directeur d'usine, RESPONSABLE
DE LA MAINTENANCE et des T.N. (30/35 personnes).
IL S'ATTACHERA PERSONNELLEMENT A
LA MODERNISATION DES MACHINES ET OUTILLAGES.

Poste très évolutif
pour un jeune ingénieur

- diplômé MÉCANICIEN ou équivalent
- ayant 5/6 ans d'EXPERIENCE
soit en MAINTENANCE d'usine
soit en AMÉLIORATION DES MACHINES/
OUTILLAGES/AUTOMATISMES

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE
et vous remercie d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunér.)
sous réf. 9485 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

STÉ TRANSFORMATION MATIÈRES PLASTIQUES
(6 USINES EN FRANCE - 500 PERSONNES)

recherche
UN JEUNE ANALYSTE-PROGRAMMEUR
NIVEAU IUT

pour développer et maintenir des programmes sur mini-ordinateurs (IUT)
(base de données, BPAD, gestion commerciale)

Lieu de travail Paris avec déplacements courts dans province

Envoyer : lettre manuscrite, et C.V. à

SCOROX S.A.

(LA Manufacture du Plastoc ROYET)

95, rue de Valenciennes, 75013 Paris

Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs

région Ouest Littoral
recherche

INGÉNIEUR SUR CONTRAT

FONCTIONS :
Chef du laboratoire d'automatique et de productique.

Ce laboratoire couvre les domaines suivants : asservissements, automatismes, machines à commande numérique, métrologie, robotique, applications et utilisations des logiciels de CAO/DAO. Définition et animation des activités d'enseignement. Encadrement pédagogique, suivi de projets de fin d'études, enseignement de certains cours et travaux dirigés dans les domaines de sa compétence.

PROFIL :
Ingénieur diplômé ayant quelques années d'expérience en centre technique, organisme de conception ou de production. Goût pour l'enseignement et les contacts humains. Bonnes capacités d'organisation. Capacité d'écouter.

Ecrire avec C.V. détaillé et photographie sous n° 7486
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montmoy, Paris-7.

Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris
Centre de Mise en Forme des Matériaux
Alpes-Maritimes

recherche cinq

CHERCHEURS
DEBUTANTS

Grandes Ecoles, Agrégation, DEA

- Recherche appliquée de haut niveau :
- matériaux de pointe (alliages métalliques, polymères, biopolymères)
- procédés de transformation (laminage à grande vitesse, extrusion, injection)
- Etudes pluridisciplinaires :
- mécanique, modélisation numérique
- physico-chimie
- Responsabilité d'une étude en liaison avec l'industrie (possibilité de contrat Cifra).
- Préparation de la thèse de Doctorat de l'Ecole des Mines de Paris.
- Rémunération nette annuelle supérieure à 88.000 F.

Envoyer CV détaillé à P. NAVARD
Ecole des Mines - Sophia-Antipolis
06565 VALBONNE Cedex.

Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs

région Ouest Littoral
recherche

INGÉNIEUR SUR CONTRAT

FONCTIONS :
Chef du laboratoire d'électronique.

- organisation et gestion du laboratoire ;
- définition et animation d'enseignement du laboratoire ;
- encadrement pédagogique de travaux pratiques ; suivi des projets de fin d'études. Enseignement de certains cours et travaux dirigés dans le domaine de sa compétence.

PROFIL :
Ingénieur diplômé ayant quelques années d'expérience en centre technique, organisme de conception ou de production. Goût pour l'enseignement et les contacts humains.
Ecrire avec C.V. détaillé et photographie sous n° 7487.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montmoy, Paris-7.

Groupe bancaire Alsace

RECHERCHE

• INFORMATIENS PROJET
• ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Niveau Miage - Ingénieur
(débutants acceptés).

Veuillez adresser cand. avec C.V. détaillé et prétentions au
MONDE PUBLICITÉ
sous n° 7488.
5, rue de Montmoy, 75007 PARIS.

Le Monde
CADRES

GROUPE IMPORTANT D'IMPLANTATION INTERNATIONALE
SPECIALISE DANS LES AUTOMATISMES INDUSTRIELS.

VOUS VOULEZ EVOLUER
AU SEIN DE LA FONCTION PERSONNEL

Nous recherchons

JEUNE DIPLOME

(Ingénieur, Technicien...) Vous avez une première expérience professionnelle. Une formation complémentaire en Gestion de Personnel, des qualités de contact et d'animation vous incitent à poursuivre votre carrière dans la Fonction Personnel. Anglais courant nécessaire. Mobilité géographique. Réf. 07617-A M.

VERITABLE "TECHNICIEN" DE LA FONCTION PERSONNEL

C'est-à-dire compétent en gestion de Personnel, Droit Social, vous souhaitez accéder à de plus larges responsabilités (en particulier à un niveau international). Vous avez la conviction et la volonté de réussir pour vous-même et pour l'Entreprise. Anglais courant indispensable. Déplacements France et Etranger. Réf. 07617-B M.

JEUNE CHARGE DE FORMATION

Vous avez une formation supérieure et une expérience de plusieurs années dans la formation d'adultes en milieu industriel. Apte à la communication et à l'organisation, vous voulez valoriser vos compétences et participer à la politique de formation dans une Entreprise de pointe. Anglais courant apprécié. Géographiquement mobile. Réf. 07617-C M.

Pour ces trois postes, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence choisie, à :



Personnel conseil
86, rue de Lille 75007 PARIS
CEDEX



Apple
Computer
France
Av. de l'Océanie
ZA de Courbeboeuf
BP 131, 91944
LES ULIS CE

Une certaine idée du service...

Apple, ce n'est pas seulement une gamme d'ordinateurs personnels révolutionnaires et une équipe très dynamique. C'est aussi une certaine idée de la relation avec nos partenaires commerciaux. Nous croyons que la qualité de gestion contribue au développement de nos ventes ! Concrètement, cela suppose un service Client sans faille.

Assistant Crédit

responsable de la gestion d'un portefeuille Clients, en liaison avec nos services Distribution et Commercial. Vous êtes en contact direct et fréquent avec notre réseau de distribution (téléphone, visite, réunion). Vous utilisez des outils informatiques performants. Vous êtes diplômé(e) ESC et pratiquez l'anglais. Vous débutez ou possédez une première expérience dans une fonction similaire. Réf. AC

Gestionnaire de Commandes

responsable de la gestion d'un portefeuille de commandes en liaison avec nos services Crédit et Commercial. Vous êtes en contact téléphonique permanent avec nos clients. L'utilisation de l'informatique ne vous pose aucun problème. DUT Gestion commerciale, vous pratiquez l'anglais et possédez une expérience de deux ans dans la fonction. Réf. GC

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. correspondante au Service du Personnel.

سكزا من الاجل

TROIS CONSEILS POUR MANAGERS

Vous êtes diplômés(ées) d'une grande école d'ingénieur (X, ECP, ESE) ou de gestion (HEC, ESSEC, ESCP) et vous avez une première expérience réussie de deux ou trois ans :

- Industrie : Gestion de production, logistique...
- Informatique : Stratégie, conduite de projet...
- Banque : Contrôle de gestion, risques cambistes...

Votre personnalité, votre capacité de synthèse et votre force de conviction vous prédisposent à assister les Directions Générales dans leur prise de décisions et dans la mise en œuvre de vos recommandations.

Rejoignez le Cabinet de Conseil de Direction en forte croissance que nous sommes (25 personnes, 5 ans d'existence, des clients prestigieux de toutes tailles) et participez à notre développement.

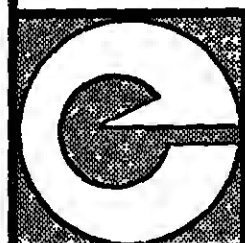
Nous vous formerons à la conduite de nos missions à partir des méthodes originales qui contribuent à notre succès et qui favorisent toutes les initiatives pertinentes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à :

EUROGROUP

CONSULTANTS

Monsieur Paul Tubiana, 152 Bld Melesherbes - 75017 PARIS



Vendre à très haut niveau

Management consulting

400.000 +

Paris - Ce groupe international a pour vocation la mise en place de systèmes de réduction des coûts d'exploitation visant à améliorer les performances des entreprises. Depuis 40 ans, plus de 10 000 sociétés dans le monde ont bénéficié de ses interventions. Implantée depuis 14 ans en Europe, la filiale européenne recherche un commercial de très haut niveau capable de promouvoir ses prestations auprès des dirigeants des plus grandes entreprises françaises.

Le candidat souhaité, de formation supérieure, est âgé d'environ 40 ans. Il a l'expérience des affaires et l'habitude de négocier au plus haut niveau, ainsi qu'une bonne connaissance des milieux décisionnaires des entreprises où il exerce d'importantes responsabilités opérationnelles, en France et/ou à l'étranger. Il a un excellent contact, le goût du challenge et des méthodes rigoureuses. Il maîtrise parfaitement l'anglais et si possible l'espagnol ou l'italien. Le poste exige une large autonomie et entraîne de fréquents et courts déplacements. Assorti d'un salaire très motivant et de primes de performances, ce poste peut être le point de départ d'une remarquable évolution de carrière au sein du groupe.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et prétentions sous réf. G003/M à Danièle FOSSAT qui traitera votre dossier confidentiellement.

SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTRouGE Cedex

Auchan

Chef de produit

Un métier diversifié, opérationnel, évolutif.

AUCHAN est un des leaders de la grande distribution. Sa direction produits maisons et loisirs renforce son équipe dans les secteurs jardin, jouets et articles ménagers. Elle vous propose de la rejoindre.

Responsable d'une gamme de produits de 150 MF, vous :

- développez votre stratégie marketing, votre politique d'achats, vos objectifs ;
- trouvez les meilleurs fournisseurs, négociez avec exigence les conditions de référencement tout en entretenant avec eux des relations de partenaire ;
- créez vos collections, à l'écoute des magasins ;
- concevez les produits « marques propres », leur design, leur merchandising, et assurez leur développement.

Agé d'au moins 26 ans, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous justifiez impérativement d'une première expérience marketing/vente. Autonomie, esprit d'équipe, aptitude à la négociation et leadership sont vos lignes de force.

Sylvie CATHELAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, sous référence 5172 M

argos

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 42.27.96.49

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

Soyez le garant de nos intérêts

Société de premier plan (15.000 personnes) dans le domaine des technologies de pointe, nous connaissons un développement rapide et notre ambition est de relever le défi de la concurrence internationale. Dans ce contexte où la rapidité d'action et l'efficacité sont des critères essentiels, le

Responsable des Affaires Juridiques

règle les conflits d'ordre juridique mais surtout s'efforce de les éviter grâce à son talent personnel.

En liaison avec l'ensemble des unités de la société dont il est le conseiller, et les différents experts, il intervient sur toutes les questions juridiques : affaires commerciales, assurances, organisation et structures, droit du travail, contentieux.

Ces fonctions de haut niveau nécessitent une formation supérieure - DES droit des affaires + MBA ou équivalent - et une expérience réussie de 8 ans environ qui permet de maîtriser droit commercial, droit de la concurrence et problèmes de contentieux.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous référence 268M à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 PARIS qui transmettra avec la discrétion d'usage.

ASSISTANT(E)
DE DIRECTION

PARIS

150.000 F PAR AN

Le Directeur Général chargé du développement des filiales à l'étranger d'un très grand groupe de distribution française, recherche son assistant(e). Il lui confiera la préparation de ses dossiers et l'organisation de ses rendez-vous, voyages et réunions avec les Directeurs étrangers.

La personne retenue (cadre) aura environ 30 ans, possèdera une formation économique ou commerciale supérieure et parlera français, italien (ou espagnol) et anglais. Elle aura déjà réussi dans un poste similaire et saura faire preuve d'autonomie et d'initiative.

Merci de bien vouloir adresser candidature, CV et photo sous référence 6 MS1 à Paul PÉRIER Interactions 27, avenue de Verdun, 14300 CAEN.

Réponse et discrétion assurées.

Promodès

25.000 pers. - 30 Milliards F

REPRODUCTION INTERDITE



La Direction des Relations Humaines recherche (H/F) pour son Centre de Vélizy (2200 p.) :

Cadre Gestion
et Formation

Rattaché au Chef du Personnel, vous prenez personnellement en charge la gestion des emplois, le recrutement, l'organisation et le suivi de la formation pour le personnel mensuel.

Au sein d'une équipe, vous assurez la mise en place d'une gestion prévisionnelle et évolutive du personnel et des emplois (analyse de poste - évolution professionnelle études des salaires et classifications promotions...).

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous apportez une première expérience professionnelle de 2-3 ans acquise si possible dans l'industrie de la métallurgie.

Nous apprécions la rigueur et la créativité ainsi que des qualités personnelles d'écoute et de communication pour favoriser le dialogue avec les responsables et le personnel.

Merci de nous adresser votre CV, en précisant la référence NK 1372 à Nicole KAMERZAC - Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78162 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA

Notre Société à taille humaine (550 personnes) a l'ambition d'une politique sociale à la hauteur de ses importantes perspectives de développement.

Dans le cadre de la mise en place d'un Projet d'Entreprise est créé un poste d'

ADJOINT AU DIRECTEUR
DES RELATIONS SOCIALES

Fonctions :

- Organisation d'une démarche participative.
- Information sociale.
- Réglementation.
- Tableau de bord.

Idees aux évolutions de l'Entreprise, ces missions sont axées sur la mise en forme et la promotion de la politique sociale ainsi que sa bonne diffusion auprès de tous les interlocuteurs de l'Entreprise.

Elles constituent une évolution de carrière pour un(e) jeune diplômé(e) (IUT, Lic. Droit, etc...) ayant déjà acquis une première expérience dans un de ces domaines.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 3633, à PIERRE LICHOU S.A. 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Responsable
organisation
et informatique

une société française de renommée internationale qui conçoit et distribue des produits de luxe (C.A. 100 MF) recherche un homme orchestre pour son informatique.

Rattaché à la Direction Générale, il aura la charge de l'ensemble de l'informatique et de son évolution. Responsable de l'exploitation, il pilotera directement les hommes chargés de faire fonctionner le système existant hautement performant. Organisateur, il devra rechercher l'amélioration de la productivité administrative en s'appuyant sur les possibilités de l'informatique. Concepteur confirmé, il préparera et assurera le développement du système existant avec le double souci de l'efficacité et du service aux clients. Il disposera d'une petite équipe et devra s'appuyer sur une assistance extérieure lorsque nécessaire.

Ce poste conviendrait de préférence à un diplômé d'école d'ingénieur ou de commerce ayant une expérience d'au moins 5 ans en informatique de gestion. Son expérience l'aura familiarisé, tant avec les différents aspects de la gestion des entreprises qu'avec le développement et la mise en place de systèmes informatiques performants. Il aura mené à bien des réalisations informatiques importantes.

Ses qualités de contact lui permettront de s'intégrer dans une équipe de direction très soudée et de devenir un partenaire privilégié des utilisateurs de l'informatique au sein de la société. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 09624 M à Virginie DESSAUX - 90, rue de Bagnolet - 75020 PARIS

Il sera répondu à toutes les candidatures. La discrétion totale est assurée.

CEPIG Cabinet Conseil en Recrutement et Formation

Dans le cadre du développement de notre activité, nous recherchons un

formateur-consultant
en relations humaines

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure et ayant une expérience de la formation et/ou de l'entreprise d'au moins 5 ans.

Vous animerez des stages de développement personnel, management, conduite de réunions, entretiens selon une méthode propre au cabinet.

Vous aurez à assurer le suivi des clients et éventuellement à en rechercher de nouveaux; en dehors des stages, vous aurez une activité dans le domaine du recrutement. Des déplacements en province sont à prévoir.

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, à François BOIZOT - CEPIG - 16, rue Franklin, 75116 Paris.

حکومت الالبان

Le Monde CADRES

GTME GTM ENTREPOSE ELECTRICITE

Près de 1 milliard de C.A. en 1985.
Effectif : 1 750 personnes, dont 310 ingénieurs et techniciens.
Accroissement de cet effectif depuis janvier 1985 :
550 personnes, dont 120 ingénieurs et techniciens.

En bonne place sur le marché de l'Ingénierie, de l'Entreprise Electrique et du Contrôle Industriel nous intervenons dans tous les secteurs industriels tels que le Pétrole, la Sidérurgie, le Nucléaire, l'Agro-Alimentaire, les Grandes Infrastructures, la Production, le Transport et la Distribution d'Energie en France et à l'étranger. Nous devons actuellement faire face au développement et à la diversification de nos activités notamment dans les domaines de la conduite des procédés industriels, des Télécom, et de la Sécurité Industrielle. Nous prévoyons une forte progression de notre C.A. pour les mois qui viennent. Pour concrétiser notre réussite, nous souhaitons intégrer des hommes de valeur, de tempérament entrepreneur, désirant s'associer à notre performance et participer à l'accroissement de notre potentiel.

POUR TOUTES CES ACTIVITES NOUS RECHERCHONS

INGENIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES

Pour assurer sur chacune des affaires confiées la totalité des responsabilités (Evaluation, Suivi Technique, Gestion...).

10 JEUNES INGENIEURS

(Supélec, Telecom, ISEP...) Destinés à une carrière internationale au cours de laquelle ils pourront acquérir une expérience dans les domaines des Etudes, de la Gestion et du Commercial.

CONDUCTEURS TRAVAUX CONFIRMES

Alliant aux qualités techniques indispensables les qualités humaines et le souci constant de gestion nécessaires à la bonne exécution des marchés.

50 JEUNES BTS - DUT

(Electrotechnique, CIRA...). Intégrés dans un premier temps dans les équipes techniques, ils seront rapidement amenés à exécuter des missions sur chantier en France et à l'étranger.

GEOMETRE

Justifiant de plusieurs années d'expérience, il rejoindra notre département Transport et Distribution d'Energie.

INGENIEUR COMMERCIAL EN INFORMATIQUE

Ingénieur Electricien de formation, il sera chargé de promouvoir et de développer la commercialisation des logiciels mis au point par l'Entreprise.

TECHNICIEN CONFIRME EN INFORMATIQUE DE GESTION

Intégré au sein de la Direction Informatique il pourra accéder rapidement au poste d'Adjoint au responsable de service.

Pour tous ces postes la pratique courante de l'Anglais et (ou) de l'Espagnol sera un atout supplémentaire. Les candidats intéressés par l'une de ces offres devront adresser leur C.V. détaillé précisant leurs desiderata (poste retenu, région de travail, prétentions...).

GTME: Direction du Personnel: 61, Avenue Jules Quentin, BP 315, 92003 NANTERRE CEDEX.

Responsable juridique et social

La holding d'un groupe industriel et commercial (800 personnes - CA 700 millions), elle-même rattachée à de puissants groupes financiers, recherche son Responsable juridique et social.

Membre du Comité de Direction, il sera chargé :

- des problèmes juridiques de la holding : assemblées et conseils (une dizaine de sociétés), préparation des contrats de fusions, cessions, prises de participations...
- de l'assistance aux filiales en matière de brevets, contrats commerciaux (y compris leasing, crédits bail), contentieux,
- de la gestion du personnel de la holding (20 personnes) et de l'assistance aux filiales en matière de droit social.

Ce poste de confiance implique :

- une maîtrise de droit (+ DES droit des affaires apprécié),
- 10 à 15 ans d'expérience acquise en cabinet ou dans une société renommée, avec une dominante droit des sociétés et droit commercial et de bonnes bases en droit social,
- des qualités marquées de rigueur et de contact.

Poste à Paris.

Rémunération : 300 000 F

Ecrire sous réf. WH 103 CM.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Le recrutement... un tremplin pour une carrière évolutive dans notre groupe

Un puissant groupe financier en expansion comportant une importante filiale de distribution (3 000 personnes - plusieurs établissements) offre au sein de cette filiale l'opportunité de valoriser une première expérience de 2 à 3 ans en recrutement au sein d'un cabinet conseil ou en entreprise.

Ce jeune chargé de recrutement devra :

- prendre en charge l'ensemble des missions de recrutement qui lui seront confiées (analyse de poste, choix de méthodes, sélection, intégration),
 - participer à la gestion prévisionnelle des effectifs et des carrières.
- Ce poste conviendrait à un candidat Ecole de Commerce, Sciences Po, Droit... Une formation supplémentaire ou optionnelle en Sciences Humaines serait appréciée. Une réussite à ce poste permettra à un jeune professionnel du recrutement, motivé et dynamique, de bénéficier d'un intéressant développement au sein de la société et du groupe (poste fonctionnel et opérationnel).

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. UF 101 CM.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

PROSPECTEURS FONCIERS HF

PARIS ET REGION PARISIENNE

PROMOTION IMMOBILIERE Nous sommes un puissant groupe financier et immobilier, présent dans pratiquement tous les secteurs de la profession.

Pour renforcer nos directions opérationnelles nous recherchons 2 PROSPECTEURS FONCIERS EXPERIMENTES.

Leur connaissance du marché parisien leur permettra de se constituer et de suivre très rapidement un portefeuille d'appartements de terrain (particuliers, DDE, maires, géomètres, notaires).

Ils auront également à effectuer les premières études de faisabilité et suivre les affaires jusqu'à la promesse de vente.

Les candidats retenus, âgés d'au moins 25 ans, de formation supérieure, posséderont 2 à 3 années d'expérience acquise obligatoirement à Paris ou en région parisienne dans une fonction semblable.

Merci d'adresser lettre de candidature avec C.V., photo et rémunération actuelle, sous réf. 3189 à AXIAL Publicité, 27 rue Taubert, 75003 Paris, qui transmettra.

Etablissement en plein développement d'un important groupe industriel, spécialisé dans le traitement des matériaux et effluents recherche pour son : secteur FRANCE et EUROPE dans le domaine agro-alimentaire et papeterie, un

INGENIEUR COMMERCIAL (VENTE)

De formation technique, ayant plusieurs années d'expérience dans le commerce et la négociation de contrats de vente de matériels et d'ensembles industriels. Sa mission consistera :

- la prospection commerciale et la promotion des produits,
- l'animation d'un dispositif de représentation,
- la réponse aux appels d'offres et la négociation de contrats.

Ce poste implique :

- la pratique courante de l'Anglais (allemand en plus apprécié),
- une grande disponibilité (déplacements fréquents de courte durée),
- une expérience en agro-alimentaire ou papeterie appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions s/réf. 42710 à CONTEXTE PUBLICITE, 74, rue Bichevin, 69363 Lyon cedex 07.

DIRECTEUR DES VENTES EXPORT

HF

chargé de sélectionner et de mettre en place des agents locaux ; de négocier personnellement des contrats importants et d'être le correspondant personnel auprès des grands groupes exportateurs.

Le candidat devra justifier de résultats probants.

Une expérience du marché export de produits à type de distribution similaire (articles de tables, petit électroménager) serait un atout très apprécié.

Anglais impératif - Allemand très souhaitable.

Salaires annuels de l'ordre de 250 à 300.000 F selon expérience + participation au développement du C.A. et à l'équilibre du compte d'exploitation (Marges).

Ce poste dans une société dynamique et dans un marché en pleine expansion peut offrir d'intéressantes possibilités d'évolution à un candidat de formation supérieure avec si possible spécialisation en commerce international et prêt à voyager fréquemment.

FDAL
PARIS

Ecrire avec CV et prétentions à : MME D'ORNANT
18 bis rue de Villiers - 92303 Levallois-Perret

Data General Responsable Services Général chez Data General. L'Europe vous tend les bras.

240.000 F

Data General, troisième constructeur mondial de mini-informatique, premier en bureautique intégrée, recherche un(e) Responsable Services Généraux.

Il devra coordonner, développer, faire l'audit des services généraux de certaines de nos filiales européennes.

Il devra être familiarisé avec la gestion de flottes automobiles, les assurances, les achats, les problèmes de télécommunications, d'entretien et de sécurité.

Une expérience d'au moins trois années dans un poste similaire dans une société multinationale est requise.

Il devra parler couramment l'anglais et si possible une autre langue latine.

Des voyages très fréquents hors de France seront à prévoir.

Veuillez envoyer votre CV à Data General - H. Menz
Références SG
Aren - La Bourdillère RN 186
92350 Le Plessis Robinson

La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et de Tourisme recherche pour la Direction Internationale de son Secteur Ferroviaire à Paris

1 Contrôleur de Gestion

qui aura pour mission de participer à l'élaboration des plans à moyen terme et budgets de ses succursales et filiales européennes et d'en assurer le contrôle.

Ce poste, qui implique de courts déplacements à l'étranger, s'adresse à un candidat de formation supérieure en gestion, ayant une première expérience professionnelle.

Connaissance de l'Espagnol ou/et de l'Allemand souhaitée. Adr. lettre manuscrite, CV, photo et prêt s/réf. PER 301 à la Direction du Personnel - M. COCHERIL
40, rue de l'Arcade 75008 PARIS.

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHES MEDICALES MONTPELLIER

recrute

Jeune cadre de direction

- diplômé de l'enseignement Supérieur (HEC, ESSEC, SCIENCES PO, ESCAE etc...),
- ayant une première expérience significative de cadre en entreprise,
- prêt à se passionner pour un poste d'organisation d'activités nouvelles et d'avenir.

Pour détails, téléphoner à Mr Claude BUQUE ou 83.35.42.63 ou écrire sous référence P337.

Cabinet Claude Blique
BP 3097-54013 NANCY CEDEX

Techniques de pointe et recrutement : entre professionnels...

Voilà plus de 7 ans que notre Cabinet s'est imposé sur un marché convoité : le recrutement dans le domaine des secteurs de pointe (informatique, électronique, robotique, CFAO et intelligence artificielle). Sa notoriété est à présent reconnue auprès des plus grands groupes industriels français et internationaux, des groupes réputés exigeants et qui lui témoignent fidélité. Les perspectives du marché, de nouvelles ambitions l'amènent à renforcer ses structures.

Psychologue de formation, très à l'affût de tout ce qui a trait à la vie économique, vous êtes reconnu comme un grand professionnel du recrutement depuis quelques années, en cabinet ou en entreprise. L'idée de changer vous séduit, convaincu qu'un cabinet comme le nôtre peut donner une toute autre dimension à vos activités.

Merci d'adresser CV, photo, niveau de rémunération souhaitée sous réf. 5045 à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

DESSEIN

سكزا من الاجل

Le Monde

CADRES

COMPAGNIE OPTORG
recherche **futur dirigeant**

Agé d'environ 30 ans, de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESCP). Rigoureux mais créatif, aimant travailler en équipe, ayant le sens de l'organisation et hiérarchisant les problèmes, vous ambitionnez d'assurer dans les prochaines années la Direction d'une entreprise en France ou à l'étranger.

Nous vous proposons dans cette perspective un premier poste auprès du Directeur Général d'une de nos filiales tenant la première place en région parisienne dans le négoce du sanitaire et du chauffage central (16 points de vente actuellement).

Les actions que vous mènerez peuvent concerner des domaines aussi variés que :

- la définition de nouveaux concepts commerciaux,
- la dynamisation de la force de vente,
- l'évolution des procédures informatiques, des moyens logistiques et des assortiments,
- la mise en œuvre d'une politique de communication.

Votre expérience directe de la vente dans le négoce, la distribution spécialisée ou la grande distribution constituera pour vous un atout certain.

Cabinet Leconte
4, rue Amiral Courbet - 75116 PARIS

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients

Réf. 50300/A

Directeur Commercial
Spécialiste des montages financiers pour les entreprises

Notre taux de croissance élevé, sur plusieurs années, est dû au dynamisme de notre petite équipe dirigeante.

Vous avez une formation Grande Ecole style HEC, ESSEC, X... complétée par une expérience au sein d'une Banque ou d'un établissement financier qui vous a permis d'acquies une très bonne maîtrise des techniques financières appliquées aux entreprises.

Nous vous proposons de nous rejoindre.

Rattaché au Directeur Général, vous serez responsable du développement commercial de notre S.D.R. avec une équipe de commerciaux à animer.

Vous serez chargé des contacts à tout niveau avec une clientèle d'entreprises à qui vous proposerez, après diagnostic, des montages financiers sur mesure.

Parallèlement, vous mènerez toutes les négociations utiles avec les organismes publics ou privés concourant à l'exportation légitime.

Une rémunération motivante est offerte à un candidat de valeur.

Ecrivez à notre Conseil, Annie RUELLAN vous remercie de lui adresser CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 3166.

CORT
65, Avenue Hébert - 75116 PARIS

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

gringoirebrossard
Responsable packaging

Pithiviers. Troisième biscuiterie française, filiale de "The Pillsbury Company". Gringoire Brossard a multiplié sa taille par 6 en huit ans (de 180 millions de Francs à plus d'un milliard de Francs). Dans le cadre de son plan de développement, le groupe crée le poste de responsable packaging.

En liaison avec le Directeur industriel et en étroite collaboration avec les services concernés (fabrication, marketing, achats, qualité), il aura à concevoir et mettre au point les emballages nouveaux, à renouveler et améliorer les emballages existants dans un double souci de gain d'image de marque et de maîtrise des coûts. C'est lui qui assurera la mise en œuvre technique de tout le packaging : conditionnement, emballage, sur-emballage, palettisation, stockage, expédition.

Pour ce poste nous recherchons un vrai professionnel du packaging, de formation ingénieur ou équivalent, ayant acquis au moins 4 à 5 ans d'expérience dans ce domaine au sein d'une grande société de biens de consommation (alimentaire, cosmétique, pharmacie). A la fois créatif et pragmatique, il a une bonne "sensibilité consommateur" et le sens du travail en équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. C059/M à Christine Bernet, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTEUIL CEDEX.

SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Chantelle
PARIS

Avec 1100 personnes, nous sommes la plus importante société française de lingerie-conseiller et la 1^{re} exportatrice de notre branche (52 % du C.A. réalisé à l'étranger - 5 filiales en Europe).

Ces performances à l'export, la forte notoriété de nos marques Chantelle et Miss Mimi lingeries, des résultats financiers excellents constituent la clé d'un développement auquel vous participez en tant que

Commercial Export

Adjoint du Directeur Grande Exportation, vous êtes responsable d'une large zone géographique (Moyen-Orient, Scandinavie, Afrique...). Accroissement des ventes, gestion d'importants moyens promotionnels, suivi des dossiers clients représentent l'essentiel de votre mission.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une Ecole de Commerce justifiant d'une première expérience « terrain » à l'export.

Les candidatures de débutants à fort potentiel et très motivés seront également étudiées. Le poste basé à Paris implique évidemment de fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV et lettre manuscrite à la Direction du Personnel, 41 rue Greneta 75002 Paris.

TRIEL
Société de communication
Télématique
recherche

CHARGE D'ETUDES
H/F, ayant une expérience des nouvelles technologies de communication

CHEF DE PROJETS TELEMATIQUE
ayant une expérience de conception et de réalisation de services vidéo

Pour ces deux postes, adresser lettre de candidature et C.V. à TRIEL, 32, rue d'Argout, Paris-2^e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS QUARTIER D'ORSE
Recherche pour sa Direction France et de Gestion

AUDITEUR COMPTABLE QUALITÉ
D.E.C.S. Comptable juridique
classification : Maîtrise.

Pour mission en entreprise et dans France et étranger (compensation, frais de déplacement).

Adresser C.V., prétentions sous réf. 22.636 (inf. à porter sur enveloppe) à :
LA PUBLICITE FRANCAISE
23-27, avenue de Maubert, 75116 PARIS, qui transmettra.

COLLABORATEURS
Fixe + rémunération en fonction des capacités de gestion du C.A.
Compensation, A.P.T. 500, etc.
Tél. pr R.V. : 45-84-08-22.

INGÉNIEURS
Importance Société de SUD-OUEST recherche

Parfaite connaissance de la mécanique et de la soudure demandée.

Poste évolutif et motivant, possibilité de travail dans diverses régions de France. Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à :
MEDIA SYSTEM
18, rue Rivoli, 75001 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEURS DIPLOMÉS ELECTRONIQUE
Micro-processeurs analogiques, hyperfréquences.
INSEE-ETT, 42-33-39-25, 90, bd Sébastopol, Paris-2^e.

Ecole Internationale Bilingue Les Iles Turke et Caicos (Caribbe) cherche
PROFESSEUR DE FRANÇAIS
débutant et expérimenté.
Tél. Londres : 833-4360.

L'OFFICE NATIONAL D'ETUDES AEROSPATIALES recherche pour son centre de MOOANE - AVIGNON

INGÉNIEUR ELECTRICIEN
GRANDES ECOLES

Ayant plusieurs années d'expérience en exploitation et entretien d'installations industrielles, l'expérience HT et BT.

- Automatismes, télécommandes et régulations.
- Electronique industrielle.
- Expérience en téléphonie et télévision industrielle spécialisée.

Rémunération attractive, avantages sociaux, formation continue.

Adresser C.V. et photo à :
ONERA
73500 MOOANE.

INRA
Recrute par concours

INGÉNIEUR D'ETUDES

Statut fonction publique. Secteur : nutrition métabolique humaine et animale, biochimie des protéines et acides aminés.

- Niveau min. maîtrise ou équivalent.
- Connaissance en informatique et électronique souhaitées.

Env. C.V. + lettre + photo à :
Laboratoire d'Etude du Métabolisme Humain, INRA CR2V THEIX, 63122 CÉZAT (près Clermont-Ferrand) AVANT LE 12-9-86.

Ecole d'Ingénieurs Cycle prépa Région parisienne recrute

Enseignements permanents, vocation en mathématiques, physique, chimie, biologie, etc.

Entrée sous le n° 7469 LE MONDE PUBLICITE 6, rue de Montesson, Paris-7^e.

ORGANISME DE FORMATION
recherche

FORMATEUR PROFESSIONNEL
diplômé de l'enseignement supérieur en Sciences humaines, vocation.

Pour animation séminaires, relations humaines, communication, vente management, gestion personnelle.

Env. rapidement C.V. et réf. à :
M. ALAIN VERTADIER, 46, r. M. Rouget, 78010 Paris.

LYCEE TECHNIQUE SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION
recherche

PROF. MATH.

Terrasse 6 et BTS, 11 rue de la République, 45-07-62-35.

ORGANISME DE FORMATION
recherche

ANIMATEURS
PROFESSEURS
IUT/ETT et VACANCES
Diplômés grande école ou maîtrise psycho-sociale, minimum 5 ans de pratique pédagogique avec l'entreprise, dans les domaines suivants : relation humaine, expression, commerce, gestion des ressources humaines, management et qualité totale. Ambitions de travail confiantes. Rémunération selon qualifications. Veuillez adresser C.V., prétentions et photo à :
M. MALLAT, CSP

66, r. La Fayette, 75008 PARIS.

ORGANISME DE FORMATION
recherche

FORMATEUR (TRICE)

A la fois à l'aise dans une technique professionnelle et dans la pédagogie d'animateur de groupes et de communication.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à :
AFRAME
18, rue Raymond, 75016 PARIS.

INGÉNIEURS
Electricité, électronique, informatique, etc.
SOPHIE ETT - 42-22-57-50, 58, rue de Valenciennes, Paris-2^e.

SOCIÉTÉ
RÉGION OUEST PARISIENNE
recherche pour

- Développement d'ensembles électroniques, matériels et logiciels.
- Conception et traitement de Signaux, logiciels, informatique.
- Connaissance des circuits électroniques et électroniques.
- Bonne expérience des microprocesseurs.
- Niveau académique : IUT ou BTS d'INGÉNIEUR apprécié.

Tél. CDS : 38-73-48-46.

ORGANISME PROFESSIONNEL BATIMENT

recherche pour
CENTRE D'INFORMATION
ST-REMY-LES-CHEVREUSE

DOCUMENTALISTE
2 à 5 ans d'expérience.

- Diplômé(e) INTD.
- Maîtrise de la langue française.
- Anglaise indispensable, allemand souhaité.

Intéressé pour l'informatique et goût du travail en équipe indispensables.

Envoyer C.V., photo et pré. à :
P. B. 10751, BLEU, 17, rue Labat, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

Compagnie Française de Produits Industriels
recherche pour sa
Division Agrochimie

AGRONOME EXPORT

pour participer au développement technique et commercial de ses gammes de produits phytosanitaires, et renforcer l'équipe déjà en place (secteurs d'activité possibles : Extrême-Orient, Amérique Latine).

Basé à Gennevilliers, ce poste, très opérationnel, nécessite une expérience de l'exportation de 3 à 5 ans, et implique une réelle disponibilité (fréquents déplacements), le goût des contacts et une grande capacité d'adaptation.

L'anglais courant est impératif et la pratique de l'espagnol serait un plus.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre de candidature et C.V. détaillé s.v.p. 3035 à :
CFPI - Direction des Relations Humaines, 28 bd Coménil 92233 Gennevilliers. Discretion totale garantie.

N°1 EN EUROPE
DANS NOTRE DOMAINE
(fournitures spécifiques pour l'industrie agro-alimentaire)
filiale d'un Groupe multinational, nous représentons un C.A. de 350 millions, un effectif de 800 personnes et 3 établissements en France.

Nous recherchons pour notre usine de BEAUVAIS (Oise) 400 personnes.

CHEF DE PERSONNEL

Rattaché au Directeur de l'Usine, il définit et suit avec lui la politique sociale, assure les relations avec les partenaires sociaux, et gère l'administration du personnel.

Il veille particulièrement, avec l'équipe qu'il dirige (11 personnes), à l'amélioration des conditions de travail, la prévention des accidents, la paie, et la formation permanente.

Ce poste convient à un candidat de 30 ans minimum, de formation supérieure, ayant de bonnes connaissances juridiques, et une expérience probante. Anglaise et français indispensables.

Rémunération de l'ordre de 250 000 F.

Disponibilité souhaitée : Novembre.

Merci d'envoyer C.V. et photo, sous Référence Y 175 à :
P.A.J. CONSEIL 8 avenue de Camoëns 75016 PARIS

PAJ
CONSEIL
EN RECRUTEMENT

LA CHIMIE DE RHÔNE-POULENC

INGENIEUR
ENSAM, ECAM, CENTRALE...

Faire progresser la fonction d'entretien dans une usine de spécialités chimiques RHÔNE-ALPES

Vous serez responsable de la fonction d'entretien pour tout un secteur d'une importante usine aux installations diversifiées.

Votre mission consistera à accompagner l'évolution de l'outil de production, et à optimiser votre action vers la performance.

Vous procéderez aux choix techniques :

- vous investirez,
- vous ferez et vous choisirez les hommes.

Après formation et votre première expérience (3 ans dans un poste équivalent à une industrie comparable) vous serez nommé responsable d'un secteur dans le poste et vous préparerez ainsi à de plus importantes responsabilités au sein du groupe.

Envoyez votre dossier de candidature (résumé de votre formation, vos expériences, vos diplômes, etc.) à :
LA CHIMIE DE RHÔNE-POULENC (Service Recrutement) 10, rue de la République, 69001 LYON.

CLAUDE Filiale de GENERAL TELEPHONE & ELECTRONICS

recherche pour sa Division Protection & Systèmes (Paris - La Défense)

un INGENIEUR CHEF DE VENTES EXPORT (HF)

Se mission :

Responsable, sous l'autorité du Directeur du Service Export, de la ligne de produits télécommunications et réseaux courant faible, il devra :

- contrôler et développer le réseau commercial existant,
- prospecter et créer un courant d'affaires sur de nouvelles zones.

Son profil :

- de formation ingénieur, domaine péri-téléphonie/matériel électrique.
- maîtrise de l'anglais indispensable,
- espagnol souhaité.
- une première expérience réussie dans la vente internationale.

Nombreux déplacements à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 5417
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

TRAMBRANDS LABORATOIRE
(Groupe Tampax)

CENTRE OUEST
Pharmacien chef de produits

Etes-vous diplômé pharmacien option industrielle, avez-vous un vif intérêt pour la fonction marketing, pratiquez-vous l'anglais couramment ?

Nous vous proposons d'être :

- le responsable d'une nouvelle ligne de produits sous l'autorité du directeur marketing.
- vous serez en place et gèrerez cette nouvelle ligne faisant appel à la technologie monodominante.
- vous définirez les actions de communication publicitaire, vous suivrez l'évolution des produits et des marchés, vous contrôlerez les tests cliniques.
- en outre, vous serez le pharmacien responsable de notre filiale Trambrands Laboratoire.

Merci d'adresser C.V., Courrier et prétentions à notre conseil
P.G. CONSULTANTS - 21, rue Emile Zola - 37000 TOURS REF. PCP 995.

P.G. CONSULTANTS

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde CADRES

Jeunes Gestionnaires d'Opérations Visée : Directeur de Programmes Promotion Immobilière en Région Parisienne

Le plan de développement des activités de promotion (environ 500 logements) de notre établissement financier prévoit la création à Paris de deux postes de GESTIONNAIRES D'OPÉRATIONS. Rattachés à un Directeur de Programmes, et en collaboration étroite avec nos différents services, vous prendrez en charge la suite des phases de lancement et de réalisation des opérations. Nos souhaits : une formation supérieure, une expérience d'au moins deux ans de l'immobilier privé. Votre personnalité, votre capacité de travailler en équipe, votre pragmatisme seront parmi les critères déterminants du choix.

La réussite à ce poste doit permettre à un candidat de valoir de réelles perspectives d'évolution. Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature, sous référence 187310 M, à François CORREYRA.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

AUTOMOBILE

TOURNAI

La Direction Générale d'une Filiale de Distribution

Rattachés à un groupe français important, notre vocation est l'étude et la commercialisation de produits et matériels spécifiques auprès des réseaux de distribution et des constructeurs Automobiles.

Avec bientôt 30 personnes et un objectif de CA à 60 MF, nous assurons notre croissance sur le marché Automobile par le développement technique de nos produits.

Pour assurer la Direction Générale, nous souhaitons rencontrer un candidat d'environ 35 ans, de préférence ingénieur de formation disposant :

- d'une ouverture complémentaire (CESMA, IAE, ...)
- d'une bonne expérience de la distribution de produits industriels liés au marché Automobile
- d'un potentiel d'évolution lui permettant d'accéder à d'autres disciplines

Bilingue français/anglais, vous êtes disponible pour des déplacements en France et en Europe.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE. Ecrire sous référence 990 M, en mentionnant votre rémunération actuelle à François PHILBERT, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

ALGOE
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Diriger un Fonds d'Assurance Formation



Organisme paritaire à caractère professionnel et à compétence nationale, le F.A.F. de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat est agréé par l'Etat pour l'ensemble des obligations légales de la formation continue (collecte 35 MF).

La direction de notre Fonds vous amènera à préparer et mettre en œuvre les décisions de nos instances paritaires. Vous aurez notamment, avec l'aide d'une équipe de 10 personnes, dont vous assurerez l'animation, à collecter les fonds auprès d'entreprises et de maîtres d'ouvrage de l'économie sociale, à assurer la gestion administrative et financière, développer un service de conseil aux entreprises en vue d'accroître leurs investissements formation. Vous assurerez les relations avec les pouvoirs publics et les instances professionnelles, aux niveaux national et régional.

De formation supérieure de préférence orientée vers la gestion, votre intérêt pour la formation et la gestion des ressources humaines dans l'entreprise s'accompagne d'une bonne pratique des relations entre partenaires sociaux. La connaissance de notre secteur d'activité serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser rapidement votre candidature et vos prétentions sous référence 46 0408 M, à M. MARTY, Président de HABITAT-FORMATION, 2, rue Lord Byron 75008 PARIS.

**RIGUEUR,
EFFICACITÉ,
DISCRETION...**

TROIS MAÎTRES-MOTS EN CHASSE DE TÊTE

C'est en tout cas la ligne de conduite que vous adopterez, et que nous nous sommes promis de vous offrir. Responsable de notre Département, vous allez, en toute autonomie, découvrir les professionnels performants que nous demandons nos clients... les plus grands noms de l'industrie française et internationale, œuvrant pour la plupart dans les techniques de pointe, notamment l'informatique.

Vos outils : téléphone, contacts directs, exploitation des médias. Des outils que vous connaissez bien pour exercer avec talent et sensibilités fonctions depuis plusieurs années. Passionné(e) d'informatique, vous organiserez, gèrerez et coordonnerez vos systèmes d'information.

Bref une mission captivante et dont les multiples facettes nous feront découvrir votre énergie, votre classe et votre éducation.

Merci d'adresser CV, photo, niveau de rémunération souhaitée sous réf. 5046 à l'Agence DESEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

ANIMATEUR ET GESTIONNAIRE À L'ESPRIT INTERNATIONAL

Votre formation ? Vos études supérieures en gestion, administration, ou sciences humaines vous ont ouvert l'esprit et motivé pour l'action.

Votre expérience ? Elle vous a permis d'affirmer votre capacité et votre goût pour concevoir, gérer, organiser.

Vos motivations ? Vous aimez concrétiser des projets, particulièrement dans le domaine des échanges internationaux, et vous attachez de l'importance à réaliser vos objectifs.

Devenez donc le secrétaire général d'une association reconnue d'utilité publique, créée en 1950, et rattachée à deux organisations internationales renommées d'échanges interculturels faisant appel au volontariat.

A la tête d'une dizaine de permanents, vous ferez vivre l'association :

- au quotidien dans la gestion et l'administration des ressources humaines et financières
- à court et moyen terme, par la planification et l'élaboration de projets et de budgets
- en reliant le réseau de bénévoles, mais aussi en représentant l'association auprès des administrations, organisations ou sociétés privées qui partagent nos activités.

Vos voyages en France comme à l'étranger nécessitent d'une part une pratique courante de l'anglais écrit et oral, d'autre part une certaine disponibilité. Mais vous possédez une grande autonomie dans l'organisation de votre travail et de votre temps. Votre budget s'élèvera à 5 millions de francs.

Ecrivez rapidement sous référence 8 672 aux Consultants du cabinet de recrutement CLEAS 6, place de la République Dominicaire - 75017 PARIS.

La filiale française d'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux, implantée en proche banlieue de Strasbourg, étouffe la structure de son service Engineering/Méthodes par l'intégration d'un

Jeune ingénieur H/F

De formation supérieure et pouvant faire état d'une première expérience réussie, il prendra en charge la gestion et la réalisation d'importants projets d'investissements mobilisant la large palette des technologies avancées. Par ailleurs, il alliera souplesse et rigueur dans la conduite de réunions destinées à impliquer positivement les différents décideurs concernés.

De fréquents contacts avec l'étranger impliquent de bonnes bases en anglais susceptibles d'être améliorées.

Poste évolutif pour une personnalité influente et décidée.

Rémunération motivante dans un cadre de travail agréable au sein d'une équipe dynamique.

Votre dossier complet adressé à :

L. LESTANG sera traité rapidement en toute confidentialité.

LILLY FRANCE
Z.I.
67640
FEGERSHEIM.



**MI-TEMPS
CABINET D'ARCHITECTURE
PIERRE DES HALLES
recherche**

SECRÉTAIRE

Vive et autonome.
(Notions comptabilité.)
Postes à pourvoir en septembre.
Tél. : 49-87-00-02.

ROCKWOOL ISOLATION S.A. filiale d'un important groupe européen et numéro 2 sur le marché de fibres minérales, recherche, **ASSISTANT DU RESPONSABLE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT**

Rattaché hiérarchiquement au Chef du Département Recherche & Développement, il aura pour tâche essentielle la mise au point optimale de solutions « Produits/Applications » correspondant aux besoins du marché. Basé à Paris, il sera appelé à se déplacer dans nos différentes usines et sera en relation avec les laboratoires d'essais et de certification.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation bâtiment (ESTP, ESB...) ayant une première expérience de la fonction dans le second œuvre bâtiment.

Adresser CV, photo et prétentions à ROCKWOOL ISOLATION SA
Direction du personnel
48-50 rue Albert - 75013 Paris



ROCKWOOL-ISOLATION

LAINE DE ROCHE VOLCANIQUE

Le Département de Val-de-Marne recrute par voie de concours sur épreuves pour le Service des Espaces Verts Départementaux et le Service d'Architecture et des Bâtiments Départementaux.

DES ADJOINTS TECHNIQUES

DU CADRE DÉPARTEMENTAL

DATE DU CONCOURS : 7, 8, 9 et 10 octobre 1986.

DATE DE CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : le vendredi 19 septembre 1986 délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi. (Le niveau des mathématiques est celui du baccalauréat C.)

CONDITIONS :
- être âgé au 1^{er} janvier de l'année du concours de 16 ans au moins et de 45 ans au plus (sauf dérogations exceptionnelles prévues par dispositions particulières en vigueur) ;
- être de nationalité française.

TRAITEMENT NET MENSUEL AFFÉRENT AU 1^{er} ÉCHELON : 5.346,04 F + prime de technicité.

Pour tous renseignements, s'adresser à :
Hôtel du Département de Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental
Bureau du Recrutement - Place 405 - 4^e étage
Avenue du Général-de-Gaulle - 94000 CRETEIL.
Tél. 49-99-94-00, Postes 24.05 ou 24.22.

SECRÉTAIRES

Etablissement supérieur d'enseignement (Paris-6)

- Dessin Artistique
- Arts Graphiques
- Design Styliste

recherche

● SECRÉTAIRE ACCUEIL

- coordination élèves, enseignants ;
- suivi pédagogique.

● SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE

- connaissance informatique appréciée ;
- suivi pédagogique.

Téléphonez au : 42-22-59-73.

INTERNATIONAL

REPRÉSENTANT (E) AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Amnesty International recherche un(e) représentant(e) auprès des communautés européennes. Ce(tte) représentant(e), basé(e) à Bruxelles, sera engagé(e) pour une durée déterminée - de 1^{er} janvier 1987 au 31 décembre 1989. Il(elle) fera la liaison entre les divers organes des communautés européennes et Amnesty International, en collaboration avec les sections d'Amnesty International dans les pays des communautés européennes. Ce poste exigera donc de nombreux déplacements dans les capitales de ces pays.

Les candidat(e)s doivent avoir une connaissance approfondie d'Amnesty International et des communautés européennes. Ils(elles) doivent être capables de travailler sous pression et sans supervision directe et pratiquer couramment le français et l'anglais.

Traitement : £ 11,850 à £ 14,651.

Date limite de réception des candidatures : 30 septembre 1986.

Les entretiens auront lieu du 20 au 24 octobre.

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à : Amnesty International, Service du personnel, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Grande-Bretagne.
Tél. : 837-3805 (24 h sur 24).

amnesty international

AGRO-ALIMENTAIRE

Un important groupe du secteur agro-alimentaire implanté dans le monde entier recherche un

Responsable Marketing-Ventes

Amérique du Sud - Espagne

Sous l'autorité du Responsable de Zone, il remplira auprès des partenaires étrangers un rôle de conseil et d'assistance sur les plans marketing et commercial. Environ 30 ans, une formation commerciale supérieure, une parfaite maîtrise de l'espagnol et une expérience incluant le marketing et la vente dans l'agro-alimentaire sont indispensables.

Une première expérience à l'export n'est pas forcément nécessaire, mais par contre, une grande ouverture d'esprit et une totale implication sur le terrain seront un facteur déterminant pour ce poste. Le poste est basé à Paris, 50% de déplacements. Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + rémunération actuelle, sous référence FD/03 à notre Conseil, Madame Donche, 38 rue de Lisbonne, 75008 Paris.

cellier

Société industrielle - 500 personnes - CA : 500 millions de FF (fabrication de biens d'équipement pour papeteries - machines pour fabrication de films plastiques - ensembles d'équipement pour l'industrie) recherche le

PATRON

de sa filiale U.S.

Cette filiale créée en 1976 à Boston, comprend une trentaine de personnes et exerce son activité sur l'ensemble des Etats-Unis et du Canada.

Le candidat recherché, parfait bilingue anglais, âgé de 35 ans au moins, aura sous sa responsabilité la prospection commerciale, les études et la gestion complète de cette filiale. Il aura une expérience papetière d'engineering, une bonne connaissance de la clientèle américaine et la pratique d'un poste similaire.

Les candidatures manuscrites avec C.V., photo et prétentions seront traitées de façon confidentielle et adressées à l'attention de Jacques CELLIER - CELLIER S.A. - B.P. 603 - 73106 AIX LES BAINS.

سكزا من الاصل

REPÈRES

Emprunt

Nouvelle adjudication par l'Etat

L'Etat va émettre un nouvel emprunt, jeudi 4 septembre, par adjudication d'obligations assimilées du Trésor pour un montant compris entre 8 et 13 milliards de francs. L'adjudication précédente, réalisée au mois de juillet dernier, pour 5 milliards de francs. Depuis le début de l'année, l'Etat a levé 107 milliards de francs (contre 52,3 milliards de francs pour la même période de 1985), sous forme d'emprunts à long terme, pour financer un déficit budgétaire qui devrait atteindre 144 milliards de francs. Quant aux émissions totales sur le marché des obligations, elles se sont élevées à 263,89 milliards de francs pour les huit premiers mois de 1986, en progression de 25 % sur la même période de 1985, selon les statistiques du Crédit lyonnais.

A l'heure actuelle, l'abondance des disponibilités et l'espoir d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt stimulent les souscriptions d'obligations, au point que le Trésor estime nécessaire de satisfaire les demandes, afin d'éviter une baisse des rendements jugée prématurée.

Matières premières

La CNUCED veut aider au redressement des cours

En ouvrant la session d'automne du conseil de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), le secrétaire général de l'institution, M. Kenneth Dzedzie, a souligné le rôle que devrait jouer la CNUCED VII, prévue en 1987, dans la lutte pour le redressement des cours des matières premières. Principales

ressources de la majorité des pays en développement, ces dernières « continuent de s'effriter » depuis le début des années 80, compliquant encore la tâche des gestionnaires du tiers-monde. Evoquant le lancement probable de nouvelles négociations commerciales multilatérales lors de la conférence du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) à Punta del Este, en Uruguay, le 15 septembre, M. Dzedzie a estimé que cette réunion « aura la formidable mission de lancer un processus pour restaurer la crédibilité d'un système commercial en pleine dépression ». Le conseil de la CNUCED, qui poursuivra ses travaux jusqu'au 10 septembre, abordera l'épineux problème du lieu et de la date de la prochaine conférence ministérielle — sans doute Genève ou Vienne — et examinera le rapport sur le commerce et le développement (le Monde du 12 août), ainsi qu'un rapport sur « les services et le développement », sujet délicat des discussions de Punta del Este.

Salaires

Les sidérurgistes ouest-allemands demandent une augmentation de 7 %

Les sidérurgistes ouest-allemands viennent de réclamer une hausse salariale de 7 %, posant quelques problèmes à une industrie en plein redressement, au moment où l'inflation outre-Rhin ne devrait pas dépasser 0 % en 1986 et 0,2 % en 1987. Le nouveau conventionnement de la région du Rhin et de la Westphalie, qui remplacera celle qui arrivait à échéance le 31 août, donnera une indication de ce que le patronat est prêt à concéder au syndicat IG Metall.

AGRICULTURE

Du tournesol contre du colza

Un accord franco-américain exemplaire entre l'UNACAC et SIGCO

L'UNACAC (Union nationale des coopératives agricoles de céréales), premier opérateur français sur le marché et celui des oléagineux, premier producteur national de semences, vient de signer un accord avec la société américaine SIGCO, filiale du groupe semencier et de recherche biotechnologique Agrigenetics (qui-même filiale de Lubrizol).

SIGCO concède à la filiale américaine de l'UNACAC, SERASEM, le droit d'utiliser les liges et les hybrides de tournesol pour les expérimentations, les produits et les de commercialiser en France, ainsi que dans d'autres pays, au coup par coup. En contrepartie, l'UNACAC permet à SIGCO d'expérimenter et commercialiser les variétés de colza qu'elle a créées et qui couvrent aujourd'hui 80 % des surfaces cultivées en Europe. Chacune des sociétés sera rémunérée par un prélèvement sur les droits de licence en fonction des volumes commercialisés.

Alors que la bataille commerciale entre l'Europe et les Etats-Unis se développe sur le marché des matières premières agricoles, les sociétés créatrices de variétés s'insistent pour poursuivre leurs accords pour échanger du matériel végétal, qui peut être la source de la puissance agricole et donc de la concurrence internationale de demain. Mais l'accord UNACAC-SIGCO est exemplaire pour deux raisons. D'abord par sa réciprocité : SIGCO est numéro un du tournesol aux Etats-Unis, avec 27 % du marché, et l'UNACAC compte sur la qualité de ces semences pour passer de 13 % à 25 % du marché français. SERASEM est le leader européen du colza avec des variétés obtenues à partir des travaux de l'INRA, et dites « double zéro », c'est-à-dire débarrassées de l'acide érucique, soupçonné d'effets cancérigènes, et des substances goitrogènes qui rendaient les tournesols de colza inaptes pour l'alimentation du bétail.

Lavée de tout soupçon, grâce à ces nouvelles variétés, l'huile de colza est, de nouveau, autorisée aux Etats-Unis. De plus, cette culture connaît très rarement un hiver s'y développer. C'est la deuxième originalité de cet accord : il porte sur des espèces végétales qui ont chacune leur débouché et pour lesquelles il n'y a pas d'engagement sur le marché mondial. Les surfaces consacrées au tournesol sont passées de 100 000 hectares en 1980 à 842 000 hectares en 1986, et la France est devenue le quatrième

producteur mondial, derrière l'URSS, l'Argentine et la Chine, au même instant que les Etats-Unis. Le marché de l'huile (multiplié par cinq en six ans en Europe) et des tourteaux continue de s'accroître. Il a pour l'alimentation des animaux encore de belles années devant lui, puisque son principal concurrent, le soja, presque entièrement importé, représente encore 65 % des tourteaux consommés en Europe et 70 % en France.

Aux Etats-Unis, le colza pourrait, selon une étude du ministère de l'Agriculture, occuper de 500 000 à 1 million d'hectares d'ici à 1990 ; il y prendrait la place du blé et du tournesol. Toutefois si les deux plantes, oléagineuses, ne sont contraintes pas de difficultés spécifiques, on ne peut ignorer que leur développement rend plus sévère la concurrence entre les produits aux destins équivalents, les céréales, particulièrement le maïs et le soja.

JACQUES GRALL

ÉTRANGER

33 millions d'Américains vivent au-dessous du seuil de la pauvreté

WASHINGTON correspondance

Dans son rapport annuel, le Census Bureau, l'organisme officiel des statistiques, établit que 33 millions d'Américains, soit 14 % de la population, ont, en 1985, des revenus inférieurs au seuil officiel de la pauvreté. Le revenu annuel moyen par famille a atteint 27 735 dollars, soit une amélioration de 1,3 % par rapport à l'an dernier. Mais, en raison d'un taux de croissance de l'économie plus faible en 1985, ce mieux a été plus léger qu'au cours des deux années précédentes.

En se situant à 14 %, le taux de pauvreté a diminué légèrement par rapport à 1984 (14,4 %) et nettement par rapport à 1983 (15,2 %). L'année qui a suivi la récession, il n'en reste pas moins au même niveau que lors de l'accession du président Reagan à la Maison Blanche, et plus haut que pendant les années 70. Aussi plusieurs personnalités et organisations ont-elles

Le président de la République a reçu, le 1^{er} septembre, une liste de nouveaux présidents de banques filiales, élaborée à partir des propositions des douze présidents des grands établissements bancaires et des sociétés privatisables. Il s'agit de la seconde vague de nominations en vue de la privatisation après celle du 23 juillet. Celle-ci comporte de nombreux changements. Si l'Elysée se refuse à faire de ces nouvelles nominations un nouveau temps fort de la cohabitation, la présidence n'en cherche pas moins à « améliorer » la liste, estimant que les critères politiques ont prévalu sur ceux de la compétence, ce que conteste le ministère de l'Economie et des finances. Nombre de personnalités proches du Parti socialiste ont du président de la République sont, il est vrai, éliminés au profit de banquiers proches — voire membres — de l'actuelle majorité.

En l'état actuel des choses, dans le groupe du CIC, qui préside M. Jean Dromer, depuis le 23 juillet dernier, M. Jean Caries (Banque de l'Union européenne) a été nommé à sa place à M. Dromer lui-même. Parmi les autres filiales, M. Alain Weber (Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine) serait remplacé par un des directeurs de l'établissement (on parle de M. Scheer). M. Bernard Madinier quitterait la Banque

régionale de l'Ouest pour remplacer M. Patrick Thuillier au Crédit industriel de l'Ouest, tandis que M. Jean-Noël Reliquet, directeur général adjoint du CIC Ile-de-France, remplacerait M. Claude Picra, détaché du Trésor à la Banque régionale de l'Ain. Au Crédit industriel de Normandie, M. André Lecomte, directeur général adjoint, succéderait à M. Jean Durand. A la banque Scalbert-Dupont, M. Claude Lacomte, directeur général, deviendrait président après le départ de M. Hugues Malry, qui vient d'être nommé trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle. En revanche, serait maintenu, M. Jean Carrière (Lyonnaise de banque), Louis-Pierre Blanc (Bordelaise de CIC) et Bernard Yvoncourt (Société nationale et Varin-Bernier).

Dans le groupe de la Compagnie financière de Suez, M. Philippe Pontet, conseiller référendaire à la Cour des comptes et vice-président du club Perspectives et réalités, remplacerait M. Jean Caries (Banque de l'Union européenne), qui avait démissionné de la banque Sofinco, tandis que M. Dominique Saglio était nommé partant de la banque La Hénin, où il succéderait à M. Bernard Eglhoff, directeur général adjoint de la Compagnie financière de Suez. A la Banque parisienne de Crédit, M. Daniel Hourri partirait également, au profit

de son directeur général, M. Guy Chartier.

En revanche, MM. Gilbert Lafargues et Guy Delorme seraient très vraisemblablement maintenus à la Banque Vernet et Commerciale de Paris et à la banque Monod La Hénin. Quant à la banque Indosuez, dont M. Renaud de la Genière prendrait la présidence, M. Antoine Jeancourt-Gallignani, l'actuel directeur général, serait confirmé, et pourrait être nommé vice-président ou de la banque, ou de la Compagnie financière (déjà présidée par M. de la Genière).

Dans le groupe du Crédit commercial de France, M. Roger Prain, directeur général de l'Européenne de banque (ex-Rothschild) succéderait au président, M. Roger Pujol, qui prendrait la place de Mme Isabelle Bouillon à l'Union de banques à Paris. A la banque Chair, dont 20 % appartenait au CCF, M. Pierre Habib-Delencle, directeur à la banque Indosuez, et président de l'association RPR Banque, accèderait à la présidence, occupée, depuis juillet 1982, par M. Jean Matouk.

Dans le groupe Paribas, M. Michel François-Poncel, nommé en juillet dernier à la présidence de la Compagnie financière, occuperait — également — celle de la banque. Quant à M. Bruno de Maulde, il serait assuré de rester président du

Crédit du Nord, sa nomination, en janvier 1986, ayant bénéficié d'un consensus politique. Le cas est le même pour M. René Geronimus, président depuis avril 1985, de la SOGENAL, filiale alsacienne de la Société générale, qui avait reçu un aval général, et de M. Yann Galliard à la Société centrale de banque, du même groupe. Au Crédit chimique, enfin, filiale de Pechiney, M. Pierre Vajda partirait, tandis que M. Jean-Michel Bloch-Lainé garderait son poste à la banque Worms, filiale de l'UAP. Quant à la banque Laydier, du groupe Crédit lyonnais, M. Jean-Baptiste Besson, conserverait la présidence.

A première vue, si ces propositions recueillent l'accord du chef de l'Etat, elles traduiraient le reflux complet de la vague « rose » du début de 1982. Seraient ainsi évincés Mmes Daré, Bouillat, MM. Matouk, Thuillier, Durand, Caries, Hourri, Vajda. Leurs remplaçants sont, en très grande majorité, des banquiers professionnels, le plus souvent issus de l'établissement lui-même. Deux nominations « politiques » tout de même : M. Habib-Delencle et M. Pontet, gages donnés au RPR Banque et aux clubs Perspectives et réalités (UDF).

F. R. et S. M.

De nombreux présidents de banque vont changer

Le reflux de la vague rose de 1982

SOCIAL

L'emploi des jeunes

Concert à quatre voix

Pour l'emploi des jeunes, le gouvernement entend montrer qu'il est capable de se mobiliser. Ce qui a donné lieu, le 1^{er} septembre, à un concert de déclarations de plusieurs ministres.

A l'Est, M. Jacques Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a entamé son tour de France pour l'emploi, accompagné en la circonstance de M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat. Il a profité pour annoncer une nouvelle que M. Jacques Chirac avait, prémonstrivement divulgué : l'effort exceptionnel de 4,5 milliards de francs pour le second semestre de 1986 sera reconduit pour le premier semestre de 1987. Ce qui porte à 9 milliards de francs, en année pleine, la contribution possible du budget de l'Etat en faveur des jeunes, sous forme de déductions des charges sociales pour les entreprises.

A Lyon le 2 septembre, à Metz le 5 septembre, M. Séguin va poursuivre son tour de France pour l'emploi, accompagné de M. Arthuis, lui-même de même dans d'autres villes.

A la Rochelle (Charente-Maritime), M. Georges Chavannes, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, a annoncé qu'il réunira le 17 septembre, à Paris, tous les préfets pour évaluer tous les moyens de donner du travail aux jeunes. Il s'inspirera de l'exemple de la Charente, où une dizaine de jeunes tucistes ont rendu visite à deux mille personnes et trouvé des possibilités d'insertion. M. Chavannes a également évoqué des « gleams » d'emploi auprès des artisans et des petites entreprises.

M. Adrien Zoller, secrétaire d'Etat, chargé de la sécurité sociale, n'a pas été en reste.

Evoquant la solution des « petits boulots », chers à M. Séguin, il propose une autre appellation, moins péjorative à ses yeux. « BUT, par exemple, c'est-à-dire bout de route, mais transitoire, ou AVIS, activité valorisante d'insertion sociale », pour lesquels il « pense à la formation des charges sociales ».



Cette surcharge d'interventions, d'initiatives ou d'opérations médiatiques, si elle se comprend, peut aboutir à un carrousel et risque de produire l'effet contraire de ce qu'il était escompté. Depuis son arrivée aux affaires, le gouvernement ne cesse de rappeler l'existence de cette priorité et son insistance pourrait finir par ressembler à la méthode Coué.

A. L.

La vie des chômeurs non indemnisés

Des dettes et des factures impayées

Si leurs finances sont mises à mal, les chômeurs non indemnisés ne sont cependant pas sans ressources. Leur sort dépend au bout du compte de la situation des autres membres de la famille, montre le sondage BVA (le Monde du 29 août), qui avait étudié les comportements de cette population, éloignée de l'emploi (1).

Comment vivent les chômeurs non indemnisés ? Peu sont en couple ou sont mariés (35 %), les jeunes étant souvent célibataires (83 %). La moitié sont des jeunes, hébergés chez leurs parents, 12 % des femmes et 37 % sont des hommes chefs de famille. Dans le foyer du chômeur, quatre personnes en moyenne cohabitent, et l'on compte au moins un enfant dans 79,5 % des cas. Ces familles supportent fréquemment de lourdes charges.

Le revenu mensuel global par foyer est évalué à 5 400 F, mais 32,5 % disposent de 2 500 à 4 000 F et 16 % de moins de 2 500 F. Les femmes et les jeunes se trouvent dans des foyers aux ressources supérieures et les jeunes de quarante ans ont des revenus particulièrement bas. Cela est notamment vrai si le chômeur est chef de famille, tandis que le jeune chômeur, enfant au foyer, appartient à une famille nombreuse. En juin 1985, le revenu moyen par personne présente dans le foyer s'établissait à 1 392 F par mois.

La situation financière dépend pour l'essentiel du nombre de personnes occupant un emploi dans le foyer où vit un chômeur. 37 % de ces foyers n'ont pas d'autre revenu d'activité, 48 % font état d'un emploi, 15 % de deux emplois. En moyenne, chaque emploi rapporte

3 825 F à la famille et il est le critère déterminant pour le niveau de revenu. Les autres éléments interviennent de manière plus réduite, bien que 19,2 % des foyers reçoivent une pension de préretraite, 10,4 % des allocations-chômage, 11,6 % une pension d'invalidité et 8,5 % une bourse d'études. Quant aux prestations familiales, elles constituent la principale source de revenu en dehors des revenus d'activité : 34 % perçoivent des allocations familiales (26 % pour un montant supérieur à 1 000 F), 33 % une allocation logement de 400 F et parfois des aides sociales ou à la famille.

Leurs conditions de vie se ressentent énormément de leur situation. A 58 %, ils sont locataires. 16 % sont hébergés et 23,3 % sont propriétaires, mais, pour la moitié, remboursent encore 1 700 F par mois. 17 % ont des traites à payer et 21 % encore des dettes. A 85 %, ils ont dû puiser dans leur sac de laine (49 %) pour faire face, mais leur détresse se lit au travers d'autres indices, tout aussi préoccupants. 32 % ont demandé des délais de paiement ou des décaissements. 36 % ont emprunté. Plus grave : 9 % ont vendu des biens et 6 % ont déménagé. Plus d'un tiers connaît des difficultés pour les dépenses de nourriture. 26 % ont des amis avec leurs factures EDF-GDF ou PTT et 19 % avec leur loyer.

A. L.

La FEN lance un appel à toutes les forces syndicales pour défendre le service public

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) a lancé un appel, le lundi 1^{er} septembre, à l'ensemble des organisations syndicales pour la défense du service public. Lors d'un bureau fédéral extraordinaire, M. Jacques Pommatou, secrétaire général, a proposé un texte face à un « contre-texte » de la tendance Unité et action (proche du Parti communiste). Le texte de M. Pommatou a obtenu 22 voix, contre 12 pour l'Unité et action et une voix à un texte de l'Ecole émancipée.

Dans cet appel, la FEN condamne une « politique globale » du gouvernement dont l'un des fondements est « la remise en cause de la notion même de service public ». Evoquant les mises en cause du service public dans l'éducation, la recherche, la culture, le « patrimoine », l'industrie, les communications, l'audiovisuel et les banques, la FEN estime que « les fondements mêmes des services publics, c'est-à-dire au service de tous les usagers sans discrimination. Propriété de la nation, ils assurent le principe

d'égalité entre les citoyens et garantissent ainsi les libertés publiques ».

La FEN « appelle ses syndicats nationaux et ses sections départementales à envisager toutes initiatives et à rechercher les coordinations qui peuvent sur ces bases conjuguer les forces syndicales et unir les actions des travailleurs. La FEN multipliera les initiatives pour que le plus grand nombre d'organisations syndicales trouvent un langage commun et retrouvent le chemin de l'unité sur cette question primordiale de la réhabilitation et de la défense de la notion de service public. C'est l'appel qu'elle lance à toutes les forces syndicales ».

Rectificatif. — En Belgique, un chômeur sur deux demeure sans travail depuis plus de deux ans et non pas naturellement un Belge sur deux, comme nous l'avons écrit dans « le Monde de l'économie » du 2 septembre, page 29. Le record est déjà assez tristement pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en rajouter.

Economie

Milliardaires en difficulté

Un des derniers épisodes de la saga des Hunt ?

WASHINGTON
correspondance

L'empire Hunt va-t-il définitivement s'effondrer ou bien s'agit-il d'un nouvel épisode de la saga des Hunt, milliardaires du Texas, dont les tribulations pourraient rivaliser avec celles des héros du feuilleton télévisé « Dallas » ?

Les Hunt du Texas, souvent assimilés aux Rockefeller de New-York, ont survécu plusieurs fois à des revers de fortune pour reconstruire la richesse familiale, sans doute diminuée, mais évaluée encore en 1980 à 10 milliards de dollars. Jusqu'à nouvel ordre, la déclaration de faillite faite par les trois frères, Bunker, Herbert et Lamar Hunt, vise essentiellement à protéger leurs compagnies, Placid Oil et Penrod, des vingt-trois banques américaines réclamant le remboursement de leurs prêts, qui atteignent un milliard 500 millions de dollars (le Monde du 31 août-1^{er} septembre). Mais, très combattifs, les Hunt poursuivent en justice les banques en les accusant de « conspirer » pour démanteler, et finalement, détruire leurs compagnies.

Cette fois, la tâche est rude pour la dynastie Hunt, dont les difficultés sont aussi celles d'un Etat frappé par la baisse des prix du pétrole. Le Texas prouvera-t-il encore ces hommes d'affaires hants en couleur, personnages hors série ayant fait fortune dans le pétrole, comme, au dix-neuvième siècle, les « barons du bétail » dans l'élevage...

Dans ce contexte, la déclaration de faillite des Hunt peut être considérée comme une illustration des changements intervenus dans l'économie du Texas, mais aussi comme un signe de vulnérabilité de la dynastie. « Les Hunt s'en sortent... S'ils perdent, c'est tout le Texas qui est perdu. » La formule d'un commentateur texan résume l'attachement à la mission mythique d'un Texas « plus grand que nature » des chefs d'entreprise « super Américains », aventuriers, extravagants et spéculateurs, mais qui, dans l'environnement actuel de haute technologie, apparaissent un peu comme insolites et presque démodés.

La dynastie Hunt a hérité de son fondateur, L.H. Hunt, le goût du ris-

que et du jeu. C'est au poker, en effet, que le patriarche, mort en 1974 à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, a fait des gains suffisants pour commencer une fortune qu'il augmenta par des spéculations sur le coton et sur le pétrole.

Pendant plusieurs fois, au jeu (chaque nuit il pouvait perdre 50 000 dollars au poker) comme dans les affaires, il a connu des échecs dont il s'est sorti, bâtissant un empire fondé sur le pétrole, le sucre, l'élevage du bétail et des chevaux de course, les métaux précieux. En outre, il s'intéressa à la politique, finançant de petits groupes d'extrême droite.

Il eut douze enfants, certains en dehors du mariage, de trois femmes différentes, mais il favorisa la progéniture du premier lit. Ainsi, les trois garçons de ce que l'on appela la première famille, héritèrent de l'empire. Ils respectèrent les superstitions de L.H., par exemple, en donnant à leurs compagnies un nom de six lettres commençant par un P majuscule (Placid, Penrod et Profit). Ils suivirent également les conseils de leur père qui, en bon libéral du dix-neuvième siècle, était un adversaire implacable de l'Etat fédéral et se méfiait du papier monnaie et des spéculations boursières. Ainsi, les trois frères investirent dans le pétrole, la terre, le bétail, les métaux précieux.

Aujourd'hui encore, l'empire comprend des centaines de milliers d'hectares de pâturages aux Etats-Unis et en Australie, sept cents puits, des mines de charbon non exploitées représentant 300 millions de dollars, des collections précieuses, d'anciennes pièces de monnaie.

Jeu
et spéculations

Malheureusement, ils n'eurent pas la chance et l'habileté de L.H. Ils perdirent leurs « paris » commerciaux dont le plus important, celui sur l'argent, leur coûta un milliard deux cent millions de dollars. Plus tard, le gouvernement les accusa d'avoir voulu accaparer le marché de l'argent dont ils avaient acquis plus de la moitié des ressources disponibles. Mais, entre janvier et mars 1980, le prix de l'once d'argent passa de 50 à 10 dollars.

Les Hunt perdirent également leur pari sur le sucre, dont les cours s'effondrèrent et, plus récemment, sur le pétrole, dont le prix déclinant ne leur assura pas les revenus nécessaires pour aider les autres parties de l'empire. Ils donnèrent comme caution de leurs contrats bancaires la compagnie pétrolière, la rendant ainsi plus vulnérable par suite de la chute des prix mondiaux du pétrole.

Des trois fils, Bunker, l'aîné, semble se rapprocher le plus de son père par son excentricité, son goût du jeu et des spéculations, ainsi que de la politique. Il finance le groupe d'extrême droite John Birch et, plus récemment, les campagnes des évangélistes conservateurs Jerry Falwell et Pat Robertson. Sa fortune était évaluée en 1985 à 900 millions de dollars, mais il vit sans ostentation dans un ranch, près de Dallas, prend l'avion en classe économique, porte des costumes dépareillés et circule dans de vieilles voitures. Son frère Herbert, son plus proche associé, est plus traditionnel mais vit aussi modestement, malgré une fortune évaluée à 800 millions de dollars.

Quant à Lamar, le « petit frère », il s'intéresse surtout au sport. Il finance l'équipe de football des « Chiefs » du Kansas (il amène un appartement dans le stade), et dirige une grande organisation de tennis professionnel. Sa richesse est évaluée à 500 millions de dollars. Quant à Margaret et Caroline, les deux filles presque septuagénaires de la « première famille », elles ont toujours tenu leurs distances à l'égard des entreprises de leurs frères, pour gérer sagement une grosse fortune.

Bref, le style de vie des Hunt est bien différent de celui de la famille de « Dallas ». Mais cette relative fragilité ne les a pas empêchés d'amener l'empire au bord de la faillite. « L'éducation est hautement désirable pour atteindre le raffinement et la culture, mais pour gagner de l'argent, elle peut être un handicap », déclara un jour L. H. qui, sans argent ni éducation, quitta la ferme familiale pour faire fortune. Mais, à en juger par les difficultés de ses héritiers, l'absence ou l'insuffisance d'éducation n'est pas la garantie du succès en affaires.

HENRI PIERRE.

MADRID
de notre correspondant

M. José Maria Ruiz Mateos repart à l'assaut. Celui qui fut le président du plus grand holding privé d'Espagne, Rumasa, avant de devenir, après l'expropriation de ses biens, le fugitif puis le prisonnier le plus célèbre du pays, a en effet décidé de se lancer à nouveau dans le monde des affaires. Il a annoncé la constitution d'une nouvelle société, appelée, tout simplement, la Nouvelle Rumasa, qu'il vient d'inscrire au registre commercial au nom de l'aîné de ses trois fils, Zoilo Ruiz Mateos.

La Nouvelle Rumasa dispose d'un capital bien modeste au regard de celui de l'ancien holding : 1 million de pesetas à peine (50 000 F). Une somme qui pourrait toutefois croître rapidement grâce à la grande souscription nationale qui sera lancée à l'automne prochain. En attendant, M. Ruiz Mateos père a déjà pris contact avec les représentants du personnel de l'un de ses anciens chais, William and Humbert, qui produisent le fameux jerez « Dry Sack », et leur a promis monts et merveilles s'ils consentaient à rentrer dans le giron de Rumasa. Alors qu'il doit encore répondre devant la justice de ses activités passées, M. José Maria Ruiz Mateos n'aura donc jamais fini de surprendre son monde ! L'expropriation, par les socialistes, le 23 février 1983, de son holding, avait fait l'effet d'une bombe : Rumasa, c'était un géant de sept cent soixante-quinze sociétés couvrant tous les secteurs économiques, du jerez au vin rouge et de l'immobilier aux hôtels, en passant par les grands magasins et les banques, et qui ne cessait de croître en achetant sans discernement les entreprises en difficulté.

L'Espagne stupéfaite découvrit alors que les procédés par lesquels le poulpe étendait ses tentacules étaient rien moins que réguliers : falsifications comptables, escroquerie à la Sécurité sociale et au fisc, évasion de devises ; autant de délits pour lesquels M. Ruiz Mateos allait être inculpé par la justice espagnole. Un audit postérieur révélait que les pertes du holding atteignaient, au moment de l'expropriation, 350 milliards de pesetas (17,5 milliards de francs).

En mai, il se voit imposer une caution de 300 millions de pesetas (15 millions de francs), sous peine de retourner en prison, dans l'attente de son procès. Il refuse d'abord de la verser, mais cède après avoir passé dix jours sous les barreaux.

Réfugié à Landres, M. Ruiz Mateos n'en multipliait pas moins les déclarations fracassantes à la presse : il se disait victime d'un grand complot dans lequel étaient impliqués pêle-mêle les socialistes, les banques privées espagnoles, l'Opus Dei (dont il est membre), voire... l'entourage du roi Juan Carlos. Puis il disparut pendant quelques temps, avant d'être arrêté à l'aéroport de Francfort à la demande d'Interpol en avril 1984.

Reçu
comme un héros

L'Espagne demande aussitôt son extradition. En novembre 1985, après dix-neuf mois de guérilla juridique, il est remis à la justice de son pays. Il entre en prison, puis est assigné à résidence à Madrid. Ce qui ne l'empêche pas de réaliser, en janvier 1986, une visite à sa ville natale, Jerez, où il est reçu comme un héros par une foule de vingt-cinq mille personnes.

En mai, il se voit imposer une caution de 300 millions de pesetas (15 millions de francs), sous peine de retourner en prison, dans l'attente de son procès. Il refuse d'abord de la verser, mais cède après avoir passé dix jours sous les barreaux.

C'est que M. Ruiz Mateos n'a rien perdu de sa verve et se consi-

dère plus que jamais comme la victime d'un gigantesque complot. Lui qui affirmait il y a peu : « Je préfère me convertir en un nouveau martyr de l'Eglise plutôt que de porter préjudice à l'Opus Dei » réserve désormais l'essentiel de ses salves oratoires à ceux qu'il appelle « agitateurs » : ses frères dans la foi ; le juge chargé de son cas, M. Barcala - ce « criminel », comme il l'appelle ; le procureur, M. Lablanc ; le chef de la police espagnole, qui avait mené à bien l'expropriation de Rumasa, M. del Rio, tous membres de l'Opus, assure-t-il, et ayant donc juré sa perte.

Un objectif qui est aussi, à l'en croire, celui du président de la Banque populaire (l'une des principales du pays), M. Valls, du président de l'Association espagnole de banques, M. Torres (membres tous deux, on l'aura deviné, de l'Opus Dei) et du président de la Banque d'Espagne M. Rubio. Ainsi, bien sûr, que du président du gouvernement, M. Gonzalez. Décidément, les ennemis qui se dressent sur le chemin de la Nouvelle Rumasa semblent bien redoutables. Même pour « l'entrepreneur le plus dynamique d'Espagne », titre que M. Mateos aimait à se décerner.

THIERRY MALINIAK.

Le Diners Club se lance
dans l'assurance auto par correspondance

Après les tentatives, plus ou moins couronnées de succès, des grands noms de la distribution (Carrefour, Habitat) sur le marché de l'assurance automobile, c'est aujourd'hui au tour de l'un des principaux émetteurs de cartes de crédit, le Diners Club, d'offrir à ses adhérents une assurance automobile sous forme de VPC (vente par correspondance). Proposée par Diners Assurances, un cabinet de courtage, né en 1980 et appartenant au groupe Diners Club France, filiale de la Citicorp américaine, cette assurance

destinée aux particuliers, est en fait, un produit conçu par la Nouvelle Mutuelle du groupe AXA (Droit-Mutuelles unies, troisième groupe français). Jusqu'à présent, Diners Assurances, qui revendique 20 000 clients et 44 millions de francs de primes annuelles encaissées (avec une croissance de 40 % à 50 % depuis 1980), n'avait mis au point que des assurances de personnes à travers une quinzaine de contrats : assistance, épargne-retraite...

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

FRANÇAIS-PHILO

LES SUJETS
DU BAC

Le Monde de l'éducation publie ce mois-ci en intégralité les annales du bac 86. Tous les sujets de français et de philosophie. Dans toutes les sections, dans toutes les académies.

Pour préparer activement son baccalauréat. Pour s'entraîner pendant toute l'année. Achetez dès aujourd'hui le Monde de l'éducation.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE : • Le bonheur d'enseigner : les professeurs témoignent. • Spécial rentrée : par niveau scolaire, ce qui va changer, ce qu'il faut savoir. • Devenir baby-sitter : les adresses pour se faire connaître. Les trucs pour réussir.

Numéro de septembre, 13 F chez votre marchand de journaux

Le Monde
de l'ÉDUCATION

حکذا من الاصل

Economie

POINT DE VUE

La loi sur la communication : la porte ouverte aux multinationales

par Jean-Claude Hirel,
ancien directeur de Cabinet
de M. Louis Mermey.

La loi sur la liberté de communication qui vient d'être votée au Parlement a surtout attiré l'attention sur les dispositions concernant l'audiovisuel, notamment la privatisation de TF1, alors qu'elle contient des éléments essentiels pour l'avenir des télécommunications françaises, et, par voie de conséquence pour le futur de notre industrie électronique.

La déréglementation des télécommunications — le terme est impropre car il s'agit dans la plupart des cas d'une nouvelle réglementation — trouve son origine aux États-Unis. Elle est la conclusion du débat qui a pris naissance sous le président Nixon sur le rôle de l'État dans l'économie américaine (1), et qui a abouti à l'élaboration de théories néolibérales qui inspirent largement la démarche politique du président Reagan.

ATT, qui disposait, depuis près d'un siècle, d'un quasi-monopole réglementé pour les communications locales, interurbaines, et internationales et pour la vente d'équipements associés, se voyait contrainte le 1^{er} janvier 1984 d'abandonner le trafic local à des sociétés régionales indépendantes et d'accepter la concurrence dans les autres domaines, c'est-à-dire ceux du trafic interurbain et international. En contre partie de ces diverses obligations, ATT était autorisée, non seulement à étendre ses activités de télécommunications en dehors des États-Unis, ce qui était réservé jusqu'alors à ITT, mais aussi à attaquer de nouveaux domaines, tels que l'informatique.

IBM, de son côté, pouvait étendre ses activités vers les télécommunications, domaines dont la synergie avec l'informatique offre des perspectives étonnantes. Ainsi, les industriels et l'État fédéral y trouvent chacun leur compte. Seuls les usagers non professionnels ne s'y retrouvent pas tout à fait, car la séparation des trafics locaux et interurbains a eu comme première conséquence de renchérir de façon très significative les coûts des communications locales et occasionnement de compliquer la facturation.

Les effets de la déréglementation des télécommunications ne se limitent évidemment pas aux États-Unis ; ils se répercutent, directe-

ment, sur les coûts des communications internationales, dont la diminution oblige les administrations nationales à modifier leur politique tarifaire, en augmentant le tarif de la communication locale. On l'a vu, récemment, en France. Mais là n'est pas l'effet essentiel. Le véritable choc de la déréglementation, c'est l'arrivée prochaine en Europe, sur un marché traditionnellement protégé par les États, de sociétés multinationales, financièrement très puissantes, la plupart du temps même largement plus puissantes que les administrations locales des télécommunications. Le véritable enjeu est celui de la maîtrise des réseaux de communication, avec comme objectif principal l'appropriation des ressources que leur exploitation procure.

La convergence des technologies de l'informatique et des télécommunications met aujourd'hui en évidence la singularité de la situation de ce dernier domaine et rend peu probable le maintien de la situation actuelle en Europe. Les besoins des entreprises conduisant leurs responsabilités, à la recherche d'efficacité, de gains de productivité et de coûts minima, à demander à leurs fournisseurs des systèmes complets intégrant de plus en plus l'informatique (non protégée par un monopole d'État) et les télécommunications (sous monopole d'État).

Dès lors que les problèmes de communications sont fort complexes, les entreprises ont besoin de spécialistes pour concevoir, optimiser leurs réseaux d'informations. Les fournisseurs traditionnels des moyens informatiques de l'entreprise sont ainsi amenés à proposer l'ensemble du système de traitement et de transmission.

Ainsi sont nés les services dits « à valeur ajoutée », qui comprennent notamment les services de diffusion multiple, tels que le vidéotexte, les messageries, la courrier électronique, mais aussi la gestion des échanges d'informations entre ordinateurs de différents constructeurs, et plus généralement les communications d'entreprises.

Dans ces conditions, il devient presque naturel que les groupes multinationaux soient tentés d'attaquer les marchés du trafic national et international des télécommunications, afin d'y trouver les ressources de leur future croissance. La brèche ayant

été faite aux États-Unis, il est clair que cette démarche s'inscrit dans la stratégie internationale de plusieurs sociétés multinationales, et pas seulement IBM et ATT, et que l'angle d'attaque est celui des nouveaux services.

Par le biais de l'ouverture de ces services à la concurrence, les grands groupes du domaine informatique-télécommunications vont surtout chercher à capter le clientèle des entreprises. Dans un premier temps, ils utiliseront les infrastructures nationales et internationales existantes, mais, demain, lorsque la clientèle aura été fidélisée, qui les empêchera de fournir aussi les moyens de transport de ces informations, qui iront vérifier que seules des données informatiques sont transportées et que le trafic emprunte toujours les réseaux des administrations nationales ?

Penser que l'on pourra maintenir une réelle séparation entre le « service de base », que constitue le téléphone, qui serait assuré par l'administration, et les services à valeur ajoutée, confiés à des entreprises privées, est une utopie, en particulier pour les communications d'entreprise. Aucun règlement ne résistera à l'irrésistible évolution technologique en cours. Il serait dangereux, dans ce contexte, de changer les règles qui régissent le monopole des télécommunications sans avoir, au préalable, préparé notre administration chargée des télécommunications, sans s'être assuré que nos industriels sont prêts à affronter cette nouvelle concurrence et sans concertation avec nos partenaires européens. Ouvrir les nouveaux services de télécommunications à la concurrence sans en donner les moyens d'être véritablement dans la compétition internationale et sans conserver à l'État une maîtrise certaine conduirait inéluctablement à aliéner l'indépendance économique nationale, qui passe, dans une large mesure, par la maîtrise des réseaux de communications.

Réduire ce problème est difficile, car il ne s'agit ni de créer un protectionnisme déguisé ni de s'abriter derrière une réglementation anachronique. Il s'agit de mettre en œuvre des réformes de façon graduelle, en gardant le contrôle de leur application. Les effets ne se mesurent qu'à long terme, alors qu'il est trop tard.

(1) Voir la récente thèse sur « La déréglementation aux États-Unis et ses répercussions en Europe », de Sylviane Farnoux-Toporkoff.

M. Mer nommé administrateur délégué d'Usinor et de Sacilor

M. Francis Mer, PDG de Pont-à-Mousson (groupe Saint-Gobain), a été nommé, lundi 1^{er} septembre, par les conseils d'administration concernés, administrateur délégué des deux groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor, après la démission de leurs PDG respectifs, MM. Loubert et Dollé. Ceux-ci ont été remerciés par M. Madelin, ministre de l'Industrie, pour le travail accompli. M. Mer devrait être officiellement nommé PDG des deux groupes lors du conseil des ministres du 3 septembre.

La nomination d'un dirigeant unique pour la sidérurgie française, conforme aux recommandations du rapport Gandois remis en juin au gouvernement, préside à de nouvelles rationalisations dans l'acier.

Sur le plan industriel, M. Mer devra prendre des décisions sur l'avenir de certains sites dans les produits longs (Unimetal) et dans les aciers spéciaux (Ascometal). Les seconds ont fait l'objet de nouvelles annonces en juillet dernier avec 4 000 suppressions d'emplois prévues d'ici à 1990 et le maintien de l'usine de Fos-sur-Mer. Les premiers devraient voir leur plan remis à jour rapidement.

Quant aux produits plats, le plan reste à faire, avec l'harmonisation des trois sites de Solihull, Usinor et Solmer. M. Mer devra également prendre position sur l'accord passé par M. Dollé, en vue du rapprochement de Sacilor et de l'allemand Arbed Saarstahl. Un rapprochement auquel M. Gandois se serait déclaré hostile.

Sur le plan financier, M. Mer devra concilier les besoins qui pourraient faire naître de nouvelles restructurations avec, d'une part, la volonté du gouvernement de ne pas verser d'aides supplémentaires et, d'autre part, les directives de la Commission de Bruxelles pour laquelle de nouvelles subventions devraient s'accompagner de « coupes » supplémentaires. D'autant que l'équilibre des comptes d'Usinor et de Sacilor, prévu pour fin 1987, est loin d'être acquis. Reste enfin à mesurer l'impact sur le plan social — et donc politique — de toute révision des restructurations en cours.

ENTREPRISES

Ateliers et chantiers de la Manche : au moins 300 licenciements

Comme prévu, la journée de lundi 1^{er} septembre a été la première d'une semaine qui sera décisive pour l'avenir des chantiers navals Ateliers et chantiers de la Manche, de Dieppe et du Grand-Quevilly, menacés de dépôt de bilan. La CGT avait fait savoir par avance qu'elle s'opposerait à la tenue des comités d'entreprise convoqués lundi par le PDG, M. Guy Roux. L'ordre du jour comprenait notamment la mise en place d'un plan de licenciements (115 sur 330 salariés au Grand-Quevilly et 200 sur 292 salariés à Dieppe) ou, à défaut, le dépôt de bilan. Lundi matin à Dieppe, la CGT a refusé de siéger au comité d'entreprise, annonçant également qu'elle ne se porterait pas garante du vote du personnel sur le plan de la direction, prévu ce mardi matin. Aucun accord n'a été trouvé pour le règlement des salaires d'août et des congés payés. — (Corresp.)

Laques pour automobiles : ICI rachète Inmott Allemagne

La chimiste britannique Imperial Chemical Industries (ICI) vient encore de renforcer sa position dans les peintures en rachetant la filiale en RFA du groupe allemand Inmott, passée l'an dernier sous le contrôle du chimiste suédois allemand BASF, mais qui e dû s'en séparer pour se conformer aux exigences de l'Office fédéral des cartels. L'Office a cette fois approuvé l'acquisition par ICI. Si l'opération semble modeste au vu du chiffre d'affaires de Inmott Allemagne — 76 millions de DM (250 millions de francs) pour 350 employés, — elle est importante stratégiquement. ICI se renforce ainsi dans la peinture de finitions pour automobiles, un produit à forte valeur ajoutée (prix élevés pour petits volumes), et dont la demande est régulièrement en hausse vu le taux constant d'accidents de voiture. L'Allemagne fédérale est le premier marché européen pour ce produit.

L'Air liquide crée une nouvelle société au Japon

Le groupe français L'Air liquide, leader mondial des gaz industriels, implanté au Japon depuis 1930, a créé une nouvelle entreprise dans ce pays avec son partenaire nippon Showa Denko. La société, Pacific Hydrogen Company, basée à Tokyo, sera dotée d'un capital de 100 millions de yens (environ 4,3 millions de francs), détenus à 60 % par Showa Denko, à 30 % par L'Air liquide et à 10 % par sa

filiale japonaise, Teisan. Cette association permettra de produire et de vendre de l'hydrogène liquide pur, dont le développement de l'industrie spatiale, L'usine, capable de produire 7 400 kilolitres d'hydrogène liquide purifié, à partir de mai 1987, devrait être construite dans le complexe chimique d'Oita, fondé par Showa Denko sur l'île de Kyushu, dans le sud du Japon.

Vestra va construire une usine d'uniformes en Egypte

Le fabricant français de vêtements masculins Vestra a signé la semaine dernière une lettre d'intention pour la construction d'une usine d'uniformes en Egypte, contrat dont il garde le montant secret. Le PDG de Vestra, M. Zaehring, espère conclure les négociations dans les prochaines semaines. Reste encore à définir la forme juridique que prendra la nouvelle entreprise, et à savoir si elle appartiendra au secteur public ou privé, et donc si elle sera une simple cession de technologie, ou d'une société à laquelle Vestra participera, sur le modèle de l'unité de production de vêtements masculins Vesteco, située à Alexandrie. Construite par Vestra il y a quatre ans, le producteur strasbourgeois y a une participation de 25 % dans le capital. Vestra pratique beaucoup la transfert de technologie à destination des pays en développement ou vers l'Union soviétique, où elle a fourni notamment plusieurs unités de production de prêt-à-porter masculin.

Après un accord avec trois groupes financiers

La société Fermenta reste suédoise pour quelques années

Un nouvel épisode du feuilleton Fermenta a pris fin lundi 1^{er} septembre, mais le dernier mot n'est pas dit sans doute pas encore dit dans cette série à rebondissement, dont personne aujourd'hui ne peut deviner le dénouement. La question est de savoir si Fermenta restera suédoise ou si le groupe italien Montedison va s'en assurer le contrôle conformément à l'accord de principe signé en juillet dernier.

Après l'échec de la tentative de rapprochement avec Volvo au début de l'année, M. Refaat El-Sayed, fondateur et P-DG de la société de biotechnologie championne de la Bourse de Stockholm en 1985, s'est trouvé dans l'obligation de vendre une par-

tie de ses actions pour s'acquitter d'une dette personnelle de 1,2 milliard de couronnes (autant de francs français) dont le paiement lui est réclamé à partir de décembre prochain. Les candidats au rachat ont d'abord été Montedison, puis des instituts financiers suédois, et M. El-Sayed a négocié parallèlement pendant plusieurs semaines, tantôt à Milan tantôt à Stockholm, avec les intéressés, sans doute pour essayer de faire monter les enchères.

Lundi 1^{er} septembre, il a finalement annoncé qu'un accord était intervenu avec trois groupes financiers et industriels suédois qui acquiescent six millions d'actions

(représentant 32 % des droits de vote) de M. El-Sayed. Ce sont les industriels suédois d'investissement proche de la Handelsbanken, qui est la deuxième banque d'affaires suédoise, Beijer Investment, dirigé par M. Anders Wall, et Procordia, le holding des entreprises d'État qui contrôle notamment les établissements financiers Kabi. 30 % des actions B du fondateur de Fermenta sont par ailleurs proposées aux fonds salariaux régionaux à majorité syndicale et aux actions actionnaires. L'ensemble des titres qui changent de propriétaire représente une somme d'environ 1 milliard de couronnes.

Dans cette affaire bien difficile à démêler, M. El-Sayed a bénéficié du soutien de quelque trois mille petits actionnaires particulièrement nationalistes qui s'étaient mobilisés et surtout de celui de syndicats de son entreprise qui s'étaient opposés récemment au rachat de Fermenta par Montedison. Ceux-ci, qui ne représentaient pourtant que deux cent cinquante employés, s'étaient vu accorder un droit de veto qu'ils ont utilisé. Ils soutenaient, d'une part, que la firme reste suédoise et, d'autre part, le maintien de M. El-Sayed à son poste de P-DG. Or le groupe italien voulait, à l'avenir, l'employer seulement comme consultant.

La solution suédoise l'a donc emporté. Cela dit, Montedison n'est pas complètement hors course. Deux des trois acquéreurs s'engagent en effet à céder progressivement leurs actions Fermenta aux Italiens, qui pourraient ainsi devenir majoritaires dans l'entreprise dans quelques années. On ne veut pas préciser à quelle date, mais les pourparlers continuent et les deux sociétés soulignent dans un communiqué les avantages industriels à long terme d'un rapprochement. Toujours est-il que M. El-Sayed a réglé un problème financier personnel : il s'a présent les moyens de rembourser ses dettes et peut respirer. Son pouvoir dans l'entreprise est réduit, mais il conserve un portefeuille d'actions qui lui donne environ 40 % des droits de vote dans les assemblées d'actionnaires. Toutefois, l'incertitude quant à l'avenir de Fermenta continue à planer.

ALAIN DEBOVE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PLACEMENT INTERNATIONAL DES CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT DE L'ORÉAL

La syndication correspondant au placement, à l'étranger, de 242 788 certificats d'investissement de L'ORÉAL, à un prix unitaire de 3 175 F, et dirigée par la Banque nationale de Paris et Morgan Stanley International (teneur de livre), est terminée.

L'ORÉAL a contracté avec ce syndicat bancaire pour le placement des certificats d'investissement correspondant aux droits de souscription de GESPAREL, son principal actionnaire. Ce syndicat a entrepris le placement des certificats afin de saisir l'opportunité fournie par la demande considérable émise par la communauté financière internationale auprès de L'ORÉAL. Le syndicat international a reçu une demande des investisseurs supérieure au nombre de certificats mis en vente.

En répondant à l'appel d'un pool bancaire opérant sur l'euro-marché, L'ORÉAL réalise ainsi une « première » pour une société française, effectuant un placement original, qui lui permet notamment d'accroître l'internationalisation de son actionnariat en corrélation avec sa position de Numéro Un mondial dans le domaine des cosmétiques.

CONVENTION INFORMATIQUE

15 AU 19 SEPTEMBRE - PALAIS DES CONGRÈS - PARIS PORTE MAILLOT

RESPONSABLES INFORMATIQUES, SOYEZ A L'ECOUTE DE LA CONVENTION INFORMATIQUE !

SÉANCE D'OUVERTURE
Lundi 15 septembre, 15 heures

Alain MADELIN, Ministre de l'Industrie, des P. et T. et du Tourisme.
"Entreprise informatique et politique libérale : une nouvelle donne".

Gérard LONGUET, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Industrie et des P. et T. et du Tourisme chargé des P. et T.
"La liberté : clé du développement des télécommunications."

Carlo de BENEDETTI, Président d'OLIVETTI.
"Interdépendance informatique/télécommunications".

CONFÉRENCES PROSPECTIVES
Mardi 16 septembre

Philippe KAHN, Président de BORLAND International.
"Stratégie logiciel dans un marché en mutation".

Mercredi 17 septembre

Jérôme L. DREYER, Président de l'ADAPSO.
"L'industrie des services

informatiques dans les 25 prochaines années".

Jeudi 18 septembre

Pierre-Michel OURY, Administrateur de la Société Générale de Belgique.
"Informatique, traitement de l'information et Capitalisation du savoir : enjeux du XXI^e siècle".

268 CONFÉRENCES, 12 TABLES RONDES

Et toutes les vedettes de la profession, pour répondre à toutes vos questions sur les 5 thèmes essentiels :

- Marché et tendances.
- Evolution des techniques.
- Management et aspects économiques.
- Micro-informatique.
- Applications.

Inscriptions et informations au (1) 42.61.46.21.

CONVENTION INFORMATIQUE

سكزا من الاصل

Barclays Bank S.A.

Barclays Bank PLC, qui détient 99,99% du capital Barclays Bank S.A., a récemment désigné

M. Joseph BARCLAY
Local Director

pour représenter ses intérêts en France, en remplacement de M. Nicholas Maxwell-Lawford, appelé à d'autres fonctions au sein du Groupe en Angleterre.

De ce fait, les principaux dirigeants de Barclays Bank S.A. sont désormais les suivants :

Président Directeur Général
Pierre de LALANDE
Local Director
Joseph BARCLAY
Directeur Général
(Administration et Filiales spécialisées)
Jacques GOUIN
Directeur Général Adjoint
(Exploitation France et Internationale)
Dominique DEMARQUETTE

L'opération ayant été entièrement soustraite, cette annonce est publiée à titre d'information

CERUS

Compagnies Européennes Réunies
(anciennement Abflam)

F 1.344.000.000

AUGMENTATION DE CAPITAL
par émission de 2.100.000 actions nouvelles à F 640
juin 1986

Conseil
Worms & Cie Finance
Direction

Banque Demachy et Associés - Banque Indosuez

Fonds spécial de grands travaux

GÉRÉ PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

Poursuite de l'effort entrepris : ■ Reconversion des régions minières et sidérurgiques ■ Amélioration des transports publics : T.G.V. Atlantique, transports collectifs urbains ■ Aménagements d'installations portuaires ■ Modernisation des grands axes routiers ■ Economie d'énergie dans l'industrie et les logements.

Emprunt septembre 1986

GARANTI PAR L'ÉTAT

2,5 MILLIARDS DE FRANCS À TAUX FIXE

■ Obligations de 5.000 F émises à 4.965 F

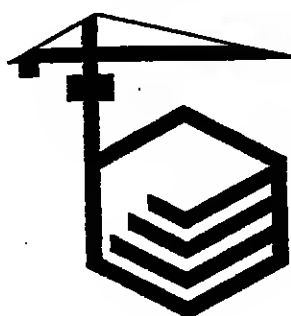
■ Taux annuel : 7,80% soit 390 F par obligation, payables le 15 septembre de chaque année

■ Taux de rendement actuariel brut : 7,89%

■ Durée : 12 ans

■ Amortissement en deux tranches égales à partir de la 1^{re} année.

Date de jouissance et de règlement : 15 septembre 1986.
Souscription auprès des comptables du Trésor, banques et agents de change, Caisse d'Épargne et P.T.T.
Une note d'information est disponible, sans frais, sur demande à la Caisse des Dépôts et Consignations : 56, rue de Lille 75356 Paris (visa COB n° 86-286 du 28.08.86)
Balo du 1^{er} septembre 1986



METTEZ VOTRE ARGENT
EN CHANTIERS

FSGT

Marchés financiers

PARIS, 1^{er} septembre

Consolidation : - 0,03 %

Après avoir atteint de nouvelles sommets à la veille du week-end, la Bourse de Paris a éprouvé le besoin de souffler en attendant le premier semestre de septembre : un tiers de point de baisse moyenne, contre une hausse d'un point vendredi dernier, avec une activité apparemment moins importante. En clôture, l'indice a instantanément chuté 0,03 %.

Il est vrai que le début de semaine marquait la rentrée pour de nombreux opérateurs, qui ont voulu faire le point en reprenant les activités.

Le mois d'août ayant été très brillant, que ce soit en progression des cours ou en volume de transactions, il était normal qu'un peu de circonspection se fasse jour.

Les grandes vedettes de la cote ont abandonné quelques fractions, tels Michelin, Thomson-CSF, tandis que certaines valeurs blanchissent des plumes : Indat (- 5 %), Darty (- 4,7 %), Maisons Phénix (- 4,4 %), Peugeot (- 3,7 %), Most-Hennessy (- 2,8 %).

Quelques hausses, tout de même : Prouvost (+ 6,5 %), Coles (+ 5 %), Dessault (+ 5,3 %), GTM Entreprises (+ 4 %), Raffinage et Distribution (+ 4 %), ces deux dernières valeurs enregistrant leur plus haut cours de l'année. Chons encore Louis-Vuitton (+ 3 %), Chargeurs Réunis, Prietemps et CDFP.

Les valeurs de pétrole sont restées assez fermes.

Aux valeurs étrangères, Amer (Ente-Unit) a consolidé sa brusque hausse du vendredi 29 août : certaines rumeurs courent sur cette société, tombée bien bas, mais dont le rattrapage ne paraît pas sur le marché de l'or, le lingot a gagné 1 450 F à 84 450 F et le napoleon a pris 1 F à 522 F.

Sur le MATIF, assez actif, les échéances décembre 1986 et mars 1987 ont en séance débordé le cours de 114 : toujours l'aspect d'une baisse des taux allemands.

LE SIMEX SERA LE PREMIER MARCHÉ A TERME A EFFECTUER DES TRANSACTIONS SUR L'INDICE BOURSIER JAPONAIS

Le marché à terme de Singapour (SIMEX-Singapore International Monetary Exchange) deviendra, mercredi 3 septembre, le premier marché des changes au monde, en dehors du Japon, à pouvoir effectuer des transactions sur l'indice de la Bourse japonaise Nikkei (Nikkei Stock Average Futures).

Selon le directeur général de SIMEX, M. Joseph Pillai, l'accord entre les deux institutions permet aux investisseurs de Singapour de disposer d'un nouvel instrument de couverture sur le marché japonais.

L'indice des cours du Nikkei Stock Average, le principal indice de la Bourse de Tokyo, couvre deux cent vingt-cinq titres de cette Bourse de Tokyo et a été créé au Japon en mai 1949.

Le directeur du marketing du SIMEX, M. Tan Lap Quee, a estimé que le Nikkei pourrait connaître prochainement un volume de transactions quotidiennes de mille contrats.

Le SIMEX, qui traite actuellement sur le marché des eurodollars, des deutschemarks, du yen, de la livre sterling et de l'or, envisage de se lancer dans le marché des contrats en bont du Trésor américain vers la fin du mois de septembre et d'introduire de nouveaux contrats au cours des dix-huit prochains mois.

M. Pillai a souligné que, parallèlement aux contrats en eurodollars, les opérateurs pourront ainsi effectuer des opérations à court et à très long terme sur les taux d'intérêt américains. — (AFP.)

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,6475 F =

Sur des marchés des changes extrêmement calmes, les cours du dollar sont restés pratiquement inchangés mardi 2 septembre. Les opérateurs attendent la publication des indicateurs économiques américains pour prendre position.

FRANCFORT 1^{er} sept. 2^{es} sept.
Dollar (en DM) ... 2,857 2,858

TOKYO 1^{er} sept. 2^{es} sept.
Dollar (en yen) ... 154 154

MARCHÉ MONÉTAIRE
(cote officielle)
Paris (2 sept.) ... 7 %
New-York (1^{er} sept.) ... 5 3/4 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

29 août 1^{er} sept.

Valeurs françaises ... 1217 1216

Valeurs étrangères ... 1129 1121

C^o des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 412 412,5

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

28 août 29 août

Industrielles ... 1900,17 1896,34

LONDRES

(indice Financial Times)

28 août 29 août

Industrielles ... 1311,9 1322,7

Mines d'or ... 260,4 262

Fonds d'Etat ... 85,64 85,72

TOKYO

1^{er} sept. 2^{es} sept.

Nikkei Dow Jones 1841,78 1875,95

Indice général ... 1548,06 1536,39

MATIFNotionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 1^{er} septembre

Nombre de contrats : 3 313

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier ...	112,90	114,05	114	113,65
Précédent ...	112,95	113,95	113,95	113,65

AUTOUR DE LA CORBEILLE

NOUVELLE OPA DANS L'AGRO-ALIMENTAIRE BRITANNIQUE. Le conglomérat britannique Ellidown Holdings, bien implanté dans le secteur agro-alimentaire, vient de lancer une OPA de 62 millions de livres sterling sur Meadow Farm, une des principales entreprises industrielles d'élevage de poules, qui fournit notamment la grande chaîne Marks and Spencer. Les administrateurs de Meadow Farm recommandent à leurs actionnaires d'accepter cette offre.

LA COFIDE A INVESTI 420 MILLIARDS DE LIRE. La Cofide, holding financière du groupe de M. Carlo de Benedetti, annonce, pour son premier exercice, un bénéfice net de 9,2 milliards de lire. Au cours de cette période, les investissements réalisés ont atteint 427 milliards de lire, contre près de 100 milliards l'année précédente, alors que la structure et le périmètre des sociétés contrôlées étaient, il est vrai, différents.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEIZ MOIS	
	+ bon	+ haut	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.	Rep. + en dép.
SE-IL	6,6415	6,6435	+ 70	+ 77	+ 130	+ 145	+ 440	+ 540
SE-IL	4,7887	4,7926	- 46	- 34	- 88	- 67	- 320	- 247
Yen (100)	4,2876	4,3117	+ 71	+ 81	+ 151	+ 169	+ 473	+ 535
DM	3,2768	3,2786	+ 65	+ 77	+ 136	+ 151	+ 413	+ 478
SE-IL	1,0035	1,0043	+ 63	+ 69	+ 91	+ 102	+ 278	+ 321
SE-IL (100)	15,8856	15,8160	- 97	- 24	- 169	- 40	- 332	- 43
SE-IL	4,8596	4,8633	+ 30	+ 114	+ 194	+ 216	+ 565	+ 641
SE-IL (100)	4,7473	4,7521	- 225	- 225	- 190	- 481	- 561	- 569
SE-IL	9,9598	9,9635	- 275	- 244	- 495	- 447	- 1381	- 1124

TAUX DES EUROMONNAIES

	3/4	6	9/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16
SE-IL	4 3/4	4 3/4	4 7/16	4 9/16	4 9/16	4 9/16	4 9/16	4 7/16
DM	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 3/16	5 3/16	5 3/16	5 3/16	5 1/16
SE-IL (100)	6 3/4	7 3/4	7 1/16	7 3/16	7 3/16	7 3/16	7 3/16	7 1/2
SE-IL	1 3/8	1 3/8	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/8
SE-IL (100)	10	12	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 3/8
SE-IL	10	10 1/4	10	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	9 3/4
SE-IL	7	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

صكذ من الاموال

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

1^{er} SEPTEMBRE

Cours relevé
à 17 h 31

Règlement mensuel

Compan-	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%						
		projet.	coût.	coût.	+			projet.	coût.	coût.	+			projet.	coût.	coût.	+						
1590	A.S. % 1879	1882	1582	1588	+ 0.18	2200	Chant S.A.	2290	2201	2207	+ 0.48	536	Nalgona (L)	602	591	591	- 0.02	730	Schneider &	775	762	774	- 0.12
1591	C.M.E. 3%	1882	1582	1588	+ 0.32	2201	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	108	Moravia	108	110	110	+ 0.83	117	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
1592	B.A.P. T.P.	1882	1582	1588	+ 0.61	2202	Chant S.A.	2290	2201	2207	+ 0.58	445	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
1593	C.C.F. T.P.	1882	1582	1588	+ 0.81	2203	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
1594	Chant S.A.	1882	1582	1588	+ 0.81	2204	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2585	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2205	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2586	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2206	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2587	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2207	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2588	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2208	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2589	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2209	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2590	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2210	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2591	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2211	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2592	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2212	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2593	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2213	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2594	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2214	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2595	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2215	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2596	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2216	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2597	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2217	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2598	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2218	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2599	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2219	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2600	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2220	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2601	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2221	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2602	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2222	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2603	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2223	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2604	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2224	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2605	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2225	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2606	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2226	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2607	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2227	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2608	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2228	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2609	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2229	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2610	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2230	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2611	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2231	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2612	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2232	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2613	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2233	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2614	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2234	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2615	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2235	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2616	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2236	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2617	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2237	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2618	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2238	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2619	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2239	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2620	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2240	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2621	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2241	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2622	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2242	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2623	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2243	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2624	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2244	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2625	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2245	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2626	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2246	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2627	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2247	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2628	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2248	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2629	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2249	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2630	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2250	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2631	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2251	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2632	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2252	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2633	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2253	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2634	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2254	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2635	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2255	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2636	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2256	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2637	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2257	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol	450	453	457	10	183	S.C.A.E.	119	119	120	+ 1
2638	Electricité P.	1882	1582	1588	+ 0.80	2258	D.M.C.	2290	2201	2207	+ 0.58	383	Met. Vindol										

Comptant (selection)

Second marché

VALEURS	% du nom	% d'acquisition	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours				
Obligations									Étrangères												
Exp. 7% 1973	8400		Colomb. Ecl.	1082	1110	Mex.	181	188	A.B.P.S.A.	1540		Dauph. O.T.A.	1746	1755	Molet	310	305				
Exp. 8,80% 77	121 97	2 466	Comp. Ind.	499	530	Worm Worm	124	125	A.B. Alcatraz	750	770	Dowling	1880	1880	Navas-Ostrum	753	785				
8,80% 78/83	107 40	1 598	Worm Worm	499	530	Mex. Ind. 40%	200	200	Alcatraz	350	380	Gen. Gen.	1880	1880	Gen. Gen.	414	414				
8,80% 78/88	100 43	0 385	Chap. Lyon-Alm.	4180	4180	OPB Public	440	435	BAPF	885	880	Drum-Dum	537	542	Patrice-Lid.	3820	3820				
10,80% 78/88	111 10	0 305	Comp. Lyon-Alm.	460		Opus	205	202	ALM	1132	1120	Editho-Bulland	365	349	Petit-Benoit	282	280				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Lyon-Alm.	460		Opus-Dumont	310	323	Alcatraz-Bank	1675		Exp. S. Dumont	885	871	Patrice	468	470				
12,20% 80/80	111 46	5 308	C.M.P.	23 80	23 80	Plan Monnet	880	840	American Bonds	864	864	Expand	545	523	Régard	865	865				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.	1382	1382				
12,20% 80/80	111 46	5 308	Comp. Ind.	726	746	Comp. Ind.	988	1000	Comp. Ind.	800	800	Expand	800	800	Comp. Ind.</						

SICAV[illegible]

Cote des changes

Marché libre de l'or

VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1/8	COURS DES BILLET		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/8	
							Achat	Vente				
Attribution												
En Liquid.	79 90			Emis-Unif. 5 1/2	5 723	5 848	5 300	5 850	Or des Indes au bureau	33400	34000	Emis.
Outr.	180			EDJ	5 880	5 878			Or des Indes au bureau	33400	34000	Emis.
Port.	283			Aluminium 1000 DAB	327	327	617		Or des Indes au bureau	33400	34000	Emis.
Person. Bénéf.	14 40	14 20		Aluminium 1000 P	287	287			Or des Indes au bureau	33400	34000	Emis.
				Aluminium 1000 L	287	287	15 800	15 800	Pièces françaises 120 H	521	522	
				Aluminium 1000 S	280 470	280 430	260	258	Pièces françaises 120 H	369		
				Aluminium 1000 T	88 820	88 880	68 000	55	Pièces indies 220 H	542	543	
				Aluminium 1000 U	91 880	91 820	97 850		Pièces indies 220 H	63404	63822	25
				Aluminium 1000 V	8 855	8 900	9 350	10 300	Stamps	117	118	154 64
				Aluminium 1000 W	4 785	4 885	4 700	5 500	Pièces de 20 dollars	2185	2185	
				Aluminium 1000 X	4 748	4 748	4 900	5	Pièces de 10 dollars	1540	1535	
				Aluminium 1000 Y	408	408 570	383 500	418 500	Pièces de 5 dollars	381 25		
				Aluminium 1000 Z	97 080	98 770	93 500	99	Pièces de 50 cents	5188	501	
				Aluminium 1000 A	46 570	48 590	47 450	47 450	Pièces de 10 cents	10275 51	10273 77	
				Aluminium 1000 B	4 885	4 885	5 000	5 300	France-Gruens	327 32	320 56+	
				Aluminium 1000 C	4 580	4 585	4 200	5 100	France-Hausman	582 80	565 63+	
				Aluminium 1000 D	4 518	4 785	4 650	5	France-Hausman	128 04	127 37	
				Aluminium 1000 E	4 315	4 320	4 180	4 350	France-Hausman	388 00	387 50	
									France-Hausman	480 90	475 84	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman	482 75	482 75	
									France-Hausman			

- c : coupon détaché
- o : offert
- : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu

هكذا من الأهل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Tunisie : les accusations contre M. Mezali et l'ex-épouse de M. Bourguiba alourdissent l'atmosphère politique.	7 Le projet de redécoupage électoral : la justice à portée de la main, par Maurice Duverger.	9 Terrorisme : nouvelles menaces et fuites policières.	14 La Mostra de Venise : un entretien avec Alain Resnais.	39 La vie des chômeurs non indemnisés.	Radio-télévision 18
4 États-Unis : polémique sur la sécurité aérienne après la catastrophe de Los Angeles.	8 Opposants communistes et militants révolutionnaires à la recherche d'une « troisième gauche ».	10 Un portrait de la hiérarchie catholique.	— « Digressions », par Bernard Frank.	41 Point de vue : « La loi sur la communication », par Jean-Claude Héral.	Annunces classées 22 à 35
6 Europe : les projets de M. Oreja.	— La colloque de Démocratie 2000.	19 Echees.	COMMUNICATION	42-43 Marchés financiers.	Carnet 19
		SPORTS	16 Le gouvernement remet en cause la décentralisation de Radio-France.	DÉBATS	Météorologie 16
		20 Tennis : Flushing-Meadow.		2 Géographie de l'emploi.	Mots croisés 18
					Loto 17
					Programmes des spectacles 17

L'affaire Greenpeace

En Nouvelle-Zélande

M. Lange accuse

M. Chirac de violer

l'accord sur les « Turenge »

Wellington. — « La France semble avoir violé l'accord conclu sur la libération de ses agents Dominique Prieur et Alain Maffart, condamnés en Nouvelle-Zélande pour le sabotage du Rainbow Warrior », déclare ce mardi 2 septembre le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, qui a ajouté que M. Jacques Chirac avait « tout fait pour dire que le commandant Maffart et le capitaine Prieur sont libres de leurs mouvements sur l'atoll de Hao ».

M. Lange souhaitait ainsi répliquer aux propos tenus à Tahiti par M. Jacques Chirac, qui avait affirmé avoir envoyé aux deux officiers français « un message de considération et d'amitié, et surtout la confirmation de [sa] joie de savoir qu'ils sont aujourd'hui libres sur le territoire de la République ».

M. Chirac avait ajouté à l'attention de la presse : « Ils n'ont pas de contrainte. On leur a simplement demandé de ne pas rencontrer de journalistes, mais comme beaucoup de nos confrères ont eu la gentillesse de m'accompagner, j'ai jugé qu'il aurait été discutable d'aller à Hao sans pouvoir les amener avec moi ».

Concernant cette déclaration, M. Lange a tenu à rappeler qu'il y a des restrictions aux mouvements des deux agents « et qu'elles sont enregistrées dans le document établi par le secrétaire général de l'ONU ». — (AFP, Reuters.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 septembre

Quasi-stabilité :
- 0,01 %

La Bourse de Paris est restée à peu de chose près sur ses positions de la veille, le 2 septembre, à la séance du matin. En clôture, l'indice instantané cédait 0,01 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient Sanofi (+ 3,38 %), Michelin (+ 1,42 %), Moët-Hennessy (+ 1,37 %) et Eurocom (+ 1,32 %). En baisse, on notait Pernod-Ricard (- 2,56 %), Synthelabo (- 2,35 %), Guyenne Gascogne (- 1,63 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	470	471	471
Agencys France	1820	1815	1820
Alcatel	1770	1764	1767
Alstom	328	328	328
Banque Paribas	1283	1278	1278
Bouygues	2010	2020	2020
Bouygues	1448	1448	1448
B.P.L.	4370	4369	4378
Canal+	3500	3539	3530
Changiers S.A.	1440	1440	1437
Cit-Alco	850	851	854
Danone	1575	1580	1580
Elf	1302	1315	1312
Elf-Aquitaine	344	344	344
Endesa	2130	2140	2142
Elf-Industrie	1408	1470	1480
Elf-Industrie	3010	3015	3020
Elf-Industrie	1786	1785	1770
Elf-Industrie	2330	2330	2382
Elf-Industrie	1208	1200	1208
Elf-Industrie	3088	3088	3087
Elf-Industrie	1086	1086	1088
Elf-Industrie	1205	1205	1204
Elf-Industrie	787	770	785
Elf-Industrie	795	795	792
Elf-Industrie	3300	3300	3300
Elf-Industrie	1702	1688	1685
Elf-Industrie	468	460	478
Elf-Industrie	3180	3180	3180
Elf-Industrie	568	565	564

COMPRENDRE POUR AGIR CHAQUE MOIS, SCIENCE & VIE ECONOMIE VOUS EXPLIQUE TOUTE L'ECONOMIE. CLAIEMENT. UTILEMENT.

SCIENCE & VIE
ECONOMIE

A Fréjus

Les hésitations du ministre de la défense

FRÉJUS
de notre envoyé spécial

Le ministre de la défense n'a rien à dire, pour l'instant, sur l'affaire Greenpeace. Il s'en est expliqué, lundi 1^{er} septembre, à Fréjus, où il commémorait les combats de Bazeilles (Ardennes) au cours desquels, en 1870, deux mille six cents soldats français tombèrent sous les balles allemandes. Interrogé sur l'épisode du Rainbow Warrior, M. André Giraud a exprimé son irritation d'être constamment questionné à ce sujet : « J'en ai ras le bol de l'affaire Greenpeace ! Je ne casse de dire que je n'ai rien à dire ».

Le 21 août, puis le 31 août, le ministre de la défense avait pourtant affirmé que « les Français ne comprendraient pas qu'on ne leur dise pas tout ce qu'il est possible de révéler sur cette affaire ». On a cru comprendre, lundi, qu'il n'avait pas renoncé à ce projet mais qu'il attendait d'y voir plus clair pour parler. Le ministre de la défense a visiblement tenté de redorer le blason de la DGSSE, mais l'entreprise est si délicate qu'il préfère voir d'abord à quoi il s'engage. Politiquement, M. Giraud est peut-être enclin à exploiter l'affaire, mais comment atteindre le président de la République sans mettre en cause la hiérarchie mil-

taire ? Le ministre de la défense étudie le dossier, réfléchit et, pour l'instant, se tait.

Il a réaffirmé que la France tiendrait ses engagements au Liban, en République centrafricaine et au Tchad, « fût-ce au prix des risques nécessaires, pourvu seulement que les conditions permettant de remplir sa mission soient réunies ».

Parlant du Liban et des troupes françaises qui y servent sous la bannière des Nations unies, le ministre a déclaré : « Si on les laisse se faire tuer sans possibilité de se défendre (...) ah bien ! nous la marchons plus ! (...) C'est ce que nous avons expliqué au secrétaire général des Nations unies (...) qui semble avoir bien compris la demande de la France (...) ». Nous n'avons pas passé d'ultimatum (mais) il y a des décisions qui arrivent à la fin de l'année. Espérons que la problème sera réglé d'ici là ».

Interrogé enfin sur le Tchad et sur ses déclarations envisageant l'appui de la France à la reconquête du Nord par les forces de M. Hissène Habré (le Monde du 2 septembre), M. Giraud s'est étonné des commentaires suscités par ses propos, estimant qu'il n'avait rien dit de nouveau à ce sujet.

BERTRAND LE GENDRE.

Disparition
de l'écrivain italien
Goffredo PariseROME
de notre correspondant

L'écrivain italien Goffredo Parise est mort dimanche matin à l'hôpital Ca' Foncello de Trévise, où il avait été admis le 18 août à la suite d'une hémorragie cérébrale. Il avait cinquante-sept ans.

« Ecrivain expérimental, anxieux de se renouveler constamment », comme le rappelle le *Corriere della Sera*, qui lui a longtemps ouvert ses colonnes, Goffredo Parise a abordé tous les genres littéraires : de son premier roman donné en 1951 à vingt-deux ans, *L'Enfant mort et les comètes*, au dernier, le trépidant, paru en 1982 sous le titre *Silabario II* (un abécédaire des sentiments en deux volumes, prenant fin sur la lettre S comme solitude), Parise affiche un refus total du conformisme, une horreur viscérale de toute idéologie. Parmi ses ouvrages les plus importants figurent, le *Beau prétre*, (1954), premier best-seller de l'après-guerre, qui raconte les tentations d'un homme d'Eglise ; les *Flanquilles* (1956), le *Patron* (1965), *L'Absolu naturel* (1967)...

— (L'Indis.)

Où trouver le Glenlivet ? Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple Gambirinus, 13, rue des Blancs-Manteaux, Paris 4^e.

Son contrat n'étant toujours pas renouvelé

Bernard Langlois quitte Antenne 2

« Résistances », l'émission mensuelle d'Antenne 2 consacrée aux droits de l'homme, est en quête d'un nouveau producteur et d'un nouveau présentateur. Bernard Langlois, qui occupait ces fonctions depuis la création de ce magazine en janvier 1983 par Michel Thoulouze, a en effet annoncé, le lundi 1^{er} septembre, son intention de ne pas demander le renouvellement du contrat qui le lie à la chaîne.

Depuis cinq ans, les relations de Bernard Langlois avec Antenne 2 ont été tumultueuses. Présentateur d'« Antenne 2-midi » depuis 1981, il fut interdit d'antenne en septembre 1982 : M. Pierre Desgraupes, alors PDG d'Antenne 2 avait estimé que Bernard Langlois avait manqué de respect à la mémoire de la princesse Grace de Monaco.

En juin 1986, après trente-quatre numéros de « Résistances », le journaliste est à nouveau interdit d'antenne. Il ne peut plus présenter son magazine, mais en reste le producteur. Motif de cette décision prise par M. Jean Drucker, actuel PDG de la chaîne : Bernard Langlois avait brocardé, au cours de son émission, la politique sécuritaire du gouvernement. Cette suspension n'était prévue que pour être provisoire.

Bernard Langlois s'inquiétait toutefois de son sort et de celui de « Résistances » pour la rentrée, explique Pierre-Henri Arstam, directeur de l'information d'Antenne 2. En effet, son contrat avait pris fin à la date du 30 juin, et Bernard Lan-

du jeudi 4
au lundi 15
septembre
1986

foire européenne
strasbourg

A B C D E F G

Thaïlande
Démission
du vice-ministre
de l'intérieurBANGKOK
de notre correspondant

Le gouvernement du général Prem vient de connaître sa première crise majeure, trois semaines après sa formation. Le vice-ministre de l'intérieur, M. Veera Musigapong, trente-huit ans, qui fait actuellement l'objet d'une enquête de la police pour une éventuelle offense à la monarchie, a, en effet, donné sa démission lundi matin 1^{er} septembre.

C'est en juillet, au cours de la récente campagne électorale, que M. Veera, qui est également secrétaire général du Parti démocrate, avait fait des remarques jugées déshonorantes pour le palais. La monarchie est, en Thaïlande, très strictement protégée par la Constitution.

L'opposition s'était emparée de l'affaire avec d'autant plus de vigueur que M. Veera est proche du premier ministre. En s'en prenant au vice-ministre, l'opposition visait en fait ses deux bêtes noires, le Parti démocrate, grand vainqueur des élections, et le général Prem Tinsulanonda.

La démission de M. Veera met en principe fin à une controverse politique qui risquait à tout moment de déborder dans la rue.

J. B.

● Défection chinoise. — Un haut responsable chinois, chargé d'opérations de renseignements, a fait défection vers un pays de l'Ouest au début de cette année, affirmant mardi 2 septembre, de bonne source à Pékin, M. Yu Sen avait été nommé, peu avant son geste, directeur du bureau des affaires étrangères au ministère chinois de la sécurité d'Etat, indiquait la même source.

Il me semble assez clair, écrit-il encore, que la poursuite de ma collaboration à Antenne 2 ne vous paraît pas relever d'une urgence nécessaire. Et il ajoute : « Je suis heureux et fier d'avoir produit et animé pendant trois ans une émission que vous qualifiez publiquement, il y a peu, de la chaîne ». Cette lettre a sans doute accéléré la dégradation des relations entre Bernard Langlois et la direction de la chaîne.

Le PDG d'Antenne 2 s'était pourtant rangé au point de vue de Pierre-Henri Arstam qui souhaitait que « Résistances » reste une émission autonome (il était question de fonder en une seule les trois émissions « Le magazine », « Actions », et « Résistances ») et que Bernard Langlois fût à nouveau le présentateur. Mais les termes de la lettre de Bernard Langlois ont été jugés inacceptables par M. Drucker.

A. Rd.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT. PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur. PANTALONS MESURE A partir de 650 F. COSTUMES MESURE A partir de 1950 F. 3000 tissus. Locations d'articles anglais. Fabrication traditionnelle. TABLETTE, JUPES, MANTEAUX SUR MESURE. UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES. **LEGRAND Tailleur** 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra. Téléphone : 47-42-70-61. Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

Sur le vif

Erotel

Il m'arrive un de ces trucs, vous pouvez pas savoir ! Ce matin au réveil, il fait encore nuit noire, je tends une main engourdie de sommeil vers mon transistor et qu'est-ce que j'entends ? Le ministre des PTT est, vache, ému par le détournement abusif du minitel au profit des messageries érotiques. Comment ? C'est quoi, ça ? Il me l'explique, le mec à la radio, il m'indique la marche à suivre pour renouer mes penchants amoureux, organiser les plaisirs de ma nuit, participer au bal masqué des fantasmes ou consulter le docteur Sexibus.

Je me jette sur mon téléphone, je le branche sur mon minitel, je compose le 3615 sur mon cadran, je pianote sur mon clavier et je lis : Cache-toi sous un tendre déguisement en forme de pseudo. OK. Là-dessus je vois s'inscrire sur mon écran tout un tas de numéros, Help, Mimi, Hous, Sally, JP... Il y en avait une bonne douzaine.

Je choisis Truie, tant qu'à faire, et je lui demande s'il est cochon. Il me dit oui. Avec le

queue en tire-bouchon ? Pas de réponse. Je me dis : Ah, Truie ! j'ai dû la choquer, il s'est énervé. Je réessaie la conversation avec un certain Aladin. Lui, c'est un lent, un prudent, il commence par établir ma fiche d'état civil. Age, sexe, ville, occupation. Je lui tape dix-huit ans, femme, Paris, études. Ça suffit pas, il veut des détails : lycée ou fac. Un vrai minuscule. Je vais pour taper cours Pigier quand ma Truie me revient halotante, elle doit être très sollicitée et me balancer : Fosse pour le répit. Non, non, n'insistez pas... De toute façon, mon chef le laisserait pas passer, là sont d'un pudibond !

Tiens, à propos de chefs, du coup je débarrasse en retard à la conférence, les yeux hors de la tête.

— Qu'est-ce qui t'arrive ?
— On vient de me faire une proposition, une offre d'emploi fatigante.

— Ah bon LA-télévision ?
— Non, au bois de Boulogne.

CLAUDE SARRAUTE.

Découverte de deux films
de Fritz Lang

Deux films du réalisateur allemand Fritz Lang, tournés en 1921 et 1922 et disparus depuis 1945, viennent d'être découverts à la cinémathèque de San Paolo où ils avaient été oubliés sur une étagère. Il s'agit de *Kaempfe Herzog* (« Coeurs en lutte ») et *Das Wandernde Bild* (« L'image vagabonde »).

Les deux films, authentifiés par Walter Seidler, restaurateur à la cinémathèque de Berlin-Ouest, vont être restaurés et recopiés et seront projetés en juillet 1987 à Berlin, à l'occasion du 75^e anniversaire de la ville.

Le numéro de « Monde » daté 2 septembre 1986 a été tiré à 515 801 exemplaires.

Voiture piégée
à Paris

Sous l'effet d'une bombe de faible puissance placée sous le capot, une voiture a explosé dans la nuit de lundi à mardi devant un immeuble de 83, boulevard Cardinet à Paris (17^e). A proximité du lieu de l'explosion, les enquêteurs de la première division de police judiciaire ont trouvé une feuille de papier portant pour toute inscription : « Felli-Libye-premier américain ».

Il semble en fait que les auteurs de l'attentat se sont trompés de voiture. M. Felli, ancien responsable du mouvement des gaullistes de gauche chargé des relations politiques avec les pays du Moyen-Orient, habite bien l'immeuble devant lequel a été commis l'attentat, mais c'est la voiture de l'un de ses voisins qui a sauté.

JUSQU'AU 13 SEPTEMBRE !

1 DISQUE DUR IC 20 Mo SCSI POUR MACINTOSH PLUS
8430 F.H.T. seulement !
9990 F.H.T.C.

Une exclusivité produite par International Computer



Profitez-en dès aujourd'hui !!

Un Macintosh s'achète chez **INTERNATIONAL COMPUTER**
26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. (1) 42.72.26.26
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 91.37.25.03

Jeunes
Ingénieurs

REALISER POUR SE REALISER.

HEWLETT PACKARD
PERFORMANCES A L'APPLI.